

GUSTAVE ROULAND

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1856-1863

Thèse pour le Doctorat

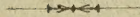
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE LYON

PAR

François DUTACQ

Licencié en Droit

Professeur d'École Primaire Supérieure



TULLE
IMPRIMERIE MAZEYRIE

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A

MONSIEUR JOUBIN

RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE LYON

Cet essai d'histoire de l'Instruction Publique
est respectueusement dédié

F. D.

GUSTAVE ROULAND

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1856-1863

Thèse pour le Doctorat

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE LYON

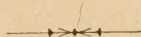
PAR



François DUTACQ

Licencié en Droit

Professeur d'École Primaire Supérieure



TULLE

IMPRIMERIE MAZEYRIE

—
1910

PRÉFACE

I

Il est des hommes que la destinée condamne à l'obscurité, que les historiens ignorent ou délaissent parce qu'ils n'ont point fait de mal et se sont contentés d'exercer une action utile, mais discrète, pendant leur passage aux affaires.

Entre un prédécesseur qui a laissé un peu sympathique souvenir, et un successeur qui a beaucoup réformé, non sans quelque bruit, entre Fortoul et Duruy, Gustave Rouland, ministre de l'Instruction publique de 1856 à 1863, fait modeste figure. C'est à peine si les écrivains qui s'occupent du Second Empire prononcent quelquefois son nom, même s'ils ont appliqué leurs études à l'histoire spéciale de l'enseignement. Seul son ancien collaborateur, M. Du Mesnil, a su lui rendre justice en analysant son œuvre dans une notice très nourrie, mais nécessairement très concise, du *Dictionnaire de Pédagogie*.

Il y a mieux et plus à dire de cet honnête magistrat qui s'efforça, dans la mesure du possible, de restaurer la splendeur de l'Université profondément bouleversée depuis 1850, et d'effacer les traces de la néfaste dictature de Fortoul, pour obéir à la pensée secrète de Napoléon III, étonné de trouver autour de lui tant de ruines et de misères.

Je voudrais ici mettre en lumière son rôle bienfaisant, dégager les idées essentielles qui dominèrent son administration, et montrer que les sept années pendant lesquelles il gouverna l'Université ne furent ni mauvaises, ni stériles.

Il faudrait, dans une histoire complète du ministère

Rouland — que je reprendrai peut-être un jour — raconter la lutte ardente menée par les catholiques, surtout au lendemain de la guerre d'Italie, lorsque la question romaine troublait tous les esprits, rappeler les polémiques engagées entre les journaux ultramontains qui prenaient le ton aux bureaux de l'*Univers*, puis du *Monde*, de Louis Veuillot, et les journaux libéraux, extraire des archives publiques de nombreux rapports, émanant des autorités universitaires, administratives et judiciaires, et relatifs à l'organisation intérieure des établissements d'instruction, au personnel, aux études, comme aux tentatives d'agitation encouragées par les prélats dans la plupart des diocèses. Il faudrait encore établir la part des fonctionnaires, inspecteurs généraux et chefs de service, qui ont collaboré avec le ministre à la préparation de ses décrets, arrêtés, instructions et circulaires. Cette tâche, très vaste, est impossible à l'heure actuelle ou ne pourrait être que partiellement exécutée, puisque les règlements en vigueur interdisent aux Archives Nationales la communication des documents qui n'ont pas cinquante ans de date.

II

J'ai donc surtout utilisé, avec les œuvres de Rouland, les grands recueils de documents officiels, auxquels on peut ajouter deux périodiques consacrés au mouvement universitaire et qui avaient une allure officieuse, la *Revue de l'Instruction publique* et le *Journal général de l'Instruction publique*.

Je citerai, en outre, ici, les mémoires, souvenirs, correspondances et travaux particuliers ou généraux dont j'ai fait un fréquent usage, les autres indications bibliographiques étant données en références.

A. — Œuvres de Rouland.

1° *Discours et Réquisitoires* de M. Rouland, ancien procureur général, Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, Séna-

teur, Grand-Croix de la Légion d'honneur, 2 vol, in-8, Paris, Imp. Nationale, 1863.

Ce recueil fut composé par les amis du ministre « afin de consacrer le souvenir des questions si diverses auxquelles son nom doit rester attaché » et publié au mois de mai 1863. (*Disc. et Réquisitoires*, I, p. II). Les discours contenus dans le second volume se retrouvent, à de très rares exceptions près, au *Moniteur*.

2° *Des Revues de Province et de la Revue de Rouen* (*Revue de Rouen*, I, pp. 5-14).

3° *Travaux de l'Académie royale de Rouen* (id. *ibid*, pp. 257-269, et II, pp. 129-144).

4° *Revue Rétrospective* (id. 1836, I, pp. 5-20).

5° *Association Normande*, Session tenue à Evreux, 1835 (id. *ibid.*, pp. 123-139).

6° *Plaidoyer pour l'Agriculture* (id. 1836, II, pp. 189-204).

7° *Notice sur la Société libre du département de l'Eure* (id. 1837, I, pp. 129-138).

8° *Etablissement d'un Cours départemental d'Agriculture théorique et pratique et d'un Cours de Chimie agricole* (proposition faite au Conseil Général de la Seine-Inférieure, session de 1837, id. 1837, II, pp. 65-76).

9° *Discours de rentrée à la Cour royale de Rouen* (3 novembre 1840), Rouen, in-8°, 1840 (voy. *Discours et Réquisitoires*, I, pp. 17 et s.).

10° *Rapport sur l'Agriculture*, lu au Conseil Général dans sa session de 1845 (*Société centrale d'Agriculture de la Seine-Inférieure*, XIV, pp. 23-34) (1).

B. — Recueils de Documents officiels.

1° *Moniteur*, années 1848 et suivantes.

2° *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction Publique*, années 1850 et suivantes (fait suite au *Bulletin universitaire contenant les ordonnances, règlements et arrêtés concernant l'Instruction Publique*, 1828-1849).

3° *Circulaires et Instructions officielles relatives à l'Instruction Publique*, 11 vol. in-8, publiés chez Delalain de 1863 à 1894 (IV et V).

4° De Beauchamp, *Recueil des lois et règlements sur l'Enseignement supérieur*, 4 vol. in-4, Paris, 1880-1889 (II).

(1) On retrouverait de nombreux rapports administratifs de Rouland dans les Comptes-rendus des sessions du Conseil général de la Seine-Inférieure dont il fut membre pendant plus de quarante ans et où il remplit successivement les fonctions de secrétaire et de président.

3^e Gréard, *La Législation de l'Instruction primaire en France depuis 1789 jusqu'à nos jours*, recueil de lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, décisions, avis, projets de lois, etc. 4 vol. in-8, Paris. 2^e édition, s.d. (III).

A côté de ces recueils, plaçons la *Revue de l'Instruction publique* (1856-1861) et le *Journal général de l'Instruction Publique* (1856-1863), contenant outre les lois, décrets, arrêtés et circulaires, intéressant l'Université, de très nombreux extraits de discours prononcés aux distributions de prix, rentrées des Facultés, cérémonies académiques, des études et analyses critiques, des échos et des coupures de grands quotidiens relatifs à la vie pédagogique (1).

C. — Mémoires, Souvenirs, Correspondances.

1^o Duruy, *Notes et Souvenirs, 1811-1894*, 2 vol. in-8, Paris, 1901.

Cf. Lavisce, *Un Ministre, Victor Duruy* (1 vol. in-12, Paris, 1895) où l'auteur a suivi de très près les mémoires alors inédits de Duruy.

2^o Falloux (Cte de), *Discours et Mélanges*, 2 vol. in-8, Paris, 1882.

3^o Falloux (Cte de), *Mémoires d'un Royaliste*, 2 vol. in-8, Paris, 4^e édition, 1888.

4^o Gréard, *Prévost-Paradol*, étude suivie d'un choix de lettres, 1 vol. in-16, Paris, 1894, 2^e édit.

5^o *Mémoires d'un vieil Instituteur*, par L. M., Instituteur honoraire, 1 br. in-16, Lyon, s. l. n. d. (Lyon, 1906, édition du *Lyon Républicain*).

6^o Mérimée, *Lettres à M. Panizzi*, 2 vol. in-8, Paris, 5^e édit. 1831.

« Ces deux volumes, dit l'éditeur, M. Louis Fagan, pourraient avoir pour titre : *Le Second Empire raconté par Mérimée* » (Préface).

7^o Nisard, *Souvenirs et Notes biographiques*, 2 vol in-8, Paris, 1888.

8^o Ollivier (Emile), *L'Empire libéral*, 14 vol. in-12, Paris, 1895 et années suivantes.

9^o Renan, *E. Renan et M. Berthelot, Correspondance*, 1 vol. in-8, Paris 1898.

(1) Le *Recueil périodique et critique*, de Dallou (in-4, 1 vol. par an) et le *Recueil général des lois et arrêts*, de Sirey, contiennent à leur date, les textes législatifs et réglementaires (décrets) relatifs à l'enseignement public et privé, accompagnés d'importants extraits des travaux préparatoires.

cultés, était alors chef de division au Ministère de l'Instruction Publique.

8° Legorju, *La Crise de l'Enseignement secondaire*, 1 vol in-8, Lyon, 1903 (publication de la Société Nationale d'Education de Lyon).

9° Liard, *Universités et Facultés*, 1 vol. in-18, Paris 1890.

10° Liard, *L'Enseignement supérieur en France*, 2 vol. in-8, Paris, 1888-1894 (II).

c) Histoires générales.

1° Bonet-Maury, *Histoire de la Liberté de conscience en France depuis l'Edit de Nantes jusqu'à juillet 1870*, 1 vol. in-8, Paris 1900.

2° Debidour, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France, de 1789 à 1870*, 1 vol. in-8, Paris, 1898.

3° De la Gorce (P.) *Histoire du Second Empire*, 7 vol. in-8, Paris, tomes I, II et IV.

III

M. Chabot, professeur de science de l'éducation à l'Université de Lyon, qui n'a cessé, à l'occasion du présent travail, de me prodiguer, avec l'obligeance aimable que connaissent bien les étudiants de la Faculté des Lettres, ses précieux avis, a droit à mon premier témoignage de reconnaissance. Grâce à M. le Recteur Joubin, j'ai pu dépouiller à loisir dans la bibliothèque administrative de l'Académie la collection des *Circulaires et instructions officielles relatives à l'Instruction publique* et celle du *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique*, et si j'ai cité quelques documents manuscrits de source officielle, c'est parce que M. Bianconi, inspecteur d'académie du Rhône, a consenti à m'ouvrir les archives dont il a la garde. J'ai rencontré à la bibliothèque des Facultés catholiques, auprès de M. Hugues Vaganay, un très cordial accueil et de bons conseils ; M. Loriquet, bibliothécaire en chef de la ville de Rouen, M. Paulme, directeur de la succursale du Crédit Foncier de l'Eure et de la Seine-Inférieure, m'ont fourni des indications bibliographiques dont

j'ai tiré le meilleur parti. Je dois à M. A.-M. Gossez, docteur de l'Université de Lille, professeur à l'Ecole primaire supérieure de Rouen, de très nombreuses notes sans lesquelles, à défaut de papiers privés dont il ne m'a pas été permis de prendre connaissance, il m'eût été impossible de retracer les principales phases de la vie de Rouland ; à M. Ch. Demay, professeur à l'Ecole normale de la Côte-d'Or, les résumés des conférences que faisait aux instituteurs de la Haute-Marne un inspecteur d'académie de l'Empire.

Mon regretté maître, M. Tessier, ancien doyen de la Faculté des Lettres de Caen, M. H. Prentout, professeur d'histoire de Normandie à la même Faculté, M. Quénardel, ancien directeur d'Ecole normale, et qui, avant d'être placé à la tête de l'Institution Bertrand, à Versailles, administra quelque temps l'Ecole Pompée, d'Ivry, M. Lang, directeur honoraire de La Martinière, à Lyon, M. Paulin, principal du Collège de Vannes, m'ont fait profiter de leurs souvenirs ou communiqué des renseignements inédits.

Enfin, les membres des Sociétés savantes de province auxquelles j'avais adressé un questionnaire sur la vie de leurs compagnies au temps de Rouland, m'ont répondu avec un empressement dont je ne saurais trop les remercier, et, de façon toute spéciale, MM. Lenel, professeur honoraire au Lycée d'Amiens, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, Lettres et Arts de cette ville, Dumay, secrétaire de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon, le baron Cavois de Saternault, secrétaire général de l'Académie d'Arras, le Dr Paul Delaunay, secrétaire de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, H. Duméril, professeur-adjoint à la Faculté des Lettres et ancien président de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse, le comte de Sainte-Agathe, archiviste de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon, P. Clauzel, secré-

taire perpétuel de l'Académie de Nîmes, Lemaire, de la Société académique de Saint-Quentin, Musset de l'Académie de La Rochelle, Ph. Lauzun, secrétaire perpétuel de la Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Agen.

Il me reste, en terminant ces quelques pages liminaires, un souhait à exprimer. C'est que la famille de Rouland veuille bien, quelque jour, livrer à la publicité sa correspondance qui apporterait certainement une très intéressante contribution à l'histoire du Second Empire et de l'Université de France dont il fut, parmi tant d'illustres grands-maîtres, un des plus vigilants défenseurs (1).

F. DUTACQ.



(1) Principales abréviations employées dans les références :

Bulletin pour *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction Publique.*

Delalain pour *Circulaires et Instructions officielles relatives à l'Instruction Publique.*

De Beauchamp pour *De Beauchamp, Recueil des Lois et Règlements sur l'Enseignement supérieur.*

Gréard pour *Gréard, La Législation de l'Enseignement primaire en France depuis 1789 jusqu'à nos jours.*

INTRODUCTION

L'OEUVRE DES MINISTRES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE 1848 A 1856

L'Université a traversé, de 1848 à 1856, une période de crise aiguë qui faillit un moment lui devenir mortelle. Victime des rancunes cléricales et réactionnaires, accusée d'avoir par son libéralisme corrompu la jeunesse et préparé de longue main les catastrophes sociales qu'avait évitées la coalition des Amis de l'Ordre en portant Louis-Napoléon à la présidence, elle fut en butte aux attaques les plus odieuses et les plus injustifiées, et ses membres payèrent fort cher l'indépendance de leur pensée. Non seulement la grande institution d'enseignement national fut étroitement soumise au pouvoir politique, surveillée et paralysée par la main brutale des ministres qui s'étaient faits ses geôliers, mais on s'efforça de la désorganiser en lui suscitant une concurrence moins que loyale, on amoindrit le prestige de ses représentants, on brisa la chaîne des belles traditions françaises en bouleversant les plans d'études. L'Eglise triompha : ses collèges et ses écoles se peuplèrent des enfants de la bourgeoisie qui redoutait le communisme. Un moment même il fut question de lui confier entièrement, et sans restriction, l'éducation des enfants de la France.

Lorsque Napoléon fut devenu empereur et qu'il sentit son pouvoir solidement assis, on ne songea plus

à sacrifier l'Université ; on la releva même, par la loi de 1854, du rang inférieur auquel elle était tombée. Mais elle resta sous la direction de Fortoul, autoritaire et systématique, ennemi de la haute culture littéraire et philosophique, appliquant jalousement à tous les ordres d'enseignement une minutieuse réglementation, s'efforçant de donner à son maître des sujets obéissants et fidèles, mais incapables de penser, allant jusqu'à vouloir embrigader les membres de l'Institut parmi les fonctionnaires assermentés.

Son ministère jouit d'une triste renommée dans l'histoire de l'Instruction publique, parce qu'il rappelle de mauvais jours où les professeurs et les instituteurs connurent les déchéances et les humiliations, parfois — trop souvent — la gêne et même la misère. Il laissa, lui aussi, comme ses prédécesseurs, régner la « terreur blanche » dans l'Université. Quand il mourut, on ne le regretta guère, bien qu'il eût commencé à manifester quelque remords de ses erreurs néfastes, et Rouland, qui prit son portefeuille, n'eut pas de peine à le faire oublier.

I

Trois textes essentiels régissent l'enseignement public et privé sous le Second Empire : la loi du 15 mars 1850, le décret du 9 mars 1852, la loi du 14 juin 1854.

La loi du 15 mars 1850, connue plus généralement sous le nom de loi Falloux, a été faite dans l'intérêt du parti catholique et contre l'Université dont elle a détruit le monopole. Elle place les membres du clergé au premier rang parmi les autorités préposées à l'enseignement (1), elle leur ouvre les établissements de l'Etat (2), et laisse, aux séculiers comme aux régu-

(1) Loi du 15 mars 1850, art. 1 (*Moniteur*, 27 mars 1850, pp. 1009 et s.).

(2) Art. 9 et 19 (choix des recteurs et des inspecteurs d'académie), art. 25 (conditions pour exercer les fonctions d'instituteur).

liers, la pleine liberté de créer des écoles primaires et secondaires aux dépens de ces établissements (1).

Les conditions auxquelles doit s'ouvrir un collège communal sont telles (2) que les villes préféreront les laisser disparaître au profit des institutions libres qu'il est permis de créer et de diriger à tout Français âgé de vingt-cinq ans, muni du baccalauréat, d'un brevet de capacité ou d'un certificat de stage (3).

Il y a un recteur par département ; il peut avoir exercé dans l'enseignement libre, pourvu qu'il ait dix ans de services ou le titre de licencié (4). On diminue ainsi le prestige de ce fonctionnaire qui marchait jadis de pair avec les présidents de cour et les procureurs généraux (5). Au conseil académique, le préfet, les ecclésiastiques, les magistrats, les conseillers généraux ont voix prépondérante (6). L'instituteur est nommé par le Conseil municipal et dépend étroitement du maire et du curé ; ce n'est pas nécessairement un laïque, puisque le Conseil a le droit de le choisir, si bon lui semble, parmi les membres d'une association religieuse reconnue (7). L'institutrice n'a aucune situation légale : excellent moyen d'encourager de puissantes congrégations à s'emparer

(1) Art. 17, 36.

(2) Art. 74.

(3) Art. 60, 61, 62.

(4) Art. 7, 8, 9. Cf. H. Michel, *La Loi Falloux*, pp. 400, 432, 434 (1 vol. in 8, Paris 1906.)

(5) D'après Cournot, les académies départementales ont été créées « par suite de vœux systématiques... On voulait rompre avec les traditions universitaires, et le recteur départemental qui pouvait gagner ses éperons (c.-à.-d. sa simarre) au service d'un maître de pension comme au service de l'Etat, à qui l'on donnait 4.000 francs de traitement, était un mince personnage pour présider un conseil académique où siégeaient le préfet, l'évêque, les magistrats et les personnes les plus notables du département... » (Cournot, *Des Institutions d'instruction publique...* p. 493 ; *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 683.

(6) Art. 10 et 11.

(7) Art. 18, 31, 43, 44 et 45.

des écoles de filles, d'autant plus que pour leurs membres la lettre d'obédience équivaut au brevet de capacité (1). Au reste les municipalités ont la faculté de substituer une école libre à une école publique (2), et afin de tarir le recrutement des maîtres laïques, on prévoit la suppression possible des écoles normales, les élèves-maitres étant répartis dans les écoles primaires désignées par le Conseil académique (3). Tout est calculé dans la loi du 15 mars 1850 pour amoindrir l'enseignement public et développer l'enseignement privé au profit de l'Eglise. Seul l'enseignement supérieur resté — provisoirement — sous la direction exclusive de l'Etat (4).

M. de Falloux prétendait bien n'en pas vouloir à l'Université, et au contraire la relever par le stimulant de la concurrence (5). On a écrit, à son propos, que « la loi de 1850 fut une loi d'honnêtes gens, une loi de plein jour », et que si désormais « le clergé était plus libre, l'Université était plus grande, moralement plus grande » (6). Edmond Rousse l'appelle « une loi républicaine » (7).

C'est une opinion discutable. Mgr Dupanloup le démontrait avec force lorsque la loi n'était encore qu'un projet (8). « On a vainement dit contre tout bon

(1) Art. 49.

(2) Art. 36, al. 4.

(3) Art. 35.

(4) Art. 85.

(5) De Falloux, *Discours et Mélanges*, I, pp. 151, 162, discours du 20 septembre 1848 sur l'art. 8 du projet de constitution ; II, pp. 48-49, *Le Parti Catholique*.

(6) *Correspondant*, 25 janvier 1906, pp. 272, 273, H. de Lacombe, *A propos d'un livre nouveau sur la loi Falloux*.

(7) *Correspondant*, 10 février 1906, p. 439, E. Rousse, *La liberté religieuse en France*.

(8) M. de Falloux dans ses *Mémoires d'un Royaliste* (I pp. 569, 571) cite toute une série de lettres d'évêques approuvant son projet. Cf. H. Michel, *op. cit.* pp. 226 et s. appréciations diverses de l'épiscopat.

sens, et misérablement répété que la loi Falloux avait été faite d'accord avec l'Université et en sa faveur. C'est contre le monopole universitaire et malgré l'Université qu'a été faite cette loi » (1). Guizot critiquait vivement un texte qui ne lui paraissait contenir aucun « système d'organisation », aucun moyen « de transaction vraie et durable » (2). D'après Barthélemy Saint-Hilaire, l'historiographe et l'ami de Victor Cousin, « il est avéré que M. le vicomte de Falloux et la Commission dans sa majorité voulaient uniquement ruiner l'Université de manière à ce qu'elle ne pût pas renaître » (3). Un partisan de la liberté, chef d'institution privée, estime que la loi n'était libérale qu'en apparence, « car à l'abri de cette loi, des forces puissantes allaient se constituer et se faire de l'enseignement libre un privilège peut-être dangereux pour elles-mêmes » (4). Et ces témoignages nous amènent à conclure avec Henry Michel, malgré les après critiques faites à sa magistrale étude (5), que la loi Falloux était « orientée tout entière dans le sens de l'enseignement ecclésiastique, et destinée à affaiblir le nom encore considérable en 1849 de l'Université de France » (6).

Louis-Napoléon et son entourage immédiat avaient subi la loi Falloux pour se garder l'amitié des catholiques et les indemniser du concours qu'ils avaient généreusement prêté à l'élection présidentielle (7).

(1) *Ami de la Religion*, 13 novembre 1849, cité par J. Simon, *l'Ecole*, p. 95 (1 vol. in-18, 1874, 8^e édit.).

(2) *Lettres de M. Guizot à sa famille et à ses amis*, pp. 281, 285, (1 vol. in 18, Paris 1884, 2^e édit.).

(3) Barthélemy Saint-Hilaire, *Victor Cousin*, I, p. 532 (3 vol. in-8, Paris, 1895).

(4) Legorju, *La Crise de l'Enseignement secondaire*, p. 79.

(5) *Correspondant*, 25 janvier 1906, pp. 264 et s., H. de La-combe, *op. cit.*

(6) H. Michel, *La Loi Falloux*, p. 191 ; cf. J. Simon, *La liberté civile*, p. 388 (4^e édit. in-18, 1872).

(7) Voy. H. Michel, pp. 9 et s.

Elle ne les satisfaisait pas entièrement. Fortoul laissait, par exemple, dans une dépêche confidentielle au préfet du Jura, le 19 juin 1852, échapper cet aveu : « Au nom du ciel, souvenez-vous de ceci, c'est que la loi du 15 mars 1850 a été faite par les légitimistes et pour eux. Elle a donné à la France des Conseils académiques qui ne sont que des comités électoraux légitimistes » (1).

L'Université fut cependant à deux doigts de la mort dans les premières semaines de l'année 1852. « L'idée de l'abolir fut entretenue » (2). On songeait à laisser aux départements l'entretien des lycées et des collèges, ou même à tout abandonner au clergé (3). L'Ecole Normale était également condamnée, ainsi que le prouvent deux projets de décret et d'arrêté découverts aux archives du ministère de l'Instruction publique par M. Paul Dupuy (4). Mgr Mathieu, archevêque de Besançon, fut pressenti au sujet de la suppression de l'Université qui eût satisfait les instincts d'économie du ministre des finances Fould. Était-ce une manœuvre destinée à flatter les évêques « par une offre séduisante dont ils se garderaient bien d'affronter la charge ? » Était-on sincère ? On consulta plusieurs prélats avec Mgr Mathieu. Tous furent d'avis que le clergé n'était pas pour le moment en état de recueillir la succession de l'Université, que la fondation des collèges libres avait épuisé ses ressources, et que les hommes et l'argent lui manquaient pour faire davantage » (5).

(1) *Dict. de Pédagogie*, I, II, v° *Napoléon III*, p. 2010.

(2) Pierre de la Gorce, *Histoire du Second Empire*, II, p. 141.

(3) Gréard, *Prévost-Paradol*, p. 189, lettre à Taine, 1^{er} février 1852 ; Doudan, *Mélanges et lettres*, III, pp. 287, 288, lettre du 8 mars 1852 (4 vol. in-8, Paris, 1878).

(4) *Centenaire de l'Ecole Normale*, notice de M. Perrot, p. XXIII ; Gréard, *Prévost-Paradol*, pp. 188, 189, lettres des 14 janvier et 1^{er} février 1852, à Taine.

(5) Mgr Besson, *Vie de Son Eminence le Cardinal Mathieu, archevêque de Besançon*, II, pp. 24, 26 (2 vol. in-12, Paris, 1881-1882).

L'Université fut donc sauvée par les hésitations de l'Eglise (1). C'est alors qu'on se décida à la conserver en la soumettant aussi étroitement que possible au pouvoir central.

Le décret du 9 mars 1852 eut en effet pour objet de renforcer l'autorité du gouvernement sur l'enseignement public, en plaçant entre les mains du chef de l'Etat ou de ses délégués la nomination et la révocation de tous les membres de l'Université depuis les professeurs des facultés jusqu'aux instituteurs de campagne. Ces derniers étaient maintenant choisis par les recteurs « les Conseils municipaux entendus » et « d'après le mode prescrit par les deux premiers paragraphes de l'article 31 de la loi du 15 mars 1850 ». Le Conseil supérieur de l'Instruction publique, réorganisé sur de nouvelles bases, était entièrement à la désignation du pouvoir exécutif (2).

Le décret du 9 mars avait été motivé par la nécessité d'exécuter sommairement les fonctionnaires républicains, « la société alarmée » s'étonnant « à bon droit que la justice embarrassée de formes si compliquées tardât si longtemps à frapper les coupables ».

Mais il visait aussi à rendre caduques certaines dispositions de la loi du 15 mars 1850. Les Conseils académiques étaient en effet « composés au gré d'une politique qui, même aux meilleurs jours, n'était pas toujours maîtresse de faire prévaloir le principe d'autorité sur les formes d'une liberté sans frein ni sans limite ». Recrutés désormais parmi « les hommes éclairés » qui devaient « concourir à la réalisation des plans » par lesquels on espérait « assurer la régénération de l'enseignement public et le salut de la société elle-même », ils seraient évidemment plus dociles (3).

(1) Pierre de la Gorce, II, p. 141 ; Doudan, III, p. 288 ; *Centenaire de l'Ecole Normale*, Perrot, pp. XXII, XXIII, Gréard, p. 286.

(2) *Moniteur* 10 mars 1852, p. 395, décret du 9 mars.

(3) Delalain, IV, pp. 259, 260, circulaire du 12 mars 1852. Cf. *Moniteur*, 24 septembre 1853, p. 1061, *Rapport à l'Empereur*

Le décret de 1852 substituait la dictature du ministre à la puissance des anciens conseils qui se composaient, partiellement du moins, de membres élus. Il était conçu de façon « à mettre le plus tôt possible l'organisation générale de l'instruction publique en harmonie avec les principes mêmes du gouvernement nouveau » (1), en attendant qu'il y soit pourvu par une loi spéciale (2). L'enseignement privé n'était pas menacé, mais les recteurs recevaient l'ordre de faire exécuter la loi de 1850 « avec la même vigilance que par le passé ». Car si la liberté d'enseignement « n'était pas renfermée dans de sages limites, elle pourrait entraîner de graves abus » (3).

La loi annoncée par le décret du 9 mars ne fut votée que deux ans plus tard, le 14 juin 1854. Un premier projet, élaboré en 1852, et qui « signifiait revanche de l'Etat contre la loi Falloux » ne fut pas soumis au Corps législatif, peut-être à cause de cette signification même (4). La loi de 1854 marque une intention analogue, mais affirmée d'une manière moins visible (5). Sans vouloir « remettre en question les droits consacrés par la loi du 15 mars 1850 et qu'il est d'usage de

sur la situation de l'Instruction publique depuis le 2 décembre 1851, (se trouve au Bulletin du Ministère, IV, pp. 327-413) : « Les lentes formalités et les fictions de l'ancienne procédure disparaissent. La répression est immédiate à tous les degrés et sous toutes les formes. »

(1) *Moniteur*, 24 septembre 1853, *Rapport à l'Empereur*.

(2) Décret du 9 mars 1852 (considérants),

(3) Delalain, IV, p. 258, circulaire du 12 mars 1852.

(4) Liard, *l'Enseignement supérieur en France*, II, pp. 254, 448, 463 (donne le texte du projet). — Prévost-Paradol dans une lettre à Taine du 14 janvier 1852 parle de « la loi organique de l'enseignement qui va bientôt paraître ». (Gréard, *Prévost-Paradol*, p. 188 ; cf. *id. ibid.*, p. 189, lettre du 1^{er} février).

(5) *Moniteur*, 24 juin 1854, p. 685, texte de la loi. — Cf. *Dictionnaire de Pédagogie*, I, II, p. 2633, v^o Rouland ; Debidour, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat*, p. 536 ; Liard, *op. cit.*, II, p. 257.

désigner par l'expression collective de liberté d'enseignement (1)» ses auteurs pensent qu'il faut « introduire dans l'administration académique et dans le régime de l'enseignement supérieur quelques modifications dont l'expérience a suffisamment démontré la nécessité » (2). L'exposé des motifs présenté par le ministre d'Etat critique l'institution des recteurs départementaux dont on a amoindri « l'autorité morale ». On s'efforce d'y justifier par des raisons politiques et pratiques les pouvoirs donnés aux préfets sur l'enseignement primaire, pouvoirs limités en une certaine mesure par l'intervention des inspecteurs d'académie et des Conseils départementaux. « En centralisant dans les mains du préfet l'administration de l'instruction primaire, le projet met d'accord les mots avec les choses, il tarit la source de regrettables conflits, il satisfait à un besoin social de premier ordre, en assurant la répression énergique et prompte de tout ce qui pouvait tendre à pervertir cet enseignement du peuple » (3).

L'institution des grands rectorats devait reconstituer les centres de haute culture qui ont toujours été

(1) *Moniteur*, 28 avril 1854, pp. 466-467. Exposé des motifs de la loi sur l'Instruction publique par le ministre d'Etat; cf. *Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur l'instruction publique* par M. J. Langlais (Sarthe), député au Corps législatif. (*Moniteur*, 25 mai 1854, suppl. p. 3); de Beauchamp, II, pp. 316 et s. Cf. *Moniteur*, 29 avril 1854, *Partie non officielle*, p. 469, commentaire officieux du projet.

(2) Exposé des motifs présentés par le ministre d'Etat.

(3) Exposé des motifs; cf. rapport Langlais; Jourdain, *Rapport*, pp. 13 et 28. — Les préfets avaient eux-mêmes protesté contre le système de la loi de 1850 et demandé qu'on leur donnât la direction départementale de l'enseignement primaire (Jourdain, p. 13, Cournot, *Des institutions publiques...* p. 494; *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 683). — J. Simon critique très vivement la loi de 1854 qui sacrifie « l'intérêt scolaire à l'intérêt politique. » (J. Simon, *L'Ecole*, pp. 98, 99).

pour la France « l'un de ses plus puissants éléments de civilisation et de gloire ». L'autonomie financière des Facultés, vivant du produit des droits d'inscriptions et d'examens, complétés par une subvention budgétaire, permettrait de nombreuses améliorations matérielles au service de l'enseignement supérieur (1).

Tels sont les principaux points de la loi de 1854 : remise aux préfets de la direction de l'enseignement primaire, reconstitution des académies régionales, établissement de l'autonomie financière des facultés.

On s'était vivement défendu de toucher à l'œuvre de M. de Falloux. Mais personne ne s'y trompait. Le rapporteur du projet lui-même, le député Langlais (de la Sarthe) avouait indirectement qu'elle était visée. « Chaque époque... marque la loi de son empreinte. Celle de 1850, malgré son origine, n'y a pas échappé plus qu'une autre, et il ne faut pas la considérer de bien près pour voir que sa suspicion envers l'Etat tient pour beaucoup à cette sorte d'abaissement auquel la constitution condamnait l'autorité... Que fait la loi nouvelle ? Elle fortifie le gouvernement de l'enseignement de l'Etat. On l'avait affaibli par une trop grande multiplicité de pouvoirs intermédiaires ; elle les réduit et relève leur autorité » (2).

Les catholiques se sentirent touchés et protestèrent avec énergie (3). « La liberté de l'enseignement, disait plus tard l'un d'eux, ... organisée par un si merveilleux accord de toutes les forces conservatrices pendant la période orageuse de la République, n'avait pas été proscrite par la Constitution de 1852. Pourquoi faut-il que la suppression des recteurs départementaux, la substitution de l'autorité préfectorale aux

(1) Exposé des motifs.

(2) Rapport Langlais.

(3) Pierre de la Gorce, *Histoire du Second Empire*, II, pp. 144, 146.

Conseils académiques dont les membres étaient fournis par le clergé, la magistrature et les divers Conseils électifs du département, aient laissé croire que cette conquête de 1848 n'était pas vue d'un bon œil, et qu'un parti puissant voudrait revenir peu à peu aux errements dont nous étions sortis après tant d'années de luttes par une heureuse transaction ? » (1).

La loi de 1854, combinée avec la loi de 1850 et le décret de 1852, réglait l'organisation de l'enseignement public. En principe, elle ne touchait pas à l'enseignement privé ; en réalité, quelques-unes de ses dispositions restreignaient la liberté privilégiée des catholiques en rendant à l'Etat certaines prérogatives qu'il s'était laissé enlever quatre ans plus tôt, et les difficultés qui se produisirent à plusieurs reprises au sujet de la nomination des instituteurs communaux démontrèrent dans la suite que Napoléon III avait certainement voulu se défendre contre les prétentions et les exigences de l'Eglise.

II

Fortoul avait contribué à restaurer l'Université comme institution d'Etat, destinée à soutenir la splendeur du régime napoléonien. Mais il ne montra vis-à-vis du personnel aucune bienveillance, et ne fit rien pour relever sa situation morale et matérielle compromise par la réaction de 1850. L'esprit qui avait dicté la loi Falloux, esprit de défiance et de mépris vis-à-vis des maîtres de l'enseignement public, continua, sous son principat, à régner dans les hautes sphères du pouvoir.

(1) *Correspondant*, 25 mai 1862, p. 183, P. Douhaire, *Liberté de l'enseignement, pétitions au Sénat de Mgr l'Archevêque de Rennes et de M. le Comte de Tournon*. Cf. au *Moniteur*, 28, 29 mai 1854, pp. 582, 583, la discussion au Corps législatif.

M. de Falloux avait voulu sauver la France en plaçant l'école sous la tutelle de l'Eglise. « A la profondeur où la société s'est ébranlée, disait-il dans un rapport au Président de la République, elle ne peut recouvrer sa sécurité qu'en voyant grandir autour d'elle des générations qui la rassurent... Le gouvernement a donc pour mission de déployer sa prévoyance à cet égard ; il n'aurait plus le droit de s'appeler le ministère de l'ordre moral, s'il ne sentait pas qu'entre toutes ses obligations, l'éducation des peuples tient incontestablement le premier rang » (1). Il fallait, en conséquence, imposer aux professeurs et aux instituteurs, une discipline assez sévère pour les empêcher de continuer à répandre dans le pays des ferments de désordre et de décomposition sociale :

A partir de 1849, les révocations frappèrent tous les fonctionnaires suspects de républicanisme ou seulement d'indépendance. La presse cléricale, et plus particulièrement la *Gazette de France* et l'*Univers*, aimait à les dénoncer à la vigilance ministérielle. Deschanel, Berger, Vacherot, victime de l'abbé Gratry, le Dr Guépin, de l'Ecole de médecine de Nantes. Cahen et Aron, dont le seul crime était d'être israélites furent destitués, le recteur Larroque, de Lyon, mis en disponibilité (2). Un autre israélite, Lamm, poursuivi de tracasseries multiples, finit par se suicider (3). MM.

(1) De Falloux, *Discours et Mélanges*, I, p. 179, *Rapport au Président de la République sur la nomination d'une commission chargée de préparer un projet de loi sur l'enseignement secondaire* ; H. Michel, *La Loi Falloux*, pp. 27 et s.

(2) Bonet-Maury, *Histoire de la liberté de conscience en France*, p. 213 ; *Centenaire de l'Ecole Normale*, notice de M. Perrot, p. XXVI ; Gréard, *Prévost-Paradol*, pp. 22 et 23.

(3) Gréard, *Prévost-Paradol*, pp. 23, 226. Cf. Taine. *Correspondance*, I, p. 301, 1^{er} août 1852. « Exemple de tolérance de ce pays : Hémarquinier qui a été suppléant de rhétorique n'a pas pu y rester parce qu'il est juif ». (Il s'agit de Poitiers.)

Georges Perrot, Léon Feer et Michel Bréal faillirent ne pas entrer à l'Ecole Normale pour cause de religion, Fortoul, qui songeait à n'y admettre que de bons catholiques, leur avait d'abord refusé l'autorisation de se présenter au concours, et ne s'avoua vaincu que devant l'intervention du chef de l'Etat (1). Il se vengea en excluant de l'Ecole trois élèves de la promotion de 1851, M. Boiteau, mort maître des requêtes au Conseil d'Etat, M. Accarias qui s'est distingué dans l'enseignement du droit et a terminé sa carrière à la Cour de Cassation, enfin M. Gauthiez. On inventa de misérables prétextes pour se débarrasser de ces jeunes gens qu'on ne trouvait pas d'esprit assez souple (2).

Les Normaliens furent poursuivis jusqu'au delà des murs de l'Ecole. Ce fut une sorte de tare d'avoir appartenu au célèbre établissement (3). Tous ceux qui en sortirent en 1853 furent placés en sixième, sauf deux ; quelques-uns étaient pourvus simplement du titre précaire de professeur-adjoint. Il fallait « faire passer le professeur, comme un caporal, par tous les grades » (4).

A Nevers, Taine était dénoncé par un de ses élèves comme ayant fait l'éloge de Danton, et contraint de se justifier auprès du recteur (5). On l'avait déjà refusé à l'agrégation, malgré un très brillant concours, à cause de ses idées originales (6). A la Sorbonne, sa première thèse de doctorat sur *La Sensation* était repoussée (7). La seconde, *l'Essai sur les Fables de la Fontaine* ne fut

(1) *Centenaire de l'Ecole Normale*, Perrot, pp. XXV-XXVI ; Bonet-Maury, pp. 271, 272.

(2) *Centenaire...* p. XXV ; *id.*, pp. 296, 297 (Gréard).

(3) Taine, *Correspondance*, II, p. 42, 4 octobre 1853.

(4) *Id.* *ibid*

(5) *Id.*, I, pp. 229, 28 mars 1852.

(6) *Id.*, I, pp. 124-130 ; Gréard, *Prévost-Paradol*, pp. 167 et s. p. 175, note.

(7) Taine, *Correspondance*, I, pp. 249, 260, 276, 286, 287, 290, 293.

reçue qu'à correction, et on lui fit sentir indirectement qu'il serait dangereux de la dédier à son ancien maître Vacherot (1).

Le cléricalisme dominait victorieusement l'Université (2). Non seulement l'enseignement religieux était devenu obligatoire dans les lycées et collèges (3), non seulement on faisait appel au concours empressé de l'épiscopat pour former « des hommes honnêtes et religieux en même temps qu'utiles et dévoués aux institutions » (4), mais on chargeait officieusement les aumôniers de surveiller les professeurs, comme les curés et les desservants surveillaient les instituteurs. L'aumônier du collège de Nevers, rendant à Taine sa visite d'arrivée, lui disait en le quittant : « Nous nous aiderons, nous nous avertirons ; par exemple, vous me feriez savoir si l'un de vos élèves montrait de l'irréligion » (5). Il voulut même, à l'occasion de la venue de l'évêque pour la confirmation (cérémonie où Taine se rendit *par ordre*), l'obliger à composer une ode latine ou française qu'un des élèves eût récitée au prélat (6). Sous ces influences, Pascal, Molière, Lamartine, furent proscrits des bibliothèques scolaires (7). Duruy, publiant son *Histoire de France* en 1853,

(1) Taine, *Correspondance*, I, pp. 329 et s.

(2) Liard, *l'Enseignement supérieur*, II, pp. 250-251.

(3) *Bulletin*, 1852, III, pp. 128-129, arrêté du 29 août 1852 ; Delalain, IV, pp. 279-280, circulaire du 15 septembre 1852 aux archevêques et évêques. Cf. *Bulletin*, 1851, II, p. 184, *Règlement du 24 mars 1851, relatif aux Ecoles normales primaires*, art. 20 : « Les journées commencent et finissent par une prière. La prière du matin et du soir est suivie d'une lecture de piété. Les jours de dimanches et de fêtes légalement reconnues, les élèves sont conduits aux offices publics par le directeur assisté des maîtres-adjoints ».

(4) Delalain, IV, p. 477, circulaire du 31 octobre 1854, aux archevêques et évêques.

(5) Taine, *Correspondance*, I, p. 138.

(6) *Id.*, I, p. 269.

(7) *Id.*, pp. 243-244.

excita les colères d'un certain abbé Brûlebois, rédacteur à l'*Univers*. Une note parue au *Journal officiel de l'Instruction publique* désavoua les doctrines de l'historien et annonça qu'avec un sévère rappel à l'ordre, on lui avait adressé l'injonction de supprimer plusieurs passages de son livre (1). Déjà, il s'était vu réprimander pour les « audacieuses témérités », d'une *Histoire Grecque* où il avait cru devoir « préférer la fécondité d'Athènes à la stérilité de Lacédémone. Celle-ci représentait, selon les habiles du temps, le principe d'autorité qu'il fallait exalter, et celle-là ayant eu le mauvais goût de donner davantage, même beaucoup trop, à la liberté, devait être condamnée par l'histoire malgré le siècle de Périclès » (2).

Car il fallait rester dans l'orthodoxie politique et sociale comme dans l'orthodoxie religieuse. La prudence était de rigueur. « Du reste, écrivait Taine à Prévost-Paradol, circonspection parfaite. Vivent Dieu, le roi, les gendarmes et leur auguste famille » (3).

Tous ceux qui tenaient à sauvegarder leur gagne-pain se taisaient, ou se ralliaient aux doctrines énoncées dans les circulaires ministérielles, remplies d'avertissements et de menaces. Dans une instruction concernant l'exécution de la loi du 15 mars 1850, M. de Parieu disait aux recteurs : « Les maîtres honorés sous vos ordres d'une mission de l'Etat, doivent apprendre de vous qu'ils s'appartiennent moins qu'ils n'appartiennent à leurs fonctions mêmes, et qu'ils sont responsables envers la société, non seulement des leçons qu'ils donnent du haut de leurs chaires, mais de leur langage, de leurs écrits et de tous les actes de leur vie, constamment offerte en exemple à la jeunesse qui leur est confiée. Si des conseils paternels ou de sérieux avertissements ne

(1) Duruy, *Notes et Souvenirs*, I, pp. 71 et s.

(2) *Id.*, I, p. 71.

(3) Taine, *Correspondance*, I, p. 146.

rappelaient pas au devoir ceux qui auraient le malheur de s'en écarter, la loi ne nous laisse pas désarmés. Signalez à l'autorité supérieure les fonctionnaires qui, par leur incurie, leur incapacité, ou par quelque scandale que je ne veux pas prévoir, compromettraient l'honneur du corps auquel ils appartiennent, le gouvernement fera prompt justice » (1).

La vie privée des professeurs fut réglementée comme leur vie professionnelle. On leur interdit la fréquentation des cercles politiques et des cafés, « l'intimité du foyer domestique et les joies pures de l'étude ou de la famille », leur offrant « des délassements qu'aucun souvenir ne peut troubler » (2). Fortoul lança la circulaire bien connue « relative à la tenue extérieure des membres du corps enseignant ». Il y proscrivait la barbe comme une des « dernières traces de l'anarchie », et recommandait à ses subordonnés d'avoir un costume sévère, une allure grave et digne (3). Le professeur devenait une sorte de prêtre auquel on défendait de vivre comme ses contemporains. Un régent du collège de Loudun, qui avait eu la malencontreuse idée de louer une actrice dans un journal de l'endroit, fut « suspendu net », acculé à la misère, et « suffisamment maigri » avant d'obtenir sa réintégration (4).

Pour occuper l'activité des maîtres, on les sur-

(1) Delalain, IV, p. 37, instruction du 27 août 1850. Cf. circulaire du 16 janvier 1850, signalant les « mesures de sévérité » qui ont « fait justice des professeurs les plus compromis » au cours de l'année 1849. « Le gouvernement est décidé à user des pouvoirs que la loi lui confie pour rétablir partout l'ordre et la discipline ». (Delalain, III, pp. 472 ets., Gréard, III, pp. 313-314).

(2) Delalain, IV, pp. 68 et 69, circulaire du 31 octobre 1850.

(3) Delalain, IV, pp. 260-261, circulaire du 20 mars 1851 ; cf. Sarcey, *Souvenirs de jeunesse*, in-16, Paris, 5^e édit. 1890, pp. 209-210.

(4) Gréard, *Prévost-Paradol*, p. 219, 21 octobre 1853 ; Taïne, *Correspondance*, I, p. 296, 27 juillet 1852.

chargeait de besogne. Le premier professeur de physique du lycée Bourbon devait, en un seul trimestre, donner des notes à 614 élèves (1). Il n'avait pas le temps de penser à la politique ou aux travaux personnels.

Chacun était découragé, dégoûté. On n'avait plus aucune garantie légale ; le ministre déplaçait arbitrairement les professeurs les plus estimés (2), frappait les indépendants, n'admettait aucune observation (3). C'était bien, selon le mot de Duruy, la « Terreur blanche » qui renaissait pour le plus grand dommage du corps universitaire.

Les instituteurs, dont la conduite, au début de la Deuxième République, incriminée à tort ou à raison, avait provoqué les premières mesures de réaction, ne furent pas plus ménagés que les autres. En attendant le vote de la loi du 15 mars 1850, on les gratifia d'un texte spécial et de circonstance, permettant de faire révoquer par les préfets, après avis du Comité d'arrondissement et sauf pourvoi devant le ministre, en Conseil de l'Université, tous ceux qui manifesteraient leur hostilité ou simplement leur tiédeur à l'égard de la politique de l'Elysée. Cette loi cessait, de plein droit, d'avoir son effet six mois après sa promulgation, disposition qui indique bien son caractère exceptionnel (4).

(1) Taine, *Correspondance*, I, p. 321, janvier 1853 ; Bersot, *Questions d'Enseignement*, première lettre sur l'Enseignement, pp. 20-21.

(2) Taine, *Correspondance*, II, p. 10, 17 septembre 1853. « M. de Suckau père, un des hommes les plus connus dans l'enseignement de l'allemand, auteur de cinq ou six ouvrages classiques, professeur depuis vingt-six ans à Saint-Louis, est déplacé et envoyé à Caen, ce qui équivaut à une destitution. »

(3) Dans une discussion au Conseil impérial, sur les nouveaux programmes, Nisard objectait à Le Verrier que beaucoup de professeurs subiraient la réforme de mauvaise grâce. « Eh bien, dit Le Verrier, on les brisera. » (Nisard, *Souvenirs*, II, p. 276).

(4) On trouve dans le recueil de Gréard (III, pp. 264-268) le

L'exposé de motifs était très clair. On voulait « rassurer, en armant le pouvoir, la société alarmée » par l'attitude de quelques instituteurs et arrêter « par la seule influence de la loi la contagion de funestes exemples ». « Du reste, ajoutait M. de Parieu, en rappelant exclusivement les instituteurs à la tâche impartiale, modeste et utile d'instruire les enfants du peuple, vous rendrez plus à leur dignité, vous ferez plus pour leurs intérêts véritables qu'en leur conservant des privilèges dangereux et sans fondements » (1). Les préfets étaient autorisés à réprimander et à suspendre les coupables, au besoin même, à les révoquer « quels qu'aient été les avis des Comités », assurés du « ferme appui du gouvernement » (2). Beaucoup d'instituteurs furent ainsi privés de leurs fonctions.

La loi Falloux en fit les pupilles de l'Eglise, la loi de 1854 les remit aux mains des préfets, mais ils n'y gagnèrent absolument rien en indépendance. Fortoul voulait en effet qu'ils restassent humbles et soumis, qu'ils fussent, comme le souhaitait Thiers, de simples paysans(3). Eux aussi reçurent l'invitation de ne pas céder à l'attrait des modes changeantes et capricieuses. Ils durent se raser et porter des vêtements simples et modestes, à l'exemple des villageois au milieu desquels ils étaient appelés à vivre. Les catégories sociales étaient ainsi mieux délimitées, tout danger de révo-

Projet de loi concernant la nomination et la révocation des instituteurs communaux, présenté à l'Assemblée législative par M. de Parieu, ministre de l'Instruction publique, 13 décembre 1849, le rapport de M. Beugnot sur ce projet, le texte de la loi, votée le 11 janvier 1850 ; cf. H. Michel, pp. 334-363.

(1) Gréard, III, p. 265 ; cf. Jourdain, *Rapport*, pp. 23-24.

(2) Gréard, III, pp. 311-313, circulaire du 16 janvier 1850 aux préfets ; p. 315, circulaire du 16 janvier 1850 aux instituteurs ; pp. 318-320, circulaire du 28 février 1850 aux recteurs ; Delain, III, pp. 472 et s., 482, 488.

(3) H. Michel, p. 133.

lution exclu, « grâce à l'énergie d'un gouvernement réparateur » (1).

Fortoul assure quelque part que l'Université fut « heureuse » de voir relever le régime « auquel elle devait sa naissance et qui assurait son avenir » (2). Mais il ne fit rien pour exciter cet enthousiasme. Non content de frapper les universitaires dans leur bien le plus cher, leur liberté de penser, il essaya de les prendre par la famine, sans doute parce que les gens qui ont faim sont mieux disposés à l'obéissance passive.

Déjà, on avait supprimé aux professeurs l'augmentation allouée en 1829 à ceux qui comptaient cinq ans de services ; un décret du 30 janvier 1851 suspendait les prestations de linge au personnel administratif et l'exécution des ordonnances visant les augmentations de traitement aux agrégés divisionnaires, surveillants généraux, maîtres élémentaires et maîtres d'études, « considérant que la situation financière des lycées nationaux » exigeait « la plus stricte économie dans les dépenses » et que « les accroissements de dépenses quant au personnel » n'étaient plus « en rapport avec les ressources des lycées » (3).

Fortoul pensant que ce n'était pas assez, retira en outre aux professeurs l'autorisation de recevoir chez eux des élèves externes et pensionnaires auxquels ils donnaient des répétitions supplémentaires pour augmenter leurs faibles ressources. Il y voyait une fâcheuse concurrence à l'enseignement privé, et déclarait que tous les professeurs devaient entièrement se consacrer à leurs fonctions, ne tempérant sa défense que par le droit de donner des leçons dans l'établissement même auquel ils appartenaient. Son « plus vif désir » était de

(1) Delalain, IV, pp. 260-261, circulaire du 20 mars 1852.

(2) *Moniteur*, 24 septembre 1853, p. 1063, Rapport à l'Empereur.

(3) Jourdain, p. 111.

« relever l'enseignement public aux yeux des familles en montrant à tous que cette noble profession reste étrangère aux idées vulgaires de spéculation mercantile ». « L'Etat s'empresse de subvenir aux besoins des maîtres de la jeunesse : si la rétribution qu'il leur accorde est modeste, il ne les oublie pas dans leur vieillesse, et leur assure une pension. Qu'ils n'hésitent donc pas à renoncer à des gains minimes, trop chèrement achetés, si leur considération doit en souffrir. Ils se priveront peut-être de quelques superfluités, mais ils en seront récompensés par l'estime publique qui s'attache toujours à une vie grave et modeste, consacrée tout entière à la pratique des plus pénibles devoirs » (1).

La loi du 15 mars 1850 avait assuré aux instituteurs un traitement minimum de 600 francs par an. C'était aux yeux du ministre une somme considérable. Pour faire des économies sur le budget de son département, sans violer les textes, il imagina de constituer la catégorie des *instituteurs suppléants*, en invoquant des considérations pédagogiques, mais en faisant valoir aussi aux yeux de l'Empereur des raisons d'ordre pécuniaire.

Puisque nul n'obtenait le titre de professeur, soit dans les lycées, soit dans les facultés, sans exercer au préalable plusieurs années « avec un titre provisoire », il convenait « d'étendre à l'instruction primaire cette règle équitable et prévoyante », propre à préparer « un personnel choisi et dévoué ». Elle diminuerait les charges de l'Etat et des départements, et permettrait « de récompenser par des indemnités annuelles » calculées sur la durée des services, les instituteurs qui se seraient fait remarquer par leur activité et leur zèle à remplir de difficiles fonctions. « La carrière de l'instruction primaire présenterait dès lors à tous les degrés des encouragements pour

(1) Delalain, IV, pp. 263-264, circulaire du 4 avril 1852.

l'émulation, des récompenses pour le travail. Tandis qu'elle s'ouvrirait par un noviciat dans lequel l'instituteur suppléant aurait successivement 400 et 500 francs, elle offrirait à l'instituteur communal la perspective d'obtenir 700 ou même 800 francs après dix années d'exercice » (1). En conséquence des propositions de Fortoul, l'Empereur rendit le décret du 31 décembre 1853, aux termes duquel tout instituteur n'était titularisé qu'après un stage minimum de trois ans, comptant seulement à partir de la vingt-et-unième année. Les instituteurs suppléants pouvaient remplacer les instituteurs communaux titulaires « dans tous les cas de vacances momentanées ou définitives » et diriger les écoles des communes de moins de 500 âmes. Ils étaient divisés en deux classes auxquelles on affectait les traitements respectifs de 500 et 400 francs. L'allocation supplémentaire accordée aux titulaires était « calculée de manière à élever à 700 francs après cinq ans et 800 francs après dix ans le revenu scolaire » dont le minimum était fixé à 600 francs par la loi du 15 mars 1850. Elle était annuellement renouvelable ; si l'instituteur continuait à s'en rendre digne » (2).

Ce décret marque « l'un des jours les plus sombres de l'enseignement primaire » (3). Les jeunes gens qu'attirait la carrière de l'instruction publique s'en écartèrent, effrayés par les difficultés de subsister avec un pareil traitement de début. Un père écrivait à son fils : « Tiens, mon fils, n'aliène pas ta liberté pour si peu ; reste plutôt paysan ou ouvrier comme tes pères. Nous avons servi, puis nous avons travaillé et nous avons vécu ; tu iras, s'il le faut, passer

(1) *Moniteur*, 1^{er} janvier 1854, pp. 1-2 ; Gréard, III, pp. 563-564, rapport à l'Empereur.

(2) *Moniteur*, 1^{er} janvier 1854, pp. 1-2, décret du 31 décembre 1853 ; Gréard, III, pp. 568-569.

(3) Brouard, *Essai d'histoire critique de l'instruction primaire*, p. 125.

quelques années sous les drapeaux, puis tu travailleras et tu vivras, en ne dépendant que de ta conduite, de ton intelligence et de tes bras » (1).

Tout concourait, en effet, à éloigner les bonnes volontés de l'Université où l'on ne respectait plus la dignité des fonctionnaires, où un ministre, chargé de défendre leurs intérêts, cherchait à les ravalier au rang de misérables salariés, sans considération comme sans avenir.

III

Ce n'était pas assez de tenir les maîtres de la jeunesse en géhenne pour les empêcher de propager des idées contraires à la doctrine gouvernementale. Il fallait encore que les programmes d'enseignement à tous les degrés fussent conçus de telle façon qu'il ne sortît des établissements de l'Etat que des sujets inaltérablement fidèles à l'Empereur, que la science même fût réglementée et domestiquée. Une réforme de l'organisation pédagogique s'imposait, et Fortoul l'entreprit aussitôt arrivé au ministère, après avoir révoqué ou contraint à la démission tous ceux qui n'avaient pas joyeusement accepté le triomphe de la réaction cléricale et bonapartiste.

L'enseignement supérieur eut à subir un certain nombre de modifications.

Le décret du 9 mars 1852, en supprimant l'inamovibilité des professeurs, nommés et révoqués par le chef du pouvoir exécutif, abrogeait implicitement les ordonnances des 24 et 28 mars 1840 qui créaient des agrégés des Facultés des lettres et des sciences et mettaient ainsi toutes les chaires au concours. L'arrêté du 20 décembre 1855 maintint cependant l'agrégation, afin de donner aux « talents ignorés l'occasion de se produire » mais sans entraver en aucune façon « l'in-

(1) Brouard, *Essai d'histoire...* p. 128.

dépendance du gouvernement » qui restait toujours libre de ses choix (1).

La loi du 14 juin 1854, en même temps qu'elle établissait l'autonomie financière des facultés sous prétexte de trouver les ressources nécessaires aux améliorations urgentes, en réalité pour diminuer les charges du budget (2), réorganisait les grandes académies régionales au nombre de seize (3). Étaient-elles « destinées dans la pensée du gouvernement à devenir autant de foyers scientifiques et littéraires d'où l'instruction se répandrait au loin sous la surveillance et l'impulsion du recteur ? » (4) La commission parlementaire chargée d'étudier le projet se prononçait affirmativement, et par l'organe de son rapporteur faisait l'éloge des vieilles universités françaises qu'elle aurait voulu ressusciter. On trouve dans le travail de Langlais des aperçus très intéressants. « Il ne faut plus, dit-il, qu'un professeur se croie en exil parce qu'il est loin de Paris. » Il est indispensable que « la vie intellectuelle » se développe sérieusement en plusieurs points du territoire, désignés non par la loi, mais par « les habitudes, les goûts, quelquefois les caprices mêmes de la population » (5).

Langlais parlait, en somme, de *décentralisation* (6),

(1) Delalain, V, p. 15, instruction du 13 février 1856. *Moniteur*, 27 août 1854, pp. 941-942, décret du 22 août 1854 ; *Bulletin*, VI, 1855, pp. 304 et s, arr. du 20 décembre 1855 ; De Beauchamp, pp. 349 et s. ; p. 459.

(2) Exposé des motifs de la loi sur l'instruction publique ; Liard, *l'Enseignement supérieur*, II, p. 261.

(3) Le projet en prévoyait quinze. Sur l'insistance du baron Guerrier de Dumont, fixé à Nancy, et d'un certain nombre de ses compatriotes, on créa une académie dans cette ville, avec deux facultés des lettres et des sciences. (Mézières, *Au temps passé*, *Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1906, p. 777).

(4) Jourdain, p. 11.

(5) Rapport Langlais.

(6) Liard, *op. cit.*, II, p. 257.

mais le gouvernement n'alla pas jusqu'au bout de sa pensée. La conception des Universités n'était pas en relation directe avec la constitution politique, et tout se réduisit « à des détails de facture administrative » (1).

Aux Facultés de lettres Fortoul imposa des programmes rigides dont le cours se développait pendant trois ans avec une inflexible rigueur, ainsi que cela se pratiquait déjà dans les Facultés de droit (2). Il ne s'agissait pas, d'après lui, de répéter les mêmes leçons tous les trois ans. « Mais on conçoit que le professeur, en prenant pour base les monuments classiques de la littérature, les notions fondamentales de l'histoire et de la philosophie, puisse en rattacher l'étude à une idée qui varie tous les trois ans, et qui, dans chacune de ces périodes triennales, lui permette de parcourir avec un point de vue nouveau toutes les divisions de l'enseignement » (3). Cette innovation répond bien à l'esprit systématique du ministre qui l'a établie. Il n'admettait à aucun prix la liberté du professeur, et ses efforts ont toujours tendu à l'entraver, sinon à l'annihiler complètement (4).

Il est d'ailleurs avéré que Fortoul se défiait de tout

(1) Cournot, *Dés Institutions d'instruction publique...* p. 293 ; *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 533.

(2) *Bulletin*, IV, 1853, p. 74, arr. du 7 mars 1853 ; De Beauchamp, II, pp. 270.

(3) *Moniteur*, 24 septembre 1853, p. 1063, Rapport à l'Empereur.

(4) Fortoul imagina — et ce n'est pas la plus mauvaise mesure qu'il ait prise — de forcer les étudiants en droit à suivre deux cours à leur choix aux facultés des lettres, de théologie ou des sciences. (DD. du 10 avril 1852, art. 13, et du 22 août 1854, art. 7 ; Delalain, IV, p. 749, instruction du 9 juillet 1855, p. 776, instruction du 16 octobre 1855.) Il voulait, disait-il, « pénétrer en quelque sorte » les établissements d'enseignement supérieur les uns par les autres (Delalain, IV, pp. 776). Il réforma également les trois licences scientifiques (*Bulletin*, 1853, IV, pp. 132 et s., arr. du 20 avril 1853 ; De Beauchamp, II, pp. 273 et s.).

ce qui ressemblait de près ou de loin au savoir original. Pour appliquer les réformes qu'il introduisit dans l'enseignement secondaire, il entendit avoir un personnel qui ne serait point susceptible d'audace et se contenterait de faire sa classe. On en avait assez de ces professeurs écrivains, journalistes, orateurs. On voulut des pédagogues obéissants et dociles, suffisamment occupés au lycée pour ne point excursionner dans le domaine des idées, et résignés à leur rôle passif de maîtres d'école de la bourgeoisie.

La réforme des agrégations et de l'Ecole Normale supérieure (d'où sortaient à peine About, Prévost-Paradol, Sarcey, Taine et Weiss) fut certainement dictée par ces préoccupations, et Fortoul ne s'en est pas caché.

Il reprochait aux agrégations spéciales de fournir trop souvent de « médiocres professeurs » dont la parole avait su captiver « les juges et les spectateurs du concours » mais restait « impuissante à gouverner des enfants ». Le mérite le plus essentiel, celui de bien tenir une classe et de bien l'enseigner devenait de plus en plus rare, faute peut-être d'être encouragé dans l'institution où l'on aurait dû le préférer à tout ». Or, « l'enseignement qu'on doit à la jeunesse a pour objet les éléments généraux des connaissances humaines, il n'admet ni les recherches oiseuses, ni les vaines subtilités, ni l'affectation du savoir ». L'ancien système avait pour effet de perpétuer « des divisions artificielles et exclusives qui retenaient les maîtres attachés durant toute leur carrière aux mêmes cours. Il valait mieux, « à l'éclat des succès personnels et des luttes brillantes », préférer « le mérite sérieux de professeurs modestes qui fissent consister leur gloire dans le progrès de leurs élèves, et qu'une instruction à la fois solide et variée permit d'appliquer successivement à plusieurs chaires » (1).

(1) *Moniteur*, 24 septembre 1853, pp. 1061-1062, Rapport à l'Empereur. — Dès le 24 décembre 1851, Fortoul informait le

On institua donc deux agrégations générales, une pour les lettres, l'autre pour les sciences. Les candidats devaient être âgés d'au moins vingt-cinq ans, avoir enseigné cinq ans (c'était le *noviciat*), posséder le diplôme de licencié ès-lettres, ou deux des trois diplômes de licencié ès-sciences. Ils n'étaient admis à subir les épreuves que sur la production d'une autorisation ministérielle. Les candidats sortant de l'Ecole Normale faisaient compter pour deux ans de stage le temps passé à l'Ecole. Les grades de docteur ès-lettres et de docteur ès-sciences, conféraient un avantage identique (1).

On ne demandait pas aux futurs agrégés d'être des savants, car il n'était plus question de prendre part à un « tournoi » propre à « stimuler la jeunesse », mais de faire consacrer une vocation « éprouvée » (2).

Les compositions écrites, les leçons pratiques, les manipulations et expériences de laboratoire portaient uniquement sur les matières contenues au programme des lycées, et avaient pour objet, avec la correction des copies des concurrents, de constater la capacité des candidats et « leur expérience dans les fonctions de l'enseignement ». Pour leur permettre, cependant, de montrer leurs aptitudes propres, on avait organisé une série d'épreuves facultatives (3).

Fortoul pensait ainsi les « préserver.... du faux directeur de l'Ecole Normale que, le personnel suffisant aux besoins actuels de l'enseignement, il n'y aurait pas de concours d'agrégation de philosophie en 1852. (*Centenaire de l'Ecole Normale*, Gréard, p. 292). Un arrêté du 14 avril 1852 supprima le concours pour toutes les agrégations spéciales. (*Bulletin*, 1852, III, p. 65).

(1) Décret du 10 avril 1852, art. 7 (*Moniteur*, 11 avril 1852, pp. 573-574 : De Beauchamp, II, pp. 217 et s.).

(2) *Moniteur*, 24 septembre 1853, p. 1062, Rapport à l'Empereur.

(3) D. du 10 avril 1852, art. 7 ; arr. du 21 février 1853 (*Bulletin*, IV, 1853, p. 61) ; *Moniteur*, loc. cit., p. 1063 ; Nisard, *Souvenirs*, I, p. 65.

entêtement des idées particulières », et « préposer aux études des maîtres capables de mesurer avec justesse l'importance et la proportion de leurs différentes parties » (1).

L'expérience démontra qu'il s'était trompé. Si l'agrégation des classes supérieures a fourni « des philosophes ou des historiens plus nourris de lettres et plus accoutumés aux scrupules du goût » (2), on s'exposait — et le cas se produisit — « à n'avoir désormais que des agrégés médiocrement instruits de ce qu'ils auraient à enseigner, sachant un peu de toutes choses et n'en possédant aucune à fond » (3). Fortoul lui-même ne tarda pas à s'apercevoir qu'on ne trouve pas facilement des grammairiens qui soient de bons littérateurs ou des naturalistes capables d'enseigner les mathématiques. Sur la fin de sa carrière il était disposé à retoucher son œuvre (4), mais aurait-il eu le courage de la refaire complètement ?

La réforme de l'agrégation, devenue une sorte de certificat d'aptitude pédagogique, entraînait une transformation du régime de l'Ecole Normale Supérieure.

Depuis la révolution de Février, cet établissement était suspect au parti de l'ordre. On blâmait chez les maîtres comme chez les élèves, le sincère libéralisme et le goût des recherches originales qui étaient dans les traditions de l'Ecole.

Après les troubles politiques et sociaux de 1848 qui avaient, selon le mot de M. Gréard, « ému les plus fermes intelligences », l'esprit philosophique et scientifique parut éminemment dangereux, et l'on

(1) *Moniteur*, *loc. cit.*, p. 1063.

(2) Nisard, I, p. 65.

(3) Jourdain, *Rapport...* p. 95.

(4) Jourdain, *loc. cit.*; *Bulletin*, 1855, VI, p. 342, arr. du 27 décembre 1855.

décida de le supprimer à sa source en soumettant les futurs professeurs à la plus rigoureuse des surveillances. Dubois, homme politique, orateur, écrivain, que la monarchie de Juillet avait placé à la tête de l'Ecole Normale, fut relevé de ses fonctions au mois de novembre 1849 et remplacé par le recteur de l'Académie de Besançon, Michelle (1).

Personne ne connaissait le personnage investi de la confiance du gouvernement et chargé d'effacer chez les normaliens les dernières traces de l'anarchie et du libertinage intellectuel.

Ses antécédents avaient certainement guidé le choix du ministre de l'Instruction publique. Cet universitaire, en effet, attaché dans son enfance à la maîtrise de Notre-Dame, élève du petit séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet, avait failli devenir prêtre sous l'influence de l'abbé de Rohan, plus tard archevêque de Besançon, et qui resta toujours son plus intime ami. Entré dans l'enseignement comme professeur de philosophie, Michelle n'abandonna jamais ses convictions religieuses, et ce fut en toute sincérité qu'il accepta la besogne qu'on lui confiait, en y apportant une grande continuité de vues, beaucoup d'énergie, mais aussi de la prudence et de la discrétion. Il n'était pas très sympathique à ses élèves à cause de sa froideur, calculée peut-être, à cause de la mission qui l'amenait parmi eux. Il s'attacha cependant à ses fonctions, aux jeunes gens en qui bouillonnait l'ardeur contenue des sourdes rancunes, et quelquefois força les plus rebelles à reconnaître sa bonté cachée. « Décidément, ne nous serions-nous pas trompés sur M. Michelle ? » écrivait un jour Prévost-Paradol qui avait eu recours à lui, après sa sortie de l'Ecole, en des circonstances critiques, et n'avait point été déçu

(1) *Centenaire de l'Ecole Normale*, Gréard, pp. 276-279 ; cf. sur Dubois, *id.*, P. Janet, pp. 264-275.

dans la confiance qu'il faisait à son ancien directeur (1).

Malheureusement pour lui, Michelle représentait la réaction, et il devait être jugé surtout par les actes dont on lui remettait l'exécution. Jusqu'au coup d'Etat, on ne voit pas qu'il ait porté de sérieuses atteintes aux études habituelles de l'Ecole. La discipline intérieure était moins paternelle que sous Dubois, les causeries et les discussions moins libres, mais la main de Fortoul n'avait pas encore passé par là. Le 2 décembre 1851, les élèves voulurent sortir pour aller se ranger du côté des défenseurs de la Constitution. Le directeur sut les retenir, mais ne les empêcha pas, quelques jours plus tard, d'aller en corps applaudir le dernier cours de Jules Simon (2).

L'Ecole Normale devenait décidément dangereuse et l'on se mit en devoir de resserrer les liens dont on avait commencé à l'entourer. Les travaux des élèves furent passés au crible d'une mesquine censure. Tel, qui avait choisi pour sujet de composition *l'Etat religieux de la Gaule au V^e siècle*, ou le *Concile de Tolède*, fut réprimandé comme s'attachant à résoudre des questions trop ambitieuses. Prévost-Paradol inquiéta l'administration par un travail de quatre pages sur la *simplicité*. Il ne fut permis de fréquenter la bibliothèque qu'à de certaines heures, et ce n'était pas une bonne note « que d'y être vu trop souvent et d'y passer trop de temps » (3).

L'Ecole Normale, menacée un instant dans son

(1) *Centenaire*, Gréard, pp. 279-286; cf. Gréard, *Prévost-Paradol*, p. 166. Prévost-Paradol écrivait encore à Ludovic Halévy, le 2 juillet 1850, qu'on jouissait à l'Ecole de « la plus large liberté de conscience ».

(2) *Centenaire*, Gréard, p. 292; Gréard, *Prévost-Paradol*, pp. 21-22.

(3) *Centenaire*, Gréard, p. 296; Gréard, *Prévost-Paradol*, p. 189, 1^{er} février 1852.

existence, connut les jours néfastes des époques de tyrannie, et on lui imposa un régime tel qu'elle en devait mourir à bref délai, si son réformateur lui-même, à la fin de son ministère, ne s'était repris, comme effrayé par les conséquences de ses actes.

Fortoul poursuivit âprement « le goût de l'érudition, cette passion des peuples vieilliss, qui préfèrent à l'étude de l'immuable vérité la recherche des formes changeantes qu'elle prend aux diverses époques de l'histoire ». Les Normaliens n'étaient plus, comme ils aimaient à s'appeler entre eux, des « littérateurs », des « philosophes » ou des « historiens », mais seulement « les instituteurs de la jeunesse ». On s'efforçait de « leur inspirer sans cesse ce sentiment du devoir, ce respect inaltérable de la règle, ces mœurs austères et sérieuses par lesquelles le professeur s'honore et devient une leçon vivante pour ses élèves ». Surveillés par des inspecteurs généraux qui chaque semaine rendaient compte au ministre, soit verbalement, soit par écrit, des résultats de leur mission, ils étaient tenus soigneusement à l'écart des spécialités qui leur avaient fait oublier « les conditions laborieuses et modestes de l'art d'enseigner » (1).

Ils n'avaient plus qu'à se préparer à la licence, dont ils subissaient les épreuves à la fin de la deuxième année d'études, « et à la pratique des meilleurs procédés d'enseignement et de discipline scolaire ». Et pour mieux marquer l'esprit nouveau de l'Ecole Normale, le décret du 10 avril 1852 ajoutait : « Cette école est essentiellement littéraire et scientifique. La philosophie y est enseignée comme une méthode d'examen pour connaître les procédés de l'esprit humain dans les lettres et dans les sciences » (2).

(1) *Moniteur*, 24 septembre 1853, *Rapport à l'Empereur*, pp. 1064-1063.

(2) Décret du 10 avril 1852, art. 5; *Bulletin*, 1852, III, pp. 312 et s., Règlement d'études de l'Ecole Normale supérieure et pro-

Un examen de sortie remplaçait l'agrégation, et les élèves qui l'avaient passé avec succès, étaient nommés chargés de cours dans les lycées pour y achever le « noviciat » exigé des candidats à l'agrégation (1).

Les lois et les règlements ne valent que par l'application qu'on en fait et par l'interprétation qu'on leur donne. Sous un régime libéral, l'Ecole Normale eût pu vivre sans trop de difficultés et donner quand même à ses élèves la satisfaction de leurs curiosités intellectuelles. Mais Fortoul veillait, et les vexations se multiplièrent à l'égard des jeunes gens qui avaient encore le courage d'affronter les dangers des fonctions universitaires.

A l'intérieur de l'établissement, c'était la froide discipline des cloîtres. Partout le silence, un silence de mort. Les élèves n'avaient plus entre eux au réfectoire, à la salle d'études, au sortir des conférences, ces discussions passionnées qu'avaient connues leurs anciens. Ils allaient à la Sorbonne en groupe compact, par un itinéraire soigneusement tracé, surveillés par l'administration, et dont ils ne devaient point s'écarter sous peine de s'attirer les foudres directoriales (2). La bibliothèque, plus que jamais, était regardée comme un lieu éminemment dangereux et qu'il ne faisait pas bon fréquenter. « La curiosité de l'esprit était blâmée comme futile et dangereuse ; les vastes lectures étaient presque interdites (3) ». On contrôlait de très près les lectures des élèves, et il leur fallait déployer une profonde ingéniosité pour se soustraire à la tyrannie

grammes annexes ; De Beauchamp, II, pp. 234 et s. (avec le rapport de Nisard au Conseil supérieur) ; cf. *Moniteur*, *loc. cit.*, p. 1062.

(1) Décret du 10 avril 1852, art. 5 ; cf. *Centenaire de l'Ecole Normale*, notice historique, p. 244 (pour les sciences), Jourdain, *Rapport...* pp. 74 et s., Liard, *l'Enseignement supérieur*, II, pp. 246 et s.

(2) *Centenaire...*, Gréard, pp. 288-289 et note.

(3) *Centenaire...*, Perrot, p. XXV.

qui pesait sur eux, et contenter leurs goûts scientifiques. M. Perrot raconte avec humour qu'il ne regretta jamais les consignes, dont on abusait à l'Ecole, parce qu'elles lui permirent de s'initier aux études archéologiques auxquelles il a consacré sa carrière (1).

Le règlement de 1852 visait à transmuier les professeurs sortant de l'Ecole Normale en autant de moines laïques, incapables de tenir figure d'honnêtes gens dans le monde. N'allait-on pas jusqu'à intercepter des invitations au bal du Préfet de la Seine (2) ? Aux officiers, aux fonctionnaires élevés de l'ordre administratif et judiciaire, il appartenait de se produire dans les salons officiels. Aux universitaires on réservait le rôle de Cendrillon.

Un grand découragement s'empara des jeunes gens soumis à un régime déprimant, espionnés, persécutés, même en dehors de leur geôle. Beaucoup se laissèrent aller au gré des événements, s'enterrant dans leur petite ville pour y faire la classe selon les instructions officielles, donner des leçons, lire le journal au cercle, faire des promenades, en un mot, disait Taine, pour « finir en épiciers » (3).

Il arriva nécessairement que les candidats se firent plus rares pour une école qu'on avait découronnée de tout prestige. En 1853, les scientifiques n'y étaient plus que sept. En 1857, il y avait moins de soixante-

(1) *Centenaire...* p. XXVII; cf. Taine, *Correspondance*, I, p. 294-295, n. 2, 24 mars 1852, lettre de Crouslé, p. 314, 28 novembre 1852, lettre à A. de Suckau.

(2) *Centenaire...* pp. 288-289.

(3) Taine, *Correspondance*, II, p. 11, 17 septembre 1853. Cf. *id.*, I, pp. 294-295, n. 2, lettre de Crouslé : « Presque tout le monde est dégoûté, découragé. En troisième année, c'est un chômage presque universel... Il n'y a selon J... qu'une sorte d'exercice qui apprenne à penser et à écrire : ce sont les dissertations de licence et les vers latins. » Il y a loin de ce régime déprimant à la merveilleuse activité intellectuelle de 1848. (*Voy. Taine, Correspondance*, I, pp. 43 et s.).

dix concurrents pour trente places. « A ce déclin dans le chiffre du recrutement répondaient des défaillances non moins marquées dans les études ; la décadence était manifeste et officiellement reconnue », même par les plus fervents apologistes de la manière de Fortoul (1).

En dehors des facultés et de l'Ecole Normale, un seul établissement d'enseignement supérieur, l'Ecole française d'Athènes, a subi sous Fortoul de notables changements organiques. Les candidats à l'agrégation n'étant admis aux épreuves qu'après un stage de cinq ans, cette école était menacée de ruine complète si l'on ne modifiait pas les conditions de son recrutement. Depuis le décret du 7 août 1850 elle constituait un centre de travail fécond, étant passée de la « période du romantisme sentimental à celle de l'érudition ». Son directeur, Guigniaut, écrivit au ministre que l'agrégation, examen pédagogique, n'avait plus rien à voir avec l'archéologie. Ce fut la conséquence du décret du 15 décembre 1852, qui admettait à l'Ecole d'Athènes, après un concours d'entrée, les normaliens ayant satisfait avec distinction à leurs examens de sortie, et sur la proposition des inspecteurs généraux, les licenciés qui avaient accompli un noviciat minimum de deux ans dans les lycées. Le temps passé en Orient pouvait être compté dans les années de stage exigibles pour l'agrégation (2).

Discipliner, selon les vues du pouvoir, l'enseignement supérieur donné par les fonctionnaires de l'Etat, que le décret du 9 mars 1852 tenait à la merci du ministre, c'était chose relativement facile. Mais toute

(1) *Centenaire...* Gréard, p. 297.

(2) Radet, *Histoire de l'Ecole d'Athènes*, pp. 109-112 (1 vol. in-8, Paris, 1901) ; *Moniteur*, 16 décembre 1852, p. 2120, décret du 15 décembre 1852 ; De Beauchamp II, pp. 165-166.

la pensée française ne tenait pas dans les Facultés et l'Ecole Normale supérieure. Elle avait à l'Institut, et à un moindre degré dans les sociétés savantes de province, d'éminents représentants.

Or, à l'Institut surtout, on ne manifestait, vis-à-vis de l'Empereur et de ses auxiliaires, qu'une très médiocre sympathie. On s'efforçait même — et particulièrement à l'Académie française et à l'Académie des Sciences morales et politiques — de faire comprendre à Napoléon III que le coup d'Etat n'avait pas réuni les suffrages de l'élite intellectuelle de la nation. « Les parlementaires se réfugient dans les Académies, dit Viel-Castel,.... soutenus par un chœur de vieilles femmes des faubourgs Saint-Germain et Saint-Honoré, lesquelles vieilles femmes sont les tricoteuses de cette nouvelle Convention » (1). Leurs candidatures rencontraient le meilleur accueil, et le fait d'appartenir à l'opposition constituait un titre important pour être admis parmi les Immortels. Successivement l'Académie reçut Berryer, Mgr Dupanloup, le duc de Broglie, de Sacy, Legouvé (2), parce qu'on ne les mettait point au rang « des sycophantes, des adorateurs de la force et des commentateurs de Machiavel » (3).

L'Académie des Sciences morales ne restait pas en arrière. Elle était « tout ce qu'il y a de plus hostile » (4), et de son sein « partaient à chaque instant de vives épigrammes qui allaient frapper l'entourage du maître, parfois le maître lui-même ». Dupin aîné, amateur de bons mots, apprenant la confiscation des biens d'Orléans, s'écriait : « C'est le premier vol de l'aigle » (5).

(1) Viel-Castel, *Mémoires*, III, pp. 102-103, 16 mars 1855.

(2) Lair, *L'Institut de France et le Second Empire*, pp. 5-6, 35, (1 vol. in-16, Paris, 1908) ; Pierre de la Gorce, *Histoire du Second Empire*, II, pp. 121 et s.

(3) Barthélemy Saint-Hilaire, *M. Victor Cousin*, II, p. 418, lettre de Montalembert à V. Cousin, 5 novembre 1853.

(4) Viel-Castel, *Mémoires*, III, p. 103.

(5) Lair, *op. cit.*, p. 4.

Un membre de la compagnie, le jurisconsulte Blondeau, étant mort, on parla pour le remplacer d'un des anciens chefs de l'opposition dynastique sous la monarchie de Juillet — un moment ministre du Prince-Président, Odilon Barrot. Fortoul, qui supportait avec impatience les accès d'indépendance de l'Institut, fit mander à son cabinet le paisible philosophe Damiron, et lui déclara tout net que c'était là « un choix périlleux pour l'Académie ». Malgré cette menace déguisée, Odilon Barrot fut élu (1).

Fortoul chercha sa vengeance. Il crut la tenir d'abord en fondant une société littéraire rivale de l'Institut et qui eût été, naturellement, d'esprit très bonapartiste (2). Ainsi se fût réalisé le rêve cher à Sainte-Beuve : « Coordonner la littérature avec tout l'ensemble des institutions de l'Empire, et faire que cette seule chose ne reste pas livrée au pur hasard » (3).

Mais pouvait-on aisément en arriver à cette extrémité ridicule ? Le ministre réfléchit, et, en réponse à l'élection d'Odilon Barrot, du duc de Broglie et de Legouvé, il fit rendre le décret du 14 avril 1855. Ce décret contenait plusieurs dispositions qui portaient une grave atteinte aux antiques prérogatives de l'Institut. A l'Académie des Sciences morales, on adjoignait une nouvelle section de *Politique, Administration et Finances*, comprenant dix membres que l'Empereur désignait immédiatement, considérant « qu'aucune présentation ne doit être faite en section pour la nomination des membres d'une section nouvelle ». La séance publique annuelle des cinq classes de l'Institut était fixée au 15 août, jour de la fête du

(1) Lair, *op. cit.*, pp. 6 et s.

(2) P. de la Gorce, *op. cit.* II, p. 128.

(3) *Papiers et Correspondance de la Famille Impériale*, II, p. 257, cité par E. Biré, *Victor de Laprade*, p. 238 (1 vol. in-12, Paris, s. d.)

souverain, et la police en était confiée au ministre de l'Instruction publique. Conformément à l'ordonnance du 3 mars 1824, le gouvernement ajoutait quatre personnalités de son choix aux commissions académiques chargées de décerner les prix et se réservait la nomination des employés de l'Institut. Un prix triennal de 30.000 francs serait décerné à l'ouvrage ou à la découverte jugée la plus propre à honorer ou servir le pays, par les cinq classes de l'Institut qui adresseraient chaque année à l'Empereur un rapport général sur leurs travaux.

Ces mesures provoquèrent un grand émoi dans le petit monde académique. On accueillit fraîchement les « décrets » imposés par le décret, on prépara des protestations écrites, il y eut des entrevues avec Fortoul, et le bureau de l'Académie française se rendit solennellement auprès de l'Empereur pour plaider la cause de la liberté. L'Empereur, qui n'était pas aussi tracassier que ses fidèles serviteurs, déclara qu'il voulait vivre en paix avec l'Institut. Fortoul ne désarma pas aussi vite. A l'occasion de l'élection de M. de Sacy, Villemain, secrétaire perpétuel de l'Académie française, l'avait simplement prévenu du jour fixé pour la réception, en lui demandant conformément à l'usage, un piquet d'honneur. Il se plaignit vivement à Saint-Marc-Girardin qu'on lui eût envoyé comme « une espèce d'ordre à un gendarme ». « Mais enfin, s'écriait-il, que veut donc l'Académie ? Se croit-elle au dessus de tout dans ce pays ? Elle semble ne pas s'apercevoir qu'il y a un Empereur, un Gouvernement, des ministres !... Non, cela ne peut aller comme cela ! Je ne suis pas ici pour être régenté comme un petit garçon par M. Villemain. L'Académie se met en dehors de tout, et se compromet ! »

Vaines colères, dont l'effet fut très probablement atténué par Napoléon III lui-même, car le décret du 14 avril 1855 ne fut pas entièrement appliqué. La section créée à l'Académie des Sciences morales dispa-

rut en 1866, et le décret lui-même fut abrogé en 1872 (1).

Quant aux sociétés savantes de province, si Fortoul n'y toucha point dans leur constitution intime, il s'efforça de centraliser leurs travaux pour les faire concourir dans la mesure du possible à la réalisation des conceptions gouvernementales. Ces sociétés, dont quelques-unes étaient fort anciennes, avaient été longtemps isolées les unes des autres, et leurs efforts ne se coordonnaient nullement dans l'intérêt du progrès général de la science. Un ministre de Louis XV, Bertin, voulut fonder un comité historique, et le Conseil du Roi, sur son rapport, rendit un arrêt « remarquable par la sûreté, la sagesse, la largeur des vues » (2).

Le projet de Bertin fut repris en 1834 par Guizot, dans le but d'établir entre les sociétés savantes et le ministère de l'Instruction publique « des relations fréquentes et régulières ». « Il s'agit uniquement, disait Guizot, de leur transmettre d'un centre commun, les moyens de travail et de succès qui ne sauraient venir d'ailleurs, et de recueillir à ce même centre les fruits de leur activité pour les répandre dans une sphère étendue (3) ». Guizot tenait sans doute à mettre plus ou moins les sociétés savantes sous la dépendance et dans la main du gouvernement, comme un moyen d'action qui ne lui semblait pas à dédaigner », sans quoi le « centre commun » tout indiqué n'était-il pas l'Institut ? (4) Un plan élaboré par M. de Salvandy, un des successeurs de Guizot, faisait sa place à l'Institut, d'ailleurs avec des inten-

(1) Lair, *op. cit.*, pp. 36-87.

(2) F. Bouillier, *l'Institut et les Académies de province*, p. 190 (1 vol. in-12, Paris 1879).

(3) Circulaire du 23 juillet 1834, citée par Bouillier, *op. cit.*, pp. 194-195.

(4) Bouillier, *op. cit.*, p. 195.

tions gouvernementales, et n'aboutit pas (1). Un archéologue normand, M. de Caumont, tenta d'organiser l'*Institut des Provinces* qui tenait périodiquement ses assises dans diverses villes de France. Ses efforts ne furent point davantage couronnés de succès (2).

Le Comité historique de Guizot subsista donc, divisé en deux sections, dont l'une avait pour mission de recueillir et de publier les documents inédits importants de l'histoire de France, l'autre de dresser un inventaire raisonné et descriptif de tous les monuments existant ou ayant existé sur le sol français. Les correspondants des départements recevaient des instructions, on enregistrait leurs communications, mais les documents qu'ils envoyaient à Paris étaient mis en ordre et publiés par des savants que désignait le ministre de l'Instruction publique. « Ce système qui plaçait la direction scientifique dans la main de l'administration, dérivait le courant des études sur Paris ; au lieu de favoriser l'expansion de l'esprit provincial, il tendait à diminuer les centres dans les départements, et à absorber sur un seul point les efforts de l'érudition (3) ».

Fortoul, qui n'était pas régionaliste, qui n'aimait point non plus l'Institut, enchérit encore sur le système de Guizot. Il avait, en 1854, choisi les chefs des nouveaux ressorts académiques parmi des hommes éminents, capables de s'imposer par leurs titres à l'admiration provinciale. Il leur recommanda d'exercer leur action sur les sociétés savantes, d'assister à leurs séances publiques, d'engager les universitaires à s'y faire admettre, et de faciliter à leurs membres les recherches historiques et archéologiques. Le Comité

(1) Bouillier, *op. cit.*, pp. 196-200.

(2) *Id.*, *ibid.* pp. 171 et s.

(3) *Moniteur*, 13 avril 1863, pp. 549-550, rapport du marquis de La Grange, président de la section d'archéologie, au Congrès des Sociétés savantes.

historique devint *Comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France*, mais les sciences restaient encore en dehors de l'organisation administrative (1).

Ce fut Rouland qui compléta, en la modifiant sur certains points, l'œuvre de Guizot.

C'est surtout à propos de l'enseignement secondaire que Fortoul déploya ses énergies de novateur intempérant, en instaurant le système dit de la *bifurcation*, auquel se rattache la réforme de l'Ecole Normale et de l'agrégation (2).

La loi du 13 mars 1850, en remaniant « tous les pouvoirs de l'enseignement public... ne changeait rien à ses méthodes ». Fortoul voulait « réformer les études pour assurer par le développement des sciences la prééminence des arts de notre pays ». Il reprochait au baccalauréat de n'être plus une sanction sérieuse et de s'être transformé, « grâce à l'industrie de quelques marchands en une mnémotechnie stérile qui ne donnait aucune garantie de l'aptitude et du savoir des candidats ». Au lieu de former des bacheliers-ès-lettres, inutiles et prétentieux, ignorants des réalités du monde, répugnant « aux professions qu'il leur fallait embrasser » et méditant trop souvent de façonner la société « à l'image de leurs rêves chimériques », il se proposait, pour répondre aux vœux des familles, de « fonder un enseignement vraiment national » conforme aux besoins moraux et matériels du pays, et propre à « seconder la politique du gouvernement » (3).

(1) Delalain, V. pp. 2 et 13, instruction du 10 janvier, circulaire du 10 février 1836 ; Bouillier, *op. cit.*, pp. 200-202.

(2) M. Bréal nous apprend que la réforme de Fortoul était la répétition à peu près complète de celle qui fut tentée en Autriche par Joseph II, et qui amena, là comme ici, « un déplorable abaissement des études ». (*Quelques mots sur l'Instruction publique en France*, pp. 6-7, Paris, in-12, 2^e édit., 1872).

(3) *Moniteur*, 24 septembre 1853, pp. 1061-1062, *Rapport à l'Empereur*.

D'autres raisons encore, pratiques et terre-à-terre, inspiraient Fortoul. La jeunesse désertait les lycées pour aller, soit aux établissements libres, soit chez ceux qui s'étaient fait une spécialité de préparer rapidement les candidats au baccalauréat. On trouvait les études universitaires trop longues et trop générales. Il fallait donc empêcher « à tout prix » que la jeunesse n'échappât à la direction gouvernementale (1), et « refaire à l'Université une popularité perdue en flattant les instincts matériels par des études plus courtes et des carrières plus rapidement conquises (2) ».

Le nouveau plan d'études fut organisé par le décret du 10 avril 1852 et plusieurs arrêtés réglementaires qui en développaient les dispositions (3).

On constituait dans les lycées trois divisions : une division élémentaire et une division de grammaire où l'on réunissait tous les élèves, une division supérieure partagée en deux sections ; la première, consacrée à la culture littéraire, ouvrait l'accès des facultés des lettres et des facultés de droit ; la seconde préparait aux professions industrielles et commerciales, aux

(1) *Moniteur*, 24 septembre 1853, p. 1061. *Rapport à l'Empereur*.

(2) Besson, *Vie de Son Eminence le Cardinal Mathieu*, II, p. 32 ; cf. Cournot, *Des Institutions d'instruction publique*, pp. 291-292 ; *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 531.

(3) *Bulletin*, III, 1852, pp. 130 et s., plan d'études des lycées (arrêté du 30 août 1852) ; pp. 147 et s., programmes annexés ; pp. 244 et s., règlement du 5 septembre sur l'examen du baccalauréat ès-lettres et programmes ; pp. 253 et s., règlement du 7 septembre 1852 sur l'examen du baccalauréat ès-sciences et programmes ; pp. 309 et s., règlement du 14 septembre 1852 pour le Concours général entre les lycées et collèges de Paris et de Versailles. — D'importantes instructions furent adressées aux recteurs relativement à la mise en pratique du nouveau plan d'études, où l'on étudiait minutieusement la méthode propre à chaque discipline et à chaque classe. (Delalain, IV, p. 480-611, instructions du 15 novembre 1854.)

grandes écoles civiles et militaires, aux facultés des sciences, de médecine et de pharmacie. Mais un certain nombre de cours littéraires étaient communs aux deux sections, ceci pour mettre fin au divorce des lettres et des sciences. « Une année dite de *logique*, obligatoire pour les deux catégories d'élèves », avait pour objet « l'exposition des opérations de l'entendement et l'application des principes généraux de l'art de penser à l'étude des sciences et des lettres (1) ».

Les études étaient sanctionnées par les examens du baccalauréat ès-lettres et du baccalauréat ès-sciences (seul exigé des étudiants en médecine). Au baccalauréat ès-lettres, les épreuves écrites comprirent obligatoirement une version latine, et selon que le sort en décidait, une composition française ou un discours latin. Une version latine était jointe aux compositions du baccalauréat ès-sciences (2).

Telles sont les grandes lignes du système de la bifurcation. Les programmes préparés par le Conseil supérieur et une commission mixte (3) (chargée spécialement de l'enseignement scientifique), furent publiés au cours des vacances de 1852, et mis en application à la rentrée des classes.

Nous n'avons pas ici à les analyser en détail, mais simplement à exposer les idées de Fortoul à cet égard.

Fortoul avait pour son œuvre la tendresse d'un père et s'en promettait d'admirables résultats. « Le décret du 10 avril a voulu constituer le lycée normal, qui, s'il est organisé dans toutes ses parties, préparera sans

(1) D. du 10 avril 1852, art. 3 ; Delalain, IV, p. 271, instruction du 16 novembre 1852 ; *Moniteur*, 24 septembre 1853, p. 1062, *Rapport à l'Empereur*.

(2) D. du 10 avril 1852, art. 8 ; Règlements des 5 et 7 septembre 1852 ; cf. Gréard, *Enseignement supérieur*, pp. 172-173.

(3) Voir au *Bulletin*, 1852, III, pp. 101 et s., le rapport de la Commission mixte.

confusion et sans embarras les enfants aux professions dont une culture intellectuelle développée est la condition première ». C'est en vain qu'on lui reprocherait d'engager les écoliers de treize ou quatorze ans « dans le choix définitif d'un état ». Les parents sont là pour choisir à leur place, en connaissance de cause, et les maîtres sont tout désignés pour deviner et guider les aptitudes de leurs élèves. On ne veut pas davantage abaisser les esprits en les emprisonnant trop tôt dans les études spéciales », mais on leur donne au contraire « un nouvel essor par d'utiles rapprochements » (1).

Quant à la suppression de la philosophie, remplacée par une année de logique, Fortoul l'expliquait ainsi : « Pour faire entrer la philosophie dans le cadre normal des lycées sans excéder les limites convenables, il a fallu la dégager de toutes les questions qui, étant de pure curiosité, ou ne convenant qu'à des esprits mûrs, n'étaient pas d'un intérêt immédiat..... Point de ces problèmes téméraires qui jettent le trouble dans les esprits sans les éclairer, qui éveillent et excitent une curiosité inquiète sans la satisfaire (2) ».

Tout dans cette organisation visait à la simplicité et à l'unité, tout visait aussi à « la recherche de l'utile (3) ».

Les matières sont ordonnées de telle sorte que les élèves puissent par exemple quitter le lycée après la quatrième en emportant « l'ébauche complète d'une éducation française ». Ils ont appris surtout leur langue maternelle (sans négliger toutefois ni le grec, ni le latin), l'histoire nationale, la géographie, le calcul pratique, des notions préliminaires de géométrie. Ils reçoivent même, après examen, un certificat

(1) Delalain, IV, pp. 269-273, instruction du 15 novembre 1852.

(2) Delalain, IV, p. 376, instruction du 15 novembre 1854.

(3) Bersot, *Questions d'enseignement*, Première lettre, p. 4.

devenant à l'occasion « une sorte de diplôme au niveau d'un assez grand nombre de carrières professionnelles ».

L'enseignement des langues vivantes « n'est assimilé à celui des langues classiques ni par les méthodes qu'on y applique, ni par le temps qu'on y consacre ». Il tend à donner à l'élève « un moyen d'échanger sa pensée avec des hommes savants, industriels et amis ». Dans l'enseignement scientifique des classes supérieures « où la géométrie a été placée comme la substance de tout le reste... on a partout mis à côté des éléments abstraits qu'elle combine les œuvres pratiques qu'elle enfante. On a voulu que même dans la science pure par excellence, l'application fécondât et en même temps contint la théorie ». Le dessin comprenait des levés de plans et de cartes, des coupes et élévations de bâtiments et de machines, des lavis, afin d'habituer les élèves « à fixer avec certitude les conséquences qu'ils devaient se proposer de l'étude des sciences » (1).

Fortoul, se doutant que les professeurs accueilleraient peu favorablement ses conceptions, prit soin de les envelopper des mailles serrées d'une étroite réglementation. Aux classes proprement dites, il ajouta les *conférences* pour tous les élèves, les *répétitions* données à de petits groupes, gratuites pour les internes, d'un prix modique pour les externes, les *examens* auxquels participait le personnel de chaque lycée. Les professeurs durent, en outre, tenir un journal de classe, que vérifiaient les inspecteurs et le proviseur, où étaient indiqués « par quelques traits rapides » les exercices et la leçon du jour. C'était la plus sûre manière de les obliger à « remplir... toutes les conditions de leur programme particulier sans l'étendre, ni le restreindre, sans en altérer ni l'économie, ni l'esprit.... Ainsi il

(1) *Moniteur*, 24 septembre 1853, p. 1062, *Rapport à l'Empereur*.

a été possible de régler l'allure de tous les cours, d'empêcher que la négligence ne précipitât ou ne ralentît leur marche, et que le caprice des opinions personnelles n'altérât l'unité de l'enseignement national (1) ».

L'amour de l'unité inspira même à Fortoul un projet de suppression des classes de mathématiques spéciales. « Le cadre des lycées y eût gagné en précision, et toutes les parties de l'enseignement s'y fussent ainsi plus exactement pondérées ». Mais il craignit de ravalier trop bas le niveau des concours d'entrée aux grandes écoles, et les mathématiques spéciales furent maintenues (2).

L'organisation pédagogique de Fortoul a été très sévèrement jugée. On lui a reproché à juste titre, d'exiger des « élèves d'une espèce supérieure (3) » capables de vocations précoces, des parents susceptibles de vouloir résolument encourager de bonne heure cette vocation. Elle supposait également l'esprit mathématique beaucoup plus répandu qu'il n'est en réalité, elle diminuait la valeur de la culture générale, littéraire et philosophique, en établissant les cours communs aux deux sections de la division supérieure, en ramenant la philosophie aux exercices de pure forme qu'avaient aimés les scolastiques. Enfin, le ministre portait atteinte à la dignité des maîtres en leur refusant, par ses mesquines prescriptions, toute initiative personnelle.

En quelques années, l'expérience qu'on en fit d'assez mauvaise grâce, démontra que la bifurcation avait pour résultat d'abaisser le niveau des études secondaires. Et cependant tout n'était pas à blâmer dans le système. On se dégageait de la vieille routine qui perpétuait au XIX^e siècle la *Ratio Studiorum* des Jésui-

(1) *Moniteur*, loc. cit., p. 1063.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 1062.

(3) Bersot, *op. cit.*, p. 5.

tes, et n'attachait d'importance qu'au latin et aux mathématiques (1), on cherchait à introduire au lycée, qui était devenu un peu la maison des morts, le sens de la vie réelle.

Mais l'intention politique trop visible de ne plus former des lettrés libéraux, le souci de réduire les professeurs à une besogne mécanique, l'aversion manifeste pour la pensée philosophique, ont fait oublier tout ce qu'il y avait de bon dans les règlements de 1852 (2).

Fortoul ne toucha guère à l'enseignement primaire. La loi Falloux, en réduisant l'instituteur au rôle de « maître ignorant » (3), lui donnait satisfaction de ce côté. Les Ecoles normales, depuis longtemps suspectes à la bourgeoisie dirigeante (4), étaient réglées de façon à ne plus inspirer aucune inquiétude (5). Dans beaucoup de départements les élèves-maîtres étaient placés en qualité de stagiaires chez des instituteurs désignés par le Conseil académique, et comme on les employait le plus souvent à des besognes

(1) Gréard, *Enseignement secondaire*, II, pp. 79 et s.

(2) Voy. sur la bifurcation : Besson, *Vie de S. E. le cardinal Mathieu*, II, pp. 34 et s., discours du cardinal Mathieu ; Bersot, *Question d'enseignement*, Première lettre, pp. 4 et s. 64 ; Cournot, *Des Institutions...*, pp. 292, 343 ; *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, pp. 533 et 820 ; J. Simon, *l'Ecole*, p. 362 ; *Dict. de Pédagogie*, I, 1, p. 1044, v^o Fortoul ; *Correspondant*, 25 novembre 1905, p. 648, E. Rousse, *Lettres à un ami*, etc. — Notons en passant que les programmes nouveaux de l'enseignement secondaire, élaborés un demi siècle après ceux de Fortoul, reproduisent, en le compliquant, le système de la bifurcation. (Cf. Legorju, *La Crise de l'Enseignement secondaire*, pp. 22 et s.)

(3) Pécaut, *L'Education publique et la vie nationale* (2^e édition, in-16, 1904), p. 191.

(4) *Id.*, *ibid.*, pp. 178 et s.

(5) *Moniteur*, 26 mars, p. 873, décret du 24 mars 1851 (Gréard, III, pp. 452-458) ; arrêté du 31 juillet 1851 (Gréard, III, pp. 470-481). Cf. Delalain, IV, pp. 196 et s., instruction du 24 avril 1851.

domestiques, il n'y avait pas à craindre qu'ils prissent des goûts supérieurs à leur situation (1). Fortoul ajournait donc les réformes « sur la foi des améliorations récemment obtenues... à un temps plus éloigné » (2) et se contentait de quelques mesures relatives à l'enseignement de l'agriculture (3) et à l'organisation des salles d'asile. Sur ce dernier point, au moins, il sut pratiquer d'utiles modifications et ramener ces écoles du premier âge à leur véritable destination, qui est de préparer le développement normal des forces physiques et intellectuelles de l'enfant, au lieu de lui bourrer l'esprit de notions qu'il est incapable de s'assimiler utilement (4).

IV

La loi Falloux avait été faite au profit du parti catholique, du clergé séculier et des congrégations qui essayèrent, à l'abri de ce texte bienfaisant, de recouvrer leur antique prééminence sur l'éducation nationale. L'Université ne tarda pas à ressentir les effets de la concurrence qu'on lui avait suscitée, so-disant pour la stimuler et la forcer à sortir des ornières de la routine.

Les collèges communaux furent les premiers atteints. En trois ans, 52 d'entre eux sur 312 succombèrent et passèrent à l'Eglise. « La confiance des familles se retirait, les assemblées elles-mêmes, qui s'étaient autrefois montrées si jalouses de maintenir les privilè-

(1) Brouard, *Essai d'histoire critique*..... pp. 147 et s.

(2) *Moniteur*, 24 septembre 1853, p. 1061, *Rapport à l'Empereur*.

(3) *Bulletin*, III, 1852, p. 98, 3 juillet, institution d'une commission pour l'enseignement pratique de l'agriculture.

(4) Voy. dans Gréard, III, p. 626, rapport et décret du 21 mars 1855 sur l'organisation des salles d'asile ; p. 635, rapport et règlement concernant le régime intérieur des salles d'asile (22 mars) ; p. 654, instruction du 18 mai 1855 aux préfets ; p. 657, instruction du 16 juin 1855 aux recteurs. (Cf. Delalain, IV, pp. 737 et s., 746).

ges universitaires, semblaient accorder une prédilection marquée aux institutions cléricales que la liberté de l'enseignement faisait naître de toutes parts, et dont tout le monde était disposé à s'exagérer le succès » (1). De 1848 à 1851 seulement, les recettes des lycées s'abaissèrent de 6.204.693 fr. 68 à 5.229.319 fr. 24 (2). En 1854 les établissements de l'Etat avaient perdu au total 1998 élèves, les établissements libres en avaient gagné 10.683 (3).

Ce progrès s'était accompli surtout au bénéfice des écoles secondaires confessionnelles. De nombreux collèges placés sous la tutelle des évêques, dirigés par des prêtres ou des congréganistes, s'étaient fondés sur divers points du territoire. Neuf associations religieuses, dont une seule était légalement reconnue, celle des Lazaristes, en possédaient 33 (15 aux Maristes, 11 aux Jésuites, avec 1149 et 2818 élèves). Plusieurs des collèges épiscopaux avaient été créés « avec le concours des communes qui, pour se soustraire à des sacrifices trop souvent stériles », les substituaient aux collèges universitaires (4).

En résumé, l'Eglise instruisait 21.195 jeunes gens, l'enseignement librelaïque en comptait 42.462, au total 63.657 (contre 48.981 dans les institutions de l'Etat). Au moment du vote de la loi de 1850, l'enseignement libre possédait 914 établissements, en 1854, 1081 (5). L'augmentation était surtout favorable au clergé catholique, car il s'était empressé de profiter de la liberté qu'on lui avait accordée. Mgr Mathieu ouvrait en novembre 1850 le collège Saint-François-Xavier à Besançon, avec dix-

(1) *Moniteur*, 24 septembre 1853, p. 1061, *Rapport à l'Empereur*; Jourdain, *Rapport...* p. 151; *Rapport Langlais*; *Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2633, v^o Rouland.

(2) Jourdain, p. 110.

(3) *Rapport Langlais*.

(4) *Id.*

(5) *Id.*; cf. Legorju, *La Crise de l'Enseignement secondaire*, pp. 83-86.

neuf professeurs ecclésiastiques et laïques (1). Lacordaire créait celui de Sorrèze, on fondait à Paris l'Ecole des Carmes, premier essai de l'Institut catholique (2). « En fait, le clergé s'était emparé de l'enseignement dès la promulgation de la loi de 1850 et en avait fait sa chose » (3).

Cette mainmise de l'Eglise sur la jeunesse fut un des motifs pour lesquels Fortoul institua la bifurcation et fit présenter au Corps législatif la loi de 1854. Mais le parti catholique restait tout-puissant et n'avait pas encore déclaré la guerre au gouvernement impérial. Il était cependant divisé en deux fractions hostiles l'une à l'autre. Montalembert, Lacordaire, le P. de Ravignan, Mgr Dupanloup, Mgr Jacquemet, n'avaient pas approuvé le coup d'Etat et gardaient une froide réserve vis-à-vis de Napoléon III (4). Le comte de Falloux restait à leurs côtés, libéral, ennemi de l'*Univers* qui « prônait le culte du despotisme » (5). Montalembert regrettait de voir ses anciens amis l'abandonner après la victoire (6). « Je suis resté, écrivait-il à l'abbé Delor, ce que j'étais, l'humble soldat de l'Eglise, mais aussi l'ami résolu de la liberté... Ils se prosternent devant la force... et rallument les encensoirs qui ont brûlé sous la Restauration pour le pouvoir de ce temps-là. *Je veux me tenir debout* et ne suis plus par conséquent l'homme du mouvement ». Ailleurs il parle

(1) Besson, *Notices biographiques*, I, préface, pp. xxiv-xxv, (2 vol. in-18, Paris et Besançon, 1889).

(2) P. de la Gorce, II, pp. 172 et s.

(3) Legorju, *op. cit.*, p. 82. — Cournot semble vouloir atténuer la portée de la loi de 1850, mais les faits démentent son optimisme. (Cournot, *Des Institutions...* p. 289 ; *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-64, p. 531).

(4) De la Gorce, II, p. 138 ; Debidour, p. 519 ; Bonet-Maury, pp. 219-224.

(5) Falloux, *Mélanges*, II, pp. 75 et s.

(6) *Revue de Paris*, 1^{er} juin 1902, p. 472, *Lettres à l'abbé Delor*, (6 janvier 1850).

de « ces tristes catholiques qui encensaient et invoquaient la liberté quand ils la croyaient triomphante, et aujourd'hui la sacrifient sans remords et sans embarras aux influences nouvelles et à la mode du jour » (1).

L'éloquent adversaire du monopole, noblement désintéressé, n'eût pas voulu que l'Eglise de France s'associât étroitement au gouvernement impérial parce qu'il craignait pour sa dignité. Mais le clan des autoritaires où L. Veuillot donnait le ton, agit tout autrement. Le clergé, stylé par l'*Univers*, se rua en majorité aux pieds du maître, en lui prodiguant les adulations et les éloges hyperboliques (2). On espérait de lui faveurs et privilèges. Il avait accordé la liberté des Conciles provinciaux (3), il songeait à se faire sacrer par le Pape (4), il associait l'archevêque de Paris et les grands Corps de l'Etat à la Fête des Ecoles (5). Aux congrégations il dispensait la plus large tolérance. Les processions se déroulaient par les rues des villes et les chemins des campagnes, escortées de piquets d'honneur, accompagnées aux chefs-lieux, des préfets, des généraux, des magistrats et des fonctionnaires. Les missionnaires répandaient partout les flots de leur pieuse éloquence ; les écoles protestantes étaient fermées ou se voyaient l'objet de mille vexations. N'obtiendrait-on pas davantage ? L'abolition ou du moins la révision des articles organiques, l'obligation du repos dominical et de la

(1) *Revue de Paris*, loc. cit., pp. 472-473, 2 septembre 1852, pp. 476-477. Cf. Barthélemy-Saint-Hilaire, *M. Victor Cousin*, II, pp. 417-418, lettre de Montalembert à Cousin, 5 novembre 1853 : « Mon cher ami, tenez-vous-le pour dit : vous ne me trouverez jamais parmi les proscriptionnaires ni parmi les adversaires de la pensée humaine. Je demande seulement la liberté pour moi en promettant de respecter celle des autres. »

(2) P. de la Gorce, II, p. 138.

(3) *Id. ibid.*, pp. 132 et s.

(4) *Id. ibid.*, pp. 147 et s.

(5) *Id. ibid.*, p. 136.

bénédiction nuptiale préalable au mariage civil, le maintien de l'Université dans une situation inférieure et subordonnée ? (1).

Il ne convenait pas à l'Empereur d'aller si loin. Il s'arrêta aux concessions et ne donna pas de privilèges (2). Ses alliés ne lui en voulurent pas trop. Malgré le décret du 9 mars 1852, malgré la loi de 1854, les ultramontains lui restaient fidèles par haine de la liberté. Louis Veuillot entreprit une vigoureuse campagne de propagande impérialiste dans l'Ouest, en Bretagne, en Poitou. Il disait dans une note confidentielle, remise au cabinet de Napoléon III en septembre 1854 : « C'est dans le sacerdoce que se tiennent, je ne crains pas de l'affirmer, les amis les plus sincères et les plus désintéressés de l'Empereur, et le prêtre qui l'aime le moins, s'il est bon prêtre, lui souhaite sincèrement d'égaler Charlemagne et Saint Louis » (3).

Les catholiques libéraux s'irritaient en vain de cette attitude. On ne les écoutait point ou bien on relevait très vertement leurs hérésies (4). Leurs adversaires allaient même jusqu'à entamer une campagne contre les classiques païens. L'abbé Gaume publia le *Ver Rongeur* qui souleva de vives polémiques. Veuillot et ses collaborateurs de l'*Univers* rendaient « le latin responsable de tous les désordres de l'esprit humain et notamment de la Révolution française » (5), et voulaient former les enfants avec « le jargon latinisé des premiers siècles chrétiens, les élégances de style inventées dans les loisirs monastiques, les allitérations et la prose rimée des raffinés des quatrième et cin-

(1) P. de la Gorce, II, pp. 132 et s.; Bonet-Maury, pp. 218, 228; Debidour, pp. 524 et s.

(2) P. de la Gorce, II, pp. 132 et s.

(3) Falloux, *Mémoires*, II, pp. 394-395; cf. P. de la Gorce, II, p. 167.

(4) Falloux, *Mémoires*, loc. cit.; *Discours et Mélanges*, II, pp. 73 et s.

(5) Falloux, *Discours et Mélanges*, II, pp. 73-74.

quième siècles » (1). Les plus éminents représentants du clergé français protestèrent contre cette barbarie. Mgr Dupanloup s'indigna, le cardinal Mathieu prit publiquement la défense d'Athènes et de Rome (2). Ce simple épisode démontre à quel degré d'aberration rétrograde en étaient venus les « tristes catholiques » auxquels fait allusion Montalembert dans sa correspondance avec l'abbé Delor.

Le gouvernement, qui s'en servait, les laissait faire. En défendant la cause du despotisme, en combattant « les ridicules idées de liberté et de respect des opinions » (3), ils servaient trop bien sa politique.

Cependant des nuages venaient obscurcir le ciel. Les évêques allaient trop loin. L'un d'eux interdisait à ses fidèles la danse et les spectacles, un autre voulait priver les prêtres de son obéissance du plaisir de fumer (4). « Le clergé, dit un témoin, se croit revenu aux temps du moyen-âge, et il s'essaye à reprendre l'exercice d'une autorité souveraine » (5). Quelques incidents se produisirent : au Collège Saint-Michel tenu à Saint-Etienne par les Jésuites, des élèves décapitèrent et foulèrent aux pieds une statuette de Napoléon III en présence de leurs maîtres, spectateurs impassibles. Les supérieurs ne s'étant pas montrés, à la suite d'une enquête judiciaire, disposés à accorder des réparations suffisantes, l'établissement fut fermé (6).

A Paris, les évêques n'avaient plus leurs entrées

(1) *Correspondant*, 25 novembre 1905, p. 651, E. Rousse, *Lettres à un ami*, 18 juin 1852.

(2) Legorju, *La Crise de l'Enseignement secondaire*, p. 84; Besson, *Vie de S. E. le cardinal Mathieu*, II, pp. 27 et s.

(3) Veuillot, *Avenir*, 20 avril 1853, cité par De Falloux, *Discours et Mélanges*, II, p. 102.

(4) Viel-Castel, *Souvenirs*, III, p. 139.

(5) *Id. ibid.*, p. 140.

(6) *Journal du maréchal de Castellane*, V. p. 32, 2 janvier 1854 (Paris, 5 vol. in-8, 1895-1897).

libres aux Tuileries. On opposait volontiers à leurs demandes d'audience la multiplicité des occupations de l'Empereur, et ils s'en plaignaient amèrement (1). Autour de Napoléon III que le fanatisme adulateur du clergé commençait à offusquer (2), s'agitait la faction des *légistes*, disciples fervents des parlementaires gallicans, auxquels venaient en aide le prince Napoléon, Persigny et Piétri, pour arrêter au besoin les empiètements de l'ultramontanisme (3), et s'opposer à des « prétentions envahissantes » (4).

On n'en était pas à la guerre, on n'en était même pas aux premières escarmouches, mais la tension s'annonçait entre les deux puissances encore unies, bientôt rivales, l'Église et l'Etat. La rupture était à la merci du moindre incident. Dès lors, tout changerait et l'Université reprendrait, par la même occasion, la place qu'on avait d'abord réussi à lui enlever.

V

Depuis la fin de 1848, et surtout depuis 1850, après le vote de la loi Falloux, les ministres de l'Instruction publique s'étaient efforcés de désorganiser l'Université ou de la domestiquer au gré des opinions gouvernementales. Rien n'avait été épargné pour atteindre ce but : on avait humilié, discrédité le personnel, bouleversé les études, favorisé les entreprises cléricales, au nom de la liberté d'enseignement et de la défense sociale. Fortoul se donna corps et âme à l'œuvre de réaction : s'il tenta de rendre à l'Etat quelques-unes de ses prérogatives, il maintint dans le corps enseignant une dictature parfois féroce et se montra l'ennemi juré des hautes études. Il voulait plier les intelligences aux règles posées par la Constitution de 1852

(1) Viel-Castel, *op. cit.*, II, pp. 241-242, 25 novembre 1853.

(2) Falloux, *Mémoires*, II, p. 285.

(3) P. de la Gorce, II, pp. 141-142.

(4) Viel-Castel, III, p. 139, juillet 1855.

et ne laisser dans la nation aucun germe de pensée libre.

Sa politique ne porta pas de bons fruits, lui-même s'en aperçut avant de mourir. Il eut des remords et se départit de son intransigeance. Non seulement il consentit à rapporter plusieurs des dispositions qui concernaient l'Ecole Normale supérieure et le concours d'agrégation, mais encore il se préoccupa de l'enseignement primaire, et, dans une réunion des recteurs tenue à Paris en octobre 1855, fit étudier un certain nombre de questions concernant la gratuité, la fréquentation, le perfectionnement des écoles normales, la multiplication des écoles de filles (1). C'était l'indice d'une détente qui devait s'accroître avec son successeur.

Il n'y a pas lieu de révoquer en doute la sincérité et la loyauté des opinions de Fortoul. « Toute réforme est un danger ; il ne chercha point ce danger, il l'accepta comme un héritage inévitable des crises qui l'avaient précédé... Il voulait que l'enseignement répondît à l'esprit de notre époque » (2). Mais son grand tort est d'avoir servi une cause anti-libérale, persécuté des hommes honorables, de bons serviteurs de la France qui ne demandaient qu'à poursuivre en paix leur tâche utile, d'avoir proscrit la philosophie et réduit le rôle du professeur à celui du manœuvre passif qui ne comprend pas la valeur de ses efforts et obéit aveuglément aux ordres d'un chef.

Les inconvénients de son système étaient si visibles, qu'après cinq ans d'application, ceux qui l'avaient approuvé se rendirent à l'évidence, et le principal mérite de Rouland est précisément d'avoir contribué à l'entamer pour en préparer la destruction complète.

(1) Delalain, V, pp. 50 et s., circulaire du 19 avril 1856 ; cf. arrêté du 22 décembre 1855 organisant la division supérieure de l'Ecole Normale. (*Bulletin*, VI, pp. 319 et s. ; De Beauchamp, II, p. 460.)

(2) Beulé, *Journal des Débats*, 13 juillet 1856, cité par le *Journal général de l'Instruction publique*, 16 juillet 1856, XXV, p. 346,

CHAPITRE PREMIER

L'Homme La Vie et le Caractère

Fortoul, ancien professeur, semble s'être attaché à détruire ce qui fait le charme et la dignité de la vie du professeur. Ennemi de la science désintéressée, comme de la haute culture littéraire, historique et philosophique, dépourvu du moindre libéralisme, il a brutalement imposé à son personnel ses doctrines pédagogiques, et comprimé par la terreur toute velléité de résistance ou seulement d'indépendance.

Ce furent de néfastes années pour la grande institution napoléonienne que les premières années du Second Empire suivant la période réactionnaire de la République de 1848. Silencieux et repliés sur eux-mêmes, les universitaires n'osaient plus espérer en un avenir meilleur. Ils se livraient sans enthousiasme à la besogne quotidienne pour gagner maigrement leur vie. Que pouvaient-ils attendre d'un régime qui semblait avoir éteint pour toujours la flamme de l'intelligence française ?

Or, il se trouva que la mort enlevant brusquement son dictateur à l'Université, un successeur lui fut choisi qui se donna pour mission de faire renaître la confiance chez ses subordonnés en améliorant dans la mesure du possible leur situation matérielle et morale, en replaçant au rang d'où elle était déchue leur glorieuse corporation, en affirmant résolument, en face d'adversaires qui ne prenaient point la peine de déguiser leurs sentiments d'hostilité, les droits de l'État

enseignant. Ce fut le procureur général près la cour de Paris, Gustave Rouland.

I

Gustave Rouland (1) était un magistrat de carrière, d'origines modestes (2), arrivé à la haute situation qu'il occupait, lorsque Napoléon III lui confia la direction de l'Instruction publique et des Cultes, par un travail constant heureusement couronné de succès. Né à Yvetot, une petite sous-préfecture de la Seine-Inférieure, le 1^{er} février 1806, il fit de brillantes études au collège royal de Rouen et y remporta le prix d'honneur. Licencié en droit en 1827, il resta quelque temps avocat, puis fut nommé juge-auditeur aux Andelys (3). En quinze ans, après avoir successivement franchi tous les échelons de la hiérarchie judiciaire, Rouland obtint le poste de procureur général près la cour royale de Douai.

Il était déjà membre du Conseil général de la Seine-Inférieure. Aux élections législatives de 1846, l'arrondissement de Dieppe l'envoyait à la Chambre des

(1) L'étude biographique très succincte que nous donnons ici est tirée de diverses notices : Robert et Cougny, *Dictionnaire des Parlementaires*, V, p. 205 ; *Grande Encyclopédie*, XXVIII, p. 1018 ; Oursel, *Nouvelles Biographies normandes*, II, v^o Rouland ; Edouard Frère, *Manuel du Bibliographe normand*, v^o Rouland ; *Dictionnaire de Pédagogie*, I, 1, p. 2632, v^o Rouland (article de M. Du Mesnil). — Nous avons, en outre, utilisé un long article du *Journal de Rouen*, publié au lendemain de la mort de Rouland, le *Moniteur* et quelques mémoires et correspondances cités en référence.

(2) Le comte de Viel-Castel dit dans ses *Souvenirs*, IV, p. 126 : « Le père de S. Exc. M. Rouland, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, était domestique chez le père du marquis d'Audiffret ; il fut fidèle, honnête et dévoué à son maître pendant la Révolution. » Ajoutons que Viel-Castel est sujet à caution, car il traite avec un visible dédain, parfois même avec une grossièreté voulue tous les personnages de l'Empire.

(3) Nous dirions aujourd'hui juge-suppléant.

Députés où il siégea dans la majorité conservatrice. L'année suivante il était appelé à la Cour de Cassation en qualité d'avocat général.

Son premier stage parlementaire n'offre aucun épisode remarquable. A côté des brillants orateurs qui attaquaient ou défendaient le gouvernement de Louis-Philippe, Rouland fait modeste figure. Il prend la parole sur divers points de législation, dans quelques unes de ces séances d'affaires qui ne mettent jamais un homme en relief. La seule incursion qu'il risqua dans la politique pure, lors de la discussion de l'Adresse au Roi, en février 1848, ne lui fut point favorable. Il voulut expliquer à ses collègues les raisons qui l'amenaient à voter le paragraphe blâmant la campagne des banquets réformistes, et le fit assez péniblement, en de longues phrases embarrassées enveloppant cette idée : les banquets « ont été une agression vive, violente, injuste, et une grande faute politique ». Il suffisait de laisser agir le temps, et le parti conservateur aurait fait de lui-même la réforme qu'on exigeait en d'imprudents discours. « Nous regrettons amèrement, disait-il, que l'opposition, dans son esprit ordinaire de précipitation, de témérité, de défi, ait interrompu le cours normal de l'opinion publique et le travail des idées parlementaires » (1).

On peut croire que Rouland était sincère en affirmant la nécessité de l'évolution pacifique et continue, mais les actes du Cabinet Guizot ne semblaient nullement démontrer la fécondité certaine du « travail des idées parlementaires ». La gauche accueillit par des exclamations et des rires les paroles de l'orateur ministériel (2), et Odilon Barrot résume en quatre ou cinq lignes peu bienveillantes l'impression qu'elles produisirent : « M. Rouland, avocat normand, député

(1) *Moniteur*, 8 février 1848, p. 321 : *Discours et Réquisitoires*, I, pp. 112 et 114.

(2) Ceci est noté au *Moniteur*.

nouveau, qui cherchait sa voie en tâtonnant, nous reprocha de n'avoir imaginé les banquets que pour empêcher la réforme, et il suppliait les ministres de déjouer cette manœuvre diabolique en se hâtant de présenter eux-mêmes cette réforme. La plaisanterie était trop forte et ne parut être du goût de personne » (1).

La révolution de Février suivit de moins de trois semaines le discours de Rouland. Privé par elle de son mandat législatif, il ne voulut pas la servir comme fonctionnaire, et le 3 mars 1848, il envoyait sa démission au nouveau ministre de la justice (2), prévenant ainsi une révocation prochaine. Il se fit alors inscrire au barreau de la Cour d'appel de Rouen, mais ne profita pas de sa liberté reconquise pour poser sa candidature à l'Assemblée Constituante. Rallié au Prince-Président, ce qui ne saurait nous étonner chez un conservateur fidèle aux idées d'ordre et de sauvegarde sociale, il fut réintégré le 10 juillet 1849 dans ses fonctions d'avocat général à la Cour de Cassation. Le 10 février 1853, il était nommé procureur général près la Cour impériale de Paris.

C'est en cette qualité qu'il prit la parole dans divers procès retentissants, complots de l'Opéra-Comique et de l'Hippodrome, affaire des correspondants étrangers, attentat de Pianori (3).

Le 7 juillet 1856, Fortoul mourait à Ems, foudroyé par une attaque d'apoplexie. Il fut inhumé à Paris aux frais de l'Etat, dûment louangé par les orateurs officiels, et le maréchal Vaillant, ministre de la guerre, assura l'intérim de l'Instruction publique et des Cultes, en attendant que l'Empereur désignât le nouveau chef de ce département (4).

(1) O. Barrot, *Mémoires*, I, p. 484.

(2) *Moniteur*, 6 mars 1848, p. 551.

(3) *Discours et Réquisitoires*, I, pp. 123, 201, 251.

(4) *Moniteur*, 9 juillet 1856, p. 761, 11 juillet, p. 769, 12 juillet, p. 774, 13 juillet, pp. 777-778.

La succession de Fortoul était vivement convoitée, et les ambitieux s'agitaient dans l'entourage impérial. Sans perdre de temps, le 13 juillet, Prosper Mérimée prépara pour Mocquart, chef du cabinet de Napoléon III, une lettre et une note précisant quelques idées de réformes qui tendaient à démembrer le ministère de l'Instruction publique au profit du ministère d'Etat auquel on aurait rattaché l'entretien des édifices diocésains, les bibliothèques, l'Institut, les allocations et subventions accordées aux missions scientifiques et aux voyages d'études, le Muséum et le Collège de France. Mérimée s'appuyait, pour proposer des changements d'ailleurs peu justifiés, sur sa « petite expérience de membre de l'Institut et d'inspecteur des monuments historiques » (1). Faisait-il implicitement acte de candidature ? Il n'était pas, en tout cas, l'homme de la situation (2).

Dumas, vice-président du Conseil impérial, le champion de la bifurcation et de l'enseignement scientifique, Le Verrier, son auxiliaire à la Commission de 1852 dans la lutte contre les partisans de l'éducation littéraire et classique (3), étaient sur les rangs. Dumas avait le patronage du maréchal Vaillant (4), mais il était protestant, ce qui l'écartait nécessairement de la direction des Cultes (5). On parla encore de M. de Royer (6), de M. de Parieu, qui avait appliqué le premier la loi de 1850, après l'avoir soutenue devant

(1) *Papiers et correspondances de la famille impériale*, II, pp. 55-60. (2 vol. in 8, Paris 1870.)

(2) Viel-Castel (III, p. 222) dit qu'il était patronné par l'Impératrice.

(3) Guizot, *Années de retraite*, p. 96, lettre du 13 juillet 1856 à M. Lenormant : « Je crains les astronomes et les chimistes ». (1 vol. in-16, Paris 1902).

(4) Viel-Castel, III, p. 222.

(5) *Id.*, III, p. 223.

(6) *Id.*, III, pp. 226-227. Sur M. de Royer, voy. Robert et Cougny, *Dictionnaire des Parlementaires*, V, p. 220.

l'Assemblée législative. M. de Parieu se recommandait de l'appui de Baroche, président du Conseil d'Etat, et de Mgr de Salinis, évêque d'Amiens, et les cléricaux intransigeants avaient tout à gagner à sa nomination (1). Le grand favori de toute une coterie agissante et intrigante qui évoluait autour de la princesse Mathilde, fut le vicomte de la Guéronnière (2). Modestement, il se défendait de toute ambition, mais il exposait ses vûes particulières sur la question à l'ordre du jour dans une lettre au général Fleury, qui devait être placée sous les yeux de l'Empereur (3).

Celui-ci se réservait, indécis sur le choix qu'il allait faire, et sur les remaniements qu'il convenait d'apporter dans l'administration de l'Université (4). La Guéronnière, cependant, était au premier rang : l'opinion publique le désignait comme le ministre du lendemain, et Fould lui assurait le 11 août que sa nomination ne dépendait plus que d'une simple signature (5).

Mais Napoléon III n'avait pas l'habitude de se livrer entièrement à son entourage. Sans décourager personne parmi les empressés qui aspiraient à le servir, il aimait à discerner de lui-même les hommes qui lui semblaient particulièrement aptes à collaborer à sa politique. En 1856, il s'inquiétait surtout des allures frondeuses qu'affichait déjà le clergé, bien que l'alliance entre le trône et l'autel durât encore extérieurement, et trouvait qu'on lui laissait une excessive liberté. Depuis plusieurs mois il avait projeté de séparer les Cultes de l'Instruction publique pour les confier à un homme décidé à faire respecter la loi, et il s'en

(1) Viel-Castel, III, pp. 225, 227, 232 ; Guizot, *Années de retraite*, p. 99, lettre du 28 juillet à M^{me} Lenormant.

(2) *Id.*, III, pp. 226 et s. ; sur La Guéronnière, voy. Robert et Cougny, II, p. 272.

(3) *Id.*, III, pp. 233-236.

(4) *Id.*, III, p. 228 ; Abbaticci, *Souvenirs d'un homme d'Etat du Second Empire*, *Revue Bleue*, 29 février 1908, p. 272.

(5) *Id.*, III, pp. 232-239.

était ouvert à l'un de ses amis de la première heure, Abbattucci (1).

Abbattucci ne se souciait point d'être chargé de refréner les passions ultramontaines des évêques, et se déroba adroitement au périlleux honneur qu'on lui offrait. L'Empereur, après la mort de Fortoul, de Plombières où il était en villégiature, fit convoquer son Conseil en l'invitant à étudier l'organisation d'un département spécial des Cultes. Abbattucci, de nouveau pressé d'en accepter la direction, s'y refusa obstinément, et l'on dut renoncer à le convaincre. Instruction publique et Cultes restèrent donc unis, mais il fallait trouver un ministre.

Abbattucci, très lié avec le procureur général Rouland, avait déjà vanté à l'Empereur les solides mérites de son ami. Il y revint avec insistance, si bien que le 13 août, Napoléon lui dit : « Amenez-le-moi vers quatre heures. » Rouland opposa des objections, comprenant les difficultés de la tâche qu'on lui destinait. Mais Abbattucci le conduisit néanmoins à Saint-Cloud le soir même. « Sire, dit-il en le présentant à l'Empereur, M. Rouland a des scrupules sur la situation à faire au clergé et sur l'attitude à prendre vis-à-vis de lui ; on lui a trop lâché la bride jusqu'à présent, et cela a nui aux intérêts de l'Etat et du Clergé lui-même ». L'Empereur repartit qu'il voulait « sauvegarder les grands intérêts moraux de la religion, mais vis-à-vis des personnes, énergique dans les grandes choses, lâcher la bride pour les petites ».

Rouland acquiesçant à ce programme, un peu vague en apparence, mais au fond très concordataire, le décret de nomination fut signé sur-le-champ, et Abbattucci arriva à Saint-Cloud avec un procureur général en repartit avec un ministre (2).

(1) Sur Abbattucci, v. Robert et Cougny, I, p. 3.

(2) Nous avons résumé ici les *Mémoires d'un homme d'Etat du Second Empire*. Les *Souvenirs* du comte de Viel-Castel les com-

Le lendemain, le *Moniteur*, annonçait au grand étonnement des autres candidats et de leurs partisans, que « Monsieur Rouland, procureur général près la cour impériale de Paris » était appelé aux fonctions de « ministre secrétaire d'Etat au département de l'Instruction publique et des Cultes » (1). Il prêtait serment le même jour entre les mains de l'Empereur « en présence de LL. EE. le ministre d'Etat et le grand chambellan », conformément au cérémonial habituel, et se mettait à la tête des services confiés à sa vigilance (2).

Pourquoi l'Empereur avait-il arrêté son choix sur un magistrat plutôt que sur un universitaire ?

L'Université n'entraît alors pour rien dans ses plus pressantes préoccupations. Il voulait surtout endiguer et maintenir dans les limites du Concordat et des articles organiques les flots grossissants de l'ultramontanisme. Des difficultés naissaient de l'application concomitante des lois du 15 mars 1850 et du 14 juin 1854 qui procédaient d'un esprit tout différent. L'Eglise était disposée à empiéter largement sur le domaine du pouvoir civil, ce qui n'était point dans la tradition des gouvernements de la France depuis les origines de la monarchie, ce qui cadrait moins encore avec l'autoritarisme impérial. D'autre part, au Congrès de Paris, Cavour avait posé avec éclat les données du problème italien, qui dans la pensée des catholiques — et à juste titre — se compliquait du problème romain. Napoléon III, malgré ses irrésolutions, se sentait

plètent sur certains points (III, 239, 241). Ces deux textes servent d'autre part à vérifier l'hypothèse que fait M. Du Mesnil dans sa notice sur Rouland, lorsqu'il suppose qu'on choisit le Procureur général de la Cour de Paris parce qu'on voulait un juriste consommé, capable de refréner les écarts du clergé. (*Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2633).

(1) *Moniteur*, 14 août 1856, p. 905.

(2) *Id.*, 15 août 1856, p. 909.

appelé à intervenir dans la péninsule, mais par suite à mécontenter davantage le clergé.

On voit quelles puissantes raisons l'amenaient à s'assurer la collaboration d'un légiste habile et rompu aux subtilités de la casuistique juridique, capable de résister aux évêques sans partialité comme sans faiblesse, et de leur imposer le respect de la loi. Rouland fut ce légiste, jaloux des prérogatives du temporel, observateur fidèle du Concordat. Mais il fut aussi, par conséquence naturelle, le protecteur et le restaurateur, avant Duruy, de l'Université française.

L'histoire de sa vie, de 1856 à 1863, c'est l'histoire de son ministère, de sa besogne patiemment et modestement accomplie, de sa lutte tenace contre le parti ultramontain qui ne lui ménagea pas les difficultés. L'Empereur, sincèrement attaché à ce collaborateur peu bruyant, le nomma d'abord grand-officier de la Légion d'honneur (il fut promu à la dignité de grand-croix en 1862) (1), puis le fit entrer au Sénat le 14 novembre 1859 (2). On prétendait qu'il songeait à lui confier l'Intérieur. « Rouland, aurait-il dit à la princesse Mathilde, n'est pas encore tout à fait à sa place » (3).

Il ne donna point suite à ses intentions, puisque Rouland quitta l'Instruction publique le 16 juin 1863 et ne reprit jamais aucun portefeuille.

Les causes de sa « démission » (pour employer le langage du *Moniteur*), sont difficiles à démêler.

Le comte de Persigny, ministre de l'Intérieur, voulut en 1863 des élections gouvernementales, comme celles de 1852 et de 1857. Il avait adressé aux Préfets une circulaire leur annonçant que le système de la candidature officielle était maintenu « afin que la bonne foi des populations ne puisse être trompée par des

(1) *Moniteur*, 16-17 août 1857, p. 897; *id.*, 16-17 août 1862, p. 1201.

(2) *Id.*, 16 novembre 1859, p. 1305.

(3) Viel-Castel, *Souvenirs*, III, p. 241-242.

artifices de langage ou des professions de foi ». Quelques députés, trop peu dociles, avaient perdu les bonnes grâces du pouvoir qui entendait seulement appuyer « des hommes dévoués, sans réserve et sans arrière-pensée, à la dynastie impériale » (1). Les Préfets comprirent ce langage et agirent dans le sens des instructions de leur chef, mais l'opposition remporta un succès qui frappa vivement l'esprit de l'Empereur. Persigny fut invité à se retirer avec Delangle, Rouher et Rouland, parce qu'on estimait utile, en présence d'une opposition fortifiée, de remplacer partiellement le personnel gouvernemental. « Ici, écrivait Mérimée, le 16 juin, le cri général est qu'il faut changer le ministère, ou du moins modifier considérablement le ministère actuel. » Et le 25 : « Vous aurez vu que nous avons fait un ministère. Je crois que tout est pour le mieux. Les nouveaux venus n'ont peut-être pas assez de notoriété ; mais le Cabinet gagne cent pour cent en se défaisant de quelques-uns de ses membres. On peut dire que le dernier changement donne raison aux gens d'esprit. Les fous et les bêtes de moins, c'est une bonne chose » (2). Auxquels des ministres sortants le mordant académicien faisait-il allusion ? Il est prudent d'accepter sous bénéfice d'inventaire les appréciations de ce médisant de profession.

En ce qui concerne particulièrement Rouland, on peut admettre que si sa résistance aux usurpations du clergé était suffisamment énergique, on ne le trouvait pas assez audacieux en matière universitaire. Il procédait avec une lenteur calculée qui ne satisfaisait point les novateurs pressés d'appliquer leurs idées, et détruisait pièce par pièce la machine ingénieuse et compliquée de Fortoul en en conservant avec un soin

(1) *Moniteur*, 9 mai 1863, p. 740.

(2) Mérimée, *Lettres à Panizzi*, I, pp. 323, 326. — Cf. au *Moniteur*, 23 juin 1863, les divers décrets concernant le remaniement du ministère (p. 897).

minutieux les formes extérieures. L'Empereur, sous l'impulsion des circonstances, voulait aller au plus vite? Ne serait-ce point pour cette raison qu'il s'adressa sans hésitation à Duruy, qu'il savait un « radical » prêt aux modifications profondes?

Sa nomination fut en tout cas une surprise, presque un scandale. Nisard, un instant candidat, éprouvait le genre de désagrément qu'éprouveraient des officiers généraux auxquels on donnerait pour ministre de la Guerre un simple lieutenant » (1). Le Verrier, que les études astronomiques ne préservaient pas des ambitions terrestres, parlait d'abandonner le Conseil impérial de l'Instruction publique (2). Et Rouland lui-même, peut-être vexé d'avoir été remplacé par un de ses inspecteurs, accusa Duruy, « de l'avoir fait tomber par un travail de taupe, sournoisement exécuté sous ses pas » (3).

Quoi qu'il en soit, l'intention de Napoléon III — et l'histoire du ministère Duruy le démontre plus éloquemment que tous les documents secrets encore enfouis dans la poudre des archives — en donnant à Rouland un successeur, n'était pas de blâmer son libéralisme et son dévouement sincère à la cause universitaire. Il entendait au contraire accélérer le mouvement commencé depuis sept ans, en effaçant jusqu'aux derniers vestiges de l'œuvre de Fortoul.

Rouland n'était d'ailleurs pas tombé en disgrâce puisqu'un décret du 26 juin l'appelait à la vice-présidence du Sénat (4). Au mois d'octobre 1863 mourait

(1) Nisard, *Souvenirs*, II, p. 284. Nisard dit ailleurs (II, p. 403) qu'on aurait songé à lui pour remplacer Rouland. Billault en parla même à l'Empereur qui n'écouta pas sa proposition. Il voulait rétablir l'histoire contemporaine, et Nisard se refusait, à ce qu'il prétend du moins, à « l'aider à se faire autant d'ennemis qu'il y aurait de professeurs d'histoire obligés de le louer par ordre ».

(2) Nisard, II, p. 283.

(3) Duruy, *Notes et Souvenirs*, I, p. 193.

(4) *Moniteur*, 29 juin 1863, p. 912.

Billault, le titulaire du ministère d'Etat réorganisé depuis moins de quatre mois. Le nom de Rouland fut aussitôt mis en avant. « M. Rouland, écrit Doudan, deviendrait un personnage principal du ministère avec M. Rouher » (1). Il fut en effet nommé ministre présidant le Conseil d'Etat tandis que Rouher remplaçait Billault. Rouher était « un homme d'affaires consommé, un travailleur infatigable », mais on craignait « que ce personnage, très remarqué au second rang, fût insuffisant au premier ». Le rôle dévolu à Rouland, ainsi qu'aux vice-présidents désignés avec lui, Vuitry, Forcade de la Roquette et Chaix-d'Est-ANGE, consistait en quelque sorte à « doubler » Rouher pour lui donner plus d'assurance et de crédit devant le Sénat et le Corps législatif (2) où il avait pour mission, avec ses auxiliaires, d'expliquer et de défendre les projets et les vues du gouvernement (3). Peu de temps après Rouland entra au Conseil impérial de l'Instruction publique. Sa place y était naturellement marquée par l'expérience acquise pendant ses années de ministère (4).

Durant son passage à la présidence du Conseil d'Etat, nous le voyons intervenir à plusieurs reprises au Corps législatif et au Sénat dans plusieurs discussions. Il soutient le projet de loi relatif au régime disciplinaire des Conseils de prud'hommes, défend contre le cardinal Donnet la liberté de penser et d'écrire, contre Emile Ollivier la candidature officielle et même un candidat officiel, M. de Jaucourt, chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, dont l'élection en Seine-et-

(1) Doudan, *Correspondance*, IV, p. 124, 17 octobre 1863.

(2) Pierre de la Gorce, II, pp. 238-239.

(3) Voy. *Moniteur*, 24 juin 1863, p. 897, *Partie non officielle*, commentaire du décret réorganisant les rapports entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

(4) *Moniteur*, 10 novembre 1863, p. 1324.

Marne avait été contestée (1). Interventions banales, résultant de la fonction qu'il occupe, et où l'on ne voit pas qu'il se soit distingué par la puissance et la solidité des arguments, sauf dans sa réponse au cardinal Donnet.

Le 28 septembre 1864, Rouland devenait gouverneur de la Banque de France, en permutant avec Adolphe Vuitry qui prenait sa place au Conseil d'Etat (2). N'ayant pu s'entendre avec Rouher il avait préféré quitter la place. Duruy donne à penser qu'il fut pour quelque chose en cette affaire. « Je me vengeai en l'aidant à être nommé gouverneur de la Banque de France, ce qui condamnait cet ancien magistrat, procureur général à la Cour de Cassation (*sic*) et grand-maître de l'Université à venir s'échouer à la fin de sa vie sur un sac d'écus. Mais s'il me garda rancune d'avoir perdu son ancienne position, je crois qu'il fut enchanté de la nouvelle » (3).

Rouland ne s'échoua pas définitivement sur un sac d'écus, comme l'insinue peu charitablement son successeur. S'il consacra à l'administration de la Banque son expérience de juriste et d'homme d'affaires, il resta fidèle aux séances du Sénat et y prit quelquefois la parole en des occasions mémorables.

Un de ses plus remarquables discours est celui qu'il prononça au mois de mars 1865 lors de la discussion de l'Adresse, pour protester, à propos de l'Encyclique *Quanta Cura* et du *Syllabus*, contre les progrès de l'ultramontanisme, et affirmer de nouveau, en face des cardinaux irrités, les droits souverains de l'Etat et la suprématie de la loi civile (4).

(1) *Moniteur*, 14 novembre 1863, p. 1358, 24 novembre, p. 1449, 17 décembre, p. 1523, 24 mai 1864, p. 751.

(2) *Moniteur*, 29 septembre 1864, p. 1181, décrets du 28 septembre 1864.

(3) Duruy, *Notes et Souvenirs*, I, p. 193.

(4) *Moniteur*, 12 mars 1865, p. 232.

Il se plut parfois à dissenter savamment sur le rôle constitutionnel et les attributions du Sénat, il combattit une pétition tendant à la transformation progressive des succursales en cures dont les titulaires seraient inamovibles (1), s'éleva en 1867 contre la gratuité de l'enseignement primaire qu'il jugeait susceptible d'entraîner de graves abus (2).

Cette même année 1867, Rouher, dans une note pour l'Empereur, passant en revue les candidats possibles au ministère de l'Intérieur, citait le nom de Rouland, mais ne s'y arrêtait pas (3).

La révolution du 4 septembre laissa Rouland à la tête de la Banque de France. Le 18 mars 1871, comme tous les chefs de service, il reçut l'ordre de quitter Paris. Mais il ne pouvait se résoudre à laisser le grand établissement de crédit aux mains des insurgés communalistes (on sait qu'ils le respectèrent scrupuleusement). Ce ne fut que sur l'injonction quatre fois réitérée de Thiers qu'il consentit à se rendre à Versailles, après avoir refusé à Varlin et à Jourde, les deux délégués aux finances de la municipalité parisienne, de leur verser un million. Il rentra dans la capitale le 24 mai, en compagnie de son fils, et faillit être tué, place de la Bourse, par une balle qui traversa la capote de sa voiture, passant à quelques centimètres de la tête des voyageurs (4).

Le 5 juin, Thiers le nommait procureur général à la Cour des Comptes, et le remplaçait à la Banque par Ernest Picard. Celui-ci n'ayant pas accepté, Rouland fut réintégré dans son poste (5). A la tête du Conseil de régence « qui mit au service du pays avec un si

(1) *Moniteur*, 28 mai 1865, p. 675, 21 juin, p. 863.

(2) *Moniteur*; 30 mars 1867, p. 383.

(3) *Papiers et Correspondance de la famille impériale*, I, p. 132 et s. (15 octobre 1867).

(4) H. Paulme, *M. Gustave Rouland*, pp. 22-24.

(5) Robert et Cougny, V, p. 205.

patriotique élan les puissantes ressources de son crédit » il contribua « dans des temps douloureux au relèvement de la France et à la libération de son territoire » (1).

La constitution de 1875 avait restauré le Sénat, mais un Sénat électif. Rouland, que ses origines, ses intérêts de famille attachaient étroitement à ses compatriotes de la Seine-Inférieure, se présenta sur la liste de l'*Union Conservatrice* avec trois membres de l'Assemblée nationale, Pouyer-Quertier, Ancel et le général Robert. Les autres comités conservateurs, et notamment le Comité bonapartiste, s'étant servis de son nom, il protesta par dépêche auprès des représentants de l'Union : « J'ai librement accepté la candidature de votre Comité dont la liste atteste le désir d'une union conservatrice que je crois utile au pays et au gouvernement. Je tiens à garder fidèlement ma parole engagée. Donc je refuse toute autre candidature. »

Attaqué par les légitimistes qui lui reprochaient son libéralisme, et surtout son attitude contre le clergé régulier et les évêques lors de son passage au ministère, il se rallia à la République de Mac-Mahon, ce qui n'était pas très compromettant, et demanda qu'on appliquât sincèrement la Constitution devenue désormais « la loi de tous ».

« Pendant cinq ans, disait-il aux électeurs, nous devons faire l'essai loyal du régime nouveau ; attendons donc, pour le juger, que cet essai soit accompli. Quant à présent, défendons courageusement l'ordre, la vraie liberté, le travail, la paix publique et tout ce que la société respecte et protège. » Rouland fut élu au second tour de scrutin par 495 voix sur 868 électeurs (2), et

(1) *Journal des Débats*, 15 décembre 1878, Sénat, allocution du duc d'Audiffret-Pasquier.

(2) Ce sont les chiffres donnés par Robert et Cougny, d'après les archives du Sénat. Le *Journal de Rouen* du 13 décembre 1878 indique 871 électeurs.

vint au Sénat siéger au centre droit. Il y vota la dissolution de la Chambre le 16 mai, puis paraît avoir quelque peu évolué à gauche, bien que son attitude fût alors très discrète et très réservée (1).

Le 12 décembre 1878, au matin, on apprit sa mort, survenue sans que rien ne la fit prévoir. Il s'en allait soudainement comme Fortoul, terrassé par un accès de goutte paralysant les mouvements du cœur. La veille encore, il avait travaillé jusqu'à minuit (2), car sa robuste vieillesse ne connaissait point le ralentissement qui marque souvent les dernières années de l'existence humaine.

On lui rendit à Paris les honneurs dus à son rang social comme à sa dignité de grand-croix de la Légion d'honneur, mais son corps, transporté dans la Seine-Inférieure, fut inhumé en terre normande, là où il avait grandi et connu les premières ambitions et les premiers succès (3).

II

Rouland fut vingt-huit ans magistrat, et, durant toute sa carrière, il a occupé le siège du ministère public. Magistrat, il a souhaité que la magistrature fût entourée d'un éminente dignité. Avocat du gouvernement, il a puisé dans ses délicates fonctions le scrupuleux respect du droit écrit qui caractérise tous ses actes, actes administratifs, actes politiques.

Il y a dans sa conception des fonctions judiciaires, une grande élévation de cœur et d'esprit. Il ne veut pas qu'elles tombent au niveau des fonctions ordinaires où l'on s'astreint seulement « à une dette de service quotidien » (4), il ne veut même pas que le magistrat se contente de dire le droit conformément aux

(1) *Journal de Rouen*, 13 décembre 1878.

(2) *id. ibid.*

(3) *Journal des Débats*, 15 décembre 1878.

(4) *Discours et Réquisitoires*, I, p. 19; cf. *id. ibid.*, p. 57.

textes et libère sa conscience par un jugement bien fait. Pour maintenir le prestige de sa corporation, aux yeux d'une opinion changeante et capricieuse, pour imposer à ses concitoyens l'estime de sa personne et de sa profession, il doit obéir à « la grande et sainte obligation du travail » (1), et non seulement étendre ses connaissances techniques, mais sa culture générale car la science du droit « ne saurait être isolée ». Elle « se rattache nécessairement à d'autres études destinées à lui donner plus de relief et d'ampleur » (2), la logique, l'histoire, la philosophie : la logique qui fournit au raisonnement de sûres méthodes ; l'histoire, qui en éclairant les origines obscures de la législation nationale, précise le sens des textes contemporains, la philosophie qui « se place en tête des études judiciaires pour les rendre plus larges et plus pures » (3).

« On ne saurait contester que la magistrature, renfermée dans le cercle de ses études professionnelles, serait bientôt délaissée par une société qui ne respecte le pouvoir qu'en proportion de la valeur des hommes qui l'exercent ». Sans des travaux « qui donnent aux convictions assez d'ascendant pour entraîner l'adhésion publique » (4), sans « l'intelligence générale » qui vivifie la science du droit, le juge ne serait qu'un praticien aux vues étroites, ignorant du mouvement qui entraîne la société vers ses destinées futures, incapable d'interpréter le Code dans le sens du juste et du vrai, incapable de maintenir intact et vivant le sentiment de la légalité (5).

Le sentiment de la légalité fut pour Rouland l'objet d'un véritable culte. « N'est-ce pas à nous, disait-il....

(1) *Discours et Réquisitoires*, I, p. 83, cf. pp. 60, 84 et s. 121.

(2) *id. ibid.*, p. 92.

(3) *id. ibid.*, p. 95, cf. pp. 92, 93, 94, 95, et 27, 28 et s. 31 et s.

(4) *id. ibid.*, I, p. 35.

(5) *id. ibid.*, pp. 29-30.

de subvenir par lui au défaut de tant de principes qui ont péri » (1) ? Si « l'organisation morale de la société périlite en l'absence de doctrines universellement admises », le devoir de la magistrature est de remédier à ce mal par la restauration du respect des lois. « Alors le sentiment de la légalité deviendra national ; il descendra dans les masses pour y répandre des germes d'ordre, de justice et de modération ; il remplacera partout les liens brisés, les croyances éteintes, et une immense garantie existera pour tous les intérêts légitimes » (2).

Belles et nobles paroles, qui n'ont point perdu tout intérêt d'actualité, et résonnent avec plus de force persuasive encore, à une époque où la loi se présente aux citoyens comme l'expression du consentement de tous.

Ce n'est point une comparaison forcée que celle qui rapproche Rouland des vieux parlementaires, rigides observateurs des lois fondamentales de l'ancienne monarchie (3). Il a l'énergie calme et assurée des conseillers qui adressaient aux rois de respectueuses remontrances pour les mettre en garde contre les atteintes portées à leur souveraineté par l'Eglise, il est ferme dans ses principes, et modéré dans ses paroles, parce qu'il s'appuie sur des textes qu'il juge incontestables et qu'il veut incontestés.

Au cardinal Mathieu, archevêque de Besançon, qui soutenait au Sénat, à propos d'une pétition, l'inutilité de certains articles du Code Pénal visant les délits spéciaux commis par les ecclésiastiques (art. 201 à 208), il répondait un jour : « Lorsqu'il s'agit de l'observation des lois, il n'y a de privilèges pour personne, et les regrets d'immunité sont mal venus. Nous devons tous nous incliner devant le droit qui oblige tous les

(1) *Discours et Réquisitoires*, I, p. 20.

(2) *id. ibid.*, p. 37, cf. pp. 66, 185-186.

(3) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, II, p. 2633 ; Paulme, M. Gustave Rouland, p. 8 ; *Journal des Débats*, 15 décembre 1878, allocution du duc d'Audiffret-Pasquier, au Sénat.

citoyens, et celui qui l'enfreint, n'a pas le droit de se plaindre s'il est poursuivi » (1).

Le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, s'indignait qu'on laissât colporter un ouvrage violemment anticlérical, le *Maudit*. « La liberté de penser et d'écrire, dit à ce propos Rouland, n'a de limites que les lois. » Tout ce qui n'est pas défendu par les lois est peut-être blâmable, mais non punissable. « On signale des écrivains abusant de la liberté, cédant à de déplora-
bles doctrines et publiant des livres que la loi pénale n'atteint pas, alors même que l'opinion les flétrit. Je m'associe de toute mon énergie, de toute ma conviction d'honnête homme aux plaintes et à la réprobation que l'éminent cardinal a fait tomber sur ces livres, erreurs de l'esprit humain, mais encore une fois, je suis forcé de le dire, si la loi ne les atteint pas, blâmons ce qui est mal, mais sachons souffrir ce que la loi ne défend pas, c'est la liberté du pays » (2).

Aux congrégations envahissantes, aux évêques bel-
liques, Rouland opposait toujours et partout le respect de la loi, ce qui faisait dire plaisamment à Emile de Girardin qu'il traitait volontiers « le clergé en préventif » (3).

Certaines associations religieuses, contrairement à la règle, recevaient-elles des enfants mineurs sans le consentement de leurs parents ou tuteurs responsables ? Rouland adressait une circulaire aux Préfets pour les inviter à l'exécution sans faiblesse des dispo-

(1) *Moniteur*, 1^{er} juin 1861, p. 784. — Les articles 201 à 208 du Code Pénal visent les critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un discours pastoral prononcé publiquement ou dans un écrit pastoral, la correspondance des ministres des cultes avec des cours ou des puissances étrangères sur des matières de religion.

(2) *Moniteur*, 17 décembre 1863, p. 1528.

(3) E. de Girardin, *Pouvoir et impuissance, Questions de l'année 1865*, p. 47 (Paris, in-8, 1867).

sitions législatives et réglementaires (1). Ce qu'il reprochait surtout à ces associations se multipliant dans le pays au point d'inquiéter sa conscience de catholique gallican, c'était l'illégalité de leur situation (2).

Le cardinal de Bonnechose, réfutant ses arguments empruntés au droit et à l'histoire, faisait-il l'éloge des moines et des religieuses ? Rouland, sans nier les vertus du cloître, s'en tenait à cette phrase qui résume sa doctrine : « Les lois du pays doivent être respectées » (3). Ministre des Cultes, il rappelait aux sept prélats auteurs de la *Réponse de plusieurs évêques aux consultations qui leur ont été adressées relativement aux élections prochaines* (1863), que leur compétence est territoriale. « Nos lois, Monseigneur, ne permettent pas à sept évêques de mettre en délibération commune les mémoires à consulter recueillis dans leurs diocèses respectifs et de former ainsi une espèce de concile particulier qui usurpe le droit de distribuer dans les journaux des consultations politiques à tout l'Empire français. » Le gouvernement doit « veiller au maintien des garanties de l'Etat et des principes de notre droit public » (4).

C'est au nom de la loi que Rouland rejetait la prétention énoncée par les évêques et leurs partisans laïques d'intervenir dans la nomination des instituteurs communaux (5). C'est au nom de la loi qu'il défendait l'Université contre la concurrence de l'enseignement clérical (6).

Avec une inlassable vigilance que son ancien colla-

(1) *Moniteur*, 26-27 décembre 1861, p. 1807.

(2) *Id.*, 12 mars 1863, p. 252.

(3) *Id.*, 15 mars 1863, p. 267.

(4) *Id.*, 2 juin 1863, p. 828, circulaire du ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

(5) *Id.*, 1^{er} mai 1862, p. 630, 4 mai, p. 644, 8 mai, pp. 666-669.

(6) *Id.*, 28 février 1862, p. 274.

borateur, M. Du Mesnil, a bien mise en lumière (1), Rouland restant au ministère le fidèle gardien de la loi qu'il était au Parquet de la Cour impériale, a repoussé victorieusement les attaques ouvertes ou cachées qui se dessinaient contre l'Université. Sans éclat, sans violence, par la seule force des textes, il a réduit à néant les exigences d'adversaires puissants et nombreux, rappelant, selon le mot du duc d'Audiffret-Pasquier « les grands souvenirs des anciens Parlements, de cette magistrature française, si sensée, si croyante, et si libérale » (2).

C'est évidemment ce sentiment profond de la souveraineté de la loi qui a guidé Rouland dans sa vie politique.

Il ne fut jamais républicain démocrate, ce qui se fût allié difficilement avec le titre de procureur du roi ou de ministre de l'Empereur. La République démocratique lui paraissait incompatible avec le bon ordre social, parce qu'il n'en avait vu que les inconvénients sous la forme trop matérielle des émeutes et des révolutions.

Choyé par le gouvernement de Juillet, qui ne lui marchandait point l'avancement, il le servit corps et âme, au prétoire comme à la tribune.

L'explosion de Février épouvante cet homme qui s'est donné pour mission de maintenir l'ordre. Il accueille avec joie le Prince-Président, qui sortira de la légalité pour rentrer dans le droit, parce que son esprit de juriste ne comprend rien aux bouleversements populaires que le Code n'a ni prévus ni réglés. De bonne heure, il s'inquiète « de l'affaiblissement du pouvoir, du vagabondage des idées, et notamment de ce scepticisme cruel qui chemine par toutes les classes de la société, attaquant les croyances essentielles, énervant les sentiments généreux, et semant à pleines mains l'inquiétude et le découragement. » Il rêve de

(1) *Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2633.

(2) *Journal des Débats*, 13 décembre 1878.

« doctrines universellement admises » (1), il préfère « l'ordre moral et matériel aux agitations révolutionnaires » (2) et ne reconnaît dans l'effervescence des esprits qui se manifeste autour de lui que « les passions mauvaises » travaillant « sans relâche à une œuvre de discorde et de ruine sous le prétexte de la liberté de l'esprit humain » (3).

Son idéal, c'est le progrès pacifique, se développant sans hâte sous l'influence d'une opinion pleinement consciente de ses désirs et de ses besoins. « Si l'on remue brusquement la société, ce ne sont pas des idées qu'elle vous donne, ce sont des passions qu'elle vous jette en échange de vos excitations. Les réformes ne s'improvisent pas dans un pays, elles ne naissent pas toutes armées d'un banquet patriotique » (4). Par crainte des changements d'issue douteuse, Rouland est conservateur, « conservateur honnête, libéral et résolu » (5). Il ne croit pas qu'une société puisse vivre et prospérer dans la fièvre des réformes qui agite après 1870 le parti radical. Aussi se rallie-t-il à la République conservatrice de Thiers et de Mac-Mahon, autant parce qu'il y voit un moyen de salut pour la France que par respect pour la loi que la France a voulu se donner. La Constitution votée en 1875, il l'accepte sans détours, il s'y soumet, « car elle est désormais la loi de tous » (6).

Homme d'ordre, respectueux avant tout de la loi,

(1) *Discours et Réquisitoires*, I, p. 36.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 118.

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 44.

(4) *Moniteur*, 8 février 1848, p. 322 ; *Discours et Réquisitoires*, I, pp. 107-108.

(5) *Journal de Rouen*, 13 décembre 1878, circulaire de Rouland aux électeurs sénatoriaux de la Seine-Inférieure (janvier 1876).

(6) *Journal de Rouen*, 13 décembre 1878, circulaire citée. — « Pendant cinq ans, dit encore Rouland dans le même document, nous devons faire l'essai loyal du régime nouveau ; attendons donc pour le juger, que cet essai soit accompli. Quant à présent, dé-

jaloux de l'autorité et des prérogatives de l'État, tel nous apparaît Rouland pendant les sept années qu'il a passées au ministère. S'il ne fut pas servi par l'éloquence brillante, la phrase littéraire qui caractérise les orateurs de race, s'il employa trop souvent les expressions officielles de « gouvernement intelligent », de « gouvernement paternel et fort », il eut au moins le mérite de s'exprimer très clairement pour la défense des intérêts qui lui étaient confiés, et de ne jamais laisser peser l'équivoque sur ses déclarations. Sous les périodes pompeuses, derrière les admirations de commande, on retrouve aisément le procureur général qui possède à fond les prescriptions du droit public et s'en sert au bon moment. Dans ses tournois oratoires avec les cardinaux du Sénat, Rouland eut toujours le dernier mot. Les mercuriales qu'il adressait aux magistrats en qualité de chef du Parquet général, sont dans la note chère aux parlementaires, graves et réfléchies, empreintes de l'austérité qu'on aimait dans les anciens tribunaux.

En revanche, sur les questions étrangères à sa compétence, il n'avait pas cette facilité d'élégante improvisation qui distingue certains hommes d'Etat. Il retournait la même idée sous quatre ou cinq formes différentes, l'enveloppant de phrases diffuses et pénibles qu'on a beaucoup de peine à lire. Son discours sur les banquets réformistes est un mauvais échantillon du genre (1). La défense qu'il fit à deux reprises au Corps législatif, de la candidature officielle (2), ne vaut pas mieux (3).

fendons courageusement l'ordre, la vraie liberté, le travail, la paix publique, et tout ce que la Société respecte et protège. »

(1) *Moniteur*, 8 février 1848, p. 322 ; *Discours et Réquisitoires*, I, pp. 101 et s.

(2) *Moniteur*, 14 novembre 1863, p. 1358 ; 24 novembre, p. 1419. — E. Ollivier qualifie Rouland d'orateur médiocre (*Empire libéral*, V, p. 355).

(3) Il n'est ni de notre compétence, ni de notre objet, d'ap-

III

Quelle attitude Rouland prendrait-il vis-à-vis de son nouveau personnel, si maltraité depuis 1850 ? Il arrivait « en pays inconnu mais notoirement hostile » (1). C'était un magistrat, un procureur général, donc un de ces hommes qui distribuait l'amende et la prison aux adversaires du gouvernement. L'Université « demeurait plus qu'hésitante; inquiète, sur ses gardes » (2). Des rumeurs se répandaient d'un bout à l'autre du pays enseignant (3), qui n'annonçaient pas une ère de libéralisme, et ces rumeurs persistèrent longtemps. « M. Rouland, écrivait Cousin à Francisque Bouillier en 1857, est parvenu à faire regretter M. Fortoul qui était au moins aimable. Celui-ci porte la brutalité d'un juge d'instruction dans les sciences et la littérature, il tient aux jeunes professeurs un langage honteux, il intimide les uns, corrompt les autres... Enfin, mon cher, les mauvais jours commencent » (4). Cousin n'était pas très qualifié, de par son passé de grand-maître de l'Université, pour blâmer les manières inquisitoriales qu'il reprochait à Rouland.

Mais ce témoignage n'est pas isolé. Cousin nous apprend ailleurs que la *Revue Contemporaine*, organe officieux, rival de la *Revue des Deux-Mondes*, est pour les

précier la science juridique de Rouland. Citons cependant pour mémoire les conclusions qu'il développa en audience solennelle de la Cour impériale de Paris, sur une des plus délicates questions, la nature du droit de la femme commune en biens exerçant ses reprises contre la communauté. On remarque dans sa dissertation une profonde érudition mise au service de l'interprétation des articles du Code civil, et qui ne nuit cependant pas à la clarté de la pensée. (*Discours et Réquisitoires*, I, pp. 262 et s.)

(1) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, II, p. 2633.

(2) *Id. ibid.*, loc. cit., p. 2632.

(3) *Id. ibid.*

(4) Latreille, *Francisque Bouillier, le dernier des Cartésiens*, pp. 219-220, lettre du 22 novembre 1857.

jeunes maîtres « la seule route de l'avancement » (1), et un entrefilet du *Moniteur* confirme implicitement ses dires sous forme de démenti (2). Taine trouve l'Université « de plus en plus féroce » parce que « le ministre a défendu lui-même à Weiss et à Talbot d'écrire dans la revue d'Hachette ». Il s'agit de la *Revue de l'Instruction publique* (3). Renan n'est pas plus optimiste que son ami. « Il semble au ministère de l'Instruction publique qu'on a été un peu loin en fait de sottise et qu'on veuille un peu réagir contre soi-même ; mais je crois bien que le naturel ne tardera pas à revenir » (4).

On s'était trop pressé de généraliser quelques faits

(1) Latreille, *Francisque Bouillier, le dernier des Cartésiens*, pp. 218-219, lettre du 10 novembre 1857.

(2) *Journal général de l'Instruction publique*, 6 décembre 1856, XXV, p. 611 ; *Revue de l'Instruction publique*, 1856-1857, XVI, p. 548. « Des bruits inexacts et même malveillants ont été répandus sur les intentions exprimées par le ministre de l'Instruction publique et des Cultes, à l'occasion des membres de l'Université écrivant dans les journaux et les revues. Le ministre, nous pouvons l'affirmer, n'a interdit à personne d'écrire dans tel ou tel journal ou tel ou tel recueil littéraire. Mais il a été informé que la *Revue des Deux-Mondes*, par exemple, obligeait les écrivains dont elle reçoit les articles, à s'abstenir de toute collaboration dans d'autres revues. Or le ministre a déclaré qu'il n'acceptait pas cette servitude pour les membres de l'Université, et qu'il les verrait avec peine, sous ce prétexte de leur participation à la rédaction de la *Revue des Deux-Mondes*, se refuser à des travaux destinés à des recueils qui ont aussi une valeur incontestable et un patronage honorable. Voilà la vérité.

« Il n'est jamais entré dans la pensée du ministre de demander aux hommes placés sous sa direction rien qui puisse froisser des sentiments honnêtes. Il persiste à croire qu'il est juste et loyal que ceux qui acceptent une carrière de l'Etat, libres, d'ailleurs, d'écrire partout où ils le jugent convenable, ne rougissent pas de contribuer aussi à l'existence des revues littéraires fondées par les hommes les plus éminents du gouvernement actuel. Le monopole intellectuel est mauvais, et nul ne peut se plaindre de la concurrence et de la liberté. »

(3) Taine, *Correspondance*, II, p. 163, 29 avril 1858.

(4) *Correspondance Renan-Berthelot*, p. 156, 22 août 1858.

du autant au zèle subalterne des chefs de bureau qu'au ministre. Et l'on s'aperçut, après deux ou trois ans, que la fêrule du procureur général Rouland n'était pas aussi souvent levée que celle du professeur Fortoul. Certes, et nous le verrons en étudiant les divers ordres d'enseignement, il n'avait pas et ne pouvait pas avoir notre conception de la neutralité et des droits de la science laïque. Mais il se montra souvent très libéral vis-à-vis des fonctionnaires placés sous sa direction, quand il ne fut point contraint d'agir par ordre supérieur, et ceux qui l'avaient accueilli de propos dénués d'aménité le reconnurent de bonne grâce.

M. Mézières, alors professeur à la Faculté des Lettres de Nancy, désirait venir à Paris. Il était signalé « comme un peu suspect », ne collaborant pas à la *Revue Contemporaine*, mais bien avec Taxile Delord, Lanfrey et Louis Ulbach, c'est-à-dire en société fort hérétique, à une revue d'opposition, fréquentant en Lorraine la bonne société qui n'aimait pas l'Empire, et surtout le comte d'Haussonville. « J'éprouvais donc, raconte-t-il, quelque inquiétude, lorsque le 16 février 1861, M. Rouland me fit venir dans son cabinet. Je ne le connaissais pas, je me demandai quel accueil j'allais recevoir. Mais je fus tout de suite rassuré par le ton paternel qu'il prit avec moi : « Vous avez de mauvaises relations, vous m'êtes désigné comme fréquentant beaucoup le monde orléaniste. *Mais c'est là une question d'ordre privé dans laquelle je ne veux pas entrer.* « On ne vous reproche aucune incorrection ; je n'ai donc à m'occuper que de votre enseignement. Vous avez réussi à Nancy, je ne vous demande que de réussir également à la Sorbonne où je vous appelle »(1).

C'était le langage d'un honnête homme, et non d'un chef tyrannique jugeant ses subordonnés sur leurs

(1) A. Mézières, *Au Temps passé (Revue des Deux-Mondes, 15 février 1906, p. 792).*

opinions et leurs fréquentations, au lieu de n'envisager que leur valeur professionnelle.

Taine, à son tour, éprouva les heureux effets de sa bonne volonté, ce qui lui enleva ses préventions de la première heure.

Guizot avait recommandé à Rouland le normalien de 1848, dont la réputation administrative n'était pas excellente, pour occuper une chaire d'histoire à l'Ecole spéciale militaire. Rouland lui ayant répondu de façon à laisser peu d'espoir au candidat, celui-ci prit le parti d'aller en personne plaider sa cause. Rouland pensait qu'on parlait d'histoire aux futurs officiers comme à des collégiens, et qu'il n'était pas nécessaire, à cet effet, de s'adresser à un philosophe. Taine lui expliqua qu'il s'agissait au contraire d'un cours analogue à celui de l'Ecole Polytechnique, destiné à ouvrir et à exciter les esprits. « Là-dessus, dit-il, il a entièrement changé de ton, il a déclaré qu'il ne s'opposait plus à ma candidature, que même il l'acceptait, qu'il était très heureux de me voir rentrer dans l'enseignement, que plus tard même, il pourrait se présenter quelque chose à l'Ecole Normale ou ailleurs... La profession de foi et le ton de la conversation de M. Rouland m'ont paru beaucoup plus libérales et plus aimables pour moi que le ton de sa lettre (à Guizot). Il n'y avait plus la moindre nuance de blâme, il exprimait simplement un dissentiment personnel, et approuvait les investigations libres et même hardies de l'esprit scientifique » (1).

(1) Taine, *Correspondance*, II, pp. 216-217, 18 octobre 1861. L'affaire ne réussit pas, car on conserva le titulaire en fonctions. (*Id. ibid.*, p. 218, 31 octobre 1861). — Citons encore deux autres témoignages en faveur du libéralisme bienveillant de Rouland. Celui de Nisard, d'abord, assez peu suspect de partialité : « M. Rouland avait deux grandes qualités, les deux qualités d'obligation pour tout ministre de l'Instruction publique : il touchait peu aux choses, et il était bienveillant pour les personnes. » (*Souvenirs*, II, p. 15). Voici maintenant ce que voulait bien

Il reste à la charge de Rouland deux affaires, dont l'une au moins lui valut des appréciations très dures — et très injustes — car forcé de se plier aux exigences de l'Empereur et de son entourage immédiat, il n'était pas le seul maître de l'Université.

Renan, déjà connu comme un orientaliste des plus distingués, songeait — ce fut toute l'ambition de sa vie — à la chaire de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque du Collège de France. Elle était vacante depuis 1857, date de la mort d'Etienne de Quatremère, et le gouvernement tardait à la pourvoir d'un titulaire parce qu'il était impossible de ne pas nommer Renan, et que Renan était mal vu du parti catholique (1). Les événements d'Italie, qui modifièrent à tant d'égards les vues de Napoléon III, hâtèrent sans doute une décision grosse de tempêtes. On avait déjà confié à Renan une importante mission archéologique dans l'ancienne Phénicie (2). A son retour il obtint la chaire qu'il convoitait légitimement (3).

On sait qu'il ne fit que sa leçon d'ouverture sur le peuple d'Israël et son influence dans l'histoire. Elle produisit parmi la jeunesse du Quartier Latin une telle effervescence, que cinq jours après le ministre de l'Instruction publique suspendait le cours en s'appuyant sur ce motif que le professeur avait exposé

m'écrire tout récemment M. Henri Duméril, ancien président de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse, professeur-adjoint à la Faculté des Lettres de cette ville. « Mon père, dont la carrière universitaire s'étendit de 1846 à 1892 — il est mort en 1897, doyen honoraire de la Faculté des Lettres de Toulouse — mon père, dis-je, avait gardé de M. Rouland un excellent souvenir, et le considérait comme un des meilleurs ministres de l'Instruction publique qu'il eût connus. Je ne veux pas laisser échapper l'occasion de rendre ce témoignage à la mémoire de M. Rouland. »

(1) M. James Darmesteter, *la Vie d'Ernest Renan*, pp. 135-136.

(2) *Id. ibid.*, p. 137.

(3) *Moniteur*, 12 janvier 1862, pp. 47-48, décret du 11 janvier.

« des doctrines qui blessent les croyances chrétiennes et peuvent entraîner des agitations regrettables » (1).

Rouland, en prenant cette mesure, obéissait à un mot d'ordre, il était l'exécuteur d'une volonté souveraine ; d'autre part, sa conscience de magistrat épris de l'ordre, s'inquiétait sans doute de l'émotion qui régnait parmi les étudiants. En face de son arrêté du 26 février 1862, plaçons le rapport précédant le décret du 11 janvier : « Dans les facultés de théologie, l'étude de la langue hébraïque embrasse nécessairement les explications traditionnelles et dogmatiques qui sont la source des croyances reçues par chaque communion chrétienne ». Au contraire, au Collège de France, la chaire d'hébreu « *est toute laïque* ». Là, le professeur, comme tous les citoyens, doit garder la réserve et le respect qui sont dûs au caractère sacré de la Bible... Il se préoccupe exclusivement des recherches du littérateur et du philologue » (2). Ce n'est point, nous l'accordons, l'expression du parfait libéralisme scientifique uniquement soucieux des vérités positives : retenons pourtant cette affirmation que l'étude littéraire et philologique de la Bible est *toute laïque*. Il est vrai que la philologie est parfois funeste aux croyances confessionnelles.

Ce fut à Duruy qu'incomba le périlleux honneur de résoudre la question Renan qui resta pendante plus de deux ans (3). Rouland en revanche fut obligé de frapper Victor de Laprade alors professeur à la Faculté des Lettres de Lyon.

Victor de Laprade appartenait à l'opposition légitimiste et catholique. L'Académie Française l'avait admis au nombre de ses membres, autant pour son beau talent que pour ses convictions politiques, car l'Insti-

(1) *Bulletin*, 1862, XIII, p. 5, arrêté du 26 février 1862.

(2) *Moniteur*, 12 janvier 1862, pp. 47-48.

(3) *Correspondance Renan-Berthelot*, pp. 301 et s ; *Duruy, Notes et Souvenirs*, I, pp. 372 et s.

tut faisait au régime une petite guerre très littéraire, mais très passionnée. Le gouvernement impérial rêvant d'embrigader écrivains et savants, Sainte-Beuve avait exposé à l'Empereur un plan d'organisation qui révèle chez le grand critique une âme de chef de bureau : « Coordonner la littérature avec l'ensemble des institutions de l'Empire, et faire que cette seule chose ne reste pas livrée au pur hasard, voilà le point précis » (1). C'était grotesque, mais de telles intentions perçaient dans les actes du pouvoir. Victor de Laprade en prit texte pour écrire dans le *Correspondant* du 25 novembre 1861 sa fameuse satire, *Les Muses d'Etat* (2).

L'émoi fut considérable, chez les impérialistes et chez les autres. Il arriva ce qu'on attendait : le décret du 14 décembre 1861 chassa Victor de Laprade de l'Université. Rouland, pour motiver cette décision, invoquait les « allusions injurieuses envers le souverain issu du suffrage universel et envers la nation qu'il gouverne glorieusement ». Il ajoutait : « M. de Laprade semble aimer la célébrité qu'on acquiert par l'invective politique. Je doute donc que ce professeur puisse désormais enseigner à la jeunesse l'amour du pays qu'il outrage et la fidélité au gouvernement qu'il insulte » (3).

L'intéressé ne reçut même pas notification de la mesure qui le frappait. Ni le recteur, ni le doyen de la Faculté des Lettres de Lyon n'en furent avertis (4).

L'opposition libérale, catholique et républicaine manifesta toute sa sympathie au professeur révoqué (5) mais ne ménagea pas le ministre auquel on fit porter

(1) *Papiers et Correspondance de la famille impériale*, II, p. 257, cité par E. Biré, *Victor de Laprade*, p. 238.

(2) Biré, *op. cit.*, p. 238.

(3) *Moniteur*, 17 décembre 1861, p. 1757.

(4) Biré, pp. 242 et s.

(5) *Id.*, *loc. cit.*

toute la responsabilité du décret de décembre. Cousin était d'accord avec Mérimée, familier des Tuileries, pour blâmer son attitude (1). Le chancelier Pasquier écrivait au baron de Barante : « Arrivons au rapport du ministre de l'Instruction publique. La violence de son blâme ne saurait s'admettre, encore moins se permettre, quand elle va jusqu'à inculper en quelque sorte l'honneur d'un individu, jusqu'à prétendre lui enseigner comment doit se conduire un honnête homme. Une telle leçon, si elle partait d'une bouche dont l'autorité fût suffisamment respectable, serait une sorte de flétrissure, une sorte de condamnation infamante que M. le ministre n'est pas en droit de prononcer. Ajoutez, pour mieux signaler l'inconvenance de la conduite ministérielle, que la pièce de vers de M. de Laprade n'était pas très connue, et qu'à dater du jour du rapport, elle court d'un bout de l'Europe à l'autre » (2).

Cette indignation s'explique parce que les persécutions dirigées contre l'esprit ne rendent jamais leurs auteurs, certains ou présumés, sympathiques à l'opinion, et que la liberté de croire et de penser selon leur conscience est pour les honnêtes gens la plus précieuse des libertés. Mais on accable Rouland. Les termes de son rapport, très critiquables si on les apprécie en eux-mêmes, sont ce qu'ils devaient être pour justifier l'acte qu'ils annonçaient. On est en droit d'admettre que le ministre s'y prit à deux fois pour écrire ou signer cette prose, car au conseil, que Napoléon III avait tenu à présider en personne, il avait été le seul à soulever des objections de principe contre la révocation pure et simple à laquelle s'arrêta tout d'abord son collègue de l'Intérieur, le comte de

(1) Latreille, *Francisque Bouillier*, p. 232.

(2) B^{on} de Barante, *Souvenirs*, VIII, 338-339, 21 décembre 1861 (8 vol. in-8, Paris 1901).

Persigny. Si « le délit était énorme et appelait les plus grandes rigueurs... il ne fallait pas perdre de vue que les professeurs de faculté avaient été jusqu'alors inamovibles ». Même armé du décret du 9 mars 1852, il hésitait à frapper un fonctionnaire « sans enquête préalable, sans le mettre à même de fournir la moindre explication », de peur « de semer l'alarme, la désaffection peut-être, au sein de l'Université ». Il agissait donc en sage politique, soucieux de ménager l'avenir et de ne point léser de respectables intérêts. A ce légiste, il semble difficile de se servir d'un texte de circonstance, d'un ukase dictatorial pour destituer un membre de l'enseignement supérieur. Les autres ministres, sauf Persigny, n'osaient se prononcer, et ce fut l'Empereur qui trancha la difficulté en se prononçant pour la destitution (1).

Rouland n'est donc pas, dans l'affaire de Laprade, le principal coupable. Seul entre tous, il eut des scrupules qui l'honorent. Il laissa même le doyen Francisque Bouillier protester énergiquement au Conseil de la Faculté contre la peine qui frappait son collègue et l'illégalité commise dans la nomination de son successeur (le Conseil n'avait pas été consulté). « J'aurais pu, dit Bouillier, être privé sinon de ma chaire, au moins de mon décanat, j'en fus quitte pour un ou deux rappels à l'ordre » (2).

Le ministre n'était pas tout à fait un proconsul puisqu'il ne demanda pas la tête du dernier des Cartésiens.

A tout prendre, il agit la plupart du temps au mieux des intérêts de son personnel, fermant les yeux sur quelques écarts, n'intervenant que s'il y avait scandale évident, toujours préoccupé du respect de la loi.

(1) Biré, pp. 238-240 (d'après des notes inédites).

(2) Latreille, *op. cit.*, p. 232, note 1, d'après les *Souvenirs d'un vieil universitaire*, de Bouillier ; V. Brochard, *Notice sur F. Bouillier*, p. 8 (1 br. in-4, Paris 1902).

IV

Rouland, ministre de l'Empire selon l'esprit de la Constitution de 1852, était le porte-parole du maître et l'interprète de ses volontés dans l'administration de l'Université. « Ses directions étaient soumises à une volonté souveraine qu'il ne pouvait contredire » (1) et, selon le mot de M. de la Gorce « Napoléon III a été souvent son propre ministre » (2). Il n'entendait pas, et il l'a expliqué avec force dans une lettre au maréchal Vaillant, que ses collaborateurs portassent uniquement le poids de leurs actes. « Dans un gouvernement bien organisé, et même constitutionnel comme l'Angleterre, toute décision grave est prise au nom du souverain... Si cela est vrai pour un gouvernement constitutionnel, à plus forte raison pour un gouvernement comme le mien, où je veux et où je dois tout savoir, où la responsabilité des faits m'incombe seul... Si un ministre, de son plein mouvement, et sans s'être concerté avec moi, arrête des mesures hors de la sphère commune de son activité, il se met en opposition directe avec l'esprit de la Constitution et cela influe d'une manière fâcheuse sur l'administration tout entière » (3).

C'est une théorie qu'il ne faut pas oublier pour apprécier le rôle d'un ministre de Napoléon III dans les limites de son département, et si nous essayons de dégager les intentions de Rouland vis-à-vis de l'Université, nous connaissons par suite celles de Napoléon III qui lui donnait l'inspiration. Il serait exagéré néanmoins de conclure que le ministre était un simple agent de transmission des pensées de l'Empereur et que son influence personnelle fut tou-

(1) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, II, p. 2633.

(2) P. de la Gorce, I, préface, p. II.

(3) E. Ollivier, *l'Empire libéral*, III, p. 74.

jours nulle dans les décisions qui concernaient sa compétence. Fortoul, cassant et brutal, esprit systématique et faux, avait eu sa part dans les réformes plus ou moins heureuses qui bouleversèrent les études et l'organisation pédagogique des établissements d'enseignement après 1850. Et Rouland, plus adroit, plus souple, plus opportuniste, ne fut pas sans amener, par ses avis, l'Empereur à des conceptions plus raisonnables que celles qui avaient prévalu jusqu'alors.

Son premier souci fut de remettre l'Université au rang d'où elle était déchue, et il ne s'en cacha pas dès l'abord. Aux fonctionnaires des lycées qu'il reçut le 23 août 1856, il reprocha, « dans un sentiment très bienveillant d'ailleurs », de n'avoir pas assez confiance en eux et de « s'isoler trop de la société ». Il se déclara tout prêt à seconder et à soutenir le corps enseignant dans sa « grande et noble tâche », afin de lui rendre la place que « sa haute mission lui assigne ». Il parla des besoins matériels qu'il connaissait, qu'il voulait satisfaire en assurant une « rémunération honorable... aux services si méritants et si laborieux des professeurs de l'Université » (1). Paroles d'espoir et d'encouragement que l'on entendit souvent, plus claires et plus explicites chaque année ; dans les solennités officielles, le ministre se plaisait à proclamer la nécessité des améliorations morales et pécuniaires à tous les degrés, pour l'humble maître d'école des campagnes aussi bien que pour le savant professeur de faculté (2).

Il s'efforçait d'attirer à lui la confiance de ses subordonnés (3) par des promesses fermes qu'il était tout

(1) *Revue de l'Instruction publique*, XVI, 1856-1857, p. 328.

(2) *Moniteur* 10 août 1860, p. 966, discours prononcé à la distribution des prix du Concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 89.

(3) *Moniteur*, 9 août 1859, p. 909, discours prononcé à la distribution des prix du Concours général. « Dans tous les rangs de

disposé à tenir. A la distribution des prix du concours général de 1861, il constatait qu'un notable mouvement d'opinion s'opérait « autour des questions et des intérêts de l'instruction publique ». « On reconnaît enfin que si une nation veut se montrer intelligente et forte, elle a mieux à faire que de distribuer de maigres aumônes ou de stériles éloges à l'enseignement des lettres et des sciences. Pour être digne d'elle-même, elle doit alimenter libéralement le foyer des études ». Et il annonçait qu'on n'aurait plus à rougir dans l'avenir de la situation faite aux maîtres de l'enseignement supérieur et secondaire (1). C'était son plus cher désir souvent formulé, avec le regret de n'avoir pas des ressources assez abondantes pour le réaliser aussi rapidement qu'il l'eût souhaité (2).

Car il comprenait que, sans argent, la dignité d'une institution n'est que chimère, et que l'on ne relèverait pas l'Université aux yeux du public, si ses membres restaient besogneux et misérables.

Et il avait à cœur de voir l'Université puissante et honorée parce qu'il jugeait « fondamentale » la ques-

l'Université, on peut maintenant compter sur une existence certaine et honorée ; on peut se confier à la pensée loyale et amie qui veille sur tous les intérêts du corps enseignant. » — *Discours et Réquisitoires*, II, p. 70.

(1) *Moniteur*, 13 août 1861, pp. 1216-1217, discours prononcé à la distribution des prix du Concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 105 et s.

(2) *Moniteur*, 29 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV. « Le Ministre de l'Instruction publique s'est efforcé, pendant l'année 1861, de continuer les améliorations si vivement désirables pour le personnel et le matériel de l'enseignement national. Il a pu avancer dans cette œuvre excellente, grâce à la sollicitude de l'Empereur et au sincère concours du Corps législatif. Cependant, bien des choses restent à faire en faveur des hommes qui se dévouent au rude labeur de l'éducation, aussi bien que pour le perfectionnement des méthodes et pour l'organisation complète de tous les services ». Cf. *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV.

tion de « l'Etat enseignant » et voyait dans « l'éducation publique » des « sources infinies de puissance morale pour la nation » (1). Nous retrouvons l'éloge de l'Université dans tous ses discours. Dans le monde enseignant, on ne rougit plus d'appartenir à ce grand corps si calomnié, on s'en enorgueillit au contraire (2).

Rouland, cependant, n'allait pas réformer brusquement et radicalement l'œuvre de son prédécesseur. Conservateur en politique, il n'arrivait pas au ministère de l'Instruction publique avec des intentions révolutionnaires et quelque plan d'ensemble médité dans le silence du cabinet loin des hommes et des faits. Il ignorait tout des facultés, des lycées et des écoles primaires, ou plutôt il n'en savait que ce qu'en savent d'ordinaire les gens cultivés, c'est-à-dire bien peu de choses. Aussi usa-t-il d'une méthode prudente, qui consistait à refaire pièce par pièce les principaux organes de la machine universitaire sans arrêter brusquement sa marche par une refonte générale (3). Il envisageait certainement la réfection du système d'études supérieures et secondaires instauré par Fortoul, mais

(1) *Moniteur*, 13 août 1861, pp. 1216-1217, *loc. cit.*

(2) Le recteur de l'Académie de Lyon prononçait, par exemple, ces fières paroles : « La fortune, la gloire de la France, depuis tantôt cinq siècles, peuvent être revendiquées par l'enseignement supérieur comme son œuvre unique et personnelle. C'est là son honneur avant la Réforme, tant que l'Université resta le seul pouvoir enseignant; c'est son honneur encore, on peut le dire, après cette époque, car les hommes éminents sortis de l'éducation des grandes corporations religieuses fondées au xvii^e siècle, allèrent recevoir, pour la plupart, aux leçons des facultés, le sceau définitif de leurs aptitudes. » (*Revue du Lyonnais*, 2^e série, XVII, p. 524, rentrée des Facultés, 17 décembre 1858).

(3) Jourdain, *Rapport...* p. 135. Rouland « mit une sage lenteur à entrer dans la voie des changements nouveaux. Ceux qu'il adopta portèrent sur les dispositions particulières qui pouvaient être détachées de l'ensemble. Il n'y eut de modifié, pour ainsi dire, que les distributions intérieures, les proportions générales et l'aspect de l'édifice demeurant les mêmes. »

« après l'épreuve de la pratique... faite dans des conditions suffisantes de maturité ». « Il faut, disait-il à l'ouverture de la première session du Conseil impérial qu'il présida le 3 décembre 1856, il faut qu'un ministre nouveau ait tout le loisir de l'étude et toute la garantie d'un exercice prolongé pour fixer ses idées et ses opinions. Ce sera plus tard seulement que j'aurai l'honneur de soumettre au Conseil impérial le tableau complet des résultats intellectuels, moraux et financiers, de notre large système d'instruction publique, parce qu'alors aussi l'expérience sera entière et l'heure des saines appréciations sera venue » (1).

Il était préférable, en 1856, de procéder sans bruit, pour n'éveiller aucune susceptibilité et ne susciter aucun obstacle à la restauration de l'Université (2). Ce n'était pas l'ère du « ministérialisme pur » qui s'ouvrait (3), c'était l'ère des réparations adroites, préparant de longue main les grandes réformes. Rouland se donna tout entier à cette tâche modeste qui ne lui procura pas les triomphes éclatants mais fut féconde en résultats utiles. Le témoignage que Duruy lui en rendit officiellement, mais qu'il n'a pas reproduit dans ses *Souvenirs*, vaut la peine d'être cité en conclusion de ce chapitre. « Je me reprocherais de ne pas témoigner ici au ministre que je remplace la reconnaissance de l'Université pour les services qu'il lui a rendus. Il l'a prise en des jours difficiles, et si, comme je l'espère, nous parvenons à aller plus loin, c'est que M. Rouland aura commencé à nous débayer la route » (4).

(1) *Discours et Réquisitoires*, II, p. 3. (Non publié au *Moniteur*.)

(2) *Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2633. « Il avait à compter avec ces coteries de palais qui sont les sectes des empires; l'Eglise observait tous ses mouvements avec autant d'attention qu'il surveillait les siens. »

(3) Cournot, *Des Institutions d'Instruction publique*, p. 293; *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 533.

(4) *Moniteur*, 8 juillet 1863, p. 942, discours prononcé à l'ouverture de la session du Conseil Impérial de l'Instruction

publique. — Il serait injuste de ne pas rappeler ici le nom de M. Gustave Rouland qui fut pour son père un dévoué collaborateur dans l'œuvre de restauration de l'Université, comme chef de cabinet, puis directeur du personnel, et enfin secrétaire général du Ministère, conseiller d'Etat en service extraordinaire. « Une des préoccupations les plus ardentes de M. Gustave Rouland fut *d'inventer* des ressources permettant au ministre d'améliorer la condition d'un personnel qui, dans les trois ordres d'enseignement... se résignait alors à vivre dans la gêne. » M. Gustave Rouland, nommé en 1863 trésorier payeur général des Deux-Sèvres, revint en cette qualité dans l'Eure en 1867. Il abandonna ses fonctions en 1892 lorsqu'il fut élu sénateur républicain de la Seine-Inférieure, et mourut en 1898. (H. Paulme, *M. Gustave Rouland*, pp. 9 et s.).

CHAPITRE II

L'Enseignement supérieur

Les Facultés — L'École Normale et les Agrégations

Les grands Établissements scientifiques

L'Institut et les Sociétés savantes

C'est depuis un quart de siècle seulement que l'enseignement supérieur tient en France la place légitime qui lui appartient et que les efforts du personnel des Facultés et des grands établissements scientifiques se coordonnent véritablement en vue de la propagation d'une haute culture intellectuelle digne de notre pays. Il semble que le Second Empire, dans sa première période, celle qui suit immédiatement le coup d'Etat, se soit désintéressé de la prospérité des études spéculatives, si l'intérêt qu'un gouvernement porte à ces études se manifeste par d'abondantes subventions. Rien de plus maigre que le budget des Facultés, obligées par Fortoul à vivre sur leurs propres ressources, et, quand elles étaient insuffisantes, ce qui était la règle, à compter sur les parcimonieux secours de l'Etat. Rien de plus triste que la situation pécuniaire des savants professeurs qui, en province comme à Paris, consacraient une existence laborieuse, mais sans lustre, à former de rares licenciés, des médecins et des avocats. « Comme sous le Gouvernement de Juillet, les besoins pratiques avaient satisfaction et la science, malgré de grands noms, de grands travaux et souvent d'admirables découvertes, n'excitait que rarement l'intérêt du public et celui du pouvoir » (1).

C'est à Duruy qu'on rapporte d'ordinaire l'honneur des premières réformes qui firent sortir l'enseigne-

(1) Liard, *Universités et Facultés*, p. 12.

ment supérieur de sa torpeur et du sommeil voisin de la mort (1). La seconde période de l'Empire vit en effet commencer une renaissance heureuse et fut, à ce point de vue, « bien moins mauvaise que la première » (2). Mais il serait injuste d'oublier et de méconnaître l'action bienfaisante de Rouland. S'il est resté sur quelques points trop fidèle au dogmatisme et à la minutieuse réglementation chers à son prédécesseur, s'il n'a pas absolument compris que la liberté est l'âme des hautes études, il a cependant, et dans la mesure des faibles ressources matérielles dont il disposait, tenté de relever la condition des professeurs. Et ses idées sur l'enseignement et le rôle des facultés résistent parfois aux atteintes de la plus rigoureuse critique.

Il faut se rappeler certaines créations de chaires où l'on inaugurerait des enseignements nouveaux, l'histoire, la médecine comparée (3), l'épigraphie latine (4), il faut se rappeler aussi la restauration de l'Ecole Normale, la réforme des concours d'agrégation, la réorganisation de l'Ecole d'Athènes, les missions archéologiques, dont la plus célèbre, celle de Phénicie, fut confiée à Renan (5), un projet d'institution d'une Ecole des Hautes Etudes (6), dont l'origine se retrouve dans le laboratoire de perfectionnement et de recherches installé par Fortoul à l'Ecole Normale pour les élèves de quatrième année et les licenciés ès-sciences physiques autorisés par le ministre à y préparer leurs thèses de doctorat (7).

(1) Liard, *Universités et Facultés*, p. 25; *l'Enseignement supérieur France*, II, livre VII, chap. II.

(2) Renan, *Feuilles détachées*, p. 149 (1 vol. in-8, Paris 1892).

(3) *Moniteur*, 21-22 avril 1862, p. 581.

(4) *Id.*, 28 février 1861, p. 267, décret du 27 février; 21-22 avril 1862, p. 581, décret du 19 avril.

(5) *Correspondance Renan-Berthelot*, pp. 191 et s.

(6) *Id.* p. 225 et la note.

(7) Gréard, *Enseignement supérieur*, p. 63.

Les tentatives faites en vue de centraliser les travaux des sociétés savantes de province ne sont pas moins intéressantes à noter, bien qu'on y relève la trace de préoccupations d'ordre politique soulevées par l'opposition académique. Mais on doit reconnaître qu'une discipline s'imposait en cette matière où les bonnes volontés locales étaient trop souvent insuffisantes, la défiance à l'égard de l'Institut mise à part.

I

Aux environs de 1856, la situation des Facultés n'était pas brillante. Distribuées au hasard, sans aucun plan d'ensemble, sur le territoire, elles réunissaient, en particulier pour les lettres et les sciences, un nombre infime d'élèves. Napoléon III en avait créé quelques-unes pour combler les désirs de plusieurs grandes municipalités, mais sans se soucier peut-être si elles venaient à leur temps et à leur place. Douai avait une Faculté des Lettres, Lille une Faculté des Sciences (1). Il fallait plaire à tout le monde, au grand détriment des études. Mais Lyon n'avait ni Faculté de Droit, ni Faculté de Médecine. Puis on considéra que les besoins de l'enseignement étant largement satisfaits, il fallait renoncer aux créations nouvelles (2). Il eût été préférable de pourvoir les établissements existants d'un matériel indispensable et de locaux habitables.

Les Facultés n'avaient rien de tout cela : pas de laboratoires, pas de bibliothèques, pas de collections, des crédits dérisoires.

(1) Création de Facultés sous le Second Empire : *Lettres*, 1854, Clermont, Nancy ; 1856, Douai ; *Sciences*, 1854, Clermont, Lille, Marseille, Poitiers, Nancy ; *Droit*, 1864, Nancy. (*Enquêtes et documents relatifs à l'Enseignement supérieur*, XV, *Notes sur l'Enseignement supérieur en France* (Albert Dumont), Paris, in-8, 1884.)

(2) *Moniteur*, 13 juin 1862, p. 856, Rapport de la Commission du budget sur les crédits supplémentaires.

A Paris, les cliniques de l'Ecole de Médecine sont réparties dans les divers hôpitaux. « Son amphithéâtre d'anatomie est un charnier infect qui empoisonne tout un quartier » (1). L'Ecole de Pharmacie campe dans un immeuble en ruines, les salles de cours de la vieille Sorbonne sont exiguës et mal éclairées (2). Pendant dix ans, Claude Bernard ne possède « ni préparateur, ni laboratoire » (3).

Que dire des bibliothèques ? Celle de la Faculté de Droit de Paris reçoit 1000 francs par an, celle de la Faculté des Sciences, 160 francs, pour les périodiques. Aux laboratoires et aux collections, on accorde en tout 10340 francs (4). « En 1865, deux après mon installation, écrit le philosophe Ferraz qui passa toute sa carrière à Lyon, non seulement nous n'avions point de bibliothécaire, mais nous n'avions qu'un semblant de bibliothèque : 1762 volumes, dont quelques-uns étaient plus ou moins surannés... L'Etat nous allouait magnifiquement la somme annuelle de 200 francs (40 francs par professeur), et encore fallait-il prélever sur ce gros capital de quoi payer le relieur. Quant aux revues de littérature et d'érudition, on jugeait inutile de nous en procurer » (5).

Les mêmes doléances se retrouvent dans la bouche officielle des orateurs du Corps législatif. Nogent-Saint-Laurens, député gouvernemental, comparait tristement la situation de nos Facultés à la prospérité

(1) Liard, *La Nouvelle Université de Paris* (*Revue de Paris*, 1^{er} juin 1908, p. 454).

(2) Liard, *La Nouvelle Université de Paris* (*loc. cit.* p. 454).

(3) Gréard, *Enseignement supérieur*, p. 50 ; Liard, *Universités et Facultés*, pp. 13 et s. ; *l'Enseignement supérieur en France*, II, pp. 244 et s.

(4) Liard, *La Nouvelle Université de Paris*, *loc. cit.*, p. 454.

(5) Ferraz, *Souvenirs de la Faculté des Lettres de Lyon* (*Revue du Siècle*, VIII, pp. 478-479).

des universités d'Angleterre, d'Allemagne ou d'Amérique, et demandait qu'on se hâtât de mettre un terme à cette déplorable infériorité (1).

On se hâtait lentement, faute d'argent. Un plan de reconstruction de la Sorbonne avait été préparé après 1852, et le 14 août 1855, à l'issue de la distribution des prix du Concours général, en présence des hauts fonctionnaires de l'État, la première pierre du nouvel édifice était solennellement posée. Mais comme les différentes autorités chargées de solder les frais de l'entreprise ne parvinrent pas à s'entendre, on arrêta les travaux (2). Les projets d'extension de l'Ecole de Médecine furent activement poursuivis sur le papier. La guerre de 1870 devait en arrêter la réalisation (3). En province, à part l'édification du Palais des Facultés de Nancy, et de la Faculté de Médecine de Strasbourg (4), on ne voit point que les municipalités se soient empressées de loger convenablement l'enseignement supérieur.

Il y eut parfois — à l'aide de quels prodiges ! — des excédents sur le budget ordinaire des Facultés. Le ministre s'en servit pour combler les lacunes de l'organisation pratique. A Paris, il rendit plus habitables les pavillons de dissection, les laboratoires de l'Ecole de Médecine. Montpellier obtint l'achèvement des serres de son jardin botanique, Caen reçut une collection de géologie et de minéralogie (5).

Mais qu'étaient ces faibles améliorations auprès des besoins immenses et multiples qui se manifestaient partout, et en particulier depuis la création du budget autonome, grande pensée de Fortoul, et cause certaine

(1) *Moniteur*, 20 juin 1862, p. 907.

(2) Gréard, *Enseignement supérieur*, pp. 21 et s.

(3) *Id.*, pp. 7 et s.

(4) *Moniteur*, 28 mai 1862, pp. 775, inauguration du Palais des Facultés de Nancy ; *id.* 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, supplément, p. IV.

(5) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV.

de l'appauvrissement, on dirait volontiers de l'avilissement des Facultés.

Rouland comprit que ce système ingénieux qui consistait à faire vivre l'enseignement supérieur sur ses propres ressources, c'est-à-dire sur le produit des droits d'inscriptions, d'examens et de diplômes, n'était pas viable. Après sept ans d'une infructueuse expérience, il constata que les « illusions » s'étaient évanouies. « On comptait alors sur une forte augmentation des ressources, basée elle-même sur l'augmentation du prix des examens et des diplômes. Le contraire est arrivé. L'administration, réduite aux produits de son budget spécial annexe et à la subvention fixe accordée par l'Etat, n'a pu ni compléter les chaires, ni pourvoir efficacement aux installations matérielles, ni surtout acquitter la contribution de quatre millions qu'elle avait promise à la Ville de Paris (1) ». L'enseignement supérieur soumis « aux périls d'une subvention à forfait », n'avait point droit « comme tous les autres services, à la justice du gouvernement ». Il vivait de « secours » et d'allocations supplémentaires qui ne permettaient point d'en assurer le fonctionnement normal (2). Ce régime exceptionnel prit fin à partir de 1862, et l'on revint, selon l'expression du rapporteur de la Commission du budget, « au principe salulaire de l'unité en matière de contrôle et de comptabilité » (3).

A la réforme du régime financier des Facultés se rattachait celle des traitements du personnel enseignant, traitements très médiocres à Paris aussi bien qu'en province.

(1) *Moniteur*, 6 février 1861, page 165, *Situation de l'Empire*.

(2) *Moniteur*, 29 janvier 1862, *Situation de l'Empire*, annexe A, p. IV.

(3) *Moniteur*, 4 juin 1861, p. 800, Rapport présenté au nom de la Commission du budget. — Voy. loi du 28 juin 1861 portant fixation du budget de l'exercice 1862, art. 16 (*Moniteur* 10 juillet, p. 1051).

Les professeurs de province recevaient 4000 francs, ceux de Paris 5000. Cette somme, fixe et soumise à retenue, s'augmentait de l'*éventuel*, c'est-à-dire du produit des frais d'examens, qui variait selon les académies. A Lyon, l'*éventuel* était de 800 à 1000 francs. A Poitiers, où les candidats au baccalauréat croyaient pouvoir compter sur l'indulgence d'un jury réputé peu sévère, il atteignait 3000 francs, à Paris 5000 ou 6000 (1). Il arrivait que des professeurs de l'enseignement supérieur en venaient à « solliciter comme une faveur la direction d'une classe dans les lycées de Paris » tandis que ceux de l'enseignement secondaire se refusaient à occuper une chaire de Faculté (2). Prévost-Paradol, suppléant de Fortoul à Aix, marié, père de famille, touchait 237 francs par mois et se livrait à des calculs compliqués pour faire honneur à sa situation. « Mes 3000 francs de fixe, écrivait-il à Gréard, me mettent à 237 francs par mois dans un pays où la vie est aussi chère qu'à Paris et les moyens indirects d'augmenter les revenus nuls. Voilà, pour toi seul, ma petite cuisine ; elle n'est pas toute rose » (3). Les embarras de l'illustre journaliste encore engagé dans les rangs de l'Université, étaient ceux de la plupart de ses collègues dépourvus de ressources personnelles. Plusieurs membres du Corps législatif attirèrent l'attention du gouvernement sur le sort de fonctionnaires d'élite que recommandaient

(1) *Moniteur*, 17 juin 1865, p. 831, discours de Perras, député du Rhône au Corps législatif.

(2) *Id.* 18 mai 1865, p. 613, Rapport de la Commission du budget. — Le revenu propre des Facultés s'éleva de 2.651.791 francs en 1855 à 2.989.845 francs en 1862 (Jourdain, *Rapport...* p. 209), le nombre des diplômes délivrés était en 1860 de 7233, en 1863, de 8326 (*Moniteur*, 13 novembre 1863, p. 1351, *Situation de l'Empire*).

(3) Gréard, *Prévost-Paradol*, p. 247 (lettre du 12 février 1856).

leur valeur intellectuelle et leur vie laborieuse (1), mais comme il arrive trop souvent, on se préoccupa d'abord des professeurs de Paris, qui étaient les moins éprouvés.

Un décret du 25 janvier 1862, rendu en exécution de la loi de finances de 1861, fixa les traitements afférents aux chaires du Collège de France, du Muséum d'histoire naturelle et de la Sorbonne à 7500 francs (2).

Certains députés demandaient davantage (3). Le ministre lui-même songeait à porter ce chiffre à 10.000 francs, pour éviter la plaie du cumul et des suppléances « et offrir quelques chances de sécurité et d'avancement à ceux qui, au milieu des entraînements industriels de l'époque, consentaient à consacrer leur vie au progrès de la science pure et de toutes les études intellectuelles » (4).

Les professeurs des Facultés de province, en revanche, n'obtinrent aucune augmentation de leurs émoluments, malgré les efforts de Réveil, l'ancien maire de Lyon sous la Seconde République, du Dr Hénou, de Jubinal, de Roques-Salvaza (5).

Rouland le regrettait vivement. Il déplorait que l'état financier du pays ne permit point « de songer

(1) *Moniteur*, 4 juin 1861, p. 800-801, rapport de M. Busson, au nom de la Commission du budget, amendements proposés par MM. Réveil, Roques-Salvaza, Hénou, Jubinal : *id.*, 19 avril 1863, rapport de la Commission du budget, amendement de M. Réveil ; *id.* 26 avril 1863, discours de M. de Perpessac au Corps législatif.

(2) *Id.*, 30 janvier 1862, p. 123 ; cf. *id.* 4 juin 1861, p. 800, rapport de la Commission du budget ; *id.* 13 juin 1861, pp. 870-871, discussion du budget au Corps législatif ; De Beauchamp, II, pp. 591 et s., 598-599.

(3) *Id.*, 13 juin 1861, pp. 870-871, discours de Brochant de Villiers.

(4) *Id.*, 29 janvier 1862, *Situation de l'Empire*, annexe A, p. IV.

(5) *Moniteur*, 4 juin 1861, pp. 800-801, rapport de la Commission du budget.

tout à la fois à la dignité et au bien-être » de ceux « qui ne conquièrent leur place que par la perpétuité de leurs travaux intellectuels (1) ». En 1862, il tenta en leur faveur un nouvel effort qui resta vain, et dut se contenter de l'espoir que le budget de 1865 serait plus clément aux fonctionnaires dont il prenait la défense (2).

II

M. Liard résume la situation morale de l'enseignement des Facultés sous le ministère Rouland en cette courte phrase : « Défiance et surveillance sont restées le mot d'ordre » (3).

Il ne fallait point, en effet, demander à l'ancien procureur général un libéralisme trop large qui n'était pas dans la tradition napoléonienne. Dès son arrivée aux affaires, il s'empressa de convoquer à Paris les recteurs des diverses Académies pour leur exposer le plan qu'il entendait voir appliquer sous leur direction dans les leçons publiques et privées des professeurs (4). Le *programme*, imaginé par Fortoul, et conçu de telle façon « qu'un étudiant pût commencer un cours d'histoire à Strasbourg et le continuer l'année suivante à Poitiers (5) » fut rigoureusement maintenu

(1) *Moniteur*, 29 janvier 1862, *Situation de l'Empire*, annexe A, p. IV.

(2) *Id.*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV.

(3) Liard, *l'Enseignement supérieur en France*, II, p. 269.

(4) *Journal général de l'Instruction publique*, 10 décembre 1856, XXV, p. 620, Rentrée des Facultés de Bordeaux, discours du recteur ; *id.* 24 décembre, XXV, p. 647, Rentrée des Facultés de Montpellier, discours du recteur ; *Revue de l'Instruction publique*, XVI, 1856-1857, p. 569, Rentrée des Facultés de Clermont, discours du recteur.

(5) Cournot, *Des Institutions d'Instruction publique en France*, p. 419. (*Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 860). — Au tome V du recueil Delalain, on trouve pour chaque année scolaire une circulaire aux recteurs, dont le texte ne varie point, concernant le programme de l'enseignement des Facultés.

avec ses périodes et ses matières déterminées. Il s'agissait d'un enseignement « obligatoire et défini (1) » donné sous le contrôle vigilant des recteurs (2), et d'où « le caprice et la fantaisie individuelle » devaient être « à tout jamais bannis (3) ».

Et pour maintenir entre les diverses Facultés une désirable unité de vues « dans la pratique des examens », Rouland fit rendre le décret du 20 juillet 1861, permettant de déléguer les inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur à la présidence des divers jurys de lettres, de sciences, de droit ou de médecine (4). Les examens étaient le prétexte, la surveillance le véritable motif. « Voir les institutions du haut enseignement à l'œuvre, y juger les serviteurs de l'Université par les faits, dans le milieu même où ils sont employés, apprécier leurs efforts par le produit direct de leur enseignement, comparer les programmes et leurs fruits, les règlements et leurs effets, les innovations et leurs résultats, les réclamations et leurs motifs, préparer aux justes plaintes leur satisfaction, aux erreurs leur redressement, aux négligences leur avertissement, soutenir l'émulation, assurer au travail heureux et dévoué sa juste récompense, aux bonnes méthodes une application générale, aux procédés éprouvés une extension rapide : telles sont les conséquences des rapports les plus directs qui s'établiront par l'intermédiaire des inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur entre le chef de l'Université et les centres de hautes études. Le ministre y trouvera une source d'informations dont la nécessité est devenue de plus en plus pressante à mesure que les écoles

(1) Delalain, V, p. 182, instruction du 15 mars 1858.

(2) *Id.*, *ibid.*

(3) *Id.*, p. 181.

(4) *Id.*, V, pp. 456 et s., instruction du 31 juillet 1861 ; *Moniteur*, 2 août 1861, p. 1173 ; De Beauchamp, II, p. 595 et s.

d'enseignement supérieur ont augmenté en nombre et en importance (1) ».

Défiance et surveillance. On redoute que les professeurs n'abusent de la liberté intellectuelle pour essayer d'arriver à la liberté politique. Ils sont chargés « de porter la parole dans une chaire publique, au nom et sous la garantie de l'Etat ». Leur devoir est donc de ne jamais s'écarter « de la gravité magistrale (2) » qui convient à leurs fonctions, c'est-à-dire de ne pas se laisser aller aux théories séduisantes, mais dangereuses, aux recherches originales qui risquent de bouleverser les dogmes admis comme intangibles et sacrés.

Rouland paraît avoir désiré sincèrement voir se grouper autour des maîtres universitaires un auditoire qui ne fût point exclusivement composé d'étudiants, d'ailleurs très rares pour les lettres et les sciences. Était-ce dans le seul but de répandre largement le savoir, tout le savoir qui développe les facultés de raisonnement et de critique ? On cherchait plutôt à faire triompher une philosophie particulière, philosophie d'accès facile, attrayante, d'esprit conservateur, en littérature comme en politique, une philosophie gouvernementale s'inspirant de l'Évangile napoléonien. « Nous vivons à une époque où les lettres françaises doivent employer tout ce qui leur reste de leur impérissable puissance dans notre pays, à tremper les caractères, et non à aiguïser davantage les esprits. Ceux-ci ne sont que trop subtils ; déjà ils ne soutiennent plus les mœurs, ils ne sont plus ni assez sains ni assez fermes pour diriger la conduite. Voilà pourquoi il est nécessaire de revenir sans biaiser aux vérités simples et à l'autorité de la tradition et du sentiment en toutes choses, aussi bien en religion

(1) Delalain, V, . 45p2. instruction citée.

(2) , *Id.* V, p. 182, instruction du 27 février 1858.

qu'en morale. *Il faut se remettre à croire beaucoup et à discuter de moins en moins....* (1). »

La discussion était chose éminemment dangereuse aux yeux du recteur Auguste Nisard qui traduisait en ces termes les instructions ministérielles. Le recteur Théry traçait à ses collaborateurs une tâche peut-être malaisée à définir de façon précise, au moins si l'on s'en tient à ses propres paroles, mais dont les résultats ne devaient pas être dangereux pour l'ordre établi. « Que nos Facultés élèvent leur enseignement sans se perdre dans des abstractions stériles. Que du haut de leurs chaires tombent de graves et solides vérités sans que jamais le sérieux en bannisse l'attrait. Que les cours ne soient pas une frivole distraction offerte à l'oisiveté, qu'ils ne soient pas non plus une suite de problèmes arides réservés à la curiosité du savant (2) ». Le professeur « élèvera l'enseignement sans toucher au vague. Il le moralisera sans le transformer en sèche prédication..... Il laissera subsister la spécialité au sein de la généralité même, et dans cette habile distribution du pain de l'intelligence il ne renverra personne les

(1) *Revue de l'Instruction publique*, XVI, 1856-1857, p. 522, Rentrée des Facultés de Grenoble, discours du recteur. — Citons cependant ce passage d'un récit de M. Mézières qui prouve que le Ministère de l'Instruction publique n'était pas toujours, en pratique, intransigeant sur l'exécution de ses circulaires et instructions : « On ne croyait pas, à cette époque, que l'unité morale de la France fût compromise parce qu'un enseignement religieux se donnait dans une Faculté de l'Etat ; on se contentait de réserver à d'autres membres de l'Université le droit de parler dans un sens contraire. » A Nancy, Louis Lacroix professait en histoire des doctrines ultramontaines. Emile Burnouf et M. Mézières représentaient le libéralisme. (Mézières, *Au temps passé, Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1906, pp. 777 et s.).

(2) *Revue de l'Instruction publique*, XVI, 1856-1857, p. 570, Rentrée des Facultés de Clermont, discours du recteur.

maines vides. *Telle sera son obéissance aux prescriptions officielles* (1) ».

Il y a dans ces prescriptions une préoccupation marquée de maintenir l'enseignement supérieur au niveau de la moyenne des intelligences et même de l'abaisser jusqu'à l'enseignement secondaire. Auguste Nisard recommandait aux professeurs des Facultés de Grenoble d'éviter l'antagonisme entre leurs leçons et celles du lycée, d'éviter les idées transcendantes ou l'érudition qui déconcerteraient le bachelier de la veille. « Aux yeux et dans la pensée de l'Etat, vous continuez et vous portez à la dernière perfection tout l'essentiel de l'instruction classique. Vous élevez l'enseignement secondaire jusqu'à vous, mais en même temps vous prenez garde qu'il ne se dénature entre vos mains (2) ».

Il est toujours périlleux de restreindre à une besogne de vulgarisation dogmatique ceux qui, par définition, sont à l'avant-garde du progrès intellectuel. Ou bien ils s'efforcent de s'échapper hors de la voie étroite où on les pousse, et cela se produit fréquemment sous l'Empire (1), ou bien ils se conforment aux instructions reçues, mais ne pouvant enrichir leurs leçons des faits et des idées qui constituent la vraie science,

(1) *Revue de l'Instruction publique*, XVIII, 1858-1859, p. 685, Rentrée des Facultés de Clermont, discours du recteur. — Cf. Delalain, V, p. 435, instruction du 10 mai 1861: « Tout en se maintenant à une hauteur convenable pour les étudiants qui ont besoin d'être initiés à ce que la science a de plus philosophique et de plus élevé, les cours doivent, sans jamais rien sacrifier, au fond, de la rigueur et de la vérité des principes, s'appropriier, pour la simplicité et le charme de la forme, aux intelligences du plus grand nombre, que l'aridité d'un enseignement didactique pourrait effrayer et repousser. »

(2) *Revue de l'Instruction publique*, XVI, 1856-1857, p. 522, Rentrée des Facultés de Grenoble, discours du recteur.

(1) Cournot, *Des Institutions d'Instruction publique en France*, pp. 419-420. (*Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 860).

en arrivent à des subtilités de rhéteurs et de précieuses. L'enseignement supérieur devenu trop « mondain », perdit de sa force et de sa valeur. On ne tarda pas à s'en apercevoir. Chéruel, le recteur de Strasbourg, se demandait avec anxiété si la France avait « bien conservé la religion des hautes études » (1). Cournot écrivait en 1864 : « On a des cours de littérature ancienne où il faut sauver par toutes les grâces du langage, par toutes les finesses oratoires, la citation de quelques lignes de latin ou de grec ; on a des cours de physique où rien n'est épargné pour l'effet agréable des expériences, mais où l'on n'oserait écrire, ni surtout discuter une formule trigonométrique, car on a affaire à un auditoire auquel il faut plaire et de qui l'on ne peut attendre une application fatigante » (2).

Si les défauts inhérents au cours public, ainsi compris, avaient été corrigés par le travail sérieux des conférences privées, si, à côté des amateurs de beau langage qui venaient écouter la parole de tel orateur en renom, une petite phalange d'étudiants s'était serrée autour d'un maître dépouillé de la toge officielle et devenu leur conseiller et leur guide éclairé dans l'interprétation des textes et des documents ou dans les expériences de laboratoire, le mal n'eût pas été trop grave. Mais les conférences privées étaient presque inexistantes, et, comme on ne possédait ni livres, ni instruments, ni collections, quand elles existaient, elles ne produisaient que de médiocres résultats. Rouland les avait à nouveau réglementées, parce que « de ces communications intimes résulte une instruction plus solide, mieux approfondie, et les étudiants qui ont le bon esprit d'en profiter y trouvent non seulement des ressources précieuses pour un jour

(1) Liard, *Universités et Facultés*, p. 27. Cf. E. Lavissee, Victor Duruy, pp. 63-65.

(2) Cournot, *Des Institutions d'instruction...* p. 574 (*Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 564).

d'examen, mais acquièrent encore des connaissances dont la trace ne s'efface pas » (1). Mais ces judicieuses paroles étaient vaines : les étudiants, en dehors des Facultés de Droit, étaient si peu nombreux, qu'en dix ans, dans toute la France, on distribuait 898 diplômes de licencié ès-sciences, 922 de licencié ès-lettres, 90 en moyenne pour 16 académies (2), en comprenant au nombre des candidats reçus les élèves de l'Ecole Normale.

L'enseignement supérieur donné dans les Facultés n'eut donc point sous le ministère Rouland la vigueur qu'il acquit plus tard, grâce à d'heureuses réformes, la vigueur qu'il avait à l'étranger, en Angleterre, en Allemagne, dans de vieilles et célèbres Universités.

Rouland eut cependant des conceptions intéressantes et neuves qu'il ne craignit pas d'exposer en mainte occasion, parlant au nom de l'Etat.

Son prédécesseur avait préconisé, dans les Facultés des Sciences, la création de cours portant sur les applications pratiques de l'enseignement à l'agriculture et à l'industrie. A Besançon, à Nancy, à Lyon, ces cours avaient prospéré grâce à l'activité dévouée des professeurs et au concours généreux de savants spécialistes (3). Le recteur de l'Académie de Besançon rêvait de former une sorte d'Ecole centrale pour fournir à la région les ingénieurs dont elle avait besoin (4). Rouland ne manqua pas d'encourager ces

(1) Delalain, V, p. 263, instruction du 2 avril 1859.

(2) Gréard, *Enseignement supérieur*, p. 39.

(3) *Journal général de l'Instruction publique*, 24 décembre 1856, XXV, p. 646, Rentrée des Facultés de Besançon, discours du recteur ; *id.* 44 janvier 1857, XXVI, p. 23, Rentrée des Facultés de Nancy, rapport du doyen de la Faculté des Sciences ; *Revue du Lyonnais*, XV, p. 512, Rentrée des Facultés de Lyon, discours du recteur (1857).

(4) *Journal général de l'Instruction publique*, 24 décembre 1856, *loc. cit.*

heureuses tentatives, et il s'en ouvrit aux recteurs lors de la première réunion à laquelle il les convoqua (1). Il voulait voir « associer aux théories ce que les applications aux arts et à l'industrie de chaque localité ont de plus pratique » (2). « On se rend compte, aujourd'hui mieux que jamais, disait-il en inaugurant le palais universitaire de Nancy, des ressources du sol, de l'importance de l'agriculture, du commerce et de l'industrie... Il s'accomplit un immense mouvement vers toutes les conquêtes matérielles. Que la science donc, à côté de ses principes et de ses vérités abstraites, place toujours, commela lampe qui éclaire les mystères de l'autel, l'indice des applications pratiques » (3).

Propose-t-il à l'Empereur la création d'une chaire de physique végétale au Muséum, il fait valoir que « l'agriculture est encore un art empirique », attendant « que ses procédés reposent sur des principes rigoureusement établis » (4). Demande-t-il aux professeurs des rapports sur les travaux des sociétés savantes? Il tient essentiellement à y voir figurer « d'une manière spéciale les publications des sociétés qui auraient trait aux applications des sciences à l'industrie » et à l'économie rurale (5). Aux Facultés des Lettres il appartient donc, d'après le système du Second Empire auquel le ministre ne pouvait que se conformer fidèle-

(1) *Revue de l'Instruction publique*, XVI, 1856-1857, p. 570, Rentrée des Facultés de Clermont, discours du recteur.

(2) Delalain, V, p. 435, instruction du 10 mai 1861.

(3) *Moniteur*, 28 mai 1862, p. 775.

(4) *Moniteur*, 6 mars 1857, p. 257; De Beauchamp, II, p. 475.

(5) Delalain, V, p. 124, circulaire du 30 mai 1857. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que Rouland avait proposé en 1837 au Conseil général de la Seine-Inférieure la création d'un cours départemental d'agriculture théorique et d'un cours de chimie agricole, ce qui montre bien le prix qu'il attachait à la propagation de la science appliquée. (*Revue de Rouen*, 1837, 2^e semestre, pp. 65-76.)

ment, de propager des doctrines très simples et surtout très inoffensives pour le pouvoir autoritaire, parce qu'elles n'étaient pas susceptibles d'éveiller la réflexion. Aux Facultés des Sciences était dévolue la tâche de pourvoir aux besoins matériels, qui, satisfaits, empêchent les citoyens de penser à quelque transformation politique et sociale, et de se perdre en des rêves utopiques.

Mais tout n'était pas mauvais dans cet essai de rapprochement entre la société vivante et agissante et les centres intellectuels. Il faut souhaiter précisément — avec des intentions moins directement gouvernementales que celles de Napoléon III et de son entourage — que les professeurs de l'enseignement supérieur sortent volontiers de leur retraite studieuse et servent de guides à la foule anxieuse, qui cherche autour d'elle la claire lumière de la vérité. N'est-ce pas le rôle des Universités régionales d'adapter leurs travaux aux nécessités morales et matérielles du temps et du lieu (1)?

Les Universités, il est vrai, sont de date très récente, et c'est à grand'peine qu'on les a fait sortir du royaume des ombres, des « ombres malfaisantes », disait Challemeil-Lacour. Mais le Second Empire, autoritaire et centralisé, héritier de la Révolution qui balaya tous les groupements d'allure corporative, n'a pas dédaigné d'y songer. Cournot les définit à plusieurs reprises, même lorsqu'il est encore à la tête de l'Académie de Dijon. Il voit, dans l'Université « un corps de gradués conférant eux-mêmes des grades auxquels la loi ou l'opinion attachent une valeur professionnelle... un certain nombre de Facultés principales qui sont au point de vue des applications sociales comme autant de départements de l'esprit humain » (2). En

(1) Liard, *Universités et Facultés*, pp. 209 et s.

(2) *Revue de l'Instruction publique*, XVI, 1856-1857, pp. 490-491, Rentrée des Facultés de Dijon, discours du recteur; *Des Institutions d'Instruction publique*, p. 532, 534.

1864, il écrira avec plus de force et de précision, au lendemain de sa retraite : « La réunion des diverses Facultés dans un même corps, dans un même établissement, de manière que toutes se prêtent un mutuel appui et soient comme animées d'un souffle commun, est ce qui constitue dans le sens propre du mot une Université » (1).

Cournot, fonctionnaire important de l'Empire, se rencontrait avec Chéruel, exposant à Duruy ses doléances dans un rapport confidentiel (2), avec Laboulaye, le doctrinaire du parti libéral (3), mais aussi avec le ministère de l'Instruction publique, puisque Dumas, délégué, en sa qualité de vice-président du Conseil Impérial, pour représenter Rouland à l'installation solennelle du recteur de l'Académie de Bordeaux, prononçait un long discours sur la nécessité de reconstituer la vie intellectuelle de la province. Un passage de ce discours est singulièrement expressif : « Ce que le gouvernement veut, cette cérémonie elle-même l'atteste : c'est une concentration énergique de la vie intellectuelle dans quelques grands centres provinciaux, c'est une lutte efficace ouverte entre les principales villes des départements et Paris, c'est la renaissance de ces foyers multiples d'où l'activité des esprits rayonne et se répand; que la France possédait autrefois, que l'Angleterre et l'Allemagne ont su conserver; et que le chef de l'Etat s'applique à reconstituer dans notre pays » (4).

Il est intéressant de constater que, non seulement sous l'Empire on parlait des Universités sans soulever les tempêtes officielles, mais que les grands dignitaires

(1) Cournot, *Des Institutions d'Instruction publique, en France*, p. 166 (*Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 564).

(2) Liard, *Universités et Facultés*, pp. 26-27.

(3) Laboulaye, *Le Parti libéral*, pp. 76-78.

(4) *Moniteur*, 17 juin, 1861, p. 908. Cf. *supra*, dans l'*Introduction*, l'analyse du rapport de Langlais, en ce qui concerne le régime de l'enseignement supérieur dans la loi du 14 juin 1864.

res de l'Etat eux-mêmes aimaient à entretenir leurs auditeurs d'un programme très clair de décentralisation scientifique.

Malheureusement si l'Empire eut de vastes pensées, il ne sut point les mener jusqu'à complète exécution. L'argent qui faisait défaut au département de l'éducation nationale, les nécessités politiques, empêchèrent Rouland, animé de bonnes intentions, d'accomplir dans le domaine de l'enseignement supérieur toutes les utiles réformes que la situation réclamait.

Il dut se contenter de porter son attention sur quelques points de l'enseignement du droit et de la médecine.

Juriste distingué, magistrat de carrière, Rouland ne manqua pas de s'intéresser tout particulièrement aux études de droit. Son premier soin fut de rétablir réellement le concours d'agrégation, en exécution de l'arrêté du 20 novembre 1855, pris par Fortoul. Les épreuves commencèrent à la fin de novembre 1856, réunissant un nombre relativement peu élevé de candidats, 20 pour 9 places (1). Mais le président du jury, Laferrière, prononça une allocution destinée à mettre en lumière la nécessité de ces épreuves. « L'agrégation nouvelle, dit-il, est instituée pour... préparer et.... mettre en lumière les fortes et véritables vocations pour le professorat » (2). Il eût pu ajouter qu'elle apportait un terme à l'arbitraire gouvernemental, en permettant de choisir les futurs maîtres parmi l'élite de la jeunesse intelligente et laborieuse. On introduisit en 1861 une heureuse modification au règlement du concours : la lecture publique des dissertations latines de droit romain fut supprimée. Elles devaient être à l'avenir imprimées et remises aux juges (3).

(1) *Revue de l'Instruction publique*, XVI, 1856-1857, p. 534.

(2) *Journal général de l'Instruction publique*, 29 novembre 1856, XXV, p. 595.

(3) Delalain, V, pp. 470-472, instruction du 5 octobre 1861,

Rouland, praticien du droit et de la politique, pensait justement que les étudiants destinés à la magistrature, à l'administration, aux affaires, n'avaient point à perdre un temps précieux à de longues discussions théoriques. A ceux qui recherchaient le certificat de capacité, il réservait tout spécialement l'étude approfondie du Code civil et du Code de procédure (1). Pour les futurs licenciés et docteurs il recommandait aux professeurs de développer certains points du droit administratif qu'on avait jusqu'alors trop négligés, « la séparation des pouvoirs publics, les conflits, les appels comme d'abus ». « Ils comprendront, ajoutait-il dans sa circulaire du 15 juin 1863, combien tout ce qui touche aux rapports de l'Eglise et de l'Etat demande à être exposé avec soin, et combien il importe de mettre en lumière les vrais principes et les règles traditionnelles de notre droit public ecclésiastique » (2).

Le parlementaire gallican, le procureur général reparaisent dans ces instructions inspirées par l'actualité brûlante de la question romaine.

Les conférences particulières destinées à pousser « en avant les esprits doués d'une vivacité naturelle tout en hâtant la marche des esprits lents ou arriérés » lui paraissaient indispensables à la formation des étudiants en droit, à la condition que les professeurs qui en étaient chargés cherchassent encore plus à donner à leurs auditeurs une instruction durable qu'à les faire briller un jour d'examen ». Il y voyait le moyen de perpétuer « les saines traditions par les

relative à l'exécution de l'arrêté du 18 juillet 1861 modifiant les examens de l'agrégation des Facultés de Droit; *Bulletin*, XII, 1861, pp. 109 et s. (texte de l'arrêté).

(1) Delalain, V, p. 472, instruction du 8 octobre 1861, relative à l'exécution de l'arrêté du 20 juillet 1861; *Bulletin*, XII, 1861, pp. 111 et s.; De Beauchamp, II, p. 598.

(2) Delalain, V, pp. 596-597, circulaire du 15 juin 1861, relative à l'exécution de l'arrêté du 31 décembre 1862; *Bulletin*, XIII, 1862, p. 258; De Beauchamp, II, pp. 622 et s.

communications intimes et fréquentes » entre les élèves et les professeurs, et de donner à la France « des jurisconsultes dignes de ce nom » (1).

En ce qui concerne les Facultés et Ecoles de médecine, Rouland rétablit pour les candidats au doctorat l'obligation du baccalauréat ès-lettres. Réforme d'apparence modeste, mais qui touche à l'un des principes essentiels de la pédagogie des hautes études. Faut-il se contenter de former, dans chaque ordre de connaissances des spécialistes, des *professionnels*, ou bien toute préparation professionnelle reposera-t-elle sur une large culture générale à la fois littéraire et scientifique ? Fortoul, qui se défiait des lettres, se prononçait pour la première solution et le décret du 10 avril 1852 exigeait au seuil des études médicales le baccalauréat ès-sciences.

Les médecins avaient les premiers énergiquement protesté contre une mesure qui leur paraissait propre à diminuer la valeur de leur corporation » (2). Ils se plaignirent avec amertume « d'être en quelque sorte bannis de la république des lettres, et ils insistèrent pour que l'obligation du baccalauréat ès-lettres fût de nouveau imposée » (3). Leurs plus illustres représentants ne cessèrent de formuler leurs doléances, pendant les six années que dura le régime de 1852 (4). L'éminent chirurgien Amédée Bonnet lut en séance publique à l'Académie de Lyon un discours traitant de *l'Influence des lettres et des sciences sur l'éducation*, éloquent plaidoyer d'un praticien et d'un savant en faveur de la culture désintéressée de l'esprit. « Sans doute, disait-il, les sciences sont indispensables, sans doute elles honorent le génie de l'homme et

(1) Delalain, V, pp. 264-265, instruction du 2 avril 1859.

(2) *Moniteur*, 24 septembre 1858, p. 1181, rapport précédant le décret du 23 août 1858; De Beauchamp, II, pp. 517 et s.

(3) Jourdain, *Rapport...* p. 185.

(4) *Moniteur*, loc. cit.

lui donnent la domination sur la nature; sans doute, après les grandes vertus, elles sont l'instrument de la grandeur et de la puissance des nations; mais par cela même qu'elles sont indifférentes à la morale, elles ne peuvent être la base de l'éducation; elles doivent en être le complément et non le point de départ. Ce n'est pas elles dont nous devons pénétrer de prime abord l'esprit des enfants, et, appelés à choisir entre les deux routes qui s'ouvrent devant eux, nous leur prescrivons celle des lettres, sauf à les engager plus tard dans celle des sciences » (1).

Rouland n'était pas de ceux « qui croient que la science médicale est tout entière dans le réalisme des observations matérielles, et qu'elle peut se passer, pour être large et féconde, du secours des études générales et littéraires » (2). Après une enquête auprès des Facultés de médecine et d'une commission spéciale, après avis du Conseil Impérial de l'Instruction publique (3), il fit signer le décret du 22 août 1858 motivé en ces termes dans un rapport à l'Empereur : « Les meilleures mesures, précisément parce qu'elles répondent à des besoins réels, sont souvent appliquées avec une certaine exagération. Ainsi, l'entraînement légitime vers les études scientifiques ne s'est peut-être pas arrêté à ses véritables limites lorsque, rejetant la prédominance de l'élément littéraire dans la préparation des études médicales, il l'a soumise presque exclusivement à l'empire des études mathématiques et physiques ». Les futurs maîtres dans l'art de guérir

(1) *Revue du Lyonnais*, 2^e série, X (1855), p. 139; cf. discours prononcé par M. le professeur Tessier, de l'Université de Lyon, à l'occasion du centenaire d'Amédée Bonnet, célébré à Ambérieu (Ain), le 6 juin 1909. (*Salut Public*, de Lyon, 6 juin 1909.)

(2) *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 17-18, discours prononcé à l'inauguration de la statue de Bichat.

(3) *Revue de l'Instruction publique*, XVII, 1857-1858, p. 205 (d'après la *Gazette de France*); *Moniteur*, loc. cit.

ont besoin d'une culture littéraire et philosophique, parce qu'ils ont besoin de cette autorité morale qui, autant que la science, exerce sur les malades une influence bienfaisante (1).

Pour éviter cependant que les candidats au doctorat abordassent leurs études professionnelles avec des connaissances scientifiques insuffisantes, ils étaient tenus de subir les épreuves du *baccalauréat ès-sciences restreint*, qui n'était pas un grade nouveau, mais simplement « une sorte de brevet spécial de capacité délivré aux seuls étudiants en médecine » (2).

Fortoul, malgré ses tendances anti-littéraires, avait laissé subsister la rédaction latine de la composition écrite du cinquième examen de doctorat. Il arrivait le plus souvent que « les candidats, trop préoccupés... de la difficulté d'exprimer en latin leurs pensées », traitaient fort incomplètement le sujet proposé, et cette épreuve était « devenue sous tous les rapports illusoire ». Un arrêté du 4 novembre 1862 prescrivit une rédaction française, plus utile à tous les points de vue (3).

Ces diverses réformes favorisèrent l'accroissement de la clientèle des Facultés de droit et de médecine. Le nombre des étudiants s'éleva pour les premières de 3112 en 1856 à 3684 en 1862, pour les secondes de 1439 en 1859 à 1754 en 1862 (4).

(1) *Moniteur*, loc. cit.

(2) Delalain, V, p. 256, circulaire du 14 février 1859; *Moniteur loc. cit.*; *Bulletin*, X, 1859, pp. 18 et s., arrêté du 20 janvier 1859.

(3) Delalain, V, p. 558, 14 novembre 1862; *Bulletin*, XIII, 1862, p. 220, arrêté du 4 novembre 1862.

(4) Jourdain, *Rapport...* pp. 172-173, 186. (En 1849 il y avait 3863 étudiants en Droit, en 1853, 3231 seulement. — Rouland ouvrit également une enquête sur la réorganisation des écoles préparatoires de médecine et de pharmacie. Un questionnaire adressé aux recteurs concernait l'enseignement, le personnel, la scolarité, la discipline, les rapports avec les administrations hospitalières, la réception des praticiens de second ordre. (Delalain, V, pp. 357-362, 22 mai 1860).)

III

L'Ecole Normale étant dans toute l'acception du terme un établissement d'enseignement supérieur, bien qu'elle forme des professeurs pour les lycées, et la conquête du titre d'agrégé nécessitant une haute culture, il est légitime de parler, dans un chapitre consacré à l'enseignement supérieur, et de l'Ecole Normale et de l'agrégation.

Le règlement de 1832 tient dans trois dispositions essentielles : l'agrégation unique, le noviciat et l'obligation pour les élèves de l'Ecole de ne se présenter aux examens de la licence ès-lettres qu'après deux ans d'études.

Ce règlement avait bien vite porté ses fruits : Nisard, apologiste repentí du système (1), le reconnaît dans ses *Souvenirs*. L'agrégation unique ne donnait pas aux spécialistes une suffisante compétence ; le noviciat amenait les candidats devant le jury « déshabitués et comme rouillés pour les épreuves écrites qui sont la partie la plus élevée et la plus probante de l'examen ». Enfin, en contraignant les élèves de la section des lettres à préparer deux années de suite les épreuves de licence, on « prolongeait pour eux la rhétorique du lycée », sans relever la valeur du diplôme. On observait ainsi à l'Ecole Normale « un commencement de décadence », le nombre des candidats tombait à moins de soixante-dix pour une trentaine de places, il allait décroissant d'année en année,

(1) Nisard, *Souvenirs*, I, p. 62 : « Nous avions (à l'Ecole Normale) à réparer les conséquences d'un des actes de l'administration de M. Fortoul qui ont été le plus critiqués dans l'Université et dans la presse ; il s'agit du règlement d'études de 1832, pour la section des lettres à l'Ecole Normale supérieure. Chargé d'en faire le rapport au Conseil supérieur de l'Instruction publique, j'ai eu ma part, à certains égards très méritée, de ces sévérités. L'application du règlement n'ayant pas d'ailleurs été heureuse, je dois également prendre ma part de l'insuccès. »

et l'on pouvait prévoir qu'une des plus importantes sources du professorat allait à bref délai se tarir (1).

Fortoul comprit le danger, et dès 1855, commença, de lui-même, à revenir de ses entêtements et de ses préventions. Il admit les premiers élèves des deux sections, scientifique et littéraire, à se présenter au concours d'agrégation, leur laissant, s'ils étaient admis, la faculté soit d'accepter un poste dans un lycée, soit de rester à l'École dans une division spéciale dite *supérieure* ou d'être attachés à l'un des grands établissements d'enseignement supérieur pour y préparer leurs thèses de doctorat. Il prévoyait même la possibilité d'un séjour à l'étranger. La division supérieure disparut avec Fortoul, mais l'idée devait être reprise et réalisée définitivement plus tard (2).

Rouland, en ouvrant la session du Conseil Impérial, le 24 juin 1857, disait qu'il convenait « de songer... à tous les moyens qui devaient faciliter le recrutement des professeurs » (3). Il faisait allusion à ses projets touchant l'École Normale, projets qui furent mis à exécution dans une série de décrets et d'arrêtés successifs. Le 17 juillet 1857, le noviciat était réduit pour les élèves de l'École de trois ans à un an, mais

(1) Nisard, *Souvenirs*, I, pp. 71-72; *Centenaire de l'École Normale*, Notice de M. Georges Perrot, p. XXVIII. Cf. *Patrie*, 4 novembre 1857 (cité par le *Journal général de l'Instruction Publique*, XXVI, p. 655). « Depuis quelque temps le niveau des études s'était abaissé. Cet abaissement tenait à des causes diverses que la prévention avait fort injustement personnifiées dans certains hommes ou résumées dans un certain régime d'études. C'est un état de choses dont tout le monde est un peu coupable. Ceux mêmes qui s'en plaignaient n'en étaient peut-être pas innocents. Quoi qu'il en soit, il était du devoir du Gouvernement d'y porter remède. »

(2) *Centenaire de l'École Normale*, Notice de M. G. Perrot, p. XXVIII; Notice de M. Dupuy, p. 245 et s.; De Beauchamp, II, p. 460.

(3) *Moniteur*, 25 juin 1857, p. 629; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 14.

les plus distingués pouvaient affronter immédiatement les épreuves de l'agrégation, et cette mesure fut régularisée l'année suivante. L'obligation du noviciat disparaissait même pour tous ceux qui auraient subi avec succès, les examens de fin d'études (1). « L'Empereur et le Conseil Impérial, écrivait Rouland aux recteurs, ont voulu soutenir l'émulation des élèves pendant le cours triennal, rendre le recrutement de l'Ecole plus facile, et relever s'il en était besoin le niveau des épreuves. Désormais, les jeunes professeurs formés dans cette importante et nationale institution n'auront pas à traverser une situation précaire et décourageante avant de pouvoir être rattachés par un titre définitif à l'Instruction publique » (2).

Un arrêté du 17 janvier 1859 autorisait les élèves à se présenter à la licence ès-lettres dès le dixième mois de la première année (3) « et comme conséquence naturelle, les conférences de seconde année, libres de tout travail préparatoire à cette épreuve reprenaient, sauf d'utiles restrictions, leur caractère historique » (4).

L'institution d'une division de grammaire en troisième année, par suite du rétablissement de l'agrégation spéciale à cet ordre d'études, et d'un cours de géographie, la création d'un laboratoire de chimie où cinq agrégés préparateurs, anciens élèves de l'Ecole, pourraient séjourner deux et même trois ans, achevèrent cette œuvre de restauration (5). Le budget spécial de l'Ecole fut accru, d'année en année, et de 228.000 francs en 1857 fut porté à 291.000 francs en 1863. Le

(1) *Bulletin administratif*, VIII, pp. 106 et s.; Delalain, V, pp. 137-138, circulaire du 6 août 1857; *Bulletin administratif*, IX, p. 181; De Beauchamp, II, pp. 484-485, 514-515.

(2) Delalain, V, pp. 137-138, circulaire du 6 août 1857.

(3) *Bulletin administratif*, X, p. 5; De Beauchamp, II, p. 522.

(4) Nisard, *Souvenirs*, I, p. 74.

(5) *Bulletin administratif*, [IX, p. 272, arr. du 10 novembre 1858; XII, p. 289, arr. du 30 décembre 1861; IX, p. 271, arr. du 18 novembre 1858; De Beauchamp, p. 521.

nombre des places d'élèves était en effet augmenté (100 au lieu de 80) et la plupart des maîtres de conférences qui ne faisaient aucun cours hors de l'établissement recevaient maintenant un traitement fixe de 6.000 francs (1).

Le ministre, soucieux d'attirer à l'Université les meilleurs sujets des lycées, invita les recteurs à faire connaître les avantages de l'Ecole Normale et de la carrière enseignante, et même à provoquer les candidatures qui leur paraîtraient « profitables à l'Université » (2).

L'esprit nouveau qui régnait à l'Ecole Normale réclamait un personnel nouveau. Le 17 octobre 1857, Michelle, personnification de la doctrine réactionnaire de 1850, était mis à la retraite et remplacé par Désiré Nisard, « l'homme de lettres par excellence, qui représente peut-être le mieux... les saines traditions littéraires si chères à l'Université impériale » (3). Ce choix était une indication : la littérature n'allait plus être mise au rang des connaissances suspectes.

Nisard, pressenti par l'Empereur, accepta les fonctions « d'inspecteur général chargé de la haute direction de l'Ecole Normale supérieure » (4). Il était assisté d'un administrateur, directeur des études scientifiques, qui fut Pasteur, et d'un directeur des études littéraires, Jacquinet, maître de conférences de littérature et langue latines. L'helléniste Chassang était surveillant général, et à titre de suppléant, maître de conférences de littérature et de langue grecques, « de façon à s'y faire désirer comme titulaire ». Jacquinet et Chassang « étaient des partisans convaincus de la réforme projetée », en sorte que le personnel adminis-

(1) Jourdain, *Rapport sur les progrès de l'Instruction publique*, pp. 82 et s.

(2) Delalain, V, pp. 177-179, circulaire du 18 janvier 1858.

(3) Delalain, V, p. 177, circulaire du 18 janvier 1858.

(4) Nisard, *Souvenirs*, II, p. 372.

tratif offrait une heureuse homogénéité de vues et d'intentions (1).

Les résultats de la réorganisation de l'Ecole Normale ne se firent pas attendre. Nisard s'employa tout entier au succès de la mission qu'on lui avait confiée (2), et l'on put constater un accroissement très rapide du nombre des aspirants au concours d'entrée. En 1857, ils étaient seulement 70, en 1859, 197, en 1861, 226, en 1863, 287. A partir de 1858, beaucoup d'entre eux, admis à la fois à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole Normale, optèrent pour cette dernière, et le recrutement des futurs professeurs ne gagnait pas seulement en quantité, mais encore en qualité (3). Dès 1859, Rouland s'en félicitait à la distribution des prix du Concours général : « On se presse aujourd'hui autour de ce foyer, hier encore presque délaissé. C'est que des obstacles trop nombreux ont été supprimés devant les aspirants pour faire place à de justes épreuves, et que la carrière du professorat, carrière de labeurs et de sacrifices, n'est plus étouffée entre les lenteurs désespérantes du noviciat et les cruelles insuffisances de l'avenir » (4).

Ces quelques paroles sont, dans leur simplicité, la condamnation de l'œuvre de Fortoul.

Nisard, en effet, ne tenait pas à faire de ses élèves de pauvres fonctionnaires contribuant à entretenir par leur attitude humble et craintive, la mésestime

(1) Nisard, *Souvenirs*, I, pp. 71 et 73 ; cf. l'arrêté du 28 octobre 1857 sur les attributions de chacun des fonctionnaires administratifs de l'Ecole Normale ; De Beauchamp, II, pp. 503-506.

(2) *Centenaire de l'Ecole Normale*, Notice de M. G. Perrot, p. XXVIII.

(3) Nisard, *Souvenirs*, I, pp. 74-75 et note, p 75. — *Revue de l'Instruction publique*, 1861-1862, XXI, p. 524, lettre de Nisard au ministre.

(4) *Moniteur*, 9 août 1859, p. 909 ; *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 67-68.

qui atteignait depuis plusieurs années le corps enseignant. Il voulait le professeur fin lettré, homme du monde, poli, bien élevé. Il tenait à la tenue extérieure. Il se fit le défenseur des lettres à l'Ecole, disant un jour en réponse à une question de l'Impératrice sur l'Ecole : « Madame, c'est « l'école de la précision de l'esprit français » (1). Ancien député, membre de l'Académie française, il s'était mêlé à la vie de son temps. Il aimait à causer avec les élèves, leur ouvrait sans restriction la bibliothèque, les encourageait à songer à l'enseignement supérieur et même aux triomphes de la politique et du journalisme (2). On était bien loin du monastère laïque imaginé par Fortoul et de l'administration de Michelle, après lequel, au dire d'un ancien normalien de cette époque, Nisard n'eut pas grand'peine à se montrer libéral (3).

L'Ecole Normale devint l'objet des pensées gouvernementales. On enregistrait avec un visible plaisir le succès unanime des élèves de première année à la licence ès-lettres (4). Le ministre, dans le compte rendu annuel présenté au Corps Législatif et au Sénat, s'exprimait sur son compte en termes élogieux (5) et réclamait encore des améliorations que la Commission du budget ne repoussait plus (6). On s'occupait même

(1) *Centenaire de l'Ecole Normale*, Th. Froment, Notice sur Nisard, p. 305.

(2) *Id.*, *ibid.*, pp. 310-311.

(3) C'est l'appréciation de M. Tessier, ancien doyen de la Faculté des Lettres de Caen, décédé en 1908, et qui appartenait à la promotion de 1856.

(4) *Revue de l'Instruction publique*, XXI, 1861-1862, p. 524, lettre de Nisard au ministre.

(5) *Moniteur*, 6 février 1861, p. 165, *Situation de l'Empire* ; 29 janvier 1862, *ibid.*, annexe A, p. IV ; 14 janvier 1863, *ibid.*, p. IV.

(6) *Moniteur*, 4 juin 1861, p. 800, Rapport de la Commission du budget.

d'agrandir les dépendances de l'Ecole pour que l'installation matérielle ne laissât rien à désirer (1).

Les temps néfastes étaient donc passés, et grâce à Rouland, grâce à Nisard, l'Ecole Normale redevint « non seulement un foyer de culture savante, une pépinière de professeurs, un laboratoire d'études et de recherches professionnelles, mais une grande école de discipline intellectuelle et d'éducation nationale » (2).

Nisard, qui en 1856 avait connu les honneurs d'un grand tapage d'étudiants à la Sorbonne, paraît n'avoir pas éprouvé de difficultés graves durant son passage à la direction de l'Ecole Normale. Une seule fois, en 1863, aux environs de Pâques, les élèves frappèrent d'interdit certain ragoût de veau qui, si l'on en croit l'histoire, revenait trop souvent sur leur table. Ils mirent en quarantaine ceux qui aimaient le veau et envoyèrent au ministre leur démission collective. Les vacances portèrent conseil, et les mutins, ayant réfléchi, réintégrèrent l'Ecole. « Le ministre vint rouvrir les cours en personne. On en fut quitte pour une admonestation. Trois ou quatre seulement parmi les meneurs durent rester quelques semaines dans leurs familles. » La politique n'était peut-être pas étrangère à ce mouvement. Mais l'Empire était devenu libéral, et l'indulgence plénière fut aisément accordée aux coupables (3).

De même que la réforme de l'Ecole Normale opérée par Fortoul avait eu pour résultat un abaissement notable de la valeur intellectuelle et professionnelle des fonctionnaires de l'Instruction publique, l'établissement de deux agrégations générales, l'une pour l'ordre des lettres (classes supérieures), l'autre pour

(1) *Revue de l'Instruction publique*, XXI, 1861-1862, p. 605, extrait du *Pays*.

(2) *Centenaire de l'Ecole Normale*, Th. Froment, Notice sur Nisard, p. 299.

(3) Nisard, *Souvenirs*, II, p. 445-446.

l'ordre des sciences, n'avait servi qu'à écarter de l'Université d'excellents esprits qui ne se sentaient pas le courage de tout apprendre, de tout savoir, et de tout enseigner. On reconnut vite, et moins d'un an après la mort de Fortoul, qu'une certaine spécialisation était indispensable pour le choix judicieux du personnel des lycées, que tel, désigné par ses qualités brillantes pour occuper une chaire de rhétorique, faisait mauvaise figure dans une classe de grammaire. « Les deux ordres d'enseignement supposent en effet des aptitudes différentes et en quelque sorte une vocation propre. Les connaissances mêmes qu'ils exigent sont d'une nature distincte ». On finissait par ne plus trouver d'agrégés pour les classes inférieures où l'on était obligé de placer des chargés de cours, surtout dans les lycées des départements (1).

L'enseignement scientifique souffrait d'inconvénients analogues. Le niveau du concours d'agrégation s'était notablement abaissé, les candidats étant incapables de préparer sérieusement les matières multiples et très diverses que leur imposait le programme, mathématiques, physique et chimie, sciences naturelles. L'administration s'émute, et Rouland qui n'avait pas, pour le système de 1852 auquel il était resté parfaitement étranger, la tendresse paternelle de Fortoul, fit rendre deux décrets organisant, l'un une agrégation de grammaire, l'autre deux agrégations de mathématiques et de sciences physiques et naturelles (2).

L'agrégation de grammaire ouvrait aux répétiteurs dont la classe « devrait être la plus féconde pépinière du professorat... un avenir honorable sans trop d'exigences et de sacrifices », alors qu'avec leurs nombreu-

(1) *Moniteur*, 19 juillet 1857, p. 785, rapport précédant le décret du 14 juillet sur le rétablissement de l'agrégation de grammaire.

(2) *Moniteur*, 18 juillet 1858, p. 897, rapport et décret du 17 juillet 1858.

ses occupations il leur était bien difficile d'aborder « le labeur considérable des études préparatoires à l'agrégation unique » (1).

Les deux agrégations scientifiques devaient fournir « des professeurs plus forts et plus exercés soit dans les sciences mathématiques, soit dans les sciences physiques et naturelles » (2), mais on exigeait des candidats, comme garantie d'une bonne culture générale, la licence ès-sciences mathématiques, accompagnée soit de la licence ès-sciences physiques, soit de la licence ès-sciences naturelles, ou bien l'une de ces deux dernières licences jointe au doctorat ès-sciences naturelles pour la licence ès-sciences physiques, au doctorat ès-sciences physiques pour la licence ès-sciences naturelles (3).

Rouland alla plus loin dans la voie des audacieuses réformes. Il n'hésita pas, et c'est là une mesure digne de Duruy, à ressusciter une catégorie de professeurs peu agréables aux pouvoirs autoritaires en rétablissant l'agrégation d'histoire (4). S'il était resté plus longtemps aux affaires il eût très probablement rétabli de même l'agrégation de philosophie car l'Empire était arrivé à la période « libérale » et même anti-cléricale (5).

IV

En dehors de l'Université proprement dite, un certain nombre de grands établissements littéraires et

(1) *Moniteur*, 19 juillet 1858, p. 785, rapport et décret du 18 juillet 1858 ; Delalain, V, pp. 130-132, circulaire du 20 juillet.

(2) *Id.*, 18 juillet 1858, p. 897.

(3) *Id.*, *ibid.*.

(4) *Moniteur*, 24 juillet 1860, p. 885, décret du 11 juillet 1860.

— Le rétablissement d'une agrégation spéciale entraîna la suppression de la composition historique à l'agrégation des lettres. (Delalain, V, p. 418, circulaire du 4 février 1861).

(5) Voy. *Moniteur*, 11 mai 1864, p. 652, propos de Rouland rapportés au Sénat par Dumas.

scientifiques, au temps de Rouland, étaient rattachés au département de l'Instruction publique : l'*Ecole française d'Athènes*, qui recrutait ses élèves parmi les futurs professeurs de l'enseignement supérieur et secondaire, le *Collège de France*, le *Muséum d'histoire naturelle*, l'*Observatoire*, le *Bureau des Longitudes* et l'*Ecole des langues orientales vivantes*. Le ministre portait à leur développement le plus vif intérêt, et souhaitait « pouvoir faire tous les sacrifices indispensables à l'installation des collections, à l'acquisition des instruments de travail, et à la fixation de traitements honorables pour d'éminents professeurs » (1).

Le plus souvent, les réformes qu'il projetait se réduisirent à quelques augmentations budgétaires (2). Seule, l'Ecole d'Athènes subit dans son organisation une complète refonte ; au Collège de France, on remania les services administratifs sans toucher à l'enseignement. Au Muséum on dut se contenter provisoirement de régler la situation pécuniaire du personnel, par suite des nombreux obstacles opposés à des modifications plus profondes que réalisa Duruy. De l'Observatoire, du Bureau des Longitudes et de l'Ecole des langues orientales vivantes, il y a bien peu de choses à dire.

L'Ecole d'Athènes n'avait pas trop souffert des réglemens de Fortoul et continuait paisiblement ses travaux d'archéologie et d'histoire. Mais à la suite d'un conflit entre les membres de la mission athénienne et leur directeur Daveluy, parut un décret dont ce dernier fut l'auteur responsable, Rouland s'étant borné à le revêtir de sa signature (3). Le rapport précédant

(1) *Moniteur*, 6 février 1861, p. 165, *Situation de l'Empire*.

(2) *Moniteur*, 30 janvier 1862, p. 123, décret du 25 janvier 1862, fixant les traitements des professeurs du Collège de France, du Muséum, des Facultés des Lettres et des Sciences de Paris ; *Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2634.

(3) Radet, *Histoire de l'Ecole d'Athènes*, p. 132.

le texte critiquait assez vivement le système de 1852, comme susceptible de troubler quelque jour la discipline de l'Ecole.

Afin d'en opérer le recrutement « sur des bases plus larges et mieux assurées », on instituait trois sections, *Lettres, Sciences et Beaux-Arts*. Le programme des épreuves de la première section, réservées aux professeurs et agrégés des classes supérieures âgés de moins de trente ans, comportait les langues grecque ancienne et latine, la paléographie, l'archéologie, la géographie et l'histoire de la Grèce et de l'Italie anciennes. Le grec moderne n'était plus exigé, sous ce prétexte que les candidats admis l'apprendraient à Athènes. Les professeurs et agrégés pourvus du doctorat et le premier candidat reçu à l'agrégation des classes supérieures étaient dispensés de droit du concours d'entrée. Avant d'aller en Grèce, les élèves de l'Ecole d'Athènes accomplissaient un séjour de trois mois à Rome, Florence et Naples et en Sicile. A leur retour, ils passaient par les Iles Ioniennes, Venise, Munich et les principaux centres intellectuels de l'Allemagne. Chacun des membres de la section littéraire était tenu d'envoyer, avant le 1^{er} juillet de la seconde ou de la troisième année de son séjour, un mémoire traitant une question d'archéologie, de philologie ou d'histoire choisie dans un programme rédigé par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et agréée par le ministre de l'Instruction publique.

La section scientifique devait être composée d'agrégés des sciences physiques et naturelles, âgés de moins de trente ans et désignés par le ministre sur la proposition des inspecteurs généraux et des recteurs. Ils étaient chargés de continuer et de compléter les recherches scientifiques de l'expédition de Morée et de recueillir des collections d'histoire naturelle. On leur demandait également d'envoyer des mémoires annuels qui seraient soumis à l'examen d'une Commission spéciale.

Chaque membre de l'Ecole d'Athènes touchait une indemnité de voyage et un traitement de 3.600 francs. Ils avaient en outre le droit, sous condition d'une autorisation du gouvernement hellénique, d'ouvrir des cours publics et gratuits, et ils formaient une commission d'examen « pour conférer le baccalauréat aux élèves des écoles françaises et latines de l'Orient » ayant reçu ou devant recevoir « le plein exercice de l'Université de France ». Ceux d'entre eux qui, professeurs titulaires, étaient signalés par le directeur « pour leur bonne conduite et leurs travaux », recevaient « à leur retour en France, après le temps réglementaire, un avancement de classe » et les agrégés étaient nommés titulaires dans les lycées impériaux.

Quant à la section des Beaux-Arts, elle comprenait simplement les pensionnaires de l'Académie de France à Rome envoyés en Grèce pour y continuer leurs études (1).

Rouland se plut à constater, après plus de deux ans d'expérience, les bons résultats de sa réforme. « L'Ecole française d'Athènes, écrivait-il au début de 1862, encouragée par des allocations nouvelles, a pu profiter de la bonne organisation du décret du 9 février 1859. Les études en 1861 ont été laborieuses et fécondes. Le monde savant applaudira aux fouilles faites récemment à Delphes par les élèves de cette école, et à la découverte de nombreuses inscriptions qui jettent un grand jour sur certains points de la civilisation grecque. Ces jeunes hommes bien dirigés et appliqués à de sérieux travaux, promettent à l'Université des professeurs très distingués » (2).

Mais le décret de 1859 a été jugé très sévèrement

(1) *Moniteur*, 17 février 1859, p. 185, rapport et décret du 9 février 1859, arrêté du 10 février; De Beauchamp, II, pp. 524 et s.; Radet, *Histoire de l'Ecole d'Athènes*, p. 434.

(2) *Moniteur*, 29 janvier 1862, *Situation de l'Empire*, p. IV.

par les spécialistes de l'hellénisme. On lui reprocha d'une part de dépouiller l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de ses attributions, d'autre part de « reconstituer l'ancien collège encyclopédique de 1846 », ce qui fut « une erreur et un médiocre procédé ». Rouland « s'étonna qu'on pût ressentir une émotion qu'il n'éprouvait pas. Il protesta verbalement et par écrit de son bon vouloir, interpréta les clauses litigieuses dans le sens le plus large, assura que le nouveau régime permettrait à l'Académie, mieux encore que l'ancien, de présenter ses observations et ses vœux » (1).

M. Radet, dans son *Histoire de l'Ecole d'Athènes*, a critiqué point par point le nouveau statut, « la charte Daveluy », à laquelle il reproche une inspiration « déplorable » (2). Ne peut-on cependant croire que le fait d'exiger l'agrégation ou le doctorat des futurs archéologues, historiens ou philologues, constituait une sérieuse garantie de culture générale ?

En ce qui concerne l'organisation des études, que poursuivaient librement les savants titulaires d'une chaire, rien ne fut changé au Collège de France. Les décrets des 3 juillet et 8 octobre 1857 visaient seulement le régime administratif, la présentation aux chaires vacantes, les suppléances, le fonctionnement de l'Assemblée des professeurs et l'installation matérielle (3). Une chaire nouvelle fut fondée, celle d'épigraphie grecque et latine, attribuée à Léon Renier (4).

Le Muséum d'histoire naturelle vivait encore sous

(1) Radet, p. 132 ; M. Radet cite une lettre de Rouland à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, d'après l'*Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, XXII, pp. 4-7.

(2) Radet, pp. 129 et s.

(3) *Moniteur*, 11 octobre 1857, Décrets des 3 juillet et 8 octobre 1857, p. 1115 ; De Beauchamp, II, pp. 483, 499 et s.

(4) *Moniteur*, 28 février 1861, p. 267, rapport et décret du 27 février ; De Beauchamp, II, p. 584.

l'empire de la réglementation révolutionnaire. Il formait une sorte de « république ». Les professeurs se réunissaient en Conseil pour délibérer des intérêts de la maison, et nommaient parmi eux un administrateur chargé de correspondre avec les bureaux de l'Instruction publique. Mais il s'y produisit de graves abus. Les bâtiments étaient en mauvais état, les collections détériorées ou mal classées, les inventaires et catalogues incomplets ou inexistantes. On signalait des irrégularités dans la comptabilité. Des caisses rapportées par Dumont d'Urville en 1827 n'étaient pas encore ouvertes trente ans plus tard. Une baleine qui avait coûté 6.000 francs, reléguée sous les poutres d'un hangar de la rue Buffon, tombait en poussière. Le pavillon de dissection était le domaine de miasmes pernicioeux. Enfin, sur une superficie totale de 20.000 mètres carrés, les logements du personnel en occupaient 11.000, réduisant les galeries et les amphithéâtres à portion congrue. Le gouvernement ne faisait pas de difficultés pour reconnaître cette déplorable situation, qui durait encore en 1862 (1). Dès 1858, Rouland prit un arrêté nommant une Commission chargée de rechercher les meilleurs moyens de pourvoir à la réorganisation du Muséum (2). Il prétendit « savoir ce que devenaient les œufs d'autruche et les légumes et les fruits ». Il prétendit aussi faire cesser l'anarchie qui résultait de la quasi-souveraineté absolue de chaque professeur dans son service. « Par exemple, un singe étant mort au Jardin des Plantes, M. Cuvier voulut voir s'il avait treize côtes ! M. de

(1) *Moniteur*, 20 juin 1862, pp. 907, 908, discours prononcés au Corps Législatif (discussion du budget) par Nogent Saint-Laurent, le comte Haliez-Claparède, le général Allard, commissaire du Gouvernement, Ernest Picard ; Mérimée, *Lettres à Panizzi*, I, p. 91 (30 avril 1860).

(2) *Moniteur*, 23 mai 1858, p. 653.

Blainville ayant les singes sous ses ordres ne le permit pas » (1).

Mais les naturalistes se crurent menacés dans leur indépendance. Ils virent avec inquiétude un représentant du pouvoir exécutif intervenir dans leurs affaires, qu'ils jugeaient privées ; ils craignirent pour leurs droits et s'en furent se plaindre à l'Empereur qui pria son ministre « de s'occuper d'autre chose » (2).

Néanmoins la Commission poursuivit ses enquêtes et ses travaux, sous la présidence du général Allard, membre du Conseil d'Etat, et le Corps législatif fut appelé à deux reprises à discuter les conclusions de son rapport (3). Un premier décret en date du 25 février 1863 fixa les traitements des divers fonctionnaires du Muséum (4). Quelques mois après le départ de Rouland, la réforme qu'il avait préparée était un fait accompli. Les professeurs n'étaient pas lésés dans leur liberté d'action, mais on leur adjoignait un agent spécial chargé de toute la partie matérielle de l'administration, pour laquelle ils n'avaient jusqu'alors montré aucune aptitude particulière (5).

Le Bureau des Longitudes, à partir du décret du 26 mars 1862 (6), ne comprit plus que des membres titulaires, et soumit au ministre un vaste ensemble de projets et de plans qui nécessitaient une minutieuse étude au point de vue budgétaire (7).

(1) Mérimée, *loc. cit.*, p. 94 (3 mai 1860).

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 92, cf. discussions au Corps Législatif, *Moniteur*, 20 juin 1862, p. 908, discours d'Ernest Picard, 19 avril 1863, pp. 598, 644-645.

(3) *Moniteur*, *loc. cit.*

(4) *Moniteur*, 3 mars 1863, p. 317.

(5) De Beauchamp, II, p. 633. Dans le rapport précédant son décret, Rouland exprime l'espoir de voir aboutir prochainement la réforme qu'il a entreprise d'accord avec le directeur du Muséum.

(6) *Moniteur*, 30 mars 1862, p. 471.

(7) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV.

La vie de l'Observatoire sous le ministère Rouland ne présente pas d'incidents particuliers, et l'Ecole des langues orientales vivantes ne se révèle à notre attention que par le rejet d'une augmentation de 22.500 francs proposée à la Commission du budget pour assimiler les professeurs à ceux du Collège de France et du Muséum (1).

V

Après 1856, l'Institut continua contre le régime impérial son opposition oratoire et littéraire. Des libéraux, des catholiques, le Comte de Falloux, Lacordaire, le prince Albert de Broglie, furent élus à l'Académie française (2). L'Académie des Sciences morales porta ses suffrages sur un ancien ministre de Louis-Philippe, Dumon, et rejeta le ministre des finances de Napoléon III, Pierre Magne. Il est vrai qu'elle admit le garde des sceaux, Delangle, dont la valeur n'était contestée de personne (3).

Rouland ne montra nulle velléité d'intervenir dans les affaires de l'Institut à la manière de Fortoul. Victor Cousin lui a bien prêté l'intention d'exiger le serment politique des académiciens pour empêcher l'élection de Jules Simon en remplacement d'Alexis de Tocqueville. Mais Cousin se servait de propos plus ou moins authentiques pour faire échouer son ancien suppléant de la Sorbonne, au profit du philosophe Adolphe Garnier. Cette manœuvre fut d'ailleurs couronnée de succès (4).

Rouland, bien loin de chercher à contrarier les membres de l'Institut, s'efforça de leur être agréable

(1) *Moniteur*, 19 avril 1863, p. 598, rapport de la Commission du budget.

(2) Pierre de la Gorce, *Histoire du Second Empire*, II, pp. 124 et s.; cf. E. Petit, *François Migriet*, Paris, in-12, 1889, pp. 163 et s.

(3) Lair, *L'Institut de France et le Second Empire*, pp. 91 et s.

(4) Lair, *op. cit.*, pp. 129 et s.

en faisant réformer, par les décrets du 11 août 1859 et du 22 décembre 1860, les dispositions relatives au prix triennal. On se plaignait en effet de la difficulté que présentait l'attribution de cette récompense par les cinq classes réunies qui avaient à se prononcer « entre des œuvres aussi dissemblables qu'un livre, un objet d'art ou une découverte scientifique ». On protestait également sur la nomination par le gouvernement d'une Commission d'académiciens chargée, de concert avec le bureau de l'Institut, d'apprécier les titres des candidats au prix. Fortoul avait cédé sur ce dernier point seulement et rendu à l'Institut le choix de la Commission. Rouland, moins intransigeant, accepta les modifications qu'on lui proposait. Le prix triennal devint biennal et conformément aux conclusions présentées par Villemain, fut désormais décerné « sur l'initiative égale et successive des cinq « grandes divisions dont se compose l'Institut, sous « l'assentiment et la sanction des autres classes » (1).

Si Rouland ne manifestait à l'égard de l'Institut aucun sentiment d'hostilité agressive, il regrettait peut-être au fond la fière indépendance de cette grande compagnie, et ne demandait pas mieux, tout en respectant ses privilèges, de constituer vis-à-vis d'elle un autre groupement littéraire et scientifique plus docile aux intentions du gouvernement. C'est dans ce but que, reprenant l'œuvre de Guizot, il s'occupa très activement des sociétés savantes.

Mettant à profit les loisirs que lui laissaient jadis ses fonctions de magistrat, il avait étudié l'organisation des académies de province auxquelles il ne témoignait alors aucune sympathie. Dans un article de la *Revue de Rouen* il n'avait guère ménagé ces associations, critiquant leurs travaux, leurs séances publiques toutes d'apparat, tenues devant un public clairsemé, leur goût des futilités et des détails sans intérêt.

(1) Lair, *op. cit.*, pp. 150-191.

« Pauvres académies !... Elles dorment sur leurs fauteuils de velours d'Utrecht, comme les momies égyptiennes au fond de leurs cercueils de granit.... Chaque année, néanmoins, ces vénérables corporations littéraires mettent leurs habits de fête et ouvrent au public le sanctuaire des petits vers, des vieilles poétiques, des cailloux-antiquités et des harangues cicéroniennes ; puis quand les secrétaires perpétuels des immuables facultés ont dit à chacun de leurs collègues : « Vous êtes un grand homme », le public — s'il est venu — s'en va, le sanctuaire se ferme, et le libraire privilégié imprime, aux frais de l'Académie, un bulletin qui se conserve d'autant mieux qu'il n'est lu par aucun des contemporains..... Pauvres académies ! »

L'Académie de Rouen était particulièrement l'objet des brocards de Rouland à cause de son esprit rétrograde et faussement classique. « Quelqu'un, disait-il, n'aurait-il pas une lanterne à prêter à l'Académie » qui repousse Hugo et Sainte-Beuve, et s'endort dans ses habitudes paresseuses ?

Il voulait donner une impulsion nouvelle à l'activité intellectuelle de la province, en développant en France « l'esprit d'association scientifique » à l'aide « *d'organisations libres* fondées soit pour l'exercice d'une critique judicieuse, soit pour l'amélioration de l'industrie et de l'agriculture, soit pour la propagation des lettres et des arts ». La pensée régionaliste anime ses projets de réformes, car il rêve de reconstituer la « Normandie historique » et « de parler de littérature, de science et de beaux-arts au profit de *notre* Normandie » (1).

(1) D'après la *Revue de Rouen*, 1835, I, pp. 5-14, 257 et s. ; II, pp. 129 et s. ; 1836, I, pp. 5 et s., 123 et s. ; II ; pp. 189 et s. Un fougueux romancier, qui n'a rien de commun avec le grave magistrat dont nous étudions l'histoire, Barbey d'Aurevilly, s'est cependant rencontré avec lui aux environs de 1835 pour prêcher la résurrection de la province et surtout de la province normande. Caen eut sa *Revue*, comme Rouen, mais une revue de

La tentative de M. de Caumont (1) eut son approbation, malgré la débâcle de ses congrès, parce qu'il y vit autre chose que « l'insignifiante cohue » à laquelle donnait lieu d'ordinaire chaque réunion du même genre (2).

Les idées du jeune magistrat devaient inspirer le ministre de l'Instruction publique. Rouland devenu, vingt ans après sa campagne contre la stérilité des sociétés savantes, surintendant de la science et des lettres, ne renia point comme fautes de jeunesse les pages qu'il avait écrites dans un accès d'indignation.

Le 22 février 1858, il substituait au *Comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France*, le *Comité des travaux historiques et des sociétés savantes* divisé en trois sections, d'histoire et philologie, d'archéologie et de sciences. Le comité avait dans chaque département des correspondants sous le nom de *Correspondants du ministère de l'Instruction publique*. Un organe mensuel, la *Revue des Sociétés savantes*, donnerait le compte rendu des publications et travaux remis à chaque section. Trois prix de 1500 francs et des médailles étaient attribués, à partir de 1859, aux meilleurs mémoires produits sur des questions proposées par le ministre, après avis conforme du Comité (3).

La distribution des récompenses fut l'occasion de réunions annuelles tenues solennellement à la Sor-

destinées éphémères, puisqu'elle n'eut qu'un seul numéro, celui qui contenait le programme de la direction (Barbey d'Aurevilly et Trébutien), un programme magnifique de décentralisation littéraire et politique. (Voy. Eugène Gréclé, *Jules Barbey d'Aurevilly, La Vie*, Caen, 1 vol. in-8, 1902, pp. 69 et s.).

(1) Voy. *supra*, Introduction, § III.

(2) *Revue de Rouen*, 1836, I, pp. 423 et s.

(3) *Moniteur*, 29 mars 1858, p. 397 ; Delalain, V, pp. 185-188, circulaire du 29 mars 1858 ; cf. *Moniteur*, 26 novembre 1861, p. 1665, discours de Rouland à la distribution des récompenses aux Sociétés Savantes ; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 118.

bonne sous la présidence du ministre, et où les présidents de sections lisaient de longs rapports sur les travaux soumis à leur examen (1).

Quelles étaient les intentions de Rouland ? Il voulait d'abord donner aux productions des sociétés savantes une plus large publicité (2), et « mettre en lumière les efforts de tous les hommes qui se vouent en province à la culture des sciences et des lettres » (3), soit en réunissant les communications, notices et mémoires, qu'on adresserait au Comité, touchant « des points d'histoire, de philologie ou d'archéologie locale », soit en les associant à « des études générales sur la géographie historique de la France, sur les anciennes institutions des provinces, leur bibliographie, leurs dialectes, leurs monuments, leur faune et leur flore » (4). Il s'agissait de faire sortir les sociétés savantes des « généralités » où elles s'étaient parfois complues, de « les amener insensiblement aux recherches locales, aux études restreintes et nettement circonscrites », de les maintenir sur le terrain qu'elles connaissaient et pouvaient « explorer sans danger », de leur offrir enfin « un centre commun » en présentant au monde savant les résultats de leur activité (5).

(1) Bouillier dit que Rouland emprunta cette idée à M. de Caumont (*L'Institut et les Académies de province*, p. 184).

(2) Delalain, V, p. 185, circulaire du 29 mars 1858.

(3) Delalain, V, p. 122, circulaire du 30 mai 1857 ; cf. *id.* p. 231, circulaire du 26 août 1858 ; p. 369, instruction du 1^{er} juin 1860. Dans cette dernière instruction, Rouland écrit : « En donnant au Comité des travaux historiques et des Sociétés Savantes une organisation nouvelle, en le rattachant d'une manière étroite aux compagnies savantes de nos départements, je me suis proposé de mettre en lumière le mérite et les travaux des hommes de science de nos provinces, d'offrir aux travaux émanés de leurs Sociétés Savantes une large et efficace publicité, enfin de donner à ces Sociétés le moyen de manifester avec éclat leur valeur scientifique. »

(4) Delalain, V, p. 230, circulaire du 26 août 1858.

(5) Delalain, V, p. 190, circulaire du 29 mars 1858.

Rouland s'en tenait-il uniquement à cette conception très désintéressée et qui promettait d'heureux effets ? N'avait-il point encore des raisons « d'ordre politique » (1) de s'intéresser à la vie des sociétés de province ? On l'entendit ainsi et peut-être n'eut-on pas tout à fait tort.

Certes, il ne chercha point à poursuivre l'Institut d'inutiles vexations, mais l'Institut restait un foyer irréductible d'opposition anti-impérialiste. Il pouvait être utile de lui susciter une concurrence encouragée par le gouvernement. Le ministre n'y manqua point, et les preuves abondent de son intention secrète.

Il confie d'abord aux recteurs, ses délégués à la tête des grands ressorts universitaires, « le patronage des sociétés savantes » qu'il considère comme « une des parties les plus importantes de leur mission » (2). Il invite les professeurs des Facultés à ne point rester étrangers à la rédaction de la *Revue des Sociétés Savantes*. Deux d'entre eux, pour chaque ressort, seront chargés de « suivre attentivement les publications faites soit collectivement dans des mémoires par les membres des Sociétés savantes, soit individuellement dans des livres par les membres de ces mêmes sociétés », et de fournir des rapports analytiques suivis d'un résumé exposant « la tendance générale » des esprits et des études dans leur circonscription. Pour les centres industriels « les rapports devront mentionner d'une manière spéciale les publications des sociétés qui auront trait aux applications des sciences à l'industrie, mais en se limitant toujours, aussi bien que pour l'histoire, l'archéologie ou la littérature, aux « faits locaux ». Ainsi le ministre sera en mesure de présenter chaque année « le tableau général du mouvement intellectuel accompli dans l'Empire français » (3).

(1) *Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2634, v^o Rouland.

(2) Delalain, V, p. 121, circulaire du 20 mai 1857.

(3) Delalain, V, pp. 122-125, circulaire du 30 mai 1857.

Il est même à souhaiter que les membres de l'Université prennent une part active et directe aux travaux des Sociétés savantes, « afin d'imprimer par leur exemple aux recherches de leurs confrères la direction la plus conforme aux intérêts de la science ». Pour acquérir l'influence désirable, ils devront renoncer aux théories générales et aux vues d'ensemble qui peuvent trouver place dans leur enseignement, ils aborderont au contraire dans leurs mémoires ces questions qui ne sauraient être résolues que sur les lieux mêmes, et pour les traiter ils n'hésiteront pas à se pénétrer de l'esprit de la province qu'ils étudient » (1).

Enfin la circulaire du 10 janvier 1859, adressée aux présidents des Sociétés savantes s'exprimait ainsi : « Je viens vous prier aujourd'hui de vouloir bien, en rappelant à la Société que vous présidez tout l'intérêt que j'attache à ses communications, lui transmettre mon désir, non seulement d'être tenu au courant de toutes les découvertes, de toutes les fondations, de tous les faits qui intéressent au point de vue de la science la localité qu'elle habite, mais encore de recevoir avec toute la régularité possible des extraits des procès-verbaux de ses séances, toutes les fois qu'ils contiendront quelque indication utile et les programmes des prix mis par elle au concours. Je tiendrais également à être informé exactement des mutations qui peuvent avoir lieu dans la composition du bureau ou du conseil d'administration de la Société, des décès et des nominations nouvelles, en un mot, de toutes les modifications qui surviennent dans son personnel. Ces utiles renseignements figureront périodiquement dans la chronique de la *Revue*. Les Sociétés savantes des départements verront, je pense, dans cette mesure une nouvelle preuve de mon désir de

(1) Delalain, V, p. 190, circulaire du 29 mars 1858.

donner la plus grande publicité possible à leurs travaux et à leurs actes » (1).

Par ces divers moyens on plaçait en quelque sorte les Sociétés savantes sous la tutelle du gouvernement et de l'Université ; par la constitution du Comité, on créait « une Société centrale » (2), « une vaste Société savante » qui embrassait toute la France (3), et rattachait les organisations locales au ministère de l'Instruction publique (4). Une note publiée au *Moniteur* nous révèle que les Sociétés provinciales ont besoin d'une « protection constante, active, efficace ; le privilège ne peut en appartenir qu'à la délégation immédiate de l'autorité de qui ces compagnies relèvent. C'est seulement du Comité qui réside auprès du ministre de l'Instruction publique, qui s'inspire de sa pensée, qui sans cesse peut se faire entendre de lui, constater les progrès et les lui signaler, obtenir en un mot pour tous les efforts les encouragements dont ils sont dignes, que les Sociétés savantes doivent attendre cette utile protection » (5). Il faut blâmer les tentatives « qui ont pour but d'enlever à l'Etat toute influence sur les Sociétés savantes. Le gouvernement ne peut rester étranger à ce mouvement littéraire qu'il lui appartient d'encourager et de diriger » (6).

La pensée du ministre ne prête à aucune équivoque. Et s'il la formule aussi clairement, c'est qu'un incident particulier lui a donné l'éveil. En 1857, Francisque Bouillier, le doyen de la Faculté des Lettres de Lyon, reprenant un projet qu'il avait ébauché lors de sa réception à l'Académie des Sciences, Belles-Lettres

(1) Delalain, V, pp. 249, 347, circulaires des 10 janvier 1859 et 10 janvier 1860, conçues dans les mêmes termes.

(2) Delalain, V, p. 189, circulaire du 29 mars 1858.

(3) Delalain, V, p. 230, circulaire du 26 août 1858.

(4) Delalain, V, p. 189, *loc. cit.*

(5) *Moniteur*, 21 mars 1858.

(6) Delalain, V, p. 190, circulaire du 29 mars 1858.

et Arts de cette ville (1), avait présenté sous ce titre, *l'Institut et les Académies de province* (2), le plan d'une fédération des Académies des départements qui se placeraient sous le patronage de l'Institut. Ce plan fut en général très bien accueilli par les diverses Sociétés auquel il fut soumis ; la presse départementale en parla, non sans de chaleureux éloges, et le ministre s'émut. Il écrivit, ou fit écrire à Bouillier une lettre sévère pour le blâmer « d'avoir osé traiter une pareille question sans lui en avoir au préalable demandé l'autorisation, parce que, disait-il, les académies étaient placées dans ses attributions et placées sous sa tutelle ». Bouillier lui répondit en termes polis, mais sans périphrases, que les Académies étaient de « petites républiques » autonomes, vivant de leurs ressources ou de subventions municipales et départementales, et qu'elles ne dépendaient de personne. Il ne se doutait pas d'ailleurs qu'il eût besoin d'une autorisation « pour dissenter librement sur les Académies de province et sur les liens qu'il serait avantageux de nouer entre elles et l'Institut » (3). Il est vrai que Bouillier tombait fort mal, puisqu'il formulait sa proposition au moment même de la fondation du Comité historique. Rouland fut piqué au vif, d'où sa lettre de blâme qui démontre bien son intention de fonder « une sorte de petit Institut dépendant et tout à fait ministériel pour l'opposer au véritable Institut, qui, à son gré, ne l'était pas assez » (4).

(1) *Revue du Lyonnais*, 1^{re} série, XXIII, pp. 153 et s. (1845).

(2) *Id.* 2^e série, XV, pp. 369 et s., discours lu à l'Académie de Lyon le 29 juin 1857 ; tiré à part, Lyon, in-8, 1857.

(3) Bouillier, *L'Institut et les Académies de province* (1879), pp. V-VIII.

(4) Bouillier, *op. cit.*, p. VI ; cf. du même auteur, *Plan d'association de toutes les Académies* (*Revue du Lyonnais*), 1^{re} série, XXIII, pp. 153 et s.) ; *L'Institut et les Académies de province* (*id.* 2^e s. XV, p. 369) ; Latreille, *Francisque Bouillier, le dernier des Cartésiens*, Paris, in-16, 1907 (pp. 143 et s.) ; Brochard, *Notice sur la vie et les œuvres de M. F. Bouillier*, Paris, in-4, 1902.

En somme, Rouland, conséquent avec ses propres doctrines sur les droits de l'Etat, conséquent avec les doctrines napoléoniennes, s'efforçait de détruire les germes d'indépendance politique susceptibles de se développer au sein des sociétés locales, qui formaient de « petites églises où l'on officiait en breton, en provençal ou en flamand, plus volontiers qu'en français », et se faisaient « en tels endroits des instruments de résistance à la volonté du gouvernement de faire pénétrer la langue nationale jusque dans les profondeurs » (1). Mais conséquent aussi avec les théories qu'il avait autrefois développées, il se défendit toujours d'avoir voulu porter atteinte à l'indépendance intellectuelle et scientifique des mêmes sociétés. « Il ne s'agit point, écrivait-il aux recteurs, d'entraver la liberté de ces Sociétés, qui trouveront toujours leur véritable inspiration dans leur amour pour les lettres, les sciences et les arts » (2). Elles garderont « leur caractère local et leur entière indépendance » tout en se rapprochant du ministère (3). « Nous croyons, disait-il en 1863 aux membres des Sociétés assemblées à la Sorbonne... que dans les nouvelles et si utiles relations créées entre Paris et la province, loin de voir diminuer l'individualité essentielle de vos Sociétés savantes, vous avez trouvé des forces plus grandes pour le travail, une émulation salubre, un horizon plus vaste, et le bonheur d'échanger plus largement vos idées et vos découvertes, tout en gardant le caractère libre et traditionnel de vos institutions » (4).

Les Sociétés savantes elles-mêmes ne semblent pas, en général, s'être trouvées diminuées par les mesures de Rouland. Le marquis de La Grange, parlant au nom du Comité historique, y voyait, par comparaison

(1) *Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2634, v^o Rouland.

(2) Delalain, V, 121, circulaire du 20 mai 1857.

(3) *Moniteur*, 29 janvier 1862, *Situation de l'Empire*, p. IV.

(4) *Moniteur*, 12 avril 1863, p. 542; *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 170-171.

avec celles qu'avait prises jadis Guizot, un instrument de décentralisation. « Il est arrivé un fait curieux à signaler, c'est que le gouvernement parlementaire s'est efforcé d'absorber le mouvement scientifique dans la capitale au profit de la centralisation, tandis que l'Empire décentralisateur a cherché à éveiller dans les départements la vie intellectuelle, pensant bien, sans doute, que le cœur ne défaillirait point » (1).

L'Académie d'Arras accueillait avec empressement les lettres et circulaires ministérielles touchant sa collaboration aux divers ouvrages historiques et archéologiques que Rouland voulait faire préparer. Attaquée par le *Constitutionnel* pour avoir mis au concours un sujet trop vaste (sur *Dante et le Moyen-Age*), et le journal ayant refusé d'insérer sa réponse, un de ses membres proposa de soumettre le cas au Comité historique, qu'il considérait comme une institution destinée à protéger, et à défendre les Sociétés savantes (2).

L'Académie de Besançon est toujours prête à donner satisfaction au ministre (3), comme l'Académie de Dijon qui correspond avec lui par l'intermédiaire du recteur Cournot, salue pompeusement l'Empereur à son passage en Bourgogne, et bénéficie de nombreuses allocations gouvernementales en récompense de son inaltérable loyalisme (4).

L'Académie d'Amiens, située dans un milieu d'im-

(1) *Moniteur*, 15 avril 1863, p. 569, *Rapport du marquis de la Grange, président de la section d'archéologie du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés Savantes*.

(2) Procès-verbaux de l'Académie d'Arras (Extraits communiqués par M. le baron Cuvrois de Saternault, secrétaire général).

(3) Communication de M. le Comte de Sainte-Agathe, archiviste de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon.

(4) Procès-verbaux de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon (Extraits communiqué par M. Dumay, secrétaire).

pécialistes fervents, se garde bien de critiquer les circulaires de celui qui préside aux destinées du savoir, et, en 1866, par l'organe d'un de ses membres, se félicite de voir la province renaître sous l'effet d'une heureuse réglementation. « La province a longtemps vécu dans une atonie à laquelle échappaient seules quelques organisations privilégiées, elle recevait la lumière sans la rendre et la répandre ; aujourd'hui, elle veut vivre de sa vie propre, non parce qu'elle cesse de jamais considérer Paris comme un foyer brillant dont la flamme rayonne partout, mais elle entend que ses rapports avec lui soient des rapports d'échange, elle aspire, en un mot, à une décentralisation raisonnable dans le domaine des lettres, des sciences et des arts, et il est permis d'espérer que la décentralisation administrative lui servira encore à atteindre plus promptement ce but. Constatons ici plus qu'une tendance, mais déjà un fait presque accompli... Une vaste association scientifique relie entre elles les Sociétés départementales et... des hommes distingués, pris dans leur sein, sont venus faire à Paris des lectures qui ont été applaudies » (1).

La Société Académique de Saint-Quentin reçoit allocations et médailles (2), l'Académie de Nîmes envoie des mémoires à la *Revue des Sociétés Savantes*, la Société d'Archéologie et d'Histoire naturelle du département de la Manche ne fait rien pour contrarier, non plus d'ailleurs que pour aider, les vues du ministre (3).

L'Académie de La Rochelle adhère sans réserve à

(1) Procès-verbaux de l'Académie d'Amiens (Extraits communiqués par M. Lenel, secrétaire perpétuel).

(2) Communication de M. Lemaire, secrétaire-adjoint de la Société Académique de Saint-Quentin.

(3) Communication de M. Gambillan, secrétaire-général de la Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire naturelle du département de la Manche.

l'organisation du Comité des travaux historiques (1), la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen déploie une très grande activité, mais ne manifeste aucun esprit d'opposition (2). La Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, comprenant beaucoup de fonctionnaires, professeurs, ingénieurs, agents des Eaux et Forêts, « est établie sous l'autorité de S. Exc. le Ministre de l'Instruction publique ». Le Préfet, l'Evêque et le Maire de la ville du Mans en sont membres-nés. Son président est régulièrement convoqué aux cérémonies officielles. Le Préfet est assidu aux séances, et prend toujours soin de s'excuser par lettre quand il est empêché d'y venir (3). L'Académie de Caen est très empressée à plaire au Ministre, exception faite de son secrétaire, Julien Travers, qui ne partage pas sur ce point l'avis de ses collègues (4).

En revanche, la Société libre d'Agriculture de l'Eure eut de nombreux démêlés avec le préfet Janvier de la Motte, qui laissa une réputation de proconsul dans le département (5), et l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse n'approuva pas entièrement les réformes de Rouland. Un de ses présidents, Gatien-Arnoult, ancien maire de Toulouse et représentant du Peuple en 1848, professeur à la

(1) Communication de M. Musset, avocat, membre de l'Académie de La Rochelle.

(2) Communication de M. Ph. Lauzun, secrétaire perpétuel de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen; cf. du même, *La Société académique d'Agen*, 1 vol. in-8, Paris, 1900, notamment, pp. 199 et s.

(3) Communication de M. le Dr Paul Delaunay, secrétaire de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe.

(4) Communication de M. Prentout, professeur d'histoire de Normandie à l'Université de Caen, secrétaire de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen. Cf. *Mémoires de l'Académie de Caen*, 1864, *Travaux collectifs que pourraient entreprendre les Sociétés Savantes des départements*, par J. Travers, pp. 437 et s.

(5) Voy. sur ce point, Louis Passy, *Le Marquis de Bresserville*, 1 vol. in-8, Evreux, 1898.

Faculté des Lettres (plus tard recteur) et mal vu du pouvoir pour ses opinions républicaines, prononça un discours rempli de critiques ouvertes qu'il publia ensuite avec des notes destinées à en accentuer la signification (1).

Mais ce sont là des manifestations isolées, dues au particularisme intransigeant, ou d'origine politique. Dans l'ensemble, on fut enchanté de la réorganisation du Comité des Travaux historiques, et l'amour-propre des savants de province trouva son compte à la publication d'un organe parisien, chargé de porter à la connaissance d'une élite éclairée les résultats de leurs patientes et consciencieuses recherches. Hormis la surveillance un peu étroite qu'il prétendait exercer sur les Sociétés savantes, le ministre entreprenait une œuvre utile en centralisant des travaux particuliers trop souvent ignorés et surtout bien difficiles à retrouver dans des périodiques dont la sphère d'action était des plus restreintes. L'influence des universitaires pourvus d'une large culture qui faisait peut-être défaut aux érudits locaux était également susceptible d'heureux résultats, car l'histoire locale, si féconde en aperçus nouveaux, destinée à rénover l'histoire générale, faite à un point de vue trop exclusivement parisien, ne présente de valeur réelle que sous la condition de se soumettre aux règles de la plus rigoureuse méthode scientifique.

(1) Communication de M. Henri Duméril, professeur-adjoint à la Faculté des Lettres de Toulouse, ancien président de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse ; *Mémoires de l'Académie des Sciences de Toulouse*, 6^e série, I, 1863, pp. 242 et s., 255 et s.) Sur Gatien-Arnoult, voy. *Mémoires de l'Académie des Sciences de Toulouse*, 8^e série, VIII, pp. 464 et s., notice de M. Roschach ; *Recueil de l'Académie des Jeux Floraux*, 1888, pp. 267 et s., notice de M. d'Adhémar ; Robert et Cougny, *Dictionnaire des Parlementaires*, III.

(2). Rouland fit commencer par les Sociétés savantes de province, sous la direction du Comité historique, le *Dictionnaire*

de géographie de la France, le Répertoire archéologique, une Carte des Gaules, une Description scientifique de la France (Dela-lain, V, pp. 232-233, 296, 367 et s., 370 et s.); Bulletin, X, p. 149 et s., instructions rédigées par Léopold Delisle pour la préparation du Dictionnaire géographique; Cf. Moniteur, 27 février 1859, p. 229, rapport à l'Empereur, 6 février 1861, p. 163, Situation de l'Empire, 25 novembre 1861, p. 1663, rapport à l'Empereur. — Voy. sur les travaux des Sociétés savantes, la Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de France, de MM. de Lasteyrie et Lefèvre-Pontalis, in-4, Paris, 1888 et années suivantes.

CHAPITRE III

L'Enseignement secondaire

Les établissements — Le personnel — Le baccalauréat

et la bifurcation — L'Enseignement spécial

La pédagogie de Rouland

L'action bienfaisante de Rouland est plus sensible dans l'enseignement secondaire que dans l'enseignement supérieur. Il y trouvait une situation délicate à bien des égards. « Les questions de personnes étaient aiguës, les questions scolaires troublantes » (1). Les professeurs surchargés, mal payés, se sentant humiliés dans leur dignité et leur indépendance, appliquaient à contre-cœur les réformes de 1852, dont, après quatre ans de pratique, les inconvénients ressortaient aux yeux des moins prévenus contre Fortoul. La bifurcation, l'agrégation unique ne donnaient pas les beaux résultats que le ministre s'en était promis, l'Ecole Normale était amoindrie et ne suscitait plus les ambitions de la jeunesse studieuse; les collèges communaux se trouvaient abandonnés volontairement à la concurrence congréganiste. Un sentiment de malaise pesait sur l'enseignement secondaire et tout n'y marchait pas pour le mieux (2).

Rouland vint « libre de tout engagement » (3), décidé à faire les réformes urgentes, sans fracas, discrètement, pour ne pas se donner l'air de désavouer son prédécesseur de façon éclatante. Il prit le temps de

(1) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, II, v^o Rouland, pp. 2635-2636.

(2) « La situation n'est pas bonne, mais puisqu'elle est mauvaise, ce qu'il y a de mieux, c'est de l'avouer et de la corriger. » (Bersot, *Questions d'enseignement*, p. 2, *Première lettre sur l'enseignement*, janvier 1857).

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 2.

se mettre au courant des affaires, car il était « homme nouveau dans ce monde de l'Instruction publique, si riche de talents et de renommées » (1), et il voulait « avoir tout le loisir de l'étude et toute la garantie d'un exercice prolongé pour fixer ses idées et ses opinions » (2). Mais, tout en sériant les questions, il en vint nécessairement à porter la main sur les divers points de la machine ingénieuse de Fortoul : agrégations, Ecole Normale, baccalauréat, programmes, furent délicatement remaniés par ce magistrat normand, habile en l'art des nuances, couvrant de fleurs celui qu'il remplaçait, et se retranchant derrière l'expérience acquise pour modifier ce qu'il y avait de mauvais dans son ouvrage.

La grosse préoccupation de Rouland fut, d'une part, d'assurer au personnel, autant qu'il lui fut possible, une position en rapport avec le rôle éminent qu'il joue dans la société, d'autre part, de rendre aux lettres le rang honorable qu'elles avaient momentanément perdu. Il n'en eut pas moins la compréhension des réalités pratiques, puisqu'on lui doit un rapport sur l'enseignement spécial dont Duruy s'est largement inspiré ; il ne méprisa pas non plus la pédagogie, car les instructions qu'il rédigea, ou fit rédiger sous sa responsabilité, valent encore aujourd'hui la peine d'être étudiées et méditées.

I

L'enseignement secondaire est donné dans deux catégories d'établissements publics, les lycées et les collèges communaux. Sous l'Empire, les lycées ont été, dans la limite des ressources budgétaires, l'objet des sollicitudes du pouvoir. Les collèges, au contraire,

(1) Rouland, *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 1-2, discours prononcé à l'ouverture de la session du Conseil impérial de l'Instruction publique, décembre 1856.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 3.

ont végété trop souvent et l'Etat n'a rien fait pour leur donner une vitalité nouvelle.

Des lycées nouveaux furent fondés. En 1863 il en existait 80, non compris celui d'Alger, et les demandes adressées au ministère faisaient prévoir qu'à bref délai chaque département aurait le sien (1). La population scolaire, de 26.118 unités en 1857, avait alors atteint 30.669, les prix payés par les familles étaient passés de 9.119.159 fr. 49 à 12.518.327 fr. 47 (2). Plusieurs lycées refusaient des élèves faute de place (3).

Les collèges communaux étaient bien loin d'atteindre ce degré de prospérité. Au nombre de 226 en 1863, ils comptaient sans doute en totalité 27.722 internes et externes (4), mais beaucoup étaient réduits aux plus minimes proportions.

C'était surtout aux collèges communaux que la liberté d'enseignement telle que la comprenait la loi de 1850 avait été funeste. Placés entre les lycées et les institutions congréganistes, privés de ressources, trop nombreux aussi et donnant une instruction qui ne convenait pas toujours aux besoins régionaux, ils vivaient péniblement. Le ministre songeait à les restaurer en créant de nouvelles chaires dans les plus importants, en restreignant les autres aux classes élémentaires et préparatoires, ou bien encore à l'enseignement français. Mais l'argent qui lui faisait défaut entravait trop souvent l'exécution de ses projets (5).

(1) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV.

(2) Jourdain, *Rapport sur les progrès de l'Instruction publique*, p. 115.

(3) *Moniteur*, 13 novembre 1863, *Situation de l'Empire*, p. 1331.

(4) *Moniteur*, 19 avril 1863, *Rapport de la Commission du budget*.

(5) *Moniteur*, 6 février 1861, *Situation de l'Empire*, p. 165 ; 29 janvier 1862, *ibid.*, p. IV ; 14 janvier 1863, *ibid.*, p. V ; cf. *Revue du Lyonnais*, 2^e série, XV, p. 514, discours du recteur de l'Académie de Lyon, à la rentrée solennelle des Facultés, 1^{er} décembre 1857 : « Quant aux collèges communaux, leur situation,

L'installation matérielle des lycées préoccupa vivement Rouland. Ses circulaires aux recteurs témoignent d'un souci légitime de leurs intérêts financiers. Une enquête entreprise par ses soins aboutit au relèvement du prix de la pension dans plusieurs lycées (1). Les proviseurs furent invités à ne pas laisser se produire des abus et des gaspillages incompatibles avec une bonne gestion, et à exercer une surveillance minutieuse sur la comptabilité des économes (2). Les conditions hygiéniques ne furent pas non plus négligées. Le ministre voulut connaître directement l'état mensuel des élèves malades remis à leurs familles ou soignés dans les infirmeries. « Vous m'indiquerez, disait-il aux proviseurs, les mesures à prendre pour rendre ces infirmeries plus commodes et plus saines, et pour améliorer le service personnel » (3). Dans une circulaire relative à l'organisation des « petits collèges » annexés aux lycées, il recommandait d'envisager tout particulièrement le bien-être et la santé des enfants (4).

Lorsque Rouland, appelé à diriger l'Université, avait convoqué les recteurs à Paris pour leur donner de vive voix ses instructions, il avait dit que le personnel trouverait « dans les hautes régions du pouvoir, une active sollicitude pour les tous les intérêts légitimes, une sévère équité pour tous les droits » (5).

il faut bien le reconnaître, n'est pas aussi prospère [que celle des lycées] ; mais en considérant quelle large source d'instruction le gouvernement a ouverte au chef-lieu de chaque département, l'état précaire de quelques-uns d'entre eux ne doit surprendre personne ».

(1) Delalain, V, p. 101, circulaire du 18 février 1857.

(2) Delalain, V, pp. 111-113, circulaire du 18 avril 1857 ; pp. 225-226, circulaire du 23 août 1858.

(3) Delalain, V, p. 226, circulaire du 23 août 1858.

(4) Delalain, V, pp. 338-339, circulaire du 23 janvier 1860.

(5) *Journal général de l'Instruction publique*, 24 décembre 1856, XXV, p. 647, discours du recteur de l'Académie de Montpellier à la rentrée solennelle des Facultés.

Cette sollicitude et cette équité apparurent dans quelques-uns de ses actes qui avaient pour objet de relever la situation pécuniaire des membres du corps enseignant. La circulaire du 4 avril 1852, interdisant aux professeurs de prendre, moyennant rétribution, des élèves à leur domicile particulier, fut rapportée, mais pour éviter des abus, le nombre total de ces élèves, pensionnaires ou externes, fut limité à cinq, et les professeurs durent obtenir l'autorisation du recteur (1). De l'augmentation du prix de pension dans les lycées dérivait l'augmentation de l'éventuel, qui atteignit à Paris 3.000 francs (2). Les professeurs adjoints et les chargés de cours, répartis en trois classes, reçurent 2.000, 1.800 et 1.600 francs, ceux de Paris avaient une allocation supplémentaire de 1.500 ou de 500 francs, selon la classe à laquelle ils appartenaient (3).

Les censeurs, aux termes de l'ordonnance du 29 septembre 1832, n'étaient recrutés que parmi les agrégés. « On voulait que le censeur possédât un titre scientifique ou littéraire au moins égal à ceux des maîtres chargés de l'enseignement, afin que son autorité fût assez bien établie pour faire accepter ses conseils ». Rouland estima trop sévère une règle « utile sans doute », mais qui fermait la carrière administrative à des hommes dont la valeur pédagogique était éprouvée. Sur sa proposition, le décret du 29 juillet 1859 admit aux fonctions de censeur les agrégés, et, subsidiairement, les licenciés officiers d'académie, ayant été cinq ans, au moins, chargés de cours,

(1) Delalain, V, pp. 135-136, circulaire du 5 août 1857 ; p. 285, circulaire du 29 juin 1859.

(2) Jourdain, *Rapport...* p. 123.

(3) *Journal général de l'Instruction publique*, 31 décembre 1856, XXV, pp. 657-658 ; Delalain, V, pp. 104-105, circulaire du 11 mars 1857.

surveillants généraux nommés par le ministre ou principaux de collège (1).

Le décret du 17 août 1853, dû à Fortoul, avait substitué aux anciens maîtres d'études, si peu considérés, les maîtres répétiteurs dont les fonctions étaient nettement définies et la situation légale mieux établie que par le passé. L'article 9 de ce décret exigeait qu'ils fussent licenciés au bout de six ans d'exercice sous peine d'être privés de leur fonction. On reconnut à l'expérience que, grâce au choix judicieux des proviseurs, il avait été possible de « former un corps de jeunes maîtres capables de participer à la direction morale et à l'enseignement ». Mais l'obligation de conquérir la licence en avait découragé beaucoup sans donner « aux plus faibles l'énergie qui leur manquait ». Le décret du 27 juillet 1859 améliora la situation des répétiteurs, leur facilita la préparation aux examens et leur ouvrit plus largement l'accès aux postes de surveillants généraux et de maîtres élémentaires (2).

Seuls, les pauvres régents de collège ne conquièrent aucun avantage, et leur traitement moyen ne dépassant point 1.300 francs, descendait souvent à 800 et même 500 ! (3)

Les instructions pédagogiques de Rouland tendirent, nous le verrons, à rendre aux professeurs plus de liberté d'action dans leurs classes, et à leur laisser le

(1) *Moniteur*, 30 juillet 1859, p. 869, rapport et décret du 29 juillet.

(2) *Moniteur*, 29 juillet 1859, p. 865, rapport et décret du 27 juillet ; De Beauchamp, II, p. 537 ; Delalain, V, pp. 316-319, circulaire du 13 décembre 1859 ; cf. *id.*, p. 539, circulaire du 15 juillet 1862 autorisant les proviseurs à prendre à l'essai, pendant plusieurs semaines, des candidats aux fonctions de répétiteur.

(3) *Moniteur*, 21 juin 1862, p. 914, discours de Darimon ; *id.*, 1864, p. 716, discussion du budget au Corps législatif.

temps nécessaire pour des travaux personnels. Aux recteurs, il recommanda de développer parmi les membres de leur académie « par la bienveillance et la facilité des relations, le sentiment du respect de soi-même et de ses fonctions qui soutient énergiquement les hommes dans l'accomplissement de leurs devoirs... Rien n'encourage plus les subordonnés que la certitude de trouver conseils, appui, dévouement auprès de leurs chefs. L'Etat, à tous les degrés de la hiérarchie universitaire, reconnaît également ses fonctionnaires et veut qu'ils comprennent tout ce qu'il y a de dignité dans leur profession, se sentant gouvernés par une discipline ferme et protégés par de loyales sympathies » (1). Rouland parlait un autre langage que Fortoul, dont les circulaires comminatoires sont restées célèbres. On sent dans ces lignes la bonté du chef qui, sûr de son autorité, ne grossit pas inutilement la voix et cherche plutôt à se faire aimer qu'à se faire craindre.

En revanche, au point de vue de l'indépendance de la pensée philosophique ou politique, comme leurs collègues de l'enseignement supérieur, les maîtres des lycées et collèges restèrent soumis à une règle étroite et mesquine dont recteurs et inspecteurs faisaient une application variable selon leur opinion personnelle. « Je te félicite de la part glorieuse que tu prends aux processions, écrivait Taine à Edouard de Suckau. Sanctifie-toi, mon ami, c'est ainsi que tu reviendras à Paris professeur de philosophie » (2). Michelle, directeur de l'Ecole Normale supérieure, demandait, en novembre 1856, aux nouveaux élèves s'ils étaient catholiques et catholiques pratiquants. Jusqu'en 1863, et même sous Duruy, la situation du personnel, en ce qui concerne les convictions politiques et confessionnelles, fut singulièrement

(1) Delalain, V, p. 175, circulaire du 26 décembre 1857.

(2) Taine, *Correspondance*, II, p. 183, 30 juin 1859.

délicate. Trois ans avant la chute de l'Empire, un inspecteur d'académie *invitait* les fonctionnaires placés sous ses ordres à suivre les processions de la Fête-Dieu (1).

Mais serait-il juste d'en faire grief à Rouland ou à Duruy ? Eux-mêmes étaient tenus de se conformer aux principes fondamentaux du régime impérial qui n'était point celui de l'absolue liberté des salariés de l'Etat. Rouland, en d'autres occasions, a montré son libéralisme sincère, et toutes les fois qu'il n'eut pas les mains liées, il ne fut ni intolérant ni sectaire.

II

Il était bon de relever la condition des fonctionnaires de l'Instruction publique et de fortifier l'Université en face de ses adversaires par la création de nouveaux lycées. Mais dans l'organisation même des études secondaires, Fortoul avait laissé les traces néfastes de son passage. La bifurcation avait porté un coup mortel aux études littéraires et philosophiques, le baccalauréat avait fait le vide dans les classes supérieures (2), et le personnel appliquait à contre-cœur les dispositions du décret du 10 avril 1852 (3). Si ce système avait dû se prolonger, le clair génie de la France était menacé de périr devant l'invasion des mathématiciens et des coureurs de parchemins officiels.

Ceux-là même qui avaient approuvé l'exécution des plans de Fortoul en reconnaissaient les inconvénients révélés par l'expérience : « La pratique a fait justice de ces nouveautés spécieuses, écrivait plus tard Nisard ; elles ont disparu, non sans avoir marqué d'une tache de rouille la jeunesse sur laquelle on en a fait,

(1) Renseignements communiqués par M. Tessier.

(2) Bersot, *Questions d'Enseignement*, 2^e lettre sur l'Enseignement, p. 40.

(3) Gréard, *Enseignement secondaire*, II, p. 82.

tanquam in anima vili, l'expérience heureusement très courte » (1).

Rouland pouvait-il d'emblée supprimer la *bifurcation* instituée pour ramener dans les lycées une population scolaire qui émigrerait vers les établissements libres, religieux ou laïques ? Il hésita parce qu'il craignait d'entraver, sinon d'arrêter complètement le progrès des effectifs scolaires qui s'opérait depuis 1852 : « Oui, disait-il, nous pourrions remonter la bifurcation en seconde, oui, nous pourrions rétablir la classe de philosophie ; mais, qui me prouve que nous n'irions pas dévier le courant qui se dirige vers nous, altérer cet accroissement régulier qui s'est établi dans le recrutement du personnel des élèves, auxquels nous donnons l'enseignement ? » (2)

Il préféra procéder sans hâte, avec sa coutumière discrétion, pour ne point effaroucher l'opinion en se posant devant elle comme un démolisseur intempérant. En restaurant les belles-lettres, il rentrait, il est vrai, dans la tradition française, mais les belles-lettres et la philosophie, par surcroît, n'étaient point agréables à tous les collaborateurs de Napoléon III.

On prit soin de faire expliquer dans les journaux gouvernementaux qu'il s'agissait « non de changer, mais de modifier.... de corriger certaines imperfections, d'apporter... au régime actuel des études quelques-unes de ces améliorations discrètes et pratiques dont aucun régime d'études ne peut se piquer de n'avoir jamais besoin » (3). Le ministre, de son côté, proclamait à propos de la bifurcation qu'il serait mal « de repudier à la hâte un principe si judicieux et si

(1) Nisard, *Souvenirs*, I, p. 64.

(2) *Moniteur*, 11 mai 1864, p. 652, propos rapportés dans un discours de Dumas.

(3) H. d'Audigier, *De la dernière session du Conseil impérial de l'Instruction publique, Patrie*, 12 juillet 1857, cité dans la *Revue de l'Instruction publique*, 1857-1858, XVII, p. 232.

utile » qu'il n'était possible d'abandonner que sous la garantie d'expériences complètes et décisives ». Il se contentait de « porter remède aux abus » (1).

Bersot, dans sa *Première lettre sur l'Enseignement*, avait donné à entendre que des modifications étaient indispensables et prochaines (2). On lui infligea un démenti à la *Partie non officielle* du *Moniteur*, où il était affirmé énergiquement que le ministre considérait « comme téméraire et mauvaise toute tentative qui aurait pour objet la ruine du système actuel dont l'ensemble répondait parfaitement aux besoins du pays » (3). Mais ces précautions oratoires ne trompaient personne, Bersot moins que tout autre (4).

L'arrivée de Rouland au ministère fut en effet saluée par les partisans de l'éducation littéraire comme le signal d'une délivrance attendue depuis longtemps. Un petit fait le démontre éloquemment. A la rentrée des classes, en 1856, on observa une notable augmentation dans la vente des livres grecs et latins, à ce point que beaucoup de libraires épuisèrent leurs approvisionnements réglés sur la consommation des années précédentes (5). Les orateurs des distributions

(1) *Moniteur*, 25 juin 1857, p. 629, discours de Rouland à l'ouverture de la session du Conseil impérial; Rouland, *Discours et Réquisitoires*, II, p. 14.

(2) Bersot, *Questions d'Enseignement*, *Première lettre sur l'Enseignement*, p. 2.

(3) *Moniteur*, 26 février 1857, p. 225.

(4) Bersot, *Questions d'Enseignement*, 3^e lettre sur l'Enseignement, p. 89. « La note officielle qui prétendait rassurer les familles en affirmant la perpétuité du système [de 1852], cette note n'a pas réussi à donner de la consistance à quelque chose qui se dissout. On s'est obstiné à n'y voir que les améliorations promises, comme une porte entr'ouverte par où toutes les réformes peuvent passer. L'Université est comme le reste du public, elle espère ces réformes et elle comprend que c'est son salut, car pour qu'un régime dure, il est bon de croire qu'il peut se corriger. »

(5) *Revue de l'Instruction publique*, 1856-1857, XVI, p. 517.

de prix, personnages importants ou modestes régents, donnèrent cours à leurs effusions lyriques, et vantèrent sans réserve les bienfaits de la littérature : « Ah, les lettres, s'écriait Nisard, voilà le premier devoir de la puissance publique dans notre pays, voilà ce qui ne peut pas déchoir, dans la terre littéraire par excellence, sans que le sommeil du ministre de l'Instruction publique en soit troublé » (1). Le recteur de l'Académie de Strasbourg n'attendit pas que les cendres de Fortoul fussent refroidies pour déclarer que lors de l'inauguration du régime de 1852, ceux qui avaient toujours vécu des lettres furent « d'abord surpris, attristés, et même, il faut le reconnaître, un peu scandalisés ». « N'ayons pas la faiblesse de désespérer des lettres, ajoutait-il, au moment où un choix auguste vient d'appeler au ministère de l'Instruction publique une des lumières de la magistrature française. Pour moi, j'ai pleine confiance dans la perpétuité d'un culte placé sous de tels auspices » (2). A Carcassonne, on parle « de l'efficacité de l'étude des lettres grecques et latines au point de vue intellectuel et moral » (3); à Sens, un professeur de mathématiques démontre « que les sciences ne peuvent se passer des lettres » parce que « seules les lettres nous apprennent les délicatesses de la pensée, nous donnent la pleine compréhension des idées que nous avons conçues et nous enseignent l'art de les exprimer clairement par les termes propres » (4). A Lille, un autre professeur assure que les études littéraires conviennent même à ceux qui se destinent au commerce et aux affaires (5).

(1) *Moniteur*, 12 août 1857, p. 883, discours prononcé à la distribution des prix du lycée Bonaparte.

(2) *Journal général de l'Instruction publique*, 6 septembre 1856, XXV, p. 442, discours prononcé à la distribution des prix du lycée de Strasbourg le 18 août 1856.

(3) *Id.*, 26 septembre 1857, XXVI, p. 570.

(4) *Revue de l'Instruction publique*, 1856-1857, XVI, p. 539.

(5) *Id.*, 1857-1858, XVII, p. 546.

Un des effets les plus regrettables de la bifurcation était d'amener les jeunes gens à quitter prématurément le lycée, en général au sortir des classes de grammaire, « pour se livrer à une préparation factice et hâtive du baccalauréat et pour aborder ainsi plus vite les carrières professionnelles » (1). Les objurgations de leurs maîtres n'y faisaient rien. On avait beau leur vanter le charme de la culture supérieure de l'esprit, des études désintéressées entreprises en dehors de tout but utilitaire, ils désertaient néanmoins en grand nombre les hautes classes et surtout la rhétorique et la logique » (2).

Le grand coupable en cette affaire était le baccalauréat que Bersot chargeait de toutes sortes de méfaits en lui reprochant son caractère encyclopédique (3). « Que voulait-on par le baccalauréat ? Peupler les classes et assurer des études sérieuses. Or, les études sérieuses sont abandonnées et les hautes classes désertées précisément pour le baccalauréat. C'est donc parce que nous voulons encore des jeunes gens instruits qu'il ne faut plus vouloir du baccalauréat tel qu'il est » (4).

Rouland s'attaqua au monstre et tenta de le dompter. Un arrêté du 26 janvier 1857 refondit dans leur forme extérieure les programmes du baccalauréat

(1) *Moniteur*, 4 novembre 1857, p. 4207, discours prononcé par Rouland à l'installation du nouveau personnel de l'Ecole Normale supérieure; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 31.

(2) *Journal général de l'Instruction publique*, 9 septembre 1857, XXVI, p. 534, discours de M. Barnave, professeur de seconde au lycée de Marseille; *id.*, 12 septembre, *ibid.*, p. 547, discours de M. Harant, professeur de seconde au lycée de Clermont; *id.*, 4 octobre, *ibid.*, p. 587, discours du recteur de l'Académie de Strasbourg, à la distribution des prix du lycée de cette ville.

(3) Bersot, *Questions d'enseignement*, 2^e lettre sur l'Enseignement, pp. 40 et s.

(4) *Id.*, *ibid.*, p. 40.

ès-sciences (1). Par un autre arrêté du 3 août, le baccalauréat ès-lettres comprit désormais obligatoirement à l'examen écrit une version latine et un discours latin, à l'examen oral une triple explication grecque, latine et française, une question de logique, une question d'histoire et de géographie, une question d'arithmétique, de géométrie et de physique élémentaire, tirées au sort à l'aide de numéros correspondants à ceux du programme (2). Les candidats au baccalauréat ès-sciences devaient faire une version latine et une composition de mathématiques et de physique, expliquer des textes latins, français et allemands ou anglais, et répondre à des questions de logique, d'histoire et de géographie, de mathématiques, de sciences physiques et naturelles, également tirées au sort (3). Plus tard on les autorisa à scinder leurs épreuves en deux parties, pour les subir à un an de distance (4).

Le but de Rouland, en pratiquant ces modifications, était autant que possible de réduire la part du hasard dans les examens. Il ne changeait pas le fond des programmes, mais groupait « les questions d'une manière plus conforme aux intérêts des études », afin de permettre aux examinateurs de s'assurer des véritables aptitudes des candidats (5). Il voulait en effet leur faciliter des débuts parfois difficiles dans la carrière des examens et des concours en tenant compte « de la timidité qui paralyse souvent leurs moyens... Un seul

(1) *Bulletin*, 1857, VIII, pp. 7 et s.; De Beauchamp, II, p. 475.

(2) *Bulletin*, VIII, 1857, pp. 115 et s.; De Beauchamp, II, pp. 485 et s.

(3) *Bulletin*, VIII, 1857, pp. 145 et s.; De Beauchamp, II, p. 548.

(4) *Bulletin*, X, 1859, pp. 248 et s.; De Beauchamp, II, p. 523. Cf. Gréard, *Enseignement supérieur : Quelques mots sur l'histoire du baccalauréat*, p. 173.

(5) Delalain, V, pp. 95-97, circulaire du 26 janvier 1857.

sujet restreint, indiqué par le sort, même lorsqu'il n'est pas convenablement traité, ne prouve pas l'ignorance absolue du candidat, et cependant, il est noté comme ignorant parce qu'il n'a aucun moyen de racheter l'insuffisance de son instruction sur un point déterminé » (1). On élargissait donc notablement le champ des interrogations en groupant les matières de l'oral sous des titres assez compréhensifs pour ne pas livrer les futurs bacheliers à l'aveugle fatalité et permettre aux professeurs de s'assurer qu'ils en avaient une idée plus que superficielle. On tâchait d'adapter les épreuves « à la force moyenne des intelligences » et d'interdire l'accès du premier grade universitaire à ceux-là seuls qui n'en étaient pas dignes. Les membres des jurys étaient invités à ne pas se perdre dans les détails que comportait chacune des questions tirées au sort, la variété des sujets ayant été imaginée pour rendre meilleure la situation des candidats.

L'instruction du 14 août 1857, dont nous résumons ici les dispositions essentielles, recommandait encore aux recteurs de veiller au choix convenable des sujets donnés à l'écrit ; elle prescrivait pour la version latine des textes du « grand siècle » où la suite des idées fût facile à saisir, afin de permettre aux « élèves distingués » de montrer leur aptitude à manier leur langue maternelle « en luttant habilement contre le texte original », et aux « élèves moins heureusement doués » de se sauver « par une interprétation à peu près fidèle » (2).

Le ministre ne réservait donc pas seulement le diplôme de bachelier aux « facultés brillantes » et aux « résultats supérieurs ». « Que nul n'oublie, disait-il, qu'en statuant sur le sort des aspirants, il ouvre ou

(1) Delalain, V, p. 142, instruction du 14 août 1857.

(2) Delalain, V, pp. 142-148, instruction du 14 août 1857 ; *id.*, *ibid.*, p. 174, circulaire du 26 décembre 1857 ; *id.*, *ibid.*, p. 184, instruction du 15 mars 1858.

ferme presque toutes les carrières de l'Etat. Le jugement doit être l'expression vraie de l'intérêt social et de la valeur des élèves ; mais qu'il soit préparé et rendu avec tous les égards qui rassurent la jeunesse, et avec cette sollicitude paternelle et éclairée qui caractérise tous les actes de l'Université française » (1).

Les changements apportés au régime du baccalauréat, changements d'ailleurs purement formels (2), furent d'abord bien accueillis. Francisque Bouillier y voyait « une heureuse réaction en faveur des études classiques » et en espérait la résurrection des « fortes études littéraires » (3). « Nous saluons avec bonheur cette sorte de renaissance que nous n'avions pas cessé d'appeler de nos vœux, que nous n'avions pas cessé d'espérer. En douter, c'eût été douter des destinées de notre pays, où les lettres et la philosophie ne peuvent déchoir, sans que l'esprit français lui-même soit abaissé » (4). Le recteur de l'Académie de Strasbourg n'était pas moins enthousiaste. « C'est pour ramener parmi les étudiants le goût éclairé des jouissances de l'esprit qui les retiendra sous une discipline aimée, qu'un ministre vraiment libéral entreprend aujourd'hui de réformer les programmes trop compliqués qui arrêtaient l'essor des jeunes intelligences. Ami des bonnes et fortes études, il veut que de prudentes réductions et une meilleure répartition des matières

(1) Delalain, V, pp. 174-175, circulaire du 26 décembre 1857.

(2) Delalain, V, p. 144, instruction du 14 août 1857 : « La matière de l'examen reste exactement la même ; la forme seule a été modifiée. »

(3) *Revue du Lyonnais*, 2^e série, XV, pp. 522, 526, rentrée des Facultés, 1^{er} décembre 1857, discours du doyen de la Faculté des Lettres.

(4) *Revue du Lyonnais*, loc. cit., p. 527 ; cf. *id.*, XVII, p. 535 : « A qui, messieurs, revient l'honneur de cette renaissance des études littéraires ? Aux efforts de M. le Ministre de l'Instruction publique pour relever l'enseignement des Lettres du discrédit dont il était frappé. »

laissent aux élèves plus de loisir pour la réflexion et pour les études spontanées qui donnent aux facultés leur complet développement » (1).

Il faut reconnaître que Rouland avait agi sagement en rendant l'examen du baccalauréat moins aléatoire et plus probant. Mais l'appât du diplôme, conquis aussi rapidement que possible, subsistait toujours, et les critiques dirigées contre les inconvénients du baccalauréat ne tardèrent pas à reprendre. Les uns se plaignaient que le hasard présidât toujours aux examens grâce à la survivance des programmes numérotés, même élargis (2). Les autres accusaient le malencontreux parchemin de maintenir le vide dans les classes supérieures, et de rester « le but principal de l'éducation » (3). Cournot écrivait en 1863 que le baccalauréat amènerait « la ruine complète du système des études classiques », et proposait de le remplacer par un certificat d'études que délivreraient les professeurs de chaque lycée formés en Commission sous la présidence de l'Inspecteur d'Académie (4). « L'enseignement des classes supérieures, ... si minutieusement réglé sur le papier, en fait se désorganise de plus en plus sous l'influence délétère du baccalauréat, de la préparation et des manuels » (5).

Ces doléances avaient leur écho dans les milieux parlementaires. Le député Larrabure les exprimait

(1) *Journal général de l'Instruction publique*, 4 octobre 1857 XXVI, p. 587, discours prononcé à la distribution des prix du lycée de Strasbourg.

(2) *Revue de l'Instruction publique*, 1862-1863, XXII, pp. 27 et 44, *Du baccalauréat ès-lettres*, par Lesieur, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique.

(3) *Revue de l'Instruction publique*, 1859-1860, XIX, discours du recteur de l'Académie de Douai, à la rentrée des Facultés.

(4) Cournot, *Des institutions d'Instruction publique*, pp. 371-372; *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 789.

(5) Cournot, *Des Institutions...* p. 269; *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 517.

avec beaucoup de bon sens à propos de la discussion du budget de l'Instruction publique. Pourquoi livrer les jeunes gens au hasard d'un unique examen qui commande leur avenir, et dont l'issue dépend autant de leur assurance que de leur science ? « On a vu fréquemment des élèves distingués échouer... et l'on a vu des élèves médiocres facilement admis. Les premiers ont pu éprouver ou une intimidation, ou un moment d'indisposition ; ils auront pu mal composer ou mal répondre. On ne leur tient pas compte de leurs succès pendant l'année : les voilà exclus ! D'autres élèves, moins studieux dans le cours de l'année scolaire, auront eu plus de bonheur ou d'aplomb... Les voilà gradés !... Je crois que le premier et le principal élément d'admission devrait être la série des compositions annuelles, les places obtenues durant ces épreuves longues et répétées... Si vous mettez à l'écart l'appréciation de toute l'année, vous ferez de nos examens une véritable loterie » (1). On lisait également dans le rapport de la Commission du budget cette phrase résumant l'opinion des membres qui la composaient : « Vous applaudirez, nous en sommes certains, à des mesures qui auraient pour but de simplifier, en les divisant, et surtout de rendre plus concluantes les épreuves du baccalauréat » (2).

Le maintien de la bifurcation expliquait que la réforme du baccalauréat fût restée en partie stérile.

Rouland savait que la bifurcation était mauvaise. Il avait prescrit une enquête spéciale sur l'enseignement secondaire pour être en mesure d'apprécier les résultats qu'elle avait produits (3). Dans les différents lycées de Paris, les inspecteurs généraux s'informèrent avec un soin tout particulier, en s'aidant de l'expé-

(1) *Moniteur*, 26 avril 1863, p. 644.

(2) *Id.*, 19 avril 1863, p. 598.

(3) *Id.*, 21 mars 1857, p. 318.

rience du personnel, des réformes jugées nécessaires (1). On fut unanime à condamner l'œuvre de Fortoul. Au lycée Saint-Louis, de savants professeurs, comme Briot et Boutan, déclarèrent que les bacheliers ès-lettres qui entraient en logique scientifique « se classaient dans un rang médiocre au commencement de l'année, puis s'élevaient très souvent, vers la fin, dans les premiers rangs, au-dessus de leurs camarades qui avaient déjà plusieurs années de sciences » (2). Au lycée de Lyon, où comme partout ailleurs, les élèves de lettres et de sciences étaient réunis pour l'enseignement du français, les études littéraires s'affaiblissaient. Mais l'inspecteur général pour les sciences ne s'en répandait pas moins en plaintes amères dans son rapport de 1858 : « Le régime qui permet aux élèves de logique et de rhétorique, ou même de seconde, de se présenter à leur guise au baccalauréat à trois sessions par an, est nettement condamné ; et on réclame le rétablissement du cours de philosophie. La classe de logique-sciences, en particulier, est un pêle-mêle où se rencontrent les élèves les plus divers, souvent venus d'établissements étrangers » (3).

Rouland attendit, méditant sur les renseignements qui lui parvenaient. Il admettait « l'indispensable alliance des sciences et des lettres », mais reconnaissait que la bifurcation n'avait pas très bien réussi (4). Après trois ans de ministère, il avouait, à la distribution des prix du Concours général, que les conceptions de Fortoul, justifiées par les circonstances économiques et politiques, par la nécessité de maintenir dans

(1) *Revue de l'Instruction publique*, 1856-1857, XVI, p. 704.

(2) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, 2^e édition, 1904, II, p. 740, note 2.

(3) Chabot et Charléty, *Histoire de l'Enseignement secondaire dans le Rhône de 1789 à 1900*, p. 194 (1 volume in-8, Lyon, 1901).

(4) *Moniteur*, 4 novembre 1857, p. 1207, discours prononcé à l'installation du nouveau personnel de l'Ecole Normale supérieure ; *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 29-31.

les lycées des effectifs honorables, avaient une valeur discutable. Il le fit par prétérition sans risquer un blâme direct. « Je n'ai point à raconter l'histoire des difficultés que cette innovation a suscitées au milieu de nous, j'aime mieux dire ce que nous avons fait pour les résoudre. » Le ministre était décidé à garder les deux sections, littéraire et scientifique, mais au lieu d'en réunir les élèves pour certains enseignements communs, réunion qui « accouplait des vocations divergentes, entravait l'élan des professeurs et le progrès des élèves », il voulait que, dans les grands lycées, chacun suivît sa voie distincte, conforme à ses aptitudes. C'était le meilleur moyen d'anéantir des rivalités et des conflits préjudiciables à la marche normale des études, et surtout de remédier à « l'abaissement du niveau des humanités » reconnu de « toutes parts » (1).

Rouland, dans son discours, annonçait l'arrêté du 28 août 1859 qui sépara définitivement les élèves de la section littéraire et de la section scientifique, sauf pour l'enseignement de l'histoire, de la géographie et des langues vivantes. De nouveaux programmes furent élaborés pour la section scientifique (2).

Par cette mesure, le ministre entendait « favoriser les progrès des études » et servir « l'intérêt des lettres », les élèves de chaque section mettant à profit des exercices « calculés pour leurs forces » (3).

Mais la séparation n'était applicable et ne fut appliquée que dans les lycées très peuplés, ceux de Paris, et, pour la province, celui de Lyon. Elle ne donna pas tous les heureux effets qu'on s'en promettait. Si à

(1) *Moniteur*, 9 août 1859, p. 909, discours de Rouland à la distribution des prix du Concours général; *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 65 et s.

(2) *Bulletin administratif*, X, p. 178; Gréard, *Enseignement secondaire*, II, p. 83.

(3) Delalain, V, pp. 298, 299, circulaire du 5 octobre 1859.

Lyon la proportion des élèves de sciences s'abaissait de 67 0/0 en 1857 à 49 0/0 en 1862, on constatait que les études littéraires ne se relevaient que médiocrement, beaucoup de jeunes gens se dirigeant vers la section scientifique pour éviter le grec (1).

Néanmoins, l'arrêté de 1859 portait « le premier coup à la bifurcation » (2). « Le système des études avec bifurcation des sciences et lettres à partir de la classe de troisième, disait Bersot en 1862, ce système vit encore, mais il est condamné » (3).

Les lettres avaient donc repris, officiellement, leur place légitime dans l'enseignement secondaire ; elles étaient honorées comme le meilleur instrument de culture humaine, même et surtout les lettres anciennes. Un jeune professeur de rhétorique du lycée de Caen, M. Gaucher, put, sans soulever les colères utilitaires, faire l'éloge spirituellement ému du vers latin, qui ne mène point au baccalauréat, et dont le « plus beau titre de noblesse » est d'être superflu « comme tout ce qui est trop élevé pour être exigé du commun des hommes ». Non seulement on ne lui tint pas rigueur de cet éloge, mais le ministre l'en récompensa en l'appelant à un poste de choix à Paris (4).

Le rétablissement de l'agrégation spéciale d'histoire et de géographie remit en honneur une discipline qu'on n'avait pas osé proscrire, mais qui restait placée sous la surveillance de la haute police universitaire avec menace de bannissement. La philosophie elle-même débaptisée par Fortoul, et devenue « logique » comme au temps des scolastiques, se préparait à

(1) Chabot et Charléty, *op. cit.*, pp. 194-195.

(2) Gréard, *Enseignement secondaire*, II, p. 83.

(3) Bersot, *Questions d'Enseignement*, 4^e lettre sur l'Enseignement, p. 96.

(4) *Lycée de Caen, Discours prononcés à la distribution solennelle des prix, le 9 août 1859, Caen, in-16, 1859.*

renaître. On disait même qu'il ne lui manquait plus « que son nom, du temps et des élèves » (1).

Le ministre, en effet, n'était pas opposé à la philosophie dont il avait fait jadis un bel éloge en qualité de magistrat (2). Il laissa les professeurs en dire les bienfaits, en appeler le retour de leurs vœux ardents. Francisque Bouillier, en 1858, espérait qu'elle reprendrait « son ancienne place au faîte de l'enseignement ». « Maintenant, pour effacer les dernières traces de la réaction de 1849, que reste-t-il, sinon que la philosophie reprenne enfin son nom, comme l'Université a repris le sien ? » (3) Dans les discours de distributions de prix ou les discours de rentrée, on démontrait la nécessité des études philosophiques, on réclamait une dissertation française de philosophie au baccalauréat (4). Un professeur du lycée Charlemagne, Charles Bénard, critiqua dans une brochure, publiée en 1862, l'enseignement de la philosophie tel qu'on le donnait depuis dix ans (5). « Le but que je poursuis, expliquait-il ensuite dans la *Revue de l'Instruction publique*, avec l'approbation de tous les esprits élevés et éclairés,

(1) Bersot, *Questions d'Enseignement*, 4^e lettre sur l'Enseignement, p. 94.

(2) Cf. *supra*, chap. I, § II.

(3) *Revue du Lyonnais*, 2^e série, XV, p. 526, rentrée solennelle des Facultés, 1857.

(4) *Journal général de l'Instruction publique*, 26 septembre 1857, XXVI, p. 571, distribution des prix du lycée de Montpellier ; *Revue de l'Instruction publique*, XVII, 1857-1858, p. 594, lycée d'Epinal ; 1859-1860, XIX, p. 546, Rentrée des Facultés de Douai, discours du recteur ; *id.*, *ibid.*, p. 668, Rentrée des Facultés de Caen, discours du recteur ; p. 689, Rentrée des Facultés de Rennes, rapport du doyen de la Faculté des Lettres ; *id.*, 1860-1861, XX, pp. 529-530, Rentrée des Facultés de Dijon, discours du recteur (Cournot).

(5) *L'Enseignement actuel de la philosophie dans les lycées et collèges, ou les antinomies de la logique classique*, Paris, Ladrangé, in-8, 1862 ; cf. *Revue de l'Instruction publique*, XXII, 1862-1863, pp. 98-100, compte rendu de Paul Janet.

c'est le rétablissement dans nos lycées et nos collèges d'une partie importante de l'enseignement classique, sinon détruite, abaissée, mutilée et privée de toute sanction sérieuse. Les causes qui l'ont faite ce qu'elle est n'étant plus, ou s'étant modifiées, je crois que le moment est venu de réclamer sa réintégration dans les études classiques » (1).

Rouland avait, dès 1857, renforcé le programme de logique du baccalauréat ès-sciences, parce que la logique « fortifie l'esprit en le rectifiant et en lui donnant un guide sûr » (2). Mais il songeait aussi à rétablir la classe de philosophie dans son ancienne splendeur. Il s'en était entretenu avec Dumas, et s'il avait hésité jusqu'à la fin de son ministère, c'était par crainte de heurter les préjugés de la clientèle des lycées et de nuire à leur recrutement (3). Mais il est à peu près certain que cette réforme se fût accomplie à bref délai s'il n'avait quitté trop brusquement la direction de l'Université.

Rouland, en effet, ne se contentait pas des modifications partielles apportées au régime de 1852. Il souhaitait mieux et davantage.

En 1863, il nomma des commissions de professeurs parisiens, présidées par des proviseurs, et leur fit poser des questions détaillées relativement à l'état et aux progrès de l'enseignement, aux méthodes, aux résultats obtenus, à la surcharge d'élèves, aux déchets produits par l'application des programmes, aux vœux des maîtres et des familles (4). D'autre part, on observait toujours un abaissement général des études. A la session d'avril 1862, à Paris, sur 455 candidats au baccalauréat examinés par la Faculté des Lettres,

(1) *Revue de l'Instruction publique*, XXII, 1862-1863, p. 698.

(2) Delalain, V, p. 145, instruction du 14 août 1857.

(3) *Moniteur*, 11 mai 1864, p. 652, discours de Dumas au Sénat.

(4) *Revue de l'Instruction publique*, XXII, 1862-1863, p. 781.

195 seulement avaient été admis, dont 1 avec mention *très bien*, 2 avec *bien*, 13 avec *assez bien*. « L'abaissement, disait Dübner, ne saurait se manifester d'une manière plus éclatante et par des symptômes plus alarmants » (1).

Rouland, conscient de la gravité de la situation, de moins en moins lié vis-à-vis de l'œuvre de Fortoul, annonça une réorganisation des études dans l'*Exposé de la situation de l'Empire* présenté au Sénat et au Corps législatif au début de l'année 1863 : « La réforme de l'Instruction secondaire au point de vue d'une meilleure distribution des objets de l'enseignement et du perfectionnement des méthodes, promise il y a un an, préparée dès à présent, s'accomplira, nous l'espérons, avant l'expiration de cette année, et le baccalauréat deviendra le signe, moins chargé et plus intelligent, d'études bien faites, parce qu'elles ne seront excessives ni pour le maître, ni pour l'élève » (2).

Ce fut Duruy qui s'efforça d'exécuter cette promesse au mieux des intérêts de l'Université. Mais la besogne lui avait été amplement facilitée par Rouland qui ne recueillit point le bénéfice de ses efforts, parce qu'il plut à l'Empereur de changer sa besogne avant qu'il eût réalisé ses projets.

III

Il en fut de même en ce qui concerne l'institution de l'enseignement spécial.

(1) *Revue de l'Instruction publique*, XXII, 1862-1863, p. 249.

(2) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV. — Rouland avait déjà dit, l'année précédente, à la distribution des prix du Concours général : « N'est-il pas désirable que le baccalauréat ès-lettres devienne une épreuve plus intelligente et plus sûre, quand elle n'est encore trop souvent qu'une gymnastique de la mémoire et qu'elle pousse ainsi à la désertion d'études solides et régulières, pour favoriser des préparations hâtives et trompeuses. » (*Moniteur*, 12 août 1862, p. 1180; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 157-158.)

L'idée n'était pas nouvelle. On s'était préoccupé de constituer, au xvii^e et au xviii^e siècle, un programme d'études pratiques en dehors de la tradition latine, née au Moyen-Age, vivifiée par la Renaissance, et maintenue aussi bien dans les collèges de l'Université que dans ceux de la Compagnie de Jésus (1). Diderot critiquait très vivement l'enseignement suranné de son temps. « Pas un mot d'histoire naturelle, pas un mot de bonne chimie, très peu de choses sur le mouvement et la chute des corps ; très peu d'expériences, moins encore d'anatomie, rien de géographie » (2).

Le procureur général La Chalotais, le grand adversaire et la victime des Jésuites, écrivait : « La plupart des jeunes gens ne connaissent ni le monde qu'ils habitent, ni la terre qui les nourrit, ni les hommes qui fournissent à leurs besoins, ni les animaux qui les servent, ni les ouvriers et les artisans qu'ils emploient ; ils n'ont même là-dessus aucun principe de connaissance. On ne profite point de leur curiosité naturelle pour l'augmenter. Ils ne savent admirer ni les merveilles de la nature, ni les prodiges des arts » (3). Condorcet, dans son fameux rapport à l'Assemblée Législative, s'inquiétait de la diffusion des connaissances professionnelles, Le Pelletier de Saint-Fargeau voulait que dans les collèges, les enfants fussent exercés au travail de la terre (4). Mais on n'en vint point aux réalisations, et les lycées de Napoléon donnèrent à leurs élèves une culture toute spéculative basée sur le latin et les mathématiques.

En 1829, le ministre de l'Instruction publique, de Vatimesnil, institua dans quelques collèges royaux

(1) Gréard, *Enseignement secondaire*, I, pp. 35 et s.

(2) Diderot, *Œuvres complètes*, édition Tournoux, III, p. 459, cité par G. Compayré, *Histoire de la Pédagogie*, p. 269 (1 vol. in-12, Paris, 1904, 17^e édition).

(3) Cité par G. Compayré, *op. cit.*, p. 291.

(4) Compayré, pp. 322-323, 335.

et communaux, des sections préparatoires au commerce et à l'industrie. Elles furent réorganisées par une ordonnance du 27 janvier 1839, sans grand succès, semble-t-il, puisque sur une population de 45.281 élèves fréquentant les établissements secondaires de l'Université, 1191 seulement suivaient les cours spéciaux (1).

En 1847, M. de Salvandy décida de créer un enseignement distinct de l'enseignement classique et comprenant trois années d'études aboutissant aux mathématiques élémentaires ou aux mathématiques supérieures. On y entraît après la quatrième. Ce régime incomplet et bâtard ne vécut pas longtemps, et la bifurcation acheva sa brève existence (2).

Cependant, des « classes de français, d'enseignement primaire supérieur, industriel ou commercial » subsistaient dans les collèges communaux, et Fortoul, en 1856, adressait aux recteurs une circulaire où il leur faisait remarquer la nécessité de conserver un enseignement « particulièrement recherché » par les populations industrielles et agricoles. « Plus de onze mille jeunes gens qui se destinent à l'agriculture, au petit commerce, à l'industrie, viennent aujourd'hui puiser dans les collèges, avec une éducation libérale, une culture intellectuelle appropriée à leurs carrières futures. Dans tous les établissements où ces cours spéciaux sont établis, vous veillerez à ce que leur organisation soit méthodique, régulièrement graduée, et aussi complète que possible » (3).

(1) Gréard, *Enseignement secondaire*, I, p. 40.

(2) Ce rapide historique est fait essentiellement d'après Gréard, *op. cit.*, pp. 35 et s. — On pourra consulter également l'ouvrage de M. J.-B. Paquier, *l'Enseignement professionnel en France*, Paris, in-18, 1908. — Lors du vote de la loi du 15 mars 1880, Fernand de Lasteyrie et Wolowski avaient démontré à l'Assemblée législative la nécessité d'organiser un enseignement « parallèle » au classique. (H. Michel, *La Loi Falloux*, p. 440.)

(3) Delalain, V, p. 42, instruction ministérielle du 11 avril 1856.

La question en était là lorsque Fortoul mourut. Son successeur avait eu fort à faire pour ranimer l'enseignement classique où l'on souffrait tant de la bifurcation et du baccalauréat. En 1862, jugeant qu'il avait remis les études libérales en état d'attendre des perfectionnements ultérieurs, il parla « d'organiser l'enseignement secondaire professionnel » (1).

Les cours spéciaux avaient non seulement vécu, depuis la circulaire de Fortoul, ils avaient aussi prospéré. Le nombre des élèves qui les fréquentaient s'élevait d'année en année surtout dans les collèges communaux. Pour les collèges, la proportion monta en effet en sept ans (1854 à 1861) de 43, 42 % à 54, 78 %. En 1863 on en comptait 13312 pour l'ensemble des établissements secondaires publics (2).

Les cours spéciaux répondaient donc « aux besoins et aux vœux des familles qui, sans porter jusqu'aux humanités les études de leurs enfants », voulaient « leur donner une éducation en harmonie avec les professions auxquelles ils se destinaient » (3).

En dehors de l'Université, de très intéressantes tentatives avaient été faites dans le même sens par des municipalités ou des particuliers. En 1839, Philibert Pompée ouvrit à Paris, avec l'aide pécuniaire de la Ville, l'Ecole Turgot, qui fit d'année en année de sensibles progrès, et se perfectionna progressivement au fur et à mesure de l'accroissement de ses effectifs.

(1) *Moniteur*, 12 août 1862, pp. 1180, discours prononcé à la distribution des prix du Concours général; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 153.

(2) *Moniteur*, 13 novembre 1863, p. 1351, *Situation de l'Empire*; cf. *id.*, 14 janvier 1863, *ibid.*, p. IV, et 19 avril 1863, p. 598, rapport de la Commission du budget, où l'on constate l'accroissement des élèves des cours spéciaux; Gréard, *Enseignement secondaire*, I, pp. 253, 255, annexes XII et XIV, tableaux concernant les établissements du ressort académique de Paris.

(3) *Moniteur*, 19 avril 1863, p. 598, rapport de la Commission du budget.

En 1853, à la suite de difficultés d'ordre administratif, Pompée quitta la direction de l'Ecole Turgot, et fonda à Ivry-sur-Seine l'établissement qui porte son nom, et où le dessin était l'étude capitale. Il se fit dès lors l'apôtre de l'enseignement professionnel qu'il préconisa en mainte occasion par la plume et par la parole. En 1867, lors de l'Exposition universelle, il fut chargé de faire à de jeunes instituteurs amenés à Paris, des conférences sur ces questions, et les conduisit à son école où ils purent admirer les travaux de ses élèves (1).

En 1861, sous le patronage d'Edouard de Laboulaye, s'ouvrit à Versailles l'Institution Bertrand, qui jouit pendant longtemps, et à juste titre, d'une belle renommée. On y préparait aux carrières commerciales, industrielles et agricoles, et les ateliers étaient uniques en France pour leur merveilleuse installation (2).

La province n'était pas restée en arrière dans ce mouvement. La ville de Lyon, grâce à la générosité posthume d'un de ses enfants, le major Claude Martin, mort à Lucknow au service de la Compagnie des Indes, avait vu s'inaugurer, après bien des difficultés, l'Ecole de la Martinière (3), conçue d'après un plan très original par Tabarreau, professeur de physique à la Faculté des Sciences (9 juin 1826). On n'y fit d'abord que trois cours, de mathématiques, de chimie et de

(1) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, II, p. 2407, v° *Pompée* ; p. 2453, v° *Professionnelles (Ecoles)*, pp. 2907-2909, v° *Turgot (Ecoles)* ; Cf. Boitel, *l'Enseignement primaire supérieur français*, in-8, Paris 1905, extrait de *Enseignement et Démocratie*, in-8, Paris, Alcan, 1905. — M. Quénardel, ancien directeur d'Ecole Normale et membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, actuellement directeur de l'Institution Bertrand, après avoir administré quelque temps l'Ecole Pompée, m'a aussi fourni d'intéressants renseignements.

(2) Renseignements fournis par M. Quénardel.

(3) J'ai utilisé la *Notice sur l'Ecole de la Martinière* (Lyon, in-8, 1883) due à M. Lang, directeur honoraire de l'établissement.

dessin. L'écriture, la grammaire, la théorie du tissage, la morale, le modelage et les travaux manuels y furent successivement ajoutés.

Tel était, au temps de Rouland, le programme de la Martinière, qui s'est accru dans la suite d'autres matières indispensables, comptabilité, physique, histoire et géographie, langues vivantes. La Martinière fut célèbre sous l'Empire, et même avant l'Empire. En 1838, le Ministre du Commerce et des Travaux publics consultait Tabareau sur ses méthodes dans le but de fonder un institut industriel à Paris. En 1850, le Président de la République vint à la Martinière, et Dumas, qui l'accompagnait, lui dit : « Monsieur le Président, il n'existe pas d'institution pareille en Europe; enseignement, méthodes et résultats, tout y est neuf et remarquable. *Il importe de nous en inspirer lorsque nous aurons des réformes à proposer dans l'enseignement universitaire.* » Plus tard, Duruy proclamait que la Martinière était « la première des écoles professionnelles » (1).

En Angleterre (2), un mouvement très intéressant (et où le gouvernement français vit la cause principale de la prospérité britannique) s'était dessiné sur

(1) Lang, *op. cit.*, pp. 111-112. — *Le Dictionnaire de Pédagogie* (I, II, p. 2453) donne au mot *Professionnelles* (Ecoles) la liste par département, des écoles professionnelles, avec la date de leur fondation. Un certain nombre d'entre elles fonctionnaient déjà au temps de Rouland.

(2) Je n'ai parlé ici que de l'Angleterre, parce que c'est l'Exposition de 1862 qui détermina le gouvernement français à s'occuper de l'enseignement préparatoire aux carrières industrielles et commerciales. — Principales sources consultées : Graham Balfour, *The educational systems of Great Britain and Ireland*, 2^e édition, Oxford, 1903, in-8; *Education in the nineteenth century*, lectures delivered in the éducation section of the Cambridge University extension summer meeting in August 1900, Cambridge, 1901, in-8; Demogeot et Montucci, *L'Enseignement secondaire en Angleterre et en Ecosse*, Paris. 1868, in-8; Max Leclerc, *L'Education des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre*, 1 vol. in-12, Paris 1894.

l'initiative du Dr Georges Birkbeck, professeur à l'Andersonian College de Glasgow, en faveur d'un enseignement adapté aux nécessités économiques de l'époque. Birkbeck ouvrit des cours qui s'adressaient surtout aux ouvriers et restaient strictement professionnels. Aidé de Brougham, de Place, de Robertson, qui ne lui ménagèrent ni leur concours moral, ni leur aide pécuniaire, il propagea ces cours dans les grandes villes manufacturières du Royaume-Uni. Malheureusement la plupart de ses auditeurs avaient dans leur culture première de graves lacunes qui les empêchaient souvent de suivre les explications les plus simples. Les résultats obtenus démontrèrent la vérité de l'appréciation exprimée beaucoup plus tard par la Commission de l'enseignement technique, à savoir qu'une bonne éducation secondaire « est la meilleure préparation possible à toute bonne éducation technique » (1).

Après l'Exposition de 1851, sur l'initiative du Prince Albert, on annexa à l'Université de Londres le *Royal College of Science* et le *Collège central technique*. Un *Department of Science and Art* fut créé au ministère du Commerce (*Board of Trade*), puis rattaché (en 1859) au ministère de l'Instruction publique (*Education Department*). Tout un système de subventions approuvées par le Parlement fut établi pour venir en aide aux écoles techniques.

Quant aux établissements secondaires proprement dits, ils durent rajeunir leurs programmes. A Malborough et à Cheltenham, on joignit aux divisions traditionnelles des sections modernes. Les collèges des régions industrielles s'ouvraient plus largement aux études pratiques sous peine de manquer d'élèves. D'autres s'organisaient ou se réorganisaient sur un plan nouveau, à Liverpool, à Londres, conservant le latin et le grec, mais plaçant au même rang, par le

(1) Graham Balfour, *The educational systems...* p. 164.

moyen d'une *bifurcation*, les langues vivantes, la tenue des livres, les mathématiques, la chimie appliquée, l'histoire et la géographie.

Et cependant l'Exposition de 1862 prouva aux Anglais qu'ils avaient mal coordonné leurs efforts : ils s'aperçurent que le résultat en était minime et il fallut le développement formidable de l'Allemagne unifiée pour donner naissance à la législation contemporaine de l'enseignement technique.

En revanche cette exposition provoqua en France beaucoup de réflexions salutaires. On en était encore à la belle période de prospérité matérielle qui marqua la première partie de l'Empire. Malgré la bonne harmonie qui unissait les deux grandes monarchies occidentales, on ne put s'empêcher de penser que la concurrence britannique devenait redoutable, et que la tradition gréco-latine ne formait pas de vigoureux combattants pour la lutte économique. L'enseignement professionnel devint à la mode (1) : des professeurs prirent chaleureusement en main la cause des langues vivantes (2) ; des publicistes fondèrent un journal qui s'intitula *l'Enseignement professionnel* (3). Un comité se forma pour créer des Ecoles internationales où l'on étudierait pratiquement les idiomes étrangers, et dans ce comité figuraient des personnages officiels, Dumas, Bonjean, Ravaisson, Michel Chevalier, Gustave Rouland, secrétaire général du ministère de l'Instruction publique et fils du ministre (4). « Nous sommes,

(1) Dès 1856 et 1857, lors de la distribution des prix de l'Ecole Turgot, les personnages chargés de la présidence faisaient grand éloge de l'enseignement professionnel. (*Moniteur*, 19 août 1856, p. 922 ; 22 août 1857, p. 919).

(2) *Revue de l'Instruction publique*, XXII, 1862-1863, pp. 220, 234; lettres de Louis Benloew.

(3) *Id.*, XXII, 1862-1863, p. 525.

(4) *Id.*, *ibid.*, pp. 78, 204, 218, 233 ; cf. *Moniteur*, 30 novembre 1862, p. 1646, concours institué entre les auteurs des meilleurs mémoires sur la fondation d'un collège international.

disait Laboulaye dans le *Parti libéral*, un peuple de producteurs. Il faut donc un enseignement qui prépare au travail matériel sous toutes ses formes, c'est ce qu'on appelle l'enseignement professionnel » (1).

Dans l'Université, les études classiques apparaissaient comme indispensables sans doute à la formation de l'élite intellectuelle, mais inutiles aussi, pour ne point dire nuisibles, à la moyenne des élèves qui les suivaient sans goût et sans profit, pour satisfaire l'ignorante vanité de leurs parents.

Duruy, en tournée d'inspection générale, se rendit un jour au lycée de Coutances, peuplé de nombreux fils d'élèves et d'agriculteurs, qui s'adonnaient, faute de mieux, aux belles-lettres anciennes et modernes. Et il nous raconte, à ce propos, la jolie anecdote que voici. « Dans la classe de quatrième, je trouvai un garçon haut deux fois comme ses camarades, avec de larges épaules couvertes d'un sarrau de toile. Pendant qu'il m'expliquait quelques mots de grec et de latin, tant bien que mal, plutôt mal que bien, je l'examinai, et je finis par lui demander : « Quelle est la profession de Monsieur votre père ? — » Il est fermier. — Et vous, que comptez-vous faire ? » — Je serai cultivateur »... « L'Université avait pris ce fils de fermier, aspirant à devenir fermier lui-même, et pour toute instruction agricole, elle lui faisait étudier le *Jardin des Racines grecques*. Le soir, rendant compte à M. Rouland de ce que j'avais vu à Coutances, je terminai mon rapport par ces mots qui se retrouvèrent depuis ce jour dans plusieurs de mes dépêches officielles : « Et de plus, je pense, Monsieur le Ministre, » que nous volons le temps et l'argent de ces gens-là » (2). Ce nouveau *delenda Carthago* dut hâter la préparation du projet que Rouland soumit à l'appro-

(1) Laboulaye, *Le Parti Libéral*, p. 78 (1 volume in-12, Paris 1864).

(2) Duruy, *Notes et Souvenirs*, I, p. 167.

bation de Napoléon III dans son rapport du 14 juin 1862.

Pour en comprendre l'exacte signification, il faut le rapprocher d'un autre document du même ordre, préparé par les soins de Rouher, ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, daté du 22 juin 1863 et portant sur l'état de l'enseignement professionnel et les moyens de le perfectionner.

Rouher envisage uniquement les écoles spéciales qui forment ou pourront former des *praticiens*, ingénieurs, contre-maîtres, chefs d'ateliers, ouvriers. Il se préoccupe donc avant tout de l'*apprentissage* et ne dit pas un mot de la culture générale. On retrouve, dans son exposé, les idées qui s'imposent aujourd'hui aux industriels et aux commerçants désireux d'avoir des auxiliaires très versés dans la technique de leur métier (1).

Rouland, au contraire, n'entendait pas mettre l'atelier à l'école ou l'école à l'atelier. Sans doute, il désira connaître ce qui se passait autour de lui. En 1862, il fit visiter par les inspecteurs généraux Eugène Rendu et Dubief l'Ecole Pompée, qui fut l'objet d'un rapport très favorable, et que l'*Opinion Nationale* signalait alors avec éloges dans des articles de Charles Sauvestre (2). Dans son rapport, il cite les « essais heureux... déjà... faits soit par des municipalités, soit par l'enseignement libre » et parle des écoles pratiques de l'étranger (3).

Mais chez cet ancien magistrat formé par l'Université, nourri des classiques, la tradition ne renonce pas entièrement à ses droits. Il veut un enseignement pratique, et cependant secondaire, applicable à la

(1) *Bulletin administratif*, XIV, pp. 111 et s. ; *Moniteur*, 4 juillet 1863, p. 923.

(2) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, II, v° *Pompée*, p. 2407.

(3) *Bulletin administratif*, XIII, p. 111 ; le rapport de Rouland se retrouve au *Moniteur*, 18 juin 1862, p. 883.

bourgeoisie moyenne, à celle qui se consacre à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture, mais qui ne sera pas fait pour les classes populaires (1). Il témoigne même à l'encontre de l'enseignement primaire supérieur d'une singulière défiance, pour ne point dire d'un profond mépris. « C'est l'*enseignement secondaire moderne et français* (on voit que le terme n'est pas nouveau) qu'il s'agit de développer en s'appuyant sur les exemples heureux donnés par quelques grandes cités de l'Empire, ainsi que sur cette expérience de l'enseignement spécial des lycées qui, malgré tous les obstacles, a survécu et souvent prospéré », c'est-à-dire « une branche de l'enseignement public... placée au-dessus de l'instruction primaire » et venant « *la continuer parallèlement avec l'instruction secondaire donnée dans les collèges et les lycées* ». On y prendrait pour base « la langue nationale et les langues vivantes, l'histoire du pays et la géographie pratique, les sciences appliquées, les notions de l'industrie et du commerce, le dessin ». « Renonçant à cette désignation regrettable d'*enseignement primaire supérieur* qui choque toutes les familles, il conviendra peut-être de constituer soit dans les lycées eux-mêmes, soit à côté d'eux selon les cas, des écoles, *véritables collèges modernes*, analogues à certains égards aux écoles centrales du commencement du siècle. Les enfants des classes laborieuses y trouveront à la fois l'instrument d'une *éducation pratique solide* et l'initiation à des *pensées vraiment littéraires* dont la France trouvera sans peine la source en elle-même, et qui, *par exception*, pourrait les ramener sans trop d'efforts, s'il y a lieu, dans les rangs de l'*instruction secondaire* ». « Ces écoles, *par le rang qui leur serait attribué dans l'opinion*, devraient avoir le double privilège d'attirer les enfants sortis des

(1) Ailleurs, Rouland parle de « l'enseignement secondaire professionnel » (*Moniteur*, 12 août 1862, p. 1180, discours prononcé à la distribution des prix du concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 153).

familles vouées à l'industrie, et destinés à poursuivre la carrière ouverte par leurs pères, et, en même temps ceux des enfants appartenant aux familles tenant aux professions qu'on nomme libérales, que celles-ci dirigeraient vers les occupations commerciales. Il faudrait que ces écoles fussent à la fois pour les situations moyennes de la société un degré supérieur, et pour les situations plus élevées un degré qui ne fit pas supposer que les enfants perdraient leur niveau pour les avoir fréquentées » (1).

On voit avec quel soin minutieux, avec quel luxe de précautions Rouland s'attache à ménager les susceptibilités, et, tranchons le mot, les préjugés de la bourgeoisie moyenne qui a peur de déroger en mettant ses fils à l'Ecole *primaire* supérieure, ou même en les préparant aux carrières non libérales (2).

Le ministre comprit cependant que le personnel universitaire, imbu lui aussi des préjugés de caste, ne serait pas apte à donner le nouvel enseignement. Il proposait donc d'en recruter les maîtres dans une Ecole Normale spéciale (qui fut celle de Cluny), à moins qu'on ne préférât donner « une large extension à l'Ecole Normale Supérieure » (3).

La conclusion pratique du rapport de Rouland fut la nomination, par arrêté du 14 juin 1862, d'une com-

(1) *Bulletin administratif*, XIII, pp. 110, 111, 112, 113.

(2) Rouland a insisté à plusieurs reprises, et avec beaucoup de force sur cette idée qu'il s'agit d'instituer « l'enseignement secondaire français » qui serait une « troisième partie de l'enseignement classique secondaire » (*Moniteur*, 12 août 1862, p. 1180, discours prononcé à la distribution des prix du concours général; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 153; *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV). — Le ministre songeait même à compléter son système en instituant « quelques écoles supérieures destinées à l'étude de tout ce qui enrichit les nations par la plus grande facilité des échanges et par l'entente la plus judicieuse de leurs relations. » (*Moniteur*, 12 août 1862, *loc. cit.*)

(3) *Bulletin administratif*, XIII, p. 113.

mission spéciale chargée d'étudier son projet et où entrèrent des industriels, des commerçants, des universitaires et des fonctionnaires du ministère de l'Instruction publique (1).

Le projet ministériel reçut un accueil favorable au Parlement. « C'est une idée très ingénieuse, une idée très bonne, très forte, très utile » (2), disait Nogent Saint-Laurens. Le rapporteur de la Commission du budget abondait dans le même sens. « Nous ne pouvons qu'engager l'administration à marcher résolument dans la voie où elle est entrée, et à développer une institution [les cours spéciaux] dont l'expérience a prouvé toute la vitalité et les avantages » (3). Le député Larrabure prononça à cette occasion un vigoureux réquisitoire contre le grec et le latin. « Il exposa sur l'éducation des idées aujourd'hui très répandues, qui alors semblaient paradoxales » (4). Il est vrai que Larrabure se défiait des études classiques surtout parce qu'elles lui paraissaient propres à former des adversaires de l'Empire. « Aujourd'hui, nos jeunes gens sortant des écoles, même chargés de lauriers, savent comment se réunissaient les comices antiques ; ils ne savent pas un mot de la société française dans laquelle on va les jeter. Ils arrivent de Rome ou de Grèce presque comme des étrangers, et cependant ils seront incessamment appelés à faire acte de citoyens français. Ils y arrivent républicains grecs ou romains, afin de devenir citoyens d'une monarchie. C'est un des résultats qui n'est pas les moins curieux de notre éducation publique : tous les ans, nous jetons de nos collèges, dans les villes et les campagnes, plusieurs milliers de jeunes républicains, ainsi préparés sans

(1) *Bulletin administratif*, XIII, pp. 114-115 ; *Moniteur*, 18 juin 1862, p. 883.

(2) *Moniteur*, 20 juin 1862, p. 907.

(3) *Moniteur*, 19 avril 1863, p. 598.

(4) E. Ollivier, *l'Empire libéral*, VI, pp. 210-211.

doute à être les zélés défenseurs de nos institutions monarchiques » (1).

Larrabure apportait d'ailleurs à l'appui de sa thèse des arguments plus sérieux. Industriels, commerçants, architectes, artistes, financiers, n'ont pas besoin de connaître les langues mortes. Qui donc se souvient du rudiment appris sur les bancs du collège ? Pourquoi consacrer huit ou neuf ans à étudier des idiomes que l'on ne parle plus ? Mieux vaut pendant ce temps apprendre le français, l'anglais ou l'allemand, les sciences, l'histoire et la géographie, le droit usuel. L'Etat doit fournir « le genre et la somme d'enseignement appropriés aux situations que la Providence assigne à chacun de nous ici-bas ». « Je crois, ajoutait Larrabure, qu'en fait il y a peut-être trop d'instruction supérieure... eu égard au nombre des bonnes situations que vous pouvez ensuite offrir aux jeunes gens instruits ». Peut-être dira-t-on que le système est anti-démocratique et réserve aux seuls enfants des riches l'éducation intégrale. « Mais il y a des faits qui s'imposent par la force des choses. Déjà les voyages, complément si estimé de toute grande éducation, sont le partage des classes aisées. Pouvez-vous l'empêcher ? » Il faut donc faire des études classiques « le couronnement d'une éducation supérieure réservée aux érudits... Ceux-là seuls seront Grecs ou Latins qui auront l'ambition d'une instruction hors ligne ». Larrabure se rapprochait même de la conception actuelle des écoles primaires supérieures, puisqu'il voulait que l'instruction secondaire « toute française, suffisamment forte... fût donnée à petite distance des

(1) *Moniteur*, 26 avril 1863, p. 644 ; cf. *id.*, 28 avril, p. 654, discours d'Edouard Dalloz : « Qui de nous, dans une société qui a des devoirs en même temps que des droits, n'a trouvé qu'on s'est peut-être trop complu à bercer les jeunes imaginations des récits trop fréquemment répétés des Harmodius et des Aristogiton, de Brutus et de la mort de César ?... »

familles dans des écoles cantonales, bi-cantonales ou d'arrondissement selon les lieux », parce que lorsque les enfants sont au collège ou au lycée, « l'amour-propre piqué entraîne la faiblesse des pères qui souvent font plus qu'ils ne pourraient faire » (1).

Hormis cette étrange théorie qui réserve la haute culture aux riches, alors qu'elle est rationnellement le patrimoine d'une élite intelligente et laborieuse, le système de Larrabure est très acceptable. Les études classiques, excellent instrument de formation des esprits, ne conviennent pas à tous les enfants sans exception. Les trois quarts d'entre ceux qui fréquentent les établissements secondaires en tirent un profit très médiocre, trop heureux s'ils ne se déclassent point à tout jamais. A ceux-là convient une discipline moderne, suffisante pour les préparer à devenir de bons techniciens, exempts de routine et de préjugés (2).

Certains, sans désapprouver l'initiative de Rouland, s'effrayaient de voir l'Université chargée de l'enseignement professionnel. Ils eussent voulu en laisser le soin aux particuliers, agissant individuellement ou collectivement, aux départements ou aux communes, aux industriels qui connaissent mieux que personne les besoins de l'industrie (3).

(1) *Moniteur*, 26 avril 1863, p. 644.

(2) « Il faut que l'école professionnelle prépare les enfants à être des travailleurs, sans les préparer expressément à une profession particulière. Elle doit être pratique sans être spéciale. » (J. Simon, *l'Ecole*, p. 374).

(3) Laboulaye, *Le Partit libéral*, p. 79; *Revue de l'Instruction publique*, 1863-1864, XXIII, p. 8, *De l'Enseignement professionnel*, par B. Jullien, étude résumant des articles du *Journal des Débats*, du *Journal des Economistes* et de la *Presse*; cf. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1864, pp. 138 et s., Louis Reybaud, *De l'Enseignement professionnel en France* : « Il est bon que l'on sache à ne plus s'y méprendre que l'Université forme les esprits et non les bras, et que dans tous les cas, elle aimera mieux se désister que déchoir » (p. 148).

Ceux qui se refusaient à dépouiller l'Université de ses vêtements solennels, mais démodés, se méprennent un peu sur les intentions de Rouland, et, par anticipation, sur celles de Duruy, qui n'a jamais prétendu, lui non plus, faire autre chose qu'un autre enseignement secondaire (1). « Nous excluons de nos écoles nouvelles les exercices d'atelier parce que l'administration de l'instruction nationale n'est pas celle des travaux publics » (2). Tels sont les termes d'une circulaire du 2 octobre 1863 où Duruy traduit sans équivoque les idées de son prédécesseur.

Nous les retrouverons longuement développées dans les travaux préparatoires de la loi du 21 juin 1865. Le conseiller d'Etat Langlais, auteur de l'exposé de motifs du projet présenté en 1864 au Corps Législatif, et chargé d'en soutenir la discussion, a repris les divers points du rapport de Rouland ; quelquefois il en a démarqué certains paragraphes. Comme Rouland, il condamne l'enseignement primaire supérieur, dont la dénomination porte atteinte à l'amour-propre des familles (3). Il faut « un enseignement particulier, spécial, qui porte la jeunesse à un niveau suffisamment élevé et qui lui donne des connaissances générales dont elle se servira un jour pour apprendre à *diriger* avec succès le domaine agricole, l'usine, le comptoir et l'atelier » (4). Cet enseignement sera *secondaire* (5), appuyé sur l'étude de la langue et de la

(1) « Sur la base élargie et consolidée de l'enseignement primaire, s'élèverait parallèlement les deux enseignements secondaires, l'un classique, pour les carrières dites libérales. l'autre professionnel pour les carrières de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. » (Circulaire du 2 octobre 1863, *Revue de l'Instruction publique*, XXIII, 1863-1864, p. 445).

(2) Circulaire du 2 octobre 1863 (*Revue de l'Instruction publique*, loc. cit.)

(3) *Moniteur*, 16 avril 1864, Exposé de motifs, p. 507.

(4) *Id.*, *ibid.*

(5) *Id. ibid.*; *id.* 1^{er} juin 1865, p. 712, discussion du projet de loi,

littérature nationales aussi bien que des sciences. Il ne sera point professionnel au sens étroit du mot, car pour aborder une profession « il faut y être préparé par un enseignement général » (1).

Le député Chauchard, chargé de rapporter le projet devant le Corps Législatif, critiqua lui aussi les écoles primaires supérieures de Guizot. « Quoique appelée *supérieure*, l'école primaire n'était pas le collège, c'était toujours l'école ; les parents virent là comme un signe d'infériorité et n'envoyèrent pas leurs enfants ». Quand les élèves sortiront des établissements nouveaux, ils n'auront « que des connaissances générales et n'auront encore appris ni une profession, ni un métier. Nous ne mettons pas l'atelier dans l'école, l'industrie dans le collège. Nous voulons que les jeunes gens sachent ce qu'il leur est essentiel de savoir pour devenir des hommes distingués, quelque profession qu'ils embrassent... La France désire pour ceux qui se destinent à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, une éducation plus complète que l'instruction primaire, un ensemble d'études appropriées *parallèles* à celles que reçoivent les élèves des lycées et des collèges » (2).

Ces quelques citations montrent que le gouvernement aussi bien que la commission parlementaire restaient fidèles aux intentions exprimées par Rouland. Elles nous permettent d'apprécier à sa juste valeur et de remettre en lumière le rôle essentiel que joua ce ministre dans la préparation de la loi sur l'enseignement spécial. Duruy en poursuivit le vote et l'application avec une inlassable constance, mais son prédécesseur a su le premier comprendre la nécessité de ce qu'on appelle les « humanités modernes » et c'est son rapport de 1862 qui servit de thème aux auteurs du statut de 1865 (3).

(1) *Moniteur*, 1^{er} juin 1865, p. 711, discussion du projet de loi.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 718.

(3) *Voy. Duruy, Notes et Souvenirs*, I, pp. 253 et s.

IV

La réforme des examens du baccalauréat, les modifications apportées au système de la bifurcation pour en atténuer les inconvénients trop visibles, le plan de régularisation des cours spéciaux, tout cela témoigne chez le successeur de Fortoul et d'une bienveillance évidente pour les établissements d'enseignement public et d'un remarquable sens pédagogique. Il ne conviendrait sans doute pas de lui faire uniquement honneur des excellentes instructions qu'il adressait aux recteurs sur la manière d'appliquer telle ou telle partie du programme. Elles sont dues, au moins en partie, à ses collaborateurs de la carrière, et plus particulièrement aux inspecteurs généraux des divers ordres qui avaient pour mission de l'éclairer sur les besoins de l'Université. Mais il n'en est pas moins tout à son honneur d'avoir adopté franchement leur manière de voir et donné son approbation à des principes qui sont loin d'être périmés.

Rouland voulait faire pénétrer dans la discipline intellectuelle des lycées un peu plus de souplesse et de liberté. Fortoul avait rêvé d'enfermer l'enseignement dans des cadres étroits et rigides. On connaît l'anecdote fameuse : le ministre tirant sa montre, et déclarant d'un air satisfait que dans tous les lycées de France des rhétoriciens expliquent simultanément le même passage de Virgile. Si cette méthode, destinée à couler dans un moule uniforme l'esprit des futurs sujets de l'Empire, semblait, après le 2 Décembre, en tous points parfaite, on ne tarda pas à s'apercevoir qu'elle était à la fois inapplicable et dangereuse. La multiplicité des exercices écrits et oraux imposés aux enfants paralysait leur initiative naissante, absorbait toute l'activité des maîtres, qui ne songeaient qu'à suivre au pied de la lettre les programmes et les instructions, en vue d'acheminer leurs élèves avec succès à

l'épreuve du baccalauréat. Mais de développer les énergies latentes, de préparer des êtres raisonnables, ils n'avaient ni ne pouvaient avoir souci, puisqu'aussi bien Fortoul ne le leur demandait pas.

Rouland vit tous ces défauts du système, éclairé par les rapports de l'inspection générale et par son jugement sain et droit. Il voulait, après avoir porté un premier coup à la bifurcation, « continuer la révision du programme littéraire et le dégager de tout excès ». « Ne serait-il pas avantageux, disait-il en 1862, de laisser aux élèves, livrés peut-être trop exclusivement aux exercices réglementaires, un peu plus de loisir, afin de leur rendre un peu plus de spontanéité ? Comment lire avec profit les meilleurs ouvrages, comment s'essayer aux compositions vers lesquelles l'esprit incline, comment réagir par les instincts naissants de l'imagination sur le fond même des études, si le travail continu des leçons et des devoirs paralyse toute initiative personnelle ? N'en est-il pas de même des maîtres et des professeurs, qui, pleins de zèle et de courage, feraient mieux encore s'ils étaient moins absorbés ?... Ces questions éclairées par l'expérience sont dignes de la sollicitude de l'Université qui prend l'engagement de les étudier et de les résoudre » (1).

La surcharge des programmes, le surmenage des maîtres et des élèves, l'absence de la spontanéité et du travail personnel dans la population scolaire, ne sont-ce pas là les problèmes qui s'agitent encore cinquante ans après le passage de Rouland aux affaires ? Ce n'était ni un routinier ni un réactionnaire l'homme qui, placé à la tête de l'Université, avouait que l'enseignement secondaire tel qu'il était compris, ne réalisait pas l'idéale perfection et contribuait trop souvent à faire des bacheliers, mais non des hommes.

(1) *Moniteur*, 12 août 1862, p. 1180, Discours prononcé à la distribution des prix du Concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 157-158.

« Il reste, disait-il aussi, un peu pour l'enseignement des sciences, beaucoup pour l'enseignement des lettres, à réviser le trop plein des programmes. Le ministre de l'Instruction publique n'hésite pas à avouer qu'il y a une certaine surcharge, soit dans le nombre et la diversité des matières du programme classique, soit dans la multiplicité des devoirs variés imposés à l'écollier. En voulant apprendre trop de choses, on risque de mal apprendre, et on oublie vite ce qui a fatigué l'esprit ou la mémoire. Peut-être est-il sage d'écarter de nos programmes d'instruction secondaire une foule de notions qui visent trop à l'instruction universelle, de fortifier en revanche tout ce qui constitue les humanités proprement dites, tout ce qui forme le goût, le jugement et l'imagination, tout ce qui révèle l'excellence des langues anciennes et les mérites de notre littérature nationale. On profiterait encore de l'espace ainsi rendu aux maîtres et aux élèves pour développer l'étude de l'histoire et de la géographie, et pour mieux assurer l'initiation des élèves ès-lettres aux éléments fondamentaux des sciences usuelles » (1).

Ces idées générales sur la conduite de l'enseignement où la mémoire ne doit jamais avoir la part prépondérante et seulement jouer le rôle d'un très utile auxiliaire, se retrouvent développées et précisées dans un certain nombre de circulaires que nous aurions grand tort de rejeter sous le vain prétexte qu'elles ont un demi-siècle d'âge et sont dues à un ministre de l'Empire.

« Il faut éviter avec le plus grand soin, lisons-nous dans l'Instruction du 7 août 1857, que les élèves surchargés de devoirs différents et assujettis par l'emploi du temps à une règle trop absolue ne trouvent plus assez de loisirs pour la lecture et la réflexion. Il importe sans doute de conserver à la règle toute sa puis-

(1) *Moniteur*, 29 janvier 1862, *Situation de l'Empire*, p. IV.

sance, mais on ne doit pas oublier non plus que l'esprit a besoin de repos et d'une certaine liberté pour acquérir toute sa force et développer toutes ses facultés. » Le ministre, en apportant certains tempéraments à l'application des programmes, a entendu, en effet, « diminuer le plus possible le travail matériel au profit du libre développement des intelligences » (1).

S'agit-il de l'enseignement du français dans les classes supérieures ? Il est mauvais d'exposer à des élèves de seconde ou de troisième les principes abstraits de la composition ou du style. « Cet enseignement, réservé d'ailleurs exclusivement à la rhétorique par le plan d'études, semble prématuré dans les classes d'humanités. L'esprit en effet ne peut s'élever jusqu'aux conceptions générales qui forment la théorie de l'art, sans y avoir été préparé par l'étude des faits et de bons exemples. C'est par l'exercice et surtout par l'exercice de la traduction, c'est par la lecture et l'analyse intelligente des modèles que l'on doit habituer peu à peu les élèves à saisir les secrets de la composition. Dans ces deux années *l'enseignement doit être surtout pratique*, ce n'est qu'en rhétorique que l'on devra à l'avenir enseigner la théorie » (2). Il est même bon de ne pas abuser de la composition française. « Il y a tout avantage, sans doute, à donner de bonne heure aux jeunes gens l'habitude d'écrire dans la langue maternelle. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que cet exercice n'est réellement utile qu'autant qu'il s'applique à des sujets dont les idées sont familières aux élèves. Sans exclure ce genre de devoir, MM. les professeurs ne devront en user qu'avec une extrême sobriété et comme à titre d'essai, surtout en troisième. Ils se rappelleront que la version, par l'effort même

(1) Delalain, V, pp. 139-140, Instruction du 7 août 1857 portant des modifications à l'enseignement des classes de lettres et de grammaire et des classes élémentaires des lycées.

(2) Delalain, V, pp. 138-139, *loc cit.*

qu'elle impose pour rendre le tour et l'expression du modèle, constitue l'exercice le plus propre à donner la force à la pensée et la correction au langage » (1).

On remarque dans les instructions de Rouland la constante préoccupation de faire disparaître de l'enseignement les théories abstraites qui ne profitent point aux élèves, trop jeunes pour en avoir la claire compréhension, et qui, au besoin, leur faussent l'esprit et le raisonnement. Les programmes de 1852 prévoyaient un cours suivi de grammaire comparée contre lequel des objections sérieuses ne tardèrent pas à s'élever. Il ordonna de le suspendre provisoirement, tout en le maintenant sous une forme pratique, les maîtres ne devant perdre aucune occasion « de faire bien saisir aux élèves les rapports que présentent les trois langues qu'ils étudient, le français, le grec et le latin » (2).

Ce même souci des résultats positifs se retrouve en ce qui concerne l'enseignement si délicat, et si sujet à controverses, de l'histoire et de la géographie.

On avait remarqué, en l'appliquant, que l'arrêté du 30 août 1852 ne contenait pas une distribution des matières suffisamment en rapport « avec le développement des intelligences et avec les études fondamentales de chaque classe ». Un second arrêté du 12 août 1857, y apporta de profondes modifications, et fut l'occasion d'une circulaire aux recteurs qui forme un excellent précis de méthodologie.

L'histoire, telle qu'on peut l'enseigner dans les lycées, ne doit pas s'attacher aux menus détails, aux questions d'érudition pure, qui relèvent de la science, non de l'éducation, même libérale et désintéressée de la jeunesse. Il est aussi de mauvaise pédagogie d'enfermer le professeur dans le cadre d'un plan officiel

(1) Delalain, V, p. 139, *loc. cit.*

(2) Delalain, V, *id. ibid.*

dont il est obligé de développer également chaque paragraphe. « Dans la rédaction des programmes, on s'est efforcé d'appeler exclusivement l'attention sur les grands événements qui doivent être l'objet principal de chaque leçon. On s'est encore particulièrement préoccupé de laisser, par la division des matières, assez de temps à l'élève pour faire des lectures et pour compléter par un travail personnel les connaissances indiquées par le sommaire. Le professeur ne sera pas astreint à suivre rigoureusement pour chaque leçon le numéro correspondant des programmes. Il pourra, au contraire, suivant les exigences de l'enseignement, donner plus de développement à certaines parties, et réserver quelques heures pour l'interrogation des élèves et la revue des matières précédemment indiquées » (1).

La méthode à suivre consistait à dicter un résumé écrit, suivi de développements oraux que les élèves devaient reproduire « dans des rédactions assez courtes pour être écrites avec correction ». Des exercices complémentaires choisis « avec une scrupuleuse attention » pouvaient être donnés à la condition de ne jamais les laisser dégénérer « en compositions de fantaisie aussi dangereuses pour le goût que pour l'étude même de l'histoire » (2).

On aime à retrouver chez Rouland cette défiance des amplifications oratoires chères à la vieille Université, qui firent le succès de nombreux candidats aux examens et aux concours, mais risquaient de former des rhéteurs et des sophistes plutôt que des hommes cultivés.

Nous avons abandonné aujourd'hui les rédactions faites d'après les notes prises pendant la leçon

(1) Delalain, V, p. 156, Circulaire du 3 octobre 1857 relative à l'exécution de l'arrêté du 12 août 1857 concernant l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans les lycées.

(2) Delalain, V, p. 157, *loc. cit.*

du professeur, à cause du travail supplémentaire qu'elles donnaient aux élèves débordés par la marée montante des nouveaux enseignements. Il est permis de le regretter, car ces exercices précisaient chez eux des notions qu'ils ne savent pas toujours prendre et s'assimiler dans les manuels les mieux rédigés. L'expérience démontre en effet qu'ils retiennent beaucoup plus facilement ce qui leur a été expliqué en classe, et qu'en les renvoyant aux ouvrages qu'ils ont entre les mains, on s'expose à les voir revenir la tête uniquement garnie du résumé dicté. La rédaction avait au moins le mérite, après le résumé « appris de mémoire », de fixer « dans l'esprit les circonstances principales des grands faits, le tableau des mœurs et des caractères » (1).

Comme complément à la parole du professeur, Rouland prescrivait les lectures faites en classe, ou par les élèves en dehors de la classe, sur les indications du professeur, lectures qui « tout en formant le cœur, en élevant l'intelligence et en fixant le souvenir », permettent de « mieux comprendre les événements par l'intérêt même de la narration ». Les ouvrages de Rollin qu'il recommandait pour les classes de grammaire nous paraissent aujourd'hui bien vieillis, après Curtius, Mommsen, Grote, Duruy, et tant d'autres travaux particuliers, comme ceux de Fustel de Coulanges ou de Gaston Boissier qui joignent à la sûreté de l'information la peinture vivante des mœurs anciennes et le style limpide ou pittoresque absents des œuvres des anciens historiens. Le ministre regrettait pourtant que Rollin n'eût pas inspiré pour les classes supérieures et pour l'histoire contemporaine « un livre complet écrit dans le même esprit ». « Mais, ajoutait-il, parmi les ouvrages autorisés sur l'avis du Conseil Impérial, il sera facile à un professeur intelligent et sage d'indiquer des morceaux d'une certaine étendue,

(1) Delalain, V, p. 157, *loc. cit.*

irréprochables sous le rapport de la doctrine et du goût, dont la lecture complète l'enseignement du maître et développe chez les jeunes gens l'habitude de l'analyse et de la réflexion » (1).

Deux ans plus tard, en s'appuyant sur les rapports qu'il avait demandés à l'inspection générale, Rouland reprit cette grave question de l'enseignement historique dans une nouvelle circulaire. Il insistait sur la nécessité de laisser définitivement de côté les longs résumés appris par cœur et les devoirs « plus littéraires qu'historiques » restés chers à certains professeurs. « Aux termes de l'instruction du 3 octobre 1857, chaque leçon doit être suivie d'une rédaction, et les compositions historiques ne sont plus que *des exercices complémentaires dont il faut user avec réserve* », mais non avec négligence (2). « Quant aux rédactions, l'étendue en a été sagement réduite ; cependant quelques-unes sont encore trop longues et d'un style souvent négligé. Le professeur d'histoire ne saurait trop se rappeler qu'il doit, comme ses collègues, contribuer à former le goût des élèves et que les rédactions doivent être écrites avec correction et élégance » (3).

Plusieurs professeurs interprétant trop largement les tendances libérales de l'instruction de 1857, s'étaient crus autorisés à abréger leur tâche. On leur rappela qu'ils étaient « tenus de développer, dans des leçons orales, toutes les questions du programme », sans « sacrifier aucune partie du cours réglementaire ». Ils ne remplissaient pas leur devoir « s'ils se bornaient à développer certains points ou à dicter quelques appréciations générales en renvoyant pour le reste à tel

(1) Delalain, V, p. 157, *loc. cit.* ; cf. *id. ibid.*, p. 271, Circulaire du 18 mai 1859, où se trouvent exprimées les mêmes idées dans les mêmes termes, au sujet des lectures complémentaires du cours d'histoire.

(2) Delalain, V, p. 270, Circulaire du 18 mai 1859.

(3) *Id. ibid.*, p. 271.

ou tel livre qui se trouve entre les mains des élèves ». Ce qui ne signifiait pas qu'il fallût tomber dans l'excès contraire, par exemple en donnant « trop de développement à la tactique militaire : les détails techniques de sièges et de batailles qui ont une grande importance pour les écoles militaires ne doivent pas occuper la même place dans les écoles civiles ». D'autres avaient le tort de se renfermer « dans des considérations politiques » et indiquaient les guerres « sans les raconter ». Or, il est tout aussi pernicieux de pasticher « les traités spéciaux sur l'art militaire » que de se réduire « à de vagues généralités » (1).

On ne s'attendra pas, naturellement, à voir un ministre de l'Empire laisser à ses subordonnés le droit d'exposer librement leurs opinions personnelles à l'occasion de tel ou tel événement. Si libéral qu'il se soit montré parfois, Rouland n'en était pas arrivé à permettre dans les établissements placés sous sa direction les manifestations politiques et les appréciations contraires au régime. Il exigeait aussi qu'on respectât les grands noms, les réputations établies, un des principaux avantages de l'histoire étant de « former l'esprit de la jeunesse à l'amour du bien, en lui inspirant l'admiration pour les hommes qui ont honoré leur pays et l'humanité. Les rabaisser en insistant sur leurs faiblesses ou sur leurs fautes, c'est accoutumer les esprits au dénigrement et au scepticisme, c'est s'écarter de la voie morale où il importe de retenir l'enseignement de l'histoire » (2).

La géographie a été longtemps négligée dans nos lycées ou déplorablement comprise. Les idées fécondes de Karl Ritter n'ont pénétré en France, à l'époque où il les exposait, que dans un petit cénacle de gens éclairés (3), mais l'Université ne les a adoptées que

(1) Delalain, V, pp. 270-271, *loc. cit.*

(2) Delalain, V, p. 271, *loc. cit.*

(3) Signalons cependant ici, les vues très originales d'un sa-

fort tard. Les Facultés des Lettres, dépourvues de chaires spéciales, étaient, naguère encore, dans l'impossibilité de préparer des maîtres compétents. Il y a quinze ou vingt ans, la géographie n'existait point comme science, du moins aux yeux des élèves qui devaient se bourrer la mémoire de noms barbares et de chiffres fastidieux, et considéraient avec effroi les longues nomenclatures qu'ils trouvaient dans des livres pourtant réputés, ou que le professeur leur dictait avec ennui. C'est sous l'impulsion de la brillante pléiade de spécialistes formés particulièrement à l'Ecole Normale et à la Sorbonne par M. Vidal de la Blache que la géographie est devenue une science pourvue de sa méthode et qu'elle a pris droit de cité dans nos Facultés, nos lycées et même nos écoles primaires de tout ordre.

Cependant l'intérêt des études géographiques n'avait pas échappé à Rouland qui regrettait leur insuffisance et le peu de temps qu'on y consacrait (1). Il avait jugé utile d'imposer aux professeurs l'obligation de faire connaître surtout la géographie physique du globe et les divisions générales de la géographie politique actuelle « en y rattachant quelques notions de géographie comparée pour l'intelligence de l'histoire ancienne » (2). Cette prépondérance de la géographie physique, c'était déjà une concession aux doctrines de Ritter.

Rouland recommandait au professeur de tracer lui-même « sur le tableau noir, les contours des régions, le cours des fleuves, les chaînes de montagne » qu'il se proposait de décrire, en faisant reproduire ces croquis

vant lyonnais, le docteur P. Lortet, qui, plusieurs années avant l'Empire, comprenait et appliquait les idées de Ritter sur la méthode nouvelle de la géographie. (Voy. F. Dutacq, *Une belle figure lyonnaise*, dans le *Lyon Universitaire* du 11 octobre 1907.)

(1) Delalain, V, p. 271.

(2) Delalain, V, p. 158, Circulaire du 12 août 1857.

« par les élèves sur le papier ». « Il ne suffit pas en effet d'apprendre par cœur un précis qui ne parle point aux yeux et dont les détails s'échappent promptement de la mémoire. Une courte leçon faite sur la carte tracée au tableau, des interrogations répétées et bien conduites sur les matières qui ont fait l'objet de la leçon précédente, tel est le système qu'il faut suivre. Il importe de placer dans la classe des cartes murales de grandes dimensions, sur lesquelles l'œil de l'élève se repose, même dans les moments de distraction. Il sera bon aussi d'affecter à l'enseignement de l'histoire et de la géographie une salle spéciale qui demeurerait munie des cartes nécessaires pour le cours » (1):

Dans les instructions relatives aux langues vivantes, apparaît le même esprit positif. Sans aller jusqu'à rétablir l'agrégation spéciale à cet ordre d'études « qui avait été organisée en 1848, plutôt en vue de l'enseignement des Facultés qu'en vue de l'enseignement des lycées », le ministre imposa aux chargés de cours les épreuves du certificat d'aptitude « ayant pour but de constater la pratique et la connaissance philologique des langues, plutôt que l'étude approfondie des littératures ». Il demandait aux candidats d'écrire correctement en français, et dans la langue qu'ils voulaient enseigner, anglais ou allemand, car « le maître doit initier les élèves à l'art de la conversation, et il ne leur apprend à bien parler qu'en donnant lui-même l'exemple d'un langage facile et correct » (2).

Qu'il s'agisse de lettres ou de sciences (3), Rouland fait toujours preuve d'une grande largeur d'esprit. Il comprend que la liberté du professeur et de l'élève forme le véritable ressort d'un bon enseignement ; il

(1) Delalain, V, *loc. cit.*; cf. pp. 271-272, Circulaire du 18 mai 1859.

(2) *Id.* V, p. 394, Instruction du 8 août 1860.

(3) *Id.*, V, pp. 300-303, Instruction du 5 octobre 1859; *Bulletin administratif*, X, p. 178, nouveaux programmes scientifiques.

veut préparer des jeunes gens cultivés et non des candidats au baccalauréat, il se défie des besognes de pure mémoire, et réserve leur place à la réflexion et au raisonnement. Entre Fortoul et Duruy, il fait bonne figure, n'ayant pas les préjugés du premier, annonçant discrètement le brillant ministère du second.

CHAPITRE IV

L'Enseignement primaire

Le Concours de 1861 — L'Installation maternelle

Le Personnel — L'Organisation pédagogique

Fréquentation, obligation, gratuité

Les Œuvres post-scolaires — Les résultats

L'enseignement primaire, en 1856, souffrait de la situation qui lui avait été faite par la loi de 1850 et les mesures prises sous l'administration de Fortoul. La concurrence congréganiste, avec la complicité des pouvoirs publics, s'y était fait sentir de façon plus âpre encore que dans l'enseignement secondaire, les écoles normales étaient négligées, les instituteurs mal logés et mal payés, les institutrices réduites à des salaires de famine, et l'on témoignait à tous ces modestes fonctionnaires, accablés par la besogne quotidienne, une indifférence voisine du mépris. Soumis à l'arbitraire des préfets, au caprice des maires et des curés, ils payaient chèrement en amertumes et en humiliations de toutes sortes les espoirs qu'ils avaient un moment nourris à l'aurore de la Seconde République.

Rouland, tout d'abord, ne parut rien changer à la ligne de conduite qui avait été suivie avant lui (1). Fidèle à sa méthode, il lui déplaisait d'avoir l'air de désavouer son prédécesseur. Mais bientôt il montra le sincère désir d'améliorer la condition du personnel en recherchant, à force d'ingénieuses combinaisons, les ressources nécessaires à cet objet ; il se préoccupa de lui donner quelques garanties de sécurité, s'intéressa à l'organisation pédagogique, à la fréquentation scolaire, à l'éducation des adultes, et obtint ainsi des

(1) Brouard, *Essai d'Histoire critique de l'Instruction Primaire*, pp. 153 et s.

résultats appréciables. « Son administration fut pour l'instruction primaire... une époque, sinon de résurrection, du moins de relèvement » (1).

I

Un premier fait, un fait capital, nous éclaire sur les intentions de Rouland à l'égard de l'enseignement primaire. Au lieu de s'en référer exclusivement aux rapports officiels des préfets, des recteurs et des inspecteurs de tout ordre, il voulut, pour connaître les besoins des instituteurs, s'adresser aux instituteurs eux-mêmes. Il organisa donc un concours portant « sur une question de pédagogie » ainsi libellée : « Quels sont les besoins de l'instruction primaire dans une commune rurale, au triple point de vue de l'école, des élèves et du maître ? » « Il m'a semblé, disait Rouland, que le moyen le plus sûr serait de s'adresser à ceux mêmes qui sont directement intéressés dans la question, qui journellement sont en présence des enfants et des familles, et doivent avoir le plus longuement réfléchi à toutes les combinaisons favorables au bien du service qui leur est confié. » Des récompenses étaient attribuées à ce concours réservé aux seuls instituteurs publics (2).

Ils répondirent avec empressement à la marque de confiance du ministre. 5940 mémoires furent produits à la commission spéciale instituée pour juger le concours, et placée sous la présidence de M. de Royer, premier vice-président du Sénat (3). On écarta d'em-

(1) Brouard, *op. cit.*, p. 176.

(2) Gréard, III, p. 762, arrêté du 12 décembre 1860; Delalain, V, pp. 410-411, Circulaire du 14 décembre 1860. — Cf. sur le concours de 1861, Levasseur, *Histoire des classes ouvrières depuis 1789*, II, p. 748 (2^e édition); J. Simon, *l'Eccle*, pp. 231-232. M. Levasseur commet une erreur en disant qu'on demanda aux instituteurs un mémoire sur l'obligation et la gratuité.

(3) *Bulletin* XII, 1861, pp. 74-75, arrêté du 14 mai 1861. — Cette commission comprenait des sénateurs, des députés, des

blée un grand nombre de mémoires parce qu'ils étaient sortis des limites tracées par le programme ou dénotaient une trop grande inaptitude à traiter la question. 1207 furent soumis à un premier examen et éliminés, 172 seulement furent réservés pour une minutieuse étude (1). Deux prix et huit mentions honorables furent décernés aux auteurs qui avaient présenté « l'ensemble le mieux étudié d'observations et d'idées pratiques » et « le plus utilement recherché et signalé les lacunes ou les abus, indiqué les améliorations possibles et les besoins démontrés » (2).

La commission chargea son président de rédiger pour le ministre un long rapport où les mémoires des lauréats et l'ensemble des travaux soumis à son appréciation étaient consciencieusement étudiés.

Il ne faut pas s'attendre à trouver dans les mémoires analysés par M. de Royer des idées avancées et d'audacieuses revendications. On n'en eût pas permis l'expression même atténuée (3). Leurs auteurs firent preuve du plus profond loyalisme, d'un attachement « sincère et raisonné pour les institutions impériales, » et « d'une respectueuse reconnaissance pour la bienfaisante sollicitude » du pouvoir. Ils s'écartèrent de « l'exagération des prétentions personnelles » et de « l'abus des théories », et sans que leurs travaux se signalassent « par cette réunion de qualités d'un ordre

magistrats, le vicaire général de l'archevêché de Paris, des fonctionnaires de l'administration centrale de l'instruction publique, le vice-recteur de l'Académie de Paris et trois inspecteurs généraux, Villemereux, Rapet, Eugène Rendu. — Cf. *Moniteur*, 21 septembre 1861, p. 1393.

(1) *Moniteur*, 21, 22 septembre 1861, pp. 1393, 1398, rapport de M. de Royer.

(2) *Id.*, 21 septembre 1861, p. 1394.

(3) La commission signale seulement dans le mémoire d'un des lauréats, un vieil instituteur né en 1803 « quelques réflexions voisines de l'amertume ». (*Moniteur*, 22 septembre 1861, p. 1398.

supérieur qui distingue une œuvre hors ligne », ils offraient « à des titres divers un ensemble très satisfaisant et plein de faits utiles ». On y remarquait « un profond sentiment du devoir, une intelligence souvent élevée de la mission de l'instituteur et de l'abnégation qu'elle comporte ». On avait fait d'ailleurs « une large part à la liberté des opinions ou des vœux pourvu que l'expression en demeurât convenable et mesurée » (1).

La commission retint, en s'y associant, un grand nombre des vœux exprimés par la majorité des concurrents. En ce qui concerne l'Ecole, on demandait qu'elle fût installée dans un local propriété de la commune, et que l'école de filles fût obligatoire à partir de 600 au lieu de 800 habitants. Dans l'intérêt de l'enseignement et des élèves, beaucoup d'instituteurs souhaitaient que l'on augmentât le nombre des salles d'asile, que la rétribution scolaire fût annuelle, et réduite en faveur des familles qui enverraient simultanément plus de deux enfants en classe, que les livres et fournitures fussent donnés gratuitement aux indigents. Afin de faciliter la fréquentation, on proposait l'ouverture de cours spéciaux d'été réservés aux enfants employés par leurs parents.

Les revendications des maîtres n'étaient point excessives : un traitement minimum pour les institutrices, un traitement de début fixé à 800 francs pour les instituteurs, la division du personnel en classes avec avancement sur place, la création de sociétés de secours mutuels, voilà pour le côté matériel. Par souci de leur dignité, ils déploraient d'être obligés de cumuler des fonctions subalternes peu compatibles avec leur pro-

(1) *Moniteur*, 21 septembre 1861, p. 1394. Les mémoires ne furent pas publiés (Gréard, III, p. 763, note). Charles Robert dans une brochure relative à l'obligation scolaire, analyse certains d'entre eux. (C. Robert, *De l'ignorance des populations ouvrières et rurales en France*, 1 br., in-8, Montbéliard, 1863).

fession. Beaucoup signalaient enfin l'inconvénient des mutations fréquentes, et demandaient « que toute mesure de changement de résidence, de suspension pour plus d'un mois, ou de révocation, ne puisse être prise par le préfet qu'après avis du conseil départemental » (1).

La commission ne s'associait pas entièrement à ce dernier vœu, mais s'en remettait au ministre des mesures à prescrire (2).

Le ministre donna d'ailleurs à entendre qu'il tiendrait compte des conclusions de l'enquête ouverte parmi les instituteurs, et que la confiance de ceux qui avaient répondu à son appel ne serait pas trompée (3).

Un certain nombre d'améliorations furent en effet apportées à leur sort à la suite du concours. Tel arrêté, telle circulaire sont la conséquence des doléances exprimées librement, sur l'invitation du ministre, nous le verrons au cours de ce chapitre. Et c'est un bel exemple donné par Rouland, que cette consultation des humbles maîtres d'école, habitués jusqu'alors à trembler sous la férule des chefs et à pratiquer l'obéissance muette et passive aux prescriptions les plus injustes et les plus vexatoires. Dans ces cahiers du Tiers-Etat de l'enseignement, ils mirent toute la

(1) *Moniteur*, 22 septembre 1861, p. 1398.

(2) *Id.*, *ibid.*

(3) *Id.*, 22 septembre 1861, p. 1399. Dans la note officielle qui suit le rapport de la Commission, on lit : « Dans le vaste ensemble des solutions qui ont été proposées, il est nécessaire de choisir ; il faut distinguer celles qui peuvent être mises en harmonie avec la législation en vigueur, celles qui s'en écartent et supposent des modifications importantes, pour lesquelles le concours des grands corps de l'Etat est indispensable. Là est la tâche de l'Administration supérieure, elle n'y faillira pas ; ce sont autant de graves sujets qui demandent de sa part une étude approfondie. Les instituteurs ont été appelés à faire valoir librement leurs vœux ; ils les ont exprimés avec une mesure qu'on ne saurait trop louer. Le Gouvernement y reconnaît le signe d'une confiance qui ne sera pas trompée. »

spontanéité de leur âme naïve et bonne, ils parlèrent au ministre comme à un ami puissant capable d'alléger leurs misères, et le ministre leur répondit par des actes dont l'efficacité n'eut de limites que la médiocrité des ressources dont il disposait.

II

Le budget de l'Instruction publique dans les premières années de l'Empire fut le seul à ne point prendre de grosses proportions. En 1858 il était même en diminution de 2 millions par comparaison avec celui de 1852. Un receveur général des finances publiant une brochure pour justifier l'accroissement des dépenses nationales, le mentionne dans une simple et brève note, tant il le juge peu important (1). Et dans ce mince budget qui n'atteignait pas 25 millions à l'arrivée de Duruy au ministère, la part de l'enseignement primaire était, pour l'Etat, inférieure à 7 millions. Les dépenses totales incombaient, il est vrai, non seulement à l'Etat, mais aux départements, aux communes et aux familles. Elles s'élevaient en 1852 à 47.727.371 francs, en 1856 à 48.181.838 fr., en 1860 à 62.505.157 fr., en 1865 à 73.399.582 fr. (2).

On cherchait autant que possible à réduire la part contributive de l'Etat qui, de 6.591.060 francs en 1862, tombait à 6.509.100 francs en 1863 (3).

Cette réduction, cependant, ne s'opérait pas au détriment des écoles et des instituteurs. Elle fut le résultat de l'ingéniosité de Rouland et de ses collaborateurs.

L'Instruction primaire n'étant pas gratuite, la loi

(1) Baron de Nervo, *Les Finances de la France sous Napoléon III*, p. 58 (2^e édition, 1861, in-8, Paris).

(2) Jourdain, *Rapport*, p. 60.

(3) *Id. ibid.*, p. 60 ; *Dictionnaire de Pédagogie*, I, 1, p. 291, v^o Budget ; *Moniteur*, 28 avril 1863, p. 654, Corps Législatif, discussion du budget.

de 1850 avait laissé aux municipalités le soin de dresser la liste des enfants indigents qui seraient exemptés de la rétribution scolaire. Mais il se produisit des abus extrêmement nombreux. Tantôt la rétribution s'abaissait à un taux dérisoire, 10 centimes par mois, tantôt le nombre des élèves gratuits s'augmentait dans d'incroyables proportions. « On ne craignait pas d'y comprendre les fils du maire, de l'adjoint, des conseillers, voire même des plus forts imposés, ce qui réduisait à néant le traitement éventuel » (1). Souvent on n'arrivait pas au minimum fixé par la loi de 1850 et le décret de 1853, et les communes se contentant de voter les 3 centimes additionnels obligatoires, le complément de traitement incombait à l'Etat (2). Les instituteurs découragés ne faisaient rien pour recruter des élèves, et le ministère était dépourvu des ressources nécessaires à la construction et à l'aménagement des locaux scolaires ou au relèvement de la condition pécuniaire du personnel.

Un préfet du Loiret, Boselli, et l'inspecteur d'académie Villemereux, pour remédier à cet état de choses,

(1) *Mémoires d'un vieil instituteur*, p. 30-31. Cf. Gréard, III, pp. 771-772, Delalain, V, p. 442, instruction du 27 mai 1861. « On a trop souvent vu les écoles gratuites envahies par les enfants des familles aisées au détriment de ceux qui ne comprenaient pas assez l'avantage de l'instruction offerte sans nulle exigence de rétribution. » (Gréard, III, p. 771).

(2) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. V. « On comprendra tout ce qu'il pourrait y avoir de regrettable dans les abus de la gratuité et dans la faiblesse d'une administration centrale inactive et mal renseignée, quand on voudra bien réfléchir au système financier qui régit l'instruction primaire. Lorsque les communes, à défaut de leurs ressources ordinaires, ont voté leurs centimes spéciaux, elles sont débarrassées de toute surveillance et, quelles que soient les charges de l'école, c'est le département qui à son tour doit y pourvoir. Mais il n'est obligé lui-même qu'au vote de un ou de deux centimes spéciaux, et, s'il y a inutilité, il sait qu'il peut recourir à l'Etat. L'Etat était donc le plus exposé aux dépenses, et le plus intéressé à les surveiller. »

imaginèrent une mesure qui n'était peut-être pas très conforme à la législation en vigueur, mais eut pour effet de remplir les écoles et de diminuer la subvention de l'Etat et du département. Ils remirent « au titre provisoire tous les instituteurs qui n'arrivaient point au minimum légal, ce qui les ramenait à la situation créée par la loi de 1833 (logement, traitement fixe de 200 francs, produit de la rétribution scolaire) ». Le ministre averti nomma Villemereux inspecteur général adjoint de l'instruction primaire et l'envoya en mission avec la consigne de pousser les municipalités à tirer de la rétribution scolaire tout ce qu'elle pouvait donner et à faire plus de sacrifices dans l'intérêt des écoles. Un inspecteur primaire, Pinet, appartenant également au Loiret, fut attaché aux bureaux de l'administration centrale pour « épilucher les budgets des communes, peser leurs ressources propres, et les charger à leur tour comme elles avaient chargé l'Etat » (1). Rouland adressa aux préfets une instruction indiquant que les villes n'étaient pas forcées de distribuer gratuitement l'instruction élémentaire, comme le réclamaient les Frères des Ecoles chrétiennes, et les invitant à veiller à l'application stricte de la loi (2). Il réussit en outre à faire rentrer les Frères dans le droit commun, et, bon gré mal gré, ils consentirent « à l'établissement de la rétribution scolaire partout où les communes renonçant à une gratuité ruineuse réclameraient la ressource réglementaire de cette rétribution », afin de retrouver « une somme considérable » qui était « comme une prime offerte aux écoles communales congréganistes au détriment des écoles communales laïques » (3).

En trois ans, le nombre des élèves payants s'accrut de plus de 200.000, le total de la rétribution scolaire

(1) Brouard, *Essai d'histoire critique...*, pp. 154 et s.

(2) Gréard, III, pp. 771, instruction du 27 mai 1861, déjà citée.

(3) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. V.

monta de 9 millions en 1858 à 13 millions en 1862, la moyenne mensuelle de l'écolage passa de 1 fr. 19 à 1 fr. 68, et en certains endroits à 2 francs, 2 fr. 50 et même 3 fr. 50. Alors qu'en 1859 les familles ne payaient, pour les écoles primaires et les salles d'asile, que 11.600.000 fr. elles donnaient, treize ans plus tard, 48.578.728 fr. 50. Dès 1859, l'Etat eut un boni de 703.365 francs qui fut respectivement pour les années suivantes, 1860, 1861, 1862, de 1.143.103 francs, 1.090.000 francs et 1.065.200 francs (1).

Ces économies furent employées au mieux des intérêts de l'enseignement primaire. Elles servirent à favoriser la construction de nouvelles maisons d'école, à entretenir un plus grand nombre d'écoles de filles, à servir des secours aux instituteurs et aux institutrices, ou à relever leurs traitements (2).

III

D'une manière générale, l'installation de l'école primaire était fort défectueuse. Un rapport d'inspection, cité par M. Brouard, dit que dans les départements du centre, c'était le plus souvent un « bouge » aux pièces exiguës, humides et « malodorantes » où tout était fait pour dégoûter le maître de ses fonctions, « user vite ses forces et son énergie » (3). Les instituteurs demandaient que la maison d'école, au lieu d'être prise en location, devint une propriété communale et fût une demeure saine et agréable (4). Le ministre s'en était déjà préoccupé ; une circulaire du

(1) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. V ; 6 mars 1865, p. 222, Rapport de Duruy à l'Empereur.

(2) *Id.*, 6 février 1861, p. 165. *Situation de l'Empire* ; 14 janvier 1863, *ibid.*, p. V ; 6 mars 1865, p. 222, rapport cité.

(3) Brouard, *op. cit.*, p. 178 ; cf. *Moniteur*, 21 septembre 1861, p. 1394, Rapport de Royer, Mémoire de l'instituteur Philippe.

(4) *Moniteur*, 21, 22 septembre 1861, pp. 1394, 1398, *loc. cit.* Mémoires d'Adrien, Philippe, Belloc, Kergoulay.

30 juillet 1858 recommandait aux préfets de surveiller de très près les affaires relatives à la construction et à l'appropriation des locaux scolaires, afin que les plans fussent dressés en stricte conformité avec les règlements en vigueur. « La première chose à rechercher pour l'établissement d'une école, c'est un lieu central, d'un accès facile et bien aéré. Quant à la maison, elle doit être simple et modeste, mais commode, isolée de toute habitation bruyante ou malsaine... La salle de classe sera construite sur cave, planchée, bien éclairée, accessible aux rayons du soleil, et telle surtout que la disposition des fenêtres, garnies chacune d'un vasistas, permette de renouveler l'air facilement. Il faut enfin que l'habitation de l'instituteur et de sa famille soit composée de telle sorte qu'il puisse disposer de trois pièces au moins, y compris une cuisine, et d'un jardin autant que possible. Il est aussi à désirer qu'il y ait une cour fermée ou un préau pour réunir les élèves avant la classe, et les garder en récréation » (1).

Pour encourager les communes à édifier ou acheter des maisons d'école, les préfets durent n'autoriser les communes à louer des immeubles à usage scolaire que pour un bail de quelques années « et résiliable » à leur volonté « à chaque période triennale ou en cas de construction ou d'acquisition d'un autre local » (2).

Grâce aux économies réalisées par l'Etat, les communes reçurent des subventions destinées à la construction, l'acquisition ou la réparation de leurs maisons d'école, 400.000 francs en 1862, 700.000 francs en 1863 (3).

(1) Gréard, III, pp. 729-730 ; Delalain, V, p. 213, Circulaire du 30 juillet 1858 ; cf. Gréard, III, pp. 720-722 ; Delalain, V, p. 196, Circulaire du 12 juin 1858.

(2) Gréard III, p. 720 ; Delalain V, p. 195, Circulaire du 19 mai 1858.

(3) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, V ; 21 avril 1863, p. 698, rapport de la Commission du budget.

La loi de 1850 n'avait imposé la création d'écoles spéciales de filles qu'aux communes de plus de 800 âmes, et avait omis de régler les voies et moyens à employer pour faire exécuter cette obligation. Les écoles de filles étaient donc à la charge des budgets communaux, et les municipalités ne montraient pas beaucoup d'empressement à en élever le nombre (1). Au Corps Législatif, plusieurs députés demandaient avec insistance une loi sur l'organisation de l'enseignement primaire des filles pour supprimer le « fléau des écoles mixtes », contre lequel protestaient la plupart des conseils généraux (2). Rouland était tout disposé à répondre favorablement à ces réclamations. Il ouvrit, par l'intermédiaire des préfets, une enquête sur la création obligatoire d'écoles de filles dans toute commune de plus de 500 âmes qui n'en serait pas dispensée par le Conseil général, soit parce qu'elle serait « divisée en un trop grand nombre de hameaux éloignés du chef-lieu, soit parce qu'elle serait hors d'état de concourir à la dépense » (3). Un projet élaboré en ce sens fut soumis au Conseil impérial de l'Instruction publique (4). Il n'aboutit que cinq ans plus tard, grâce à Duruy. On dut se contenter de concourir par des subventions à l'entretien des écoles fondées par les municipalités (5).

Les écoles normales primaires n'avaient pas bénéficié de dispositions bienveillantes dans la loi de 1850. Rouland, qui en reconnaissait l'utilité pour la forma-

(1) *Moniteur*, 28 avril 1863, p. 654, Corps Législatif, discours d'Edouard Dalloz.

(2) *Id.* 28 avril 1863, p. 654, discours d'E. Dalloz ; cf. 20 juin 1862, p. 907, discours de Tesnières ; 21 juin 1862, p. 914, discours de Corneille.

(3) Gréard, III, pp. 808-809, Delalain, V, p. 543, circulaire du 6 août 1862.

(4) *Moniteur*, 28 avril 1863, p. 654, discours du conseiller d'Etat Boinvilliers, commissaire du Gouvernement.

(5) *Moniteur*, 14 janvier 1853, *Situation de l'Empire*, V.

tion de bons maîtres, désira les voir se multiplier. En 1862, il fit accorder « des sommes assez fortes aux départements pour atteindre ce but essentiel », et de nouveaux établissements furent fondés, notamment dans l'Indre-et-Loire, le Jura et la Drôme (1).

Du matériel scolaire, il n'y a pas beaucoup à dire, sinon qu'il était souvent très insuffisant. Les instituteurs désiraient que l'école eût un fonds de livres classiques, des cartes, une collection de poids et de mesures, la fourniture gratuite des livres et des cahiers aux élèves indigents. Mais de ce côté on ne fit pas de grands progrès (2).

Lorsque Duruy, au lendemain du départ de Rouland, établit la situation de l'Empire pour l'Instruction publique (en novembre 1863), il existait des écoles dans 36.499 communes, dont 10.119 n'étaient pas propriétaires de leurs locaux scolaires. 1018 étaient encore dépourvues de tout moyen d'instruction (3).

IV

Rouland s'intéressa tout particulièrement au sort des instituteurs, mais releva aussi la situation des autres fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Les inspecteurs d'académie des départements, divisés en trois classes, reçurent 4.500, 5.000 et 5.500 francs (4). Les commis d'inspection académique, à partir du 1^{er} janvier 1858, prirent rang de fonctionnaires publics et furent rétribués par l'Etat (5). Les

(1) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, V.

(2) *Id.*, 21, 22 septembre 1861, pp. 1394, 1398, rapport de Royer, mémoires d'Adrien, Boulanger et Kergoulay.

(3) *Moniteur*, 13 novembre 1863, pp. 1350-1351, *Situation de l'Empire*. En avril 1863, le rapporteur de la commission du budget citait 1671 communes dépourvues de tout moyen d'instruction. (*Moniteur*, 19 avril 1863, p. 598.)

(4) *Moniteur*, 30 janvier 1862, p. 123 (décret du 23 janvier).

(5) Delalain, V, pp. 141-142, circulaire du 8 août 1857, interprétant la loi de finances de 1858.

inspecteurs primaires avaient un traitement d'une modicité telle qu'ils pouvaient toujours « craindre de se voir aux prises avec de pénibles difficultés si la libéralité de l'Etat ne leur venait en aide ». Ils étaient répartis en cinq classes de 1.200 à 2.000 francs. Le décret du 21 juin 1858 réduisit à trois le nombre de ces classes, de 1.600, 2.000 et 2.400 francs (1).

Les maîtres-adjoints des Ecoles Normales en nombre insuffisant (deux par école), par suite du surmenage qu'on leur imposait, sollicitaient souvent un autre poste ou quittaient l'enseignement. Le ministre fit décréter la création d'un troisième emploi. Il n'y avait rien de changé à l'organisation des études. « Le labeur de chacun, disait l'instruction du 25 septembre 1861, sera diminué sans que le caractère des fonctions soit modifié en quoi que ce soit » (2).

Les instituteurs et les institutrices des écoles élémentaires et des salles d'asile étaient évidemment les plus intéressants par le nombre, la médiocrité de leurs ressources, et leur situation précaire devait surtout appeler l'attention des pouvoirs publics.

On sait que les instituteurs étaient régis, en ce qui regardait leurs émoluments, par la loi du 15 mars 1850 et le décret du 31 décembre 1853. La loi de 1850 leur avait assuré un minimum de 600 francs ; Fortoul, en nommant des suppléants, trouvait le moyen de servir des traitements de début de 400 et 500 francs. Encore est-il que les textes recevaient parfois des interprétations qui réduisaient beaucoup d'instituteurs à la portion congrue. « J'étonnerais sans doute plus

(1) *Moniteur*, 26 juin 1858, p. 805 ; Gréard, III, pp. 722-725, rapport et décret du 21 juin ; Delalain, V, pp. 215-219, circulaires du 30 juillet 1858. — Dans un rapport du 10 juillet 1861, adressé à l'Empereur, Rouland proposait d'améliorer encore la situation des inspecteurs primaires par un classement plus avantageux. (Gréard, III, pp. 778-780.)

(2) Le décret se trouve dans Gréard, III, p. 781. Delalain, V, pp. 466-469, instruction du 25 septembre 1861.

d'un jeune maître, écrit l'un de ceux qui connurent les mauvais jours, si j'ajoutais qu'en 1850, mon père dut abandonner les 200 francs de traitement fixe et une partie de la rétribution scolaire pour faire un traitement de 400 francs à son adjoint ; rien n'était assuré à ces maîtres qui étaient laissés à la nomination et aux frais du titulaire, ou de la commune, dans les cas très rares où celle-ci voulait bien y contribuer. En 1857, j'eus à mon tour un traitement de 400 francs fait de la même façon » (1). Même après les mesures réparatrices de Rouland, on vit des instituteurs titulaires provisoires toucher 200 francs de traitement fixe et 80 francs de rétribution scolaire. Cela tenait aux abus de la gratuité, aussi nuisibles aux intérêts du personnel qu'aux finances de l'Etat et du département (2).

Il y avait enfin, comme avant la loi de 1833, des maîtres ambulants, *Briançonnais* ou *Matinaux*, qui parcouraient certaines régions, l'Ardèche notamment, pour distribuer leur piètre savoir aux enfants des paysans. Ils arrivaient, aux premiers jours de novembre, munis d'un paquet de hardes, vaguaient de famille en famille, enseignant l'alphabet, lisant et écrivant les lettres pour le compte d'autrui, et partout traités en vagabonds faméliques (3).

Les institutrices avaient une situation très simple : la loi les ignorait. C'était aux communes à parfaire leurs émoluments quand la rétribution scolaire n'y suffisait pas, mais le plus souvent elles ne touchaient qu'une indemnité dérisoire, ou même ne touchaient rien du tout. On leur accordait sur le budget de l'Etat quelques secours qui ne les tiraient pas de l'indigence où la plupart végétaient (4). En 1863

(1) *Mémoires d'un vieil Instituteur*, p. 30.

(2) *Id.*, pp. 29-31.

(3) *Id.*, pp. 26-29.

(4) J. Simon, *L'École*, pp. 124-125. — La loi du 14 juin 1859 les autorisait à percevoir la rétribution scolaire à leur profit,

elles avaient un traitement moyen de 665 fr. 33, mais le traitement réel de 4756 d'entre elles était encore inférieur à 400 francs (1). Plus de 4000 ne touchaient que 310 francs (2). Certaines vivaient avec 75 centimes par jour (3).

Tous ces pauvres salaires n'étaient même pas payés régulièrement. Il paraît que sous Louis-Philippe on attendait jusqu'au mois d'août les mensualités échues au début de l'année (4). Ces errements se continuèrent sous l'Empire, et Rouland lui-même ne réussit pas à y mettre ordre. Un instituteur d'Ambleteuse se plaignait au Sénat de n'avoir pas reçu le 12 février 1863 son mandat du quatrième trimestre de 1862 (5). Cette même année 1863, on constatait 57.656 retards, dont 31.278 de un à quinze jours, 13.850 de quinze jours à un mois, 6.909 de un à deux mois, 5619 au-dessus de deux mois. 2.806 réclamations écrites avaient été produites pour les retards excédant quinze jours (6). Cette situation dérivait de la nécessité de connaître le produit de la rétribution scolaire, afin de

mais cette autorisation ne leur apportait qu'un bien maigre émolument (Gréard, III, p. 745).

(1) *Moniteur*, 13 novembre 1863, p. 1351, *Situation de l'Empire*.

(2) *Id.* 9 janvier 1864, Sénat, pétition n° 169, rapporteur M. de Mentque.

(3) *Id.*, 21 juin 1862, p. 914, Corps Législatif, discours de Cornille ; J. Simon, *L'École*, pp. 143-146.

(4) *Mémoires d'un vieil Instituteur*, p. 31.

(5) *Moniteur*, 25 décembre 1863, p. 1560, Sénat, pétition n° 12, rapporteur M. de Mentque. — Cf. *id.* 25 avril 1857, p. 518, Corps législatif : « M. Paul Dupont appelle l'attention de la Chambre sur l'irrégularité avec laquelle sont payés les traitements des instituteurs primaires. Il dit que souvent ce paiement se fait attendre de cinq à six mois et même davantage. »

(6) *Id.*, 19 février 1865, *Situation de l'Empire*, p. 165, d'après une enquête où l'on a entendu 38.386 instituteurs.

fixer le complément à ajouter au traitement pour atteindre le taux légal (1).

« Lorsqu'on avait mené cette existence de gêne et de privations durant trente, quarante ans et plus, le résultat final était une pension de retraite qui n'assurait pas le pain quotidien et n'aurait pas donné de l'eau à boire s'il eût fallu la payer » (2). Les pensions étaient en effet dérisoires, fixées à cinquante, quarante ou même trente francs par an. Un vieux maître qui, durant toute sa carrière, avait eu dans son école de 80 à 100 élèves, vit la sienne liquidée à 115 francs pour quarante ans de services. Des institutrices avaient 37 francs, 18 francs (3).

On obviait tant bien que mal à cet inconvénient par l'allocation de secours distribués sur un fonds de 100.000 francs, prélevé au budget de l'Instruction publique. Trente instituteurs en moyenne, par département, recevaient ainsi annuellement des sommes variant entre 25 et 50 francs, à la condition d'avoir quitté l'enseignement avant 1853, sans avoir accompli trente ans de services (4).

Les instituteurs, obéissant aux désirs du ministre, firent connaître, à l'occasion du concours de 1861, leurs vœux et doléances touchant leur état matériel. Ils demandaient en général le relèvement des traitements, afin de « donner aux fonctions d'instituteur quelque considération » et de supprimer « le cumul d'une foule d'emplois dont quelques-uns sont si vulgaires qu'ils sont dédaignés quelquefois par les manouvriers du village » (5). La plupart réclamaient un

(1) *Moniteur*, 25 décembre 1863, *loc. cit.*

(2) *Mémoires d'un vieil Instituteur*, p. 32.

(3) *Id.*, p. 32; *Moniteur*, 28 avril 1863, p. 654, Corps Législatif, discours d'E. Dalloz.

(4) *Moniteur*, 22 avril 1863, p. 614, Sénat, pétition n° 314, rapporteur M. de Ladoucette.

(5) *Id.*, 21 septembre 1861, p. 1394, rapport de Royer, mémoire d'Adrien; cf. *id.*, 22 septembre, p. 1398.

classement, à l'exemple de ce qui se pratiquait déjà dans le département du Nord (sur l'initiative du Conseil général). Leurs prétentions n'étaient pas excessives : ils s'accordaient à fixer le minimum de traitement à 800 ou 900 francs, et le maximum à 1.200, rarement 1.500 (1). « L'important, disait l'un d'eux, c'est de stimuler le zèle de l'instituteur, c'est de développer en lui le goût de son état, de lui faire aimer sa classe, de le tenir sans cesse en haleine, par la perspective d'un avenir meilleur qui sera à sa disposition, et que son travail intelligent pourra lui créer » (2).

Ils souhaitaient également que la loi sur les pensions civiles fût modifiée de façon à leur permettre de se retirer à cinquante ans et non plus à soixante, et que les dispositions en fussent applicables aux instituteurs en exercice avant sa promulgation (3).

(1) *Moniteur*, 21 septembre 1861, p. 1394 ; 22 septembre, p. 1398, rapport de Royer, *passim* ; 1^{er} mars 1863, p. 309, Sénat, pétition n° 5, rapporteur Le Roy de Saint-Arnaud.

(2) *Id.* 21 septembre 1861, p. 1394, rapport de Royer, mémoire de Philippe.

(3) *Moniteur*, 22 septembre 1861, p. 1398, rapport de Royer, mémoires de Lallemand et Gillet ; 20 février 1863, p. 258, Sénat, pétition n° 682, rapporteur Chapuis-Montlaville ; 22 avril, p. 614, *id.*, pétition n° 314, rapporteur M. de Ladoucette. — Cf. loi du 9 juin 1853, art. 5 et 18. Aux termes de l'article 5, les instituteurs n'étant pas compris dans le service actif, ne pouvaient être admis à pension qu'à soixante ans. C'est la loi du 17 août 1876 qui les a classés dans la « partie active ». L'article 18 est ainsi conçu : « Les fonctionnaires et employés en exercice au 1^{er} janvier 1854, sont soumis aux retenues déterminées par l'article 3 et sont retraités d'après les règles ci-après. Ceux qui étaient tributaires de caisses de retraites supprimées et ceux qui obtenaient pension sur fonds généraux, sont liquidés dans les proportions et aux conditions réglées par la présente loi pour leurs services postérieurs au 1^{er} janvier 1854 ; et pour leurs services antérieurs conformément aux règlements spéciaux, soit aux loi et décret des 22 août 1790 et 13 septembre 1806 qui régissaient respectivement leur situation, sans que les maximums déterminés par la présente loi puissent être dépassés. — Tou-

Les membres du Parlement n'étaient pas loin de partager l'opinion des instituteurs. Dès 1857 nous les voyons s'émouvoir de l'insuffisance des traitements (1). En 1861, Brochant de Villiers appelle à nouveau l'attention du gouvernement et du Corps Législatif sur la situation de fonctionnaires qui gagnent entre 1 fr. 60 et 2 fr. 40 par jour pour subvenir aux besoins de leur famille. Qu'arrive-t-il ? Les bons instituteurs quittent la carrière, s'en vont à l'industrie, au commerce. « Les mauvais restent parce qu'ils ne peuvent faire autre chose. Les jeunes gens qui se destinent à l'enseignement, témoins de ces fâcheux résultats et de toutes les misères des instituteurs, n'entrent pas dans les écoles normales ; on n'y voit guère paraître comme élèves que des jeunes gens qui veulent échapper à la conscription ou qui craignent la charrue et la pioche, c'est-à-dire les paresseux » (5).

Edouard Dalloz, à son tour, invoquait des raisons d'ordre politique et social, la nécessité d'éviter les rancunes et les colères qui avaient fait explosion en 1848 : « A cette époque, nous avons vu des natures ulcérées, des natures froissées par suite de situations trop besogneuses, fournir dans les mauvais jours un appoint aux doctrines subversives, et l'esprit révolutionnaire trouver parfois des partisans où il eût dû ne rencontrer que des adversaires. A cet égard, il y a certain précepte qu'on pourrait presque poser en axiome, c'est celui-ci : « Quand un gouvernement fait

tefois, les pensions des fonctionnaires et employés qui, au 1^{er} janvier 1854, auraient accompli la durée de service exigée par les règlements spéciaux, loi et décret précités, sont liquidées conformément à ces règlements, loi ou décret. »

(1) *Moniteur*, 22-23 mai 1857, p. 562, paroles du général baron Gorse ; *id.*, 30 avril 1858, p. 543, discours du marquis d'Andelarre.

(2) *Id.* 13 juin 1861, p. 87.

« de bons instituteurs publics, il fait de bonnes générations » (1).

La première cause du mal, dont on se plaignait unanimement, résidait dans le décret du 31 décembre 1853.

Rouland supprima la 2^e classe des suppléants à partir du 1^{er} janvier 1859, montrant dans un rapport à l'Empereur que si les mesures prises par Fortoul étaient très judicieuses, on les regretta une fois mises à exécution, à cause de la difficulté qu'on éprouva bientôt à recruter le personnel (2). Il ne s'arrêta pas là. Dix-huit mois plus tard, il supprima complètement les suppléants (3).

Eclairé par l'enquête faite au milieu des instituteurs, frappé de leur situation pénible, Rouland résolut en « outre de rendre plus digne et plus stable la profession de ces hommes dévoués à l'éducation du peuple des villes et des campagnes » (4). A dater du 1^{er} janvier 1863, tous les instituteurs publics purent recevoir une indemnité calculée de façon à élever leur revenu scolaire à 700, 800 et 900 francs, après cinq, dix et quinze ans d'exercice. C'était une avantageuse extension du décret du 31 décembre 1853, qui accordait des récompenses, mais en cherchait le montant dans les économies dérivant de l'institution des suppléants (5).

(1) *Moniteur*, 28 avril 1863, p. 654. — Cf. *Dictionnaire de Pédagogie*, I, 1, pp. 502-503, v^o *Conseils généraux* (vœux des). Les assemblées départementales réclament avec insistance l'amélioration du sort des instituteurs.

(2) *Id.*, 23 juillet 1858, p. 921, rapport et décret; Gréard, III, pp. 728-729 et la note 1, p. 729, citant la circulaire du 13 novembre 1858 en ce qui concerne les institutrices. (Le décret ne s'appliquait pas aux institutrices.)

(3) *Id.*, 30 décembre 1860, p. 1164; Gréard, III, pp. 765-766, décret du 29 décembre 1860; *id.*, III, pp. 767, Delalain, V, p. 417, circulaire du 20 janvier 1861.

(4) *Id.*, 29 janvier 1862, *Situation de l'Empire*, p. IV.

(5) *Id.*, 25 avril 1862, p. 595, Gréard, III, pp. 788-792, rapport et décret du 19 avril 1862.

Les instituteurs débutants, tous ou presque tous sans ressources personnelles, ne touchaient pas le premier mois de leur traitement, réservé pour la caisse des pensions civiles. Ils se trouvaient par suite dans une position très précaire. Il fut décidé que tout élève-maître, boursier de l'Etat ou des départements, appelé pour la première fois aux fonctions d'instituteur public, recevrait, en sortant de l'Ecole Normale, pour se rendre à son poste, une indemnité de 100 francs au maximum (2).

Ces améliorations étaient le fruit d'une sage administration du budget de l'Instruction publique (3). Elles étaient fort louables, et Jules Simon, un adversaire de l'Empire, n'hésitait pas à le reconnaître (4). Mais le ministre ne croyait pas sa besogne achevée. Il songeait à organiser définitivement l'enseignement public des filles, à donner aux institutrices, volontairement négligées en 1850, une situation légale qui leur permît de vivre (5). Cette intention est clairement exprimée à plusieurs reprises dans les documents officiels.

Sur les économies qu'il réalisa, Rouland réserva une somme de 60.000 francs pour relever les indemnités accordées aux institutrices (6), et il voulait

(1) Gréard, III, pp. 789-790, rapport précédant le décret du 19 avril 1862.

(2) Décret précité (Gréard, III, p. 791). Cf. Delalain, V, p. 545, instruction du 18 août 1862.

(3) Rapport précédant le décret du 19 avril 1862.

(4) J. Simon, *L'École*, p. 102. « Il est juste de reconnaître que si l'on n'a rien fait depuis 1854, pour relever la situation morale des Instituteurs, on s'est beaucoup occupé de leur situation matérielle. »

(5) Cf. J. Simon, *op. cit.*, pp. 124-125, commentaire des dispositions de la loi du 15 mars 1850 concernant les écoles de filles.

(6) Gréard, III, p. 778, Rapport à l'Empereur sur les améliorations introduites dans divers services de l'Instruction publique, 10 juillet 1861.

l'augmenter pour suffire à tous les besoins pressants auxquels s'étendait sa sollicitude (1). Mais des secours, même très abondants, ont toujours un caractère précaire. Le ministre, pour combler « une bien regrettable lacune » et supprimer « le régime si défectueux des écoles mixtes » fit préparer et soumettre au Conseil d'Etat un projet de loi sur les écoles de filles dans l'espoir d'en saisir le Parlement à bref délai (2).

Les circonstances l'empêchèrent d'en poursuivre lui-même l'exécution, mais nous y voyons une preuve nouvelle, après tant d'autres, de l'intérêt très sincère qu'il portait au personnel de l'enseignement primaire.

V

Rouland a contribué, autant qu'il le pouvait, à l'amélioration de la situation matérielle des instituteurs et de tous les fonctionnaires de l'enseignement primaire en général. Il s'est également préoccupé de leur situation morale et administrative en s'efforçant de régler au mieux des intérêts individuels et collectifs les relations entre supérieurs et subordonnés. Peut-être n'y a-t-il pas toujours entièrement réussi, autant par la faute du régime dont il était le serviteur dévoué que par celle de ses collaborateurs trop zélés. Telles recommandations d'un inspecteur d'Académie tels conseils d'un pédagogue officiel ou d'un directeur d'école normale nous semblent aujourd'hui très élarges. Mais il s'est produit tant de modifications dans l'organisation de l'Université depuis un demi-siècle, que nous devons, avant de juger l'œuvre d'un ministre de l'Empire, nous soustraire à l'influence de nos idées contemporaines et nous rappeler que Napoléon III était le chef d'une monarchie autoritaire où

(1) *Moniteur*, 30 janvier 1862, *Situation de l'Empire*, p. V.

(2) *Id.*, *ibid.*; cf. 1^{er} mars 1863, Sénat, pétition n° 647, rapporteur Amédée Thierry.

l'indépendance absolue des serviteurs de l'Etat n'avait aucune raison d'exister.

La loi du 14 juin 1854, par ses articles 8 et 9, confiait la direction de l'enseignement primaire aux préfets. Les inspecteurs d'Académie, chargés de les seconder dans cette partie de leur tâche, étaient tenus, pour « répondre à l'esprit de la loi » de se montrer leurs « collaborateurs » et leurs « agents assidus ». Ils devaient leur inspirer « une pleine et entière confiance », et Rouland demandait aux préfets de le renseigner exactement sur la manière dont ils accomplissaient leur tâche (1). C'était marquer sans équivoque la dépendance de l'administration universitaire vis-à-vis du pouvoir politique dont le préfet est le principal représentant.

L'instituteur, à plus forte raison, se trouvait étroitement soumis à la bonne volonté de ce haut fonctionnaire qui le nommait et le révoquait sans appel. Il était encore l'homme-lige du maire et du curé, de par la loi de 1850, et tenu d'exercer en dehors de sa classe, dans la plupart des communes, ce qu'on appelait les « fonctions accessoires ». Il était secrétaire de mairie, chantait au lutrin ou assistait le curé dans les divers offices du culte, et participait aux travaux des commissions de statistique agricole. Des abus se produisaient parfois au détriment des intérêts scolaires ; on oubliait que l'instituteur avait d'abord à faire l'éducation des enfants ; maire et curé accaparaient tout son temps, ou bien en usaient avec lui de façon très cavalière. « Secrétaire de mairie, écrivait Jules Simon, cela veut dire, la plupart du temps, valet de M. le Maire ; sacristain ou bedeau, c'est tout un dans les campagnes, et, quoi qu'on en dise, il s'agit presque toujours, entre autre choses, de balayer l'église et de sonner les cloches » (2).

(1) Delalain, V, Circulaire du 25 août 1857, p. 117-118.

(2) J. Simon, *L'Ecole*, p. 108.

Il n'était pas facile, d'un seul trait de plume, d'abroger de vieux usages agréables à tant de gens amis du pouvoir. Les instituteurs n'eussent pas mieux demandé que d'être rendus tout entiers à leur besogne, à condition d'être mieux payés, car les fonctions accessoires leur procuraient des suppléments qui n'étaient pas à dédaigner (1). Ils réclamaient parfois — très respectueusement — plus d'indépendance vis-à-vis du maire et du curé (2), plus de garanties contre l'omnipotence préfectorale. Certains même auraient voulu devenir véritablement fonctionnaires de l'Etat, revêtus de l'institution ministérielle (3). Ambitions légitimées sans nul doute, mais difficiles à satisfaire dix ans après le coup d'Etat.

Rouland s'en tint à prescrire des mesures propres à limiter l'arbitraire des diverses personnalités qui avaient droit de surveillance ou de direction sur l'école primaire.

Il rappela aux préfets que la *suspension*, prévue par l'article 33 de la loi du 15 mars 1850, et laissée à leur appréciation, ne devait jamais excéder six mois, sous peine de devenir « l'équivalent de la révocation » et, par suite, de priver « en définitive le fonctionnaire de sa place et non plus seulement de son traitement légal pendant un temps déterminé ». La suspension, « avertissement sévère plutôt qu'un châtiment » demandait une extrême réserve dans l'application. Or certains instituteurs étaient trop souvent frappés sans limite de durée, mis en non activité ou remplacés par un titulaire au lieu d'un intérimaire. « Rien n'indique s'ils ont été envoyés ailleurs, disait le ministre ; il est bon,

(1) *Moniteur*, 21 septembre, 22 septembre 1861, pp. 1394, 1398, rapport de Royer, mémoires des instituteurs Adrien et Boulanger.

(2) *Id.*, 1^{er} mars 1863, p. 309, Sénat, pétition n° 10, rapporteur Le Roy de Saint-Arnaud.

(3) *Id.*, 22 septembre 1861, p. 1398.

dans ce cas, que vous veuillez bien me faire savoir ce qu'ils sont devenus » (1).

Un des plus graves inconvénients dont souffraient les instituteurs, étaient les mutations répétées et les déplacements d'office, qui, sans être à proprement parler des peines disciplinaires, servaient à satisfaire certaines rancunes locales d'ordre politique ou privé. Les mémoires produits au concours de 1861 contenaient à cet égard de nombreuses plaintes (2).

Rouland invita les préfets à exercer leurs pouvoirs « avec toutes les garanties de l'expérience et de la modération ». Sa circulaire du 26 août 1862, très libérale et très sensée, contient un avertissement discret à l'adresse des potentats de département ou d'arrondissement qui, de gaité de cœur, sacrifiaient un pauvre maître d'école. Il faut en citer la plus grande partie, car elle est tout à l'avantage de celui qui n'a pas craint de la rédiger ou de l'inspirer, bravant les doléances des politiciens toujours prêts à traiter en ilotes les salariés de la commune ou de l'Etat. « Les mutations parmi les instituteurs ne doivent pas être fréquentes ; elles ne doivent être effectuées que dans l'intérêt des écoles ou dans celui des instituteurs eux-mêmes. Il faut que chacun puisse facilement apprécier la justice et l'opportunité de ces mutations et il importe qu'elles ne soient jamais envisagées *comme des concessions faites à des exigences personnelles*, ou comme le résultat de motifs étrangers aux vraies nécessités du service.

« Si, avec raison, vous ne devez pas hésiter à éloigner un instituteur qui néglige ses devoirs, ou dont la considération a souffert même passagèrement, vous devez maintenir avec fermeté dans ses fonctions celui qui les remplit convenablement et dont le changement vous serait demandé dans l'intérêt soit d'un autre

(1) Delalain, V. p. 427, circulaire du 28 mars 1861.

(2) *Moniteur*, 21, 22 septembre 1861, p. 1394, 1398.

maître, soit d'un service accessoire pour lequel il montrerait moins d'aptitude. Il est bon qu'un instituteur s'attache au pays dans lequel il exerce, et que les jeunes générations qui se succèdent dans son école le retrouvent longtemps voué aux mêmes devoirs et lui conservent ainsi l'attachement qu'il aura su conquérir » (1).

Les fonctions accessoirement imposées aux instituteurs engendraient des difficultés d'une autre nature (2). Rouland, pour concilier à la fois les exigences primordiales de l'enseignement primaire et de certains services publics (au nombre desquels on comptait alors le service de l'église paroissiale), avait, dès son arrivée aux affaires, réglementé la participation des instituteurs aux travaux des commissions de statistique agricole (3). Il ne tenait nullement à les détourner de leur véritable mission qui est d'instruire les enfants, mais il admettait qu'ils devaient au moins remplir les fonctions de secrétaires de mairie (4) et de clercs laïques dans les communes rurales, sans oublier

(1) Gréard, III, pp. 810-811 ; Delalain, V, 548, circulaire du 26 août 1862. On peut comparer à la circulaire de Rouland celle que M. A. Briand adressait le 6 avril 1906 aux préfets au sujet des mutations d'office. (*Bulletin*, 1906, I, p. 353).

(2) Certains auraient volontiers accru les services accessoires, comme ce notaire de Confolens, demandant que l'identité des personnes soit établie à l'aide d'une inscription tatouée sur le bras des nouveau-nés. « L'opération du tatouage, écrit-il très sérieusement, deviendrait une des attributions de l'instituteur communal. » (*Moniteur*, 3 mai 1863, p. 694, Sénat, pétition n° 460, rapporteur Bon de Lacrosse.)

(3) Delalain, V, pp. 85-87, circulaires du 27 août 1856 aux recteurs et aux préfets. On lit dans la seconde : « Ma pensée n'est en aucune façon que vous appeliez par mesure générale tous les maîtres de votre département à s'associer aux travaux dont il s'agit. »

(4) On voit invoquer cette raison pour les préfets quand ils nomment, à l'encontre du choix des municipalités, un instituteur laïque au lieu d'un congréganiste. (Cf. *infra*, chap. V, par. V.)

qu'elles ne constituaient pas leur principal emploi. Si le service de l'état-civil était en général mieux rempli depuis qu'on en avait chargé des instituteurs formés à l'école normale, si, préparés également à faire de bons chantres, ils contribuaient « à donner dans les campagnes plus de régularité et de pompe à l'office divin » et fournissaient ainsi une garantie nouvelle de leurs sentiments religieux, il était toujours à craindre que « l'abus » ne s'introduisît « à côté de l'usage ». Le ministre tenait à ce que ces fonctions fussent « pour les instituteurs primaires l'occasion d'une juste rémunération de la part des communes et des fabriques », et surtout ne devinssent jamais préjudiciables à la bonne marche de l'école. Des maîtres peu zélés prélevaient sur le temps des classes les heures qu'ils consacraient à la mairie ou à l'église. S'ils persistaient « après un sérieux avertissement dans les mêmes errements » le préfet devait leur infliger « une peine disciplinaire ». D'autre part, des maires ou des curés ne se gênaient point pour déranger les instituteurs de façon inopportune, les plaçant ainsi dans une situation « très pénible », car « entre leurs devoirs et les ordres des personnes » envers lesquelles on les obligeait à « obéissance ou déférence », il n'était pas étonnant de les voir fléchir et momentanément abandonner l'école. Rouland établissait en principe que les maires et les curés n'avaient à recourir aux services des instituteurs « qu'en dehors des heures de classe ». « Tout ici, disait-il, dépend d'une bienveillante entente et d'une intelligente répartition dans les travaux demandés aux instituteurs, et je n'approuverais de leur part aucune résistance capricieuse ni aucun refus absolu, de même que je ne pourrais sanctionner vis-à-vis d'eux des exigences excessives ou irréfléchies » (1).

(1) Gréard, III, p. 811 ; Delalain V, pp. 548 et s., circulaire du 26 août 1862.

En somme, le ministre s'efforçait d'endiguer les prétentions multiples qui se manifestaient à l'égard des instituteurs, et de concilier autant que possible les intérêts divergents.

Dans l'opinion des administrateurs universitaires et du public, le maître d'école n'en restait pas moins un piètre personnage auquel on parlait de haut, sur un ton doctoral ou cassant (1). Les chefs ne le soutenaient pas toujours contre la concurrence congréganiste, contre la malveillance du curé, ami naturel des Frères des Ecoles chrétiennes (2). On le mettait à part au milieu des autres hommes. Barrau voulait qu'il fût toujours « raisonnable et modeste » (3), et vécût « comme dans la solitude » tout en se mêlant à la foule. « Mille distractions qui sont autorisées pour tous, lui sont interdites. Pour lui la loi est exigeante et l'opinion publique plus exigeante encore que la

(1) Voici un modèle de la prose administrative de l'époque, tiré des archives de l'Inspection académique du Rhône. C'est une lettre à l'instituteur de la commune de Bibost, pour l'autoriser à tenir un cours d'adultes. « L'autorisation qui vous est accordée vous impose le devoir de mettre tout votre zèle et tous vos efforts à vous acquitter avec conscience de la tâche dont vous vous êtes chargé. Vous devez vous appliquer aussi bien par le mérite de votre conduite que celui de vos leçons, à exercer sur les jeunes gens vos élèves, une utile et salutaire influence, de manière à ce que votre enseignement soit pour eux non seulement une source d'instruction, mais encore un moyen d'édification. Ce n'est qu'à cette double condition que vous répondrez à la confiance du Conseil (départemental) et de l'Administration. » (22 mars 1855.)

(2) Voy. dans les *Mémoires d'un vieil Instituteur*, pp. 73 et s. l'histoire amusante des rapports du maître laïque et du desservant de la commune, et le récit des agissements d'un inspecteur primaire, ami des congréganistes.

(3) Valette, *Guide pédagogique et administratif à l'usage des instituteurs et institutrices et principalement des élèves-maîtres*, p. 9 (1 br. in-12, Strasbourg, 1862). — Valette était directeur de l'Ecole Normale de Strasbourg.

loi » (1). Il est tenu de vivre comme le prêtre. « Sa profession, sans avoir la sainteté du sacerdoce, doit en reproduire l'austérité » (2). On lui demande avec instance de ne pas chercher à s'élever au dessus de sa situation, de vivre en paysan, d'habituer ses enfants au travail de la terre (3).

Dès l'école normale on l'entraîne à l'existence frugale. Les fautes de jeunesse sont excusées, admirées parfois dans les familles bourgeoises. « Mais cette indulgence ne s'étend pas jusqu'aux élèves-maîtres » (4). On leur mesure parcimonieusement les vacances pour éviter les influences néfastes de l'extérieur. « Ce qui est un repos, un délassement innocent pour des enfants jeunes, dont le travail n'a pas pour but immédiat une carrière à suivre, devient un obstacle au zèle et au succès pour ceux qui... remplissent une tâche en vue d'un état » (5). Arrivés chez eux, les élèves-maîtres commenceront par aller visiter le maire, le curé ou le pasteur et l'instituteur. Ils se garderont du laisser-aller, des « chansons libres qui dénotent toujours une mauvaise éducation » ; la « pipe » ou le « cigare » ne conviennent pas à la gravité pédagogique, non plus que la fréquentation des bals et des cafés. « Telle distraction, que le monde autorise chez un jeune ouvrier, pourrait nuire à la considération d'un futur instituteur ». Son devoir est de rester en famille, d'assister aux offices religieux le dimanche et même le jeudi. « Si, animé par une piété sincère et fervente, il assistait chaque matin à la messe, ce serait inaugurer dignement la journée et se préparer à la passer en honnête homme et en bon chrétien ». Que penser enfin de ceux « qui, paraissant avoir honte de

(1) Valette, *op. cit.*, p. 3 (cit. Barrau).

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 3 (cit. Barrau).

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 71.

(4) *Id.*, *ibid.*, p. 13 (cit. Barrau).

(5) *Id.*, *ibid.*, p. 25 (cit. Théry).

leur uniforme, ne craignent pas d'imposer à leurs parents pour le temps des vacances la dépense d'un costume spécial dont souvent la couleur et les formes bizarres sont un indice du plus mauvais goût ? » (1)

On retrouve ici l'écho lointain des circulaires de Fortoul.

Rouland, d'ailleurs, sans tomber dans les exagérations de son prédécesseur, désirait qu'on inspirât aux élèves-maîtres « des idées de simplicité et de modestie » (2), et leur rappelait qu'ils ne pouvaient « en aucune manière » se considérer comme assimilés aux élèves des lycées et des collèges (3).

On les formait ainsi à leur carrière toute d'abnégation et de dévouement obscur. Quelques notes, extraites des cahiers d'un vieux maître qui exerça près d'un demi-siècle dans la même commune de la Haute-Marne, viennent pittoresquement illustrer les instructions officieuses et officielles.

L'inspecteur d'Académie de ce département réunissait de temps à autre ses subordonnés au chef-lieu de canton, et leur adressait un sermon mi-religieux, mi-laïque, sur les devoirs de leur état. A la date du 1^{er} décembre 1858 : « M. l'Inspecteur nous a rappelé nos obligations en nous faisant entendre à nouveau que notre profession est un rigoureux sacerdoce... Le gouvernement tient essentiellement à ce que les instituteurs soient des hommes moraux et surtout religieux avec zèle et soumission..... M. l'Inspecteur a fait ressortir *les graves inconvénients qui peuvent atteindre les instituteurs qui se livrent à la pêche et à la chasse* ». L'inspecteur rigoriste jugeait ces innocentes distractions certainement bien pernicieuses, car il y revint l'année suivante, en interdisant formellement à ses auditeurs de s'y livrer. Il s'éleva également avec énergie contre

(1) Valette, *Guide Pédagogique*, pp. 31-33.

(2) Delalain, V, p. 514, circulaire du 31 mars 1862.

(3) Delalain, V, pp. 297-298, circulaire du 9 septembre 1859.

ceux qui compromettaient leur dignité dans les auberges de village « avec des hommes ivres qui crient, se querellent ou se battent », *ou même acceptaient des invitations à dîner*. « Un instituteur qui prend un repas dans une maison est excité par les convives. Son festin est moins frugal que chez lui, il se couche un peu plus tard que d'habitude, il est assez rare que le lendemain matin sa tête soit aussi tranquille que les autres jours, que ses idées soient aussi nettes et ses sens calmes... L'instituteur évitera tous les repas, bals, noces, fêtes publiques, où il sera invité. »

Son rôle consiste donc, en dehors de la classe, à se replier sur lui-même et à méditer sur ses obligations. « Il doit être moral et religieux par conviction, propre, exact et soigneux... Il doit constamment travailler à sa propre instruction... Il doit lire et relire sa pédagogie et sa direction morale et religieuse ; sur ce dernier point il ne saurait trop recourir, avec déférence et soumission, *au supérieur naturel et immédiat que Dieu a placé auprès de lui* ». L'instituteur copiera sur un tableau spécial le libellé des obligations qui l'attendent aussi bien dans la vie privée que dans la vie professionnelle. « Il doit l'avoir constamment sous les yeux, de même qu'il doit l'afficher aux yeux de ses élèves, afin que ceux-ci, comme leurs parents, n'ignorent rien de la vie de leur maître, leur vivant exemple. L'instituteur, comme le sage, habite une maison de verre ; pas un de ses gestes, comme pas une de ses pensées, ne doivent être inconnus de l'autorité ni du public ». Mais « il ne doit parler de sa nomination à personne, pas même à ses amis, pas même à sa femme » (1).

Au temps de Rouland, l'instituteur reste encore le « clerc laïque » d'autrefois. Sa liberté se trouve diminuée par les multiples occupations auxquelles il est

(1) Ces notes que m'a communiquées M. Ch. Demay, professeur à l'Ecole Normale de la Côte-d'Or, ont été publiées dans le *Petit Bourguignon* du 26 novembre 1907.

astreint, par la surveillance étroite qu'exercent sur lui le préfet, les inspecteurs, le maire et le curé. Une amélioration, cependant, se manifeste dans sa situation morale. Le ministre veille à ce qu'il ne soit pas trop souvent victime du caprice de ses multiples supérieurs, il veut qu'on le respecte, il écoute sans morgue ses plaintes et ses vœux. Après Fortoul, c'est un progrès très sensible, un grand pas de fait du côté des heureuses réformes.

VI

Rouland n'introduisit pas dans l'organisation pédagogique de l'enseignement primaire de profonds changements, s'en tenant à des retouches de détail, à des améliorations particulières. Mais on lui doit de très remarquables instructions concernant la méthode à suivre dans les salles d'asile et les écoles élémentaires, instructions qui n'ont point vieilli, et mériteraient une place honorable aujourd'hui même, dans tout bon manuel de science de l'éducation.

Le décret du 22 août 1854, consécutif à la loi du 14 juin de la même année, avait prescrit aux inspecteurs d'Académie de remplir les fonctions d'inspecteur primaire dans l'arrondissement du chef-lieu où ils résidaient. Ils étaient aidés par un des inspecteurs primaires du département désigné chaque année. Cette singulière manière de procéder contraignait un fonctionnaire mal rétribué à quitter sa résidence habituelle pour se rendre auprès de son chef, laissant sa famille qu'il n'osait déplacer pour si peu de temps, et faisant ainsi double dépense de loyer et d'entretien. D'autre part, il visitait des écoles et des maîtres qu'il ne connaissait nullement et qu'il ne reverrait peut-être jamais, et, dans son arrondissement propre il perdait l'influence et l'autorité qu'il avait acquises (1).

(1) *Moniteur*, 26 juin 1858, p. 805; Gréard, III, pp. 723-724, rapport et décret du 21 juin 1858. « Il est démontré aujourd'hui,

Au Corps Législatif, on réclama la suppression de ce système contre lequel avaient protesté plusieurs Conseils généraux et plusieurs préfets. Paul Dupont proposait de « créer un inspecteur par arrondissement, sauf à réunir, toutes les fois où cela serait possible, deux arrondissements voisins et peu importants, et en attendant cette organisation, de laisser chaque inspecteur dans sa localité » (1). Fortoul avait imaginé les dispositions du décret de 1854 dans un but d'économie (2). Mais le gouvernement prit en considération les justes critiques qu'on lui adressait, et Rouland par le décret du 21 juin 1858 fixa définitivement les inspecteurs primaires dans leur circonscription et débarrassa les inspecteurs d'Académie d'un service qui ne rentrait pas dans leurs attributions essentielles (3).

La formation des instituteurs ne pouvait laisser indifférent un ministre qui avait ouvertement manifesté sa sympathie à l'école primaire. Il s'occupa des écoles normales et ne fut pas hostile aux essais de reconstitution des conférences pédagogiques.

Les écoles normales étaient toujours régies par les décret et arrêté de 1851, et Rouland s'en tint d'abord strictement à cette réglementation. Ainsi, la durée des vacances pour les élèves-maîtres avait été fixée à quinze jours par an. A l'occasion des victoires de l'armée d'Italie en 1859, elles furent augmentées de

dit Rouland dans son rapport, que l'arrondissement chef-lieu où l'inspection ne s'exerce plus que d'une manière incomplète et sans cet esprit de suite qui seul garantit le succès, souffre de l'absence d'un fonctionnaire spécial, et que les autres arrondissements eux-mêmes se ressentent de l'abandon momentané qu'ils subissent. » (Gréard, III, p. 723.)

(1) *Moniteur*, 22/23 mai 1857, p. 562, Discours de P. Dupont.

(2) *Id. ibid.*, Réponse du président de section au Conseil d'Etat Boulay de la Meurthe, commissaire du Gouvernement.

(3) *Id.*, 26 juin 1858, p. 805; Gréard, III, pp. 723-724.

cinq jours ; mais c'était une dérogation purement accidentelle et passagère « à une disposition essentielle du règlement des établissements normaux de l'Etat ». Le ministre considérait en effet que si les jeunes gens qui se préparaient à la carrière de l'enseignement avaient besoin de « quelques moments de repos et de délassement », l'interruption de leurs études devait être « réduite au temps strictement nécessaire pour réparer leurs forces et leur permettre de renouer les relations de la famille » (1).

Rouland se départit bientôt de cette apparente rigueur. L'année suivante, après une enquête faite par les soins des recteurs, motivée par un certain nombre de rapports où l'on faisait valoir « qu'un travail continu de onze mois sans autre interruption que les promenades du jeudi et du dimanche, était préjudiciable à la santé des jeunes gens » et « qu'un internat aussi rigoureux causait aux élèves-maitres une sorte de découragement nuisible à leurs études » (2), il accorda aux écoles normales un mois de congé par an, et, à titre facultatif, huit jours à l'occasion des fêtes de Pâques (3).

Cette mesure était dictée par le souci de ne pas entraver le recrutement assez difficile des écoles normales. On s'inquiétait vivement au ministère de cet important problème. Les améliorations effectuées ou promises en ce qui regardait le sort matériel des instituteurs ne suffisaient pas toujours, semble-t-il, à susciter des candidats nombreux et réunissant les aptitudes convenables aux fonctions de l'enseignement puisque Rouland recommandait aux préfets de faire procéder par les inspecteurs primaires à de minutieuses informations sur les jeunes gens désireux d'être

(1) Delalain, V, pp. 297-298, circulaire du 9 septembre 1859.

(2) Delalain, V, pp. 354-355, circulaire du 8 mai 1860.

(3) Gréard, III, pp. 759-760, décret du 18 août 1860 (n'est pas au *Moniteur*).

admis dans les écoles normales. Ils pouvaient, en s'aidant des précieuses indications fournies par les instituteurs résidant déjà depuis un certain temps dans leur circonscription « exercer une action salutaire sur le recrutement des élèves-maîtres, tantôt en déterminant par des conseils et des encouragements une vocation encore indécise », tantôt au contraire en éloignant du concours ceux qui songeaient uniquement à éviter, grâce à l'engagement décennal, sept années de service militaire (1).

Si Rouland n'eut point contre les écoles normales la défiance agressive de ses prédécesseurs, il ne tenait pas à voir les « primaires » nourrir des ambitions qu'il jugeait démesurées et dangereuses. Un journal pédagogique avait ouvert un concours où des élèves-maîtres envoyèrent des copies jugées dignes d'être insérées. Le ministre blâma « la publicité » donnée à ces essais, parce qu'elle avait « pour résultat d'*exciter outre mesure l'amour-propre des futurs instituteurs et de les éloigner ainsi des idées de simplicité et de modestie qu'on doit s'efforcer de leur inspirer* » (2).

Rouland, cependant, voulait provoquer l'extension des écoles normales, menacées de mort par la réaction de 1850. N'étaient-elles pas « le meilleur, sinon le seul noviciat des instituteurs ? » (3) « Nos écoles normales, écrivait-il en 1863, présentent un excellent système d'enseignement, car à côté des connaissances scolaires on y développe toutes les notions scientifiques qui sont applicables aux usages de la vie et qui peuvent aider puissamment la bonne entente du travail professionnel ». Il réprouvait « le régime défectueux qui consistait pour quelques localités à placer des élèves stagiaires dans les écoles publiques dési-

(1) Delalain, V, pp. 483-485, circulaire du 11 juillet 1862.

(2) Delalain, V, p. 514, circulaire du 31 mars 1862.

(3) *Moniteur*, 21 septembre 1861, pp. 1394, rapport de Royer, mémoire d'Adrien.

gnées par le conseil départemental ». Ce n'était qu'un « expédient... condamné par l'expérience » et non le moyen d'obtenir « de bons instituteurs préparés par des études complètes » (1).

Les conférences, où se réunissaient les instituteurs d'un canton pour discuter des questions d'enseignement et d'éducation, avaient paru suspectes après 1848. On y redoutait l'introduction de la politique (2). La loi de 1850 les passa purement et simplement sous silence. Dans deux départements, l'Ain et la Corrèze, les conseils généraux en réclamèrent le rétablissement (3). Beaucoup d'instituteurs, de leur côté, eussent été heureux de voir se tenir des réunions périodiques, sous la présidence de l'inspecteur d'Académie ou de l'inspecteur primaire, pour faciliter l'échange fécond des vues et des conceptions personnelles et entretenir parmi les maîtres, jeunes et vieux, une salubre émulation (4). D'autres s'en tenaient aux *retraites pédagogiques*, les conférences n'ayant jusqu'alors donné que des résultats insignifiants (5).

Les retraites pédagogiques, essayées dans plusieurs départements, à partir de 1857, sur la seule initiative des autorités locales, consistaient à faire venir un certain nombre d'instituteurs à l'école normale. Ils y résidaient quelques jours, écoutant des causeries faites par les inspecteurs et le personnel de l'école, et traitant des méthodes d'enseignement, de la discipline, de

(1) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. V.

(2) Gréard, III, p. 45, circulaire du 1^{er} septembre 1848 (Ach. de Vaulabelle).

(3) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, 1, p. 506, *vo* *Conseils généraux* (vœux des).

(4) *Moniteur*, 21 septembre 1861, p. 1394, rapport de Royer, mémoire d'Adrien; *id.*, 22 septembre, p. 1398, *ibid.*, mémoire de Boulanger.

(5) *Moniteur*, 21 septembre, p. 1394, *ibid.*, mémoire de Philippe.

l'hygiène. Ils prenaient des notes et rédigeaient des comptes rendus qu'ils adressaient ensuite à leurs supérieurs (1).

Edouard Dalloz fit, au Corps Législatif, un grand éloge de ces retraites. « Là, dit-il, on cause, on s'instruit, on se complète ; là, des rapports ont lieu entre les instituteurs qui se retrèmpent dans une communauté d'idées ; ils communiquent avec les chefs de service, avec le premier magistrat du département ; les instituteurs publics sont visités par l'évêque, et quand chacun se retire et rentre dans la commune à laquelle il appartient, il y rapporte d'heureuses impressions intellectuelles et morales, le souvenir de la direction qui lui a été indiquée comme la plus favorable à imprimer à la génération dont il a mission de faire des hommes et de bons citoyens » (2).

Mais le système des retraites ne se répandit point, peut-être parce que le ministre, qui n'y fit aucune opposition, ne voulut point non plus intervenir pour les instituer régulièrement dans tous les départements sans exception.

L'enseignement donné dans les écoles élémentaires comprenait obligatoirement l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française, le calcul et le système légal des poids et mesures (3).

On trouvait généralement que ce programme ne suffisait pas pour attirer et retenir à l'école les enfants des paysans qui n'en saisissaient guère l'immédiate utilité. Plusieurs des lauréats du concours de 1861 voulaient y

(1) Brouard, *Essai d'histoire critique de l'Instruction primaire*, pp. 163-166 ; *Dictionnaire de Pédagogie*, I, 1, p. 466, v^o *Conférences d'Instituteurs*.

(2) *Moniteur*, 28 avril 1863, p. 654.

(3) Loi du 15 mars 1850, art. 23.

faire entrer les matières facultatives (1). D'autres plaiaient chaleureusement la cause de l'enseignement agricole donné par le maître dans un jardin servant de champ d'expérience afin de relever « aux yeux des enfants la profession de leurs parents » (2) et de ralentir « le mouvement aveugle et funeste qui entraîne les gens de la campagne vers les centres industriels et vers les villes » (3). Les Conseils généraux émirent des vœux analogues (4). Un membre de la Société Impériale d'agriculture de Poitiers, ancien polytechnicien, M. Carmignac-Descombes, souhaitait même que le *Moniteur des Communes* contint des articles d'agriculture rédigés par de savants spécialistes et que l'instituteur eût lus publiquement, chaque dimanche, dans la salle d'école (5). Au Corps Législatif, Larrabure, un des champions de l'enseignement professionnel, insistait sur la nécessité d'inculquer aux enfants les premières notions du jardinage, de la taille des arbres et de la vigne, au lieu de leur apprendre des choses propres à les dégoûter de leur situation (6), et le conseiller d'Etat Boinvilliers, commissaire du gouvernement, lui répondait que les préfets avaient reçu des instructions pour organiser, partout où cela serait possible, un enseignement agricole primaire (7).

Rouland témoigna d'ailleurs de son souci d'orienter les programmes de l'école élémentaire dans un sens

(1) *Moniteur*, 21 et 22 septembre 1861, pp. 1394 et 1398, rapport de Royer, *passim*.

(2) *Id.*, 21 septembre 1861, p. 1394, *ibid.*, mémoire d'Adrien.

(3) *Id.*, 21 septembre 1861, p. 1394, rapport de Royer, mémoire d'Hilbold.

(4) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, 1, p. 504, v^o *Conseils généraux* (vœux des).

(5) *Moniteur*, 8 mai 1863, p. 732, Sénat, pétition n^o 238, rapporteur Chapuys-Montlaville.

(6) *Id.* 21 juin 1862, p. 914, 26 avril 1863, p. 643.

(7) *Id.*, 26 avril 1863, p. 644.

positif. Une des plus remarquables circulaires de son ministère est celle du 20 août 1857. On l'attribue généralement à l'inspecteur général Eugène Rendu (1). Rouland sut tout au moins l'accepter des mains de son collaborateur et la faire sienne, ce qui prouve que cet ancien magistrat s'entendait assez bien à la pédagogie (2).

La circulaire de 1857 concernait les matières obligatoires auxquelles elle ajoutait quelques notions de géographie (3).

Le ministre invitait les recteurs à veiller tout particulièrement à ce que l'enseignement donné dans les écoles eût un caractère concret capable de faire saisir aux populations, de leur faire « toucher du doigt l'utilité pratique de l'instruction....., le tour vague, abstrait, purement théorique de l'enseignement » étant « trop souvent l'une des causes de la désertion des classes » (4).

Pour l'instruction morale et religieuse, l'instituteur est « l'auxiliaire utile et discret du curé », non pas en bourrant la mémoire de ses élèves de faits et de dates, mais en s'efforçant de graver dans leur esprit des notions essentielles, par « un récit fait avec quelque vivacité, coupé de temps à autre d'interrogations », afin de tenir l'attention toujours en éveil (5).

(1) Brouard, *op. cit.*, p. 175.

(2) Gréard, III, pp. 714-717, Delalain, V, pp. 149-153, circulaire du 20 août 1857 relative à la direction pédagogique des écoles primaires.

(3) Gréard, III, p. 715. « C'est sur les matières comprises dans la partie *obligatoire* que j'attire tout spécialement votre attention. Ce serait déjà beaucoup, j'allais presque dire, il serait suffisant, que les matières essentielles fussent possédées à fond par tous les enfants que leur âge rend tributaires de l'école. Il s'en faut de beaucoup que nous soyons sur le point d'arriver à ce modeste résultat. »

(4) Gréard, III, p. 715.

(5) Gréard, III, p. 715. — *Id.*, *ibid.* « Je verrais avec un véritable regret que l'on continuât dans vos écoles à faire appren-

La lecture est « un instrument de développement intellectuel ». Le maître aura donc soin de vérifier si les enfants comprennent bien le texte lu, en leur adressant des questions sur le sens des mots et des phrases, aussi bien que sur l'orthographe. La lecture les prépare aussi à parler correctement leur langue maternelle si elle est « faite avec aisance et naturel », « sur le ton de la conversation », résultat que le maître obtiendra en relisant chaque morceau « avec la prononciation, le ton, les inflexions de voix convenables » (1).

On n'attend pas de l'enseignement de l'écriture « d'habiles professeurs de calligraphie », aptes à résoudre « des difficultés extraordinaires », virtuoses émérites en l'art de tracer des lettres compliquées et des courbes savantes, mais simplement des élèves capables d'écrire couramment et lisiblement, soit en *posée*, soit en *expéditée* (2).

L'enseignement de la grammaire est plein d'écueils. On risque à la fois de tomber dans l'abstraction pure ou dans un empirisme qui ne serait pas moins dangereux parce qu'il laisserait les élèves ignorants des règles précises qui gouvernent la langue française. On a trop longtemps attaché une importance capitale aux définitions que l'on plaçait au début des leçons et qui restaient lettre morte pour des enfants de huit ou neuf ans. On s'est perdu dans des subtilités et des bizarreries exceptionnelles, dans un verbalisme fastidieux qui n'était pas éloigné du psittacisme.

La circulaire du 1857 essaya de réagir contre un abus qui fut difficile à déraciner, à supposer qu'il le soit complètement. Elle proscrivit les « définitions mé-

dre par cœur ces interminables séries de faits et de dates qui n'entrent dans la mémoire que pour en sortir aussitôt sans y laisser ni une idée sérieuse, ni une notion utile. »

(1) Gréard, *loc. cit.*

(2) *Id.*, *ibid.*, pp. 715-716.

taphysiques », les « règles abstraites », les « analyses prétendues grammaticales... hiéroglyphes indéchiffrables » et « rebutants exercices », en leur substituant l'emploi judicieux des exemples. « Tout enfant qui vient s'asseoir sur les bancs d'une école apporte avec lui, sans en avoir conscience, l'usage des genres, des nombres, des conjugaisons. Qu'y a-t-il à faire ? Tout simplement l'amener à se rendre un compte rationnel de ce qu'il sait par routine et répète de lui-même machinalement. Que le maître fasse lire une phrase claire et simple ; cette phrase lue, qu'il s'assure si les élèves en ont bien saisi le sens ; qu'il explique ensuite ou fasse expliquer le rôle que chacun des mots joue dans la construction de la phrase. Après quoi, qu'il donne cette phrase à copier. On a ainsi tout ensemble une leçon de logique pratique et une leçon d'orthographe. Là est le seul genre d'analyse qu'il faille admettre dans les écoles. Si l'analyse ainsi pratiquée est fructueuse, parce qu'en *étudiant à la fois la pensée et les mots elle s'adresse à l'intelligence*, elle devient un pur gaspillage de temps, quand elle n'est, comme on le voit trop souvent, que le travail machinal de la mémoire. » Il faut donc, avant tout, faire appel à l'intelligence des enfants et rejeter soigneusement des leçons les subtilités, les exceptions, tout ce qui ne saurait être clairement saisi et compris par eux. « Faire apprendre par cœur des formules abstraites à des enfants qui sortiront de l'école pour manier la bêche ou le rabot, c'est à plaisir et sans résultats heurter les instincts des familles. Qu'on voie s'entrechoquer dans un pêle-mêle de notions confuses ces mots techniques dont une intelligence peu exercée ne parvient jamais à se rendre maîtresse, il n'y a là, avec une perte de temps certaine, que des avantages bien douteux » (1). Les mots, les formules, voilà bien les éternels ennemis de l'école primaire, ceux contre lesquels nous avons à

(1) Gréard, III, p. 716.

lutter sans trêve et sans merci, parce qu'il est des morts qu'il faut qu'on tue (1).

La circulaire de 1857 recommandait encore de choisir des dictées « graduées avec discernement, analysées au point de vue des idées, du sens des mots, de l'orthographe... ayant pour objet un trait d'histoire, une invention utile, une lettre de famille, un mémoire, le compte rendu d'une affaire » ; des problèmes dont les données fussent empruntées « aux circonstances de la vie réelle, aux faits de l'économie domestique, rurale et industrielle », l'arithmétique étant « une sorte de cours de logique populaire appliquée aux besoins, aux relations de chaque jour » (2).

Et pour compléter cet enseignement concret et vivant, elle y joignait « des notions très simples de géographie » où l'on prendrait « pour point de départ le village, le canton, l'arrondissement, le département, en donnant des notions sommaires mais précises, sur les faits historiques, administratifs, industriels et agricoles, qui se rattachent aux lieux indiqués sur la carte » (3).

Nous retrouvons la même sagacité, le même bon sens, dans les documents relatifs aux salles d'asile.

Pour former à sa mission un personnel capable, Rouland créa des salles d'asile modèles affectées au stage des futures directrices et sous-directrices : nulle n'était appelée à la tête de ces établissements si l'administration n'avait constaté au préalable ses réelles

(1) Pécaut, *L'Education publique et la vie nationale* (notes d'inspection générale, 1894) p. 37. « J'allais oublier la grammaire, toujours en possession (et à bon droit), d'une place privilégiée, mais qui, en perdant du côté de la récitation littéraire et des exercices mécaniques, n'a pas assez gagné du côté de l'explication et des exercices intelligents. »

(2) Gréard, III, p. 716.

(3) *Id. ibid.*, pp. 716-717.

aptitudes (1). Un cours pratique fut ouvert à Paris en 1858 afin d'enseigner aux aspirantes la méthode des salles d'asile. La durée des études y était de quatre mois. On y recevait des internes et des externes, âgées au moins de 21 ans, au plus de 40 ans. Les leçons étaient gratuites, mais les frais de pension s'élevaient à 60 francs par mois. Des bourses et des demi-bourses étaient accordées aux aspirantes les plus méritantes. Elles étaient admises au cours pratique après enquête de l'inspecteur d'Académie auprès du maire et du curé de leur résidence, et subissaient un examen devant l'inspecteur primaire en présence du curé. Les épreuves comportaient une dictée très simple, une question élémentaire d'arithmétique, des interrogations sur le catéchisme et l'histoire sainte « depuis la création du monde jusqu'aux premiers rois » (2).

M. Brouard critique le recrutement de ces maitresses, mal payées, pourvues d'un modeste certificat ou d'une lettre d'obédience : « Pour bien diriger une salle d'asile, dit-il, il faut s'en faire une idée élevée, l'aborder avec un esprit largement pourvu de connaissances variées et approfondies, il faut être, en un mot, une personne distinguée à la fois par le cœur et par l'intelligence » (3).

Rouland, s'il n'avait pas sous la main des femmes d'élite, possédant à fond la psychologie et surtout la physiologie de l'enfant, n'a point délaissé les questions de méthode et d'organisation. Il ne s'en tint pas à préconiser la propagation de tel journal pédagogique (4), ou à faire parvenir aux municipalités par l'in-

(1) Gréard, III, pp. 705-706, arrêté du 28 mars 1857 ; *id.*, *ibid.*, pp. 706-708, Delalain, V, pp. 125-127, circulaire du 10 juin 1857.

(2) *Moniteur*, 11 octobre 1857, p. 1116 (Faits divers) ; Gréard, III, p. 743-745, arrêté du 31 mars 1859 ; Delalain, V, pp. 269-270, circulaire du 31 mars 1859.

(3) Brouard, *op. cit.*, p. 160.

(4) Delalain, V, p. 584, circulaire du 23 avril 1863.

termédiaire des préfets des plans-types de salles d'asile (1). Nous le voyons adresser aux recteurs, aux déléguées spéciales, des instructions remplies d'excellents préceptes, et le rapport à l'Impératrice qui précède le règlement du 5 août 1859, et ce règlement lui-même, sont des documents que l'on consulte encore utilement aujourd'hui.

L'objet des salles d'asile n'est pas de communiquer aux enfants de nombreuses connaissances, mais surtout de les mettre à l'abri des dangers physiques et moraux qui les attendent trop souvent dans les familles pauvres (2). « Préparer des âmes saines dans des corps robustes, voilà le but que doit poursuivre tout système d'éducation bien entendu. Le développement des connaissances techniques ne doit venir qu'en seconde ligne : si ce principe est vrai aux divers degrés de l'enseignement, il a tous les caractères de l'évidence quand on l'applique à la direction des établissements consacrés à la première enfance » (3). Trop souvent le principe rappelé par le ministre avait été oublié des directrices qui ne laissaient pas « une place suffisante pour les exercices physiques si nécessaires au libre développement de l'enfance » et consacraient « beaucoup trop de temps » à un enseignement disproportionné « avec l'âge et la destination des élèves » (4). On laissait les enfants inactifs dans la salle de classe, en attendant l'ouverture des exercices. Ils étaient quatre ou cinq heures assis à leurs bancs sans aucun mouvement, et s'initiaient tour à tour à la lecture, à l'écriture, au calcul, au système métrique.

(1) Gréard, III, pp. 781-782 ; Delalain, V, p. 469, circulaire du 28 septembre 1861.

(2) Cf. *Bulletin*, 4 avril 1908, p. 462, instruction du 16 mars.

(3) Gréard, III, p. 749 ; Delalain V, p. 313, circulaire du 2 décembre 1859.

(4) Gréard, III, p. 746, rapport à l'Impératrice précédant l'arrêté du 5 août 1859.

Il y avait même un cours suivi de musique vocale et d'instruction religieuse (1).

Rouland sacrifia impitoyablement « aux intérêts hygiéniques de l'enfance » (2) des exercices compliqués qui engourdissaient l'intelligence au lieu d'en faire un instrument flexible et souple. Les enfants durent à l'avenir rester aussi longtemps que possible au grand air « pour s'y livrer au jeu en toute liberté », la durée des classes, coupées par des mouvements rythmés, n'excédant pas quatre heures par jour. Le programme des études se limitait aux éléments de la lecture, au calcul pratique enseigné par le boulier-compteur, au chant à l'unisson de cantiques et de prières. Pour l'instruction religieuse, le règlement du 5 août 1859 n'admettait « que des récits ou contes ayant un but moral et des explications très simples sur les connaissances premières et usuelles » (3).

C'était ramener les salles d'asile à leur véritable destination qui est de préparer l'évolution normale du corps et de l'esprit des enfants que leurs parents besogneux ou négligents abandonnent à toutes les influences pernicieuses de la rue.

L'insuffisance du nombre des écoles spéciales de filles avait posé la grave question des écoles mixtes dirigées par des instituteurs. On les condamnait parce

(1) Gréard, III, p. 747, Rapport à l'Impératrice.

(2) Gréard, III, p. 749; Delalain, V, p. 313, circulaire du 2 décembre 1859.

(3) Gréard, III, p. 747, Rapport à l'Impératrice, pp. 748-749, arrêté du 5 août 1859; cf. *id.*, *ibid.*, p. 702; Delalain, V, pp. 88-89, circulaire du 14 novembre 1856; Gréard, III, pp. 720-722, Delalain, V, p. 196, circulaire du 12 juin 1858; Gréard, III, p. 749, Delalain, V, p. 313, circulaires du 2 décembre 1859 aux recteurs, et du 12 décembre 1859 aux dames déléguées des salles d'asile. — Pour apprécier la réelle valeur des directions pédagogiques de Rouland, on pourra les comparer avec les récentes instructions du 22 février 1905 (*Bulletin*, 4 mars 1905, pp. 261-264) et celles du 16 mars 1908, déjà citées.

que les jeunes filles n'y trouvaient pas « cette modestie de maintien, ces habitudes d'ordre et tant d'autres qualités qui conviennent particulièrement à leur sexe et au genre de vie qui les attend » (1). Les uns disaient qu'il y avait dans cette institution « une source permanente de démoralisation » (2), les autres les appelaient un « fléau » qu'il fallait énergiquement combattre (3).

Le ministre, ému des réclamations multiples qui parvenaient jusqu'à lui, et de faits répréhensibles relevés à la charge de plusieurs instituteurs, adressa aux recteurs une circulaire sur la nécessité de ne pas employer l'enseignement individuel dans les écoles communales. Le maître ne doit jamais appeler un enfant près de lui sous prétexte de lui donner des explications particulières, ce qui l'expose « lorsque l'école est mixte, à se trouver en contact avec des jeunes filles » et lui offre, s'il est de nature « faible et vicieuse », plus d'occasions « d'excitation et de corruption ». Il ne doit pas davantage « retenir isolément les enfants dans l'intervalle ou à la fin des classes, soit à titre de punition, soit pour les faire travailler à part » (4).

Ces défenses n'étaient peut-être pas le plus sûr moyen de faire disparaître de très regrettables abus, heureusement fort rares chez les fonctionnaires de l'enseignement laïque (5) ; il fallait ou confier les éco-

(1) *Moniteur*, 21 septembre 1861, p. 1394, rapport de Royer, mémoire d'Adrien.

(2) *Moniteur*, 9 avril 1863, p. 517, Sénat, pétition n° 290, rapporteur Amédée Thayer.

(3) *Moniteur*, 20 juin 1862, p. 907, discours de Tesnières au Corps Législatif ; 28 avril 1863, p. 654, discours d'E. Dalloz.

(4) Gréard, III, p. 824 ; Delalain, V, pp. 594-595, circulaire du 15 juin 1863.

(5) *Moniteur*, 13 novembre 1863, pp. 1350-1351, *Situation de l'Empire*. « Pendant une période de trente mois, du 1^{er} janvier 1861 au 1^{er} juillet 1863, les maîtres des 34.873 écoles publi-

les mixtes à des institutrices, ou mieux encore multiplier les écoles de filles. Nous savons que Rouland y songeait, mais on reculait surtout devant les dépenses éventuelles, et l'économie primait la morale dans la pensée du gouvernement.

VII

Malgré les défauts inhérents à l'organisation de l'enseignement primaire sous l'Empire et bien que l'obligation ne fût pas inscrite dans la loi de 1850, la fréquentation scolaire s'accrut très sensiblement à partir de cette date.

Les éléments nécessaires à l'établissement d'une statistique rigoureusement exacte nous font malheureusement défaut. Les chiffres fournis par l'administration de l'Instruction publique fourmillent trop souvent d'erreurs (1). Il faut donc les accepter tels quels, dans leur ensemble, comme des données utiles, sans y ajouter aveuglément foi.

En 1863, après la démission de Rouland, on comptait 41.426 écoles publiques et libres spéciales aux garçons ou mixtes, dont 37.895 tenues par des laïques avec 2.145.420 élèves, et 3.531 tenues par des congréganistes avec 482.008 élèves. 922.820 d'entre eux étaient admis à titre gratuit. En y ajoutant les écoles spéciales de filles au nombre de 26.592 avec une population de 1.669.213 unités (604.247 dans les écoles laïques et 1.059.966 dans les écoles congréganistes, les salles d'asile (3.162) avec 348.310 enfants, on obtenait un effectif total de 4.644.951 élèves

ques laïques ont donné lieu à 99 condamnations judiciaires pour 19 crimes et 80 délits. Les maîtres des 3.531 écoles publiques congréganistes ont donné lieu à 55 condamnations, dont 23 pour crimes, et 22 pour délits ». Ce qui donne une proportion de 2,8 pour 1.000 écoles laïques, et 15,5 pour 1.000 écoles congréganistes.

(1) *Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2815, v^o *Statistique scolaire*.

(4.731.946 y compris les écoles normales et les cours d'adultes). La proportion des élèves fréquentant régulièrement s'était élevée pour 1.000 habitants, entre 1832 et 1863, de 59 à 116 (1).

On calculait, d'après les rapports des inspecteurs de tout ordre, que 600.000 enfants, dont 200.000 de huit à onze ans, ne recevaient encore aucune instruction (2). Ceci tenait autant à l'indifférence des familles qu'à l'absence de tout moyen d'instruction dans plus de mille communes (3). La fréquentation était surtout irrégulière pendant les mois d'été où l'école était parfois entièrement désertée. Les enfants y venaient durant la mauvaise saison et se hâtaient ensuite d'oublier ce qu'ils avaient ainsi péniblement appris (4).

Il y avait plusieurs moyens d'encourager les parents à faire donner à leurs enfants l'instruction élémentaire. On pouvait d'abord laisser subsister le système en vigueur, basé sur la liberté absolue du père de famille et sur la rétribution scolaire, mais en le perfectionnant de telle sorte que personne ne voulût priver les siens des bienfaits de l'école. Ou bien — et c'était la thèse de l'opposition républicaine — il fallait résolument inscrire dans la législation le principe de l'obligation et de la gratuité.

Chez les instituteurs, les avis étaient partagés (5). L'un d'eux se prononçait pour l'obligation au nom de la religion et de l'intérêt public. « Il faut que qui se dit chrétien garantisse à tout enfant l'éducation chrétienne ; que qui se dit bon citoyen, lui ouvre la porte

(1) *Moniteur*, 13 novembre 1863, pp. 1305-1351. *Situation de l'Empire* ; 6 mars 1865, p. 220, rapport à l'Empereur.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 1351 ; 6 mars 1865, p. 220.

(3) En novembre 1863, 1018 communes n'avaient pas d'école. (*Moniteur*, 13 novembre 1863, *loc. cit.*)

(4) *Moniteur*, 13 novembre 1863 *loc. cit.*

(5) Parmi les mémoires produits au concours de 1861, 457 concluent à l'obligation, 65 la repoussent. (Levasseur, *Histoire des classes ouvrières depuis 1789*, 2^e édit. p. 748).

de l'école quand l'incurie ou la cupidité la lui tient fermée, car l'enfant sera un jour un membre actif de la société civile. Nous ne nous arrêterons pas à réfuter l'argument tiré de la liberté du père de famille. Chacun comprend que cette liberté ne saurait aller jusqu'à permettre au père de nuire à ses enfants en les dépouillant de tout patrimoine intellectuel et moral. » Un autre, au contraire, ne croyait pas à l'efficacité de la contrainte, et donnait de son opinion cette explication : « Sans doute la force matérielle peut triompher de la résistance, mais qui donnera aux enfants comme aux familles ces dispositions favorables qui font tout le prix de la fréquentation scolaire ? Que fera l'instituteur de cet élève, dont le corps sera présent, de par la loi, et dont l'esprit, selon l'inspiration des parents, sera rétif à ses ordres, insensible à ses reproches, indifférent à ses menaces, hostile même à ses témoignages de bonté et aux preuves de son affection ? » Mais tous étaient d'accord sur la nécessité d'amener « les enfants des écoles rurales à fréquenter régulièrement les classes pendant une période de cinq ou six années » (1).

Le mouvement en faveur de l'obligation fut particulièrement actif dans les départements de l'Est, en Alsace et en Lorraine. A plusieurs reprises, les conseils généraux du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges formulèrent des vœux en ce sens (2). Une série de pétitions, adressées au Sénat à la suite d'une brochure d'un maître des requêtes au Conseil d'Etat, Charles Robert (3), réclamèrent la fréquentation obliga-

(1) *Moniteur*, 21-22 septembre 1861, pp. 1394, 1398, rapport de Royer, mémoires d'Adrien et Boulanger.

(2) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, I, p. 502, v^o *Conseils généraux (vœux des)*.

(3) Ch. Robert, *De la nécessité de rendre l'instruction primaire obligatoire*, 1 br. in-8, Montbéliard, 1861 ; cf. du même auteur, *De l'ignorance des populations ouvrières et rurales en France*, indiqué *supra*.

toire (1). Sur toutes ces pétitions, le Sénat passa successivement à l'ordre du jour, adoptant pour chacune d'elles les conclusions qu'avait développées le baron Chapuys-Montlaville à l'occasion de la première, qui fut présentée par des membres de la Société industrielle de Mulhouse, 87 habitants du Doubs, 275 de Strasbourg, 41 membres de la Société pour l'instruction élémentaire de Paris.

Le rapport de Chapuys-Montlaville contient toute une argumentation qu'il est intéressant de reproduire car elle constitue la doctrine même du gouvernement.

De l'avis du rapporteur, la question, séduisante au premier abord, contient de sérieuses difficultés de solution. « Le droit de l'Etat ne peut, sans une nécessité absolue, absorber le droit de l'individu, à plus forte raison celui du père, car ces droits sont antérieurs au droit de l'Etat. Ce sont des droits naturels, primitifs et essentiels. »

Le progrès de l'enseignement primaire, que tout le monde désire, se fera plus sûrement s'il va avec une sage lenteur « au lieu de se réaliser par l'artifice d'une serre chaude, subitement, dans le cours d'une saison ». Il convient d'ailleurs de respecter la puissance paternelle, « base solide de toute nation ». « Le père est le maître de son enfant selon la nature et selon la loi, il dispose de lui, en toute souveraineté... Cette souveraineté n'est limitée que par les règles de l'humanité et par les besoins de la société en général. »

Au point de vue religieux, l'obligation ne présente-t-elle pas de sérieux inconvénients ? Le père de famille protestant devra, s'il n'y a pas, dans la commune où il habite, d'école protestante, envoyer son enfant dans

(1) *Moniteur*, 30 mai 1861, pp. 768-769, pétitions nos 187, 266, 267, 347, rapporteur Chapuys-Montlaville ; 5 juin 1862, p. 841, pétition n° 395, rapporteur Larrabit ; 14 juin 1862, p. 862, pétition n° 538, rapporteur Larabit, discours de Dumas ; 8 mai 1863, p. 735, n° 262, rapporteur Chapuys-Montlaville.

une école catholique. Le cas inverse se produira tout aussi fréquemment, et la liberté de conscience sera violée.

Des considérations d'ordre pratique militent en faveur du *statu quo*. On peut avoir besoin de l'enfant à la maison pour garder un malade, un infirme, pour l'occuper aux travaux agricoles. On peut manquer de confiance dans l'instituteur.

Et, sans la gratuité, l'obligation n'est-elle pas une lourde charge pour bien des gens ? On parle de pénalités. Elles n'auraient pour effet que d'amener des dissentiments dans les familles, l'enfant reprochant plus tard à ses parents de n'avoir pas observé une loi faite dans son propre intérêt. « Et pour aller jusqu'aux derniers termes de la situation, si le père s'obstine, s'il refuse par scrupule religieux ou pour tout autre motif, d'envoyer son enfant à l'école, s'il brave l'amende ou la prison, à qui l'enfant devra-t-il obéir ? A son père ou à l'Etat ? Enverrez-vous un gendarme pour prendre l'enfant et le porter sur les bancs ? Ou bien votre loi impuissante viendra-t-elle expirer sur le seuil du foyer domestique devant l'obstination ou la colère du père ? Vous contenterez-vous, au contraire, de faire vendre le mobilier du père sur la place publique pour recouvrer l'amende ? »

Une grave conséquence de l'obligation scolaire, c'est la gratuité, qui présente plusieurs dangers. Il faudra d'abord inscrire au budget un crédit supplémentaire de 50 à 60 millions, et aussi « faire payer par le pauvre l'éducation primaire du riche ». Un danger plus sérieux encore, « c'est d'habituer le père de famille à se reposer sur l'Etat du soin de l'avenir de son enfant, et c'est par suite, de lui enlever une partie de la reconnaissance qui est due à celui dont la sollicitude vous procure un grand bienfait. Le bienfait de l'éducation primaire dure toute la vie, l'enfant en garde le souvenir ».

La gratuité supprime encore la concurrence, car par la force des choses et sans toucher en rien à la liberté d'enseignement, « l'Etat devient le seul instituteur primaire possible ». Seul le riche fera instruire ses enfants où bon lui semblera. Les bénéfices de la concurrence, l'émulation des maîtres, la rivalité des méthodes, tout cela disparaît. « L'esprit public est jeté dans un seul moule ». Eventualité à laquelle se refuse le génie de la race française qui « ne souffrirait pas qu'on renferme son activité dans un cercle infranchissable ».

Qu'arriverait-il si l'on accordait à ceux qui la réclament la gratuité de l'instruction primaire ? Derrière les pétitions actuelles se cachent d'autres exigences. On veut plus de liberté pour le journalisme, la librairie, « on affirme que l'heure est venue de répandre dans les masses les sciences et les lettres..... Vous voyez dès lors, ajoute Chapuys-Montlaville, la portée de ce nouveau principe et où l'on veut arriver ».

Il semble que l'honorable sénateur ait été fort effrayé des suites prochaines ou lointaines de l'obligation et de la gratuité qui ne lui paraissaient nullement nécessaires au salut de l'Empire. « La commission, dit-il, pense qu'il faut laisser indépendant et libre au sein de nos institutions littéraires le génie particulier dont la Providence a doué notre peuple... Elle a pensé encore que si les esprits éclairés, lors des scrutins pour la Présidence et pour l'Empire, avaient déposé dans les urnes des votes raisonnés, les masses sachant lire ou ne sachant pas lire avaient d'elles-mêmes, grâce à leur bon sens et à leur intuition naturelle, sans hésitation et comme un seul homme, résolu la question politique de la manière la plus patriotique et la plus heureuse ».

L'obligation, se rattachant au socialisme, n'apparaît point comme indispensable au progrès de l'éducation populaire qui s'accomplira plus sûrement par

les moyens jusqu'alors employés. L'Empire a beaucoup fait pour favoriser l'instruction primaire, pour aider à la construction des locaux scolaires. Les instituteurs ont reçu une excellente direction morale, on a amélioré leur situation matérielle, on leur donne des récompenses, on perfectionne les méthodes d'enseignement. Le nombre des écoles privées ou publiques s'accroît chaque jour, leur population s'augmente d'autant, et dans un quart de siècle tous les enfants iront en classe. « Que nous reste-t-il à vous exposer actuellement ? Rien, sinon que nous marchons depuis longtemps vers le but indiqué par les pétitionnaires, que nous sommes sympathiques à leur vœu, que ce vœu sera accompli dans un temps prochain, mais que nous ne croyons pas devoir proposer au Sénat, pour avancer de quelques années ce résultat si vivement désiré, de porter atteinte à des principes de premier ordre, tels que la liberté de l'individu, la liberté ou la puissance de faire, la liberté de conscience et la liberté d'enseignement » (1).

Le rapporteur du concours de 1861 s'exprime en termes identiques. Pour lui, les résultats de l'enseignement, le progrès général, la propagande de l'exemple, « feront plus, quoi qu'on en puisse dire, pour la fréquentation des écoles primaires, que des moyens de contrainte indiscrets et périlleux, que des pénalités empruntées à de mauvais jours et dont l'histoire a démontré l'impuissance aussi bien que l'impopularité » (2).

Rouland écrivait en 1863 dans l'*Exposé de la situation de l'Empire* : « Les parents, libres de la disposition de leurs enfants, en vertu du droit naturel et civil, ne sont point comme dans d'autres pays contraints à l'instruction primaire sous peine d'amende ou de prison. En France, nous préférons à cette contrainte

(1) *Moniteur*, 30 mai 1861, p. 769.

(2) *Id.*, 21 septembre 1861, p. 1394, rapport de Royer.

violente l'action bienfaisante des idées et des intérêts qui portent de tous côtés les classes laborieuses au désir des connaissances élémentaires » (1). Il devait plus tard, au Sénat, déclarer l'obligation contraire à nos mœurs, à nos habitudes, à nos traditions et à notre caractère (2). Le gouvernement s'en tenait donc à la doctrine de la liberté, défendue par les économistes orthodoxes, et notamment M. Frédéric Passy, qui soutenait que « prescrire d'instruire les enfants, c'est ou se rendre maître de l'esprit humain, et établir une inquisition sans limites dans la famille, ou insérer une formule parfaitement vaine dans la loi, et faire ridiculement parade d'un zèle sans effet » (3).

En ce qui concerne la gratuité, corollaire de l'obligation, les instituteurs qui avaient pris part au concours de 1861 s'arrêtaient pour la plupart à des mesures partielles. Ils demandaient surtout que la liste des élèves non payants fût plus équitablement dressée, mais ne se prononçaient pas pour la gratuité générale et complète. Une autre disposition eût consisté à exiger des familles inscrites aux bureaux de bienfaisance la justification que leurs enfants d'âge scolaire fréquentaient assidûment l'école communale. Cette manière de voir était adoptée par plusieurs conseils généraux (4). Au reste la gratuité eût partout été bien accueillie et on la désirait vivement (5). Mais elle fut peu demandée par les assemblées départementales (6), suivant

(1) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. V ; cf. *id.*, 29 janvier 1862, *ibid.*, p. IV.

(2) *Id.*, 30 mars 1867, p. 383.

(3) *De l'Enseignement obligatoire*, discussion entre M. G. de Molinari, professeur d'économie politique au Musée de l'Industrie belge, et M. Frédéric Passy. p. 288 (Paris, in-12, 1859).

(4) *Moniteur*, 21, 22 septembre 1861, pp. 1394, 1398, rapport de Royer, *passim*.

(5) *Id.*, 6 mars 1865, p. 222, rapport à l'Empereur.

(6) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, I, pp. 500 et s., v^o *Conseils généraux* (Vœux des).

en cela les intentions du gouvernement. On estimait en effet qu'à cet égard la loi de 1850 avait fait « tout ce qu'il est possible et sage de faire » (1). Le plus souvent on s'efforçait de rendre moins lourdes les charges de la rétribution scolaire par l'abonnement annuel (2), palliatif peut-être insuffisant.

Obligation et gratuité n'effrayaient assurément pas Napoléon III lui-même qui fut bien près d'en admettre le principe avec Duruy (3). Chez Rouland, libéral impénitent et légiste scrupuleux, elles éveillaient des inquiétudes. Dans le Sénat et le Corps Législatif, on redoutait la diffusion trop grande des connaissances qui excitent l'homme et le citoyen à réfléchir sur les affaires de l'Etat. Mais il y avait surtout, dans la résistance du gouvernement à employer vis-à-vis des familles des moyens coercitifs, une raison budgétaire. On a reculé devant les 200 millions (4) exigés pour la réforme démocratique par excellence dont l'exécution fut réservée à la Troisième République.

VIII

L'instruction primaire réduite à l'école élémentaire ne donne guère que de médiocres résultats. Il faut

(1) *Moniteur*, 21 septembre 1861, p. 1394, rapport de Royer.

(2) Le système fut adopté dans un certain nombre de départements. Dans la Loire, le Conseil départemental s'appuyait pour l'adopter sur les motifs suivants : « Considérant qu'il y a lieu dans l'intérêt de l'enseignement primaire et de l'éducation des enfants d'opposer un obstacle à la désertion des écoles pendant la saison d'été, et que pour remédier à cet inconvénient, il paraît convenable de rendre moins lourdes aux parents les charges de la rétribution scolaire par un abonnement annuel, tout en élevant le minimum du taux de la rétribution scolaire... » (Archives de l'Inspection Académique du Rhône, Département de la Loire, Conseil départemental, *Extrait du registre des délibérations du Conseil départemental de l'Instruction publique, séance du 16 décembre 1888*).

(3) Duruy, *Notes et Souvenirs*, I, pp. 209 et s.

(4) Laboulaye, *Le Parti Libéral*, p. 173.

qu'elle soit complétée par les institutions post-scolaires, cours d'adultes, lectures et conférences, bibliothèques.

Les cours d'adultes, jusqu'à Duruy, ne furent point prospères. De 6.877 au 1^{er} janvier 1848, ils étaient tombés à 4.294 en 1863 (1). Les subventions affectées par l'Etat à ces œuvres atteignaient en 1837 près de 20.000 francs. Elles descendirent après 1850 à 5.000, puis 3.000 francs, « sommes prélevées sur un article où les cours d'adultes étaient confondus avec les établissements charitables » (2). Quant aux lectures et conférences, elles ne plaisaient guère au pouvoir. Un s^r Béguinot, de Grancey-le-Château en Côte-d'Or, avait proposé, dans une pétition au Sénat, d'établir, « avec l'agrément et sous la surveillance des autorités », des entretiens publics où l'on apprendrait aux habitants de chaque commune leurs droits « en résumant devant eux les faits politiques de la semaine ». Le rapporteur de la pétition s'empessa de conclure à l'ordre du jour sur ces mots : « Disons que le loisir du dimanche offre, heureusement pour la paix publique et l'édification de l'homme, l'occasion d'un meilleur emploi » (3).

Les bibliothèques populaires n'éveillaient ni les mêmes susceptibilités ni les mêmes craintes, parce

(1) Jourdain, *Rapport...* p. 39. — Duruy indique le chiffre de 4.161 (*Moniteur*, 13 novembre 1863, p. 1350, *Situation de l'Empire*).

(2) Gréard, *Enseignement primaire*, p. 102.

(3) *Moniteur*, 1^{er} mai 1863, p. 309, Sénat, pétition n° 7, rapporteur Le Roy de Saint-Arnaud. — Parmi les œuvres d'éducation populaire, on peut signaler à Paris les cours des Associations polytechnique et philotechnique, très prospères, bien vus du pouvoir (Rouland, *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 5, 34, 54, 78, 97, 123, 162). Mais en province il n'existait aucune institution analogue. On ne vit se développer les cours d'adultes et les cours d'enseignement professionnel que sous Duruy. (*Notes et Souvenirs*, I, pp. 229 et s.)

qu'en les composant de livres soigneusement choisis, on y trouvait un moyen propre à diriger l'opinion des paysans et des ouvriers. Beaucoup d'instituteurs (1), quelques Conseils généraux (2), avaient exprimé le désir qu'on en établît une dans chaque école communale.

Rouland fit d'abord préparer une collection renfermant « des volumes spécialement rédigés pour les populations rurales » et contenant « l'ensemble des notions et des faits qu'il est nécessaire de mettre à la portée des esprits les moins cultivés ». Les inspecteurs d'Académie et les instituteurs furent invités à faire valoir autour d'eux les avantages que présentait cette *Bibliothèque des Campagnes* (3). Son but était de constituer dans les diverses communes de France « un fonds d'ouvrages intéressants et utiles » dont le besoin se faisait chaque jour « plus sérieusement ressentir ». Il fallait d'abord obtenir des municipalités l'achat d'un meuble destiné à les contenir. Aussi fut-il décidé qu'à l'avenir, dans tout projet d'acquisition ou de construction d'école, on comprendrait dans le matériel et « en première ligne » un corps de bibliothèque (4). Enfin un arrêté du 1^{er} juin 1862 prescrivit la création de bibliothèques dans les écoles primaires publiques (5). Les livres qu'elles contiendraient étaient destinés à la fois à l'instituteur et aux élèves, et aux familles qu'on cherchait à détourner des « choix imprudents » et des « dangers de l'oisiveté ». Ils devaient être examinés avec le plus grand soin, afin de ne donner aux lecteurs que « des idées vraies et sages ».

(1) *Moniteur*, 21, 22 septembre 1861, pp. 4394, 4398, rapport de M. de Royer, *passim*.

(2) *Dictionnaire de Pédagogie*, I, I, p. 506, v^o *Conseils généraux* (vœux des).

(3) Gréard, III, pp. 745-746.

(4) *Id.*, *ibid.*, pp. 753-754, Delalain, V, p. 366, circulaire du 31 mai 1860.

(5) *Id.*, *ibid.*, p. 795.

Le ministre exigeait que les ouvrages historiques fussent « empreints d'un véritable sentiment national et d'une grande impartialité ». « On aura soin, ajoutait-il, d'écarter tous ceux qui, écrits sous l'impression d'idées préconçues, s'efforceraient de faire tourner l'histoire au profit d'opinions qui doivent chaque jour s'effacer en présence d'un gouvernement dont la pensée ne tend qu'à la satisfaction légitime de tous les intérêts populaires » (1). Une somme de 100.000 francs fut d'abord consacrée à l'achat de livres, parmi lesquels les *Œuvres abrégées de Napoléon III*. On comptait sur les cotisations volontaires, prescrites par l'arrêté du 1^{er} juin 1862 et la générosité des Conseils généraux pour accroître les ressources des bibliothèques scolaires. Dès 1862, plus de 1.000 bibliothèques furent organisées, et le ministre leur fit distribuer 60.000 volumes (3).

A Paris se fonda la Société Franklin, pour la propagation des bibliothèques communales en France. Autorisée par un arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 19 septembre 1862, elle avait, parmi ses membres fondateurs, Boussingault, Patin, Legouvé, Faye, Chasseloup-Laubat, Marguerin, directeur de l'Ecole Turgot, un aide de camp de l'Empereur, le général Favé (4).

Les bibliothèques scolaires se doublèrent souvent, en effet, de bibliothèques communales proprement dites, ou gérées par des associations. A Paris, dans

(1) Delalain, V, pp. 519-521, instruction du 24 juin ; Delalain, V, pp. 522-523, 536-537, circulaires du 24 juin 1862 aux préfets, du 21 octobre 1862 aux recteurs.

(2) Delalain, V, pp. 522-523, circulaire citée, 541-542, circulaire du 25 juillet.

(3) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. V.

(4) *Revue de l'Instruction publique*, XXII, 1862-1863, p. 606, statuts de la Société Franklin ; *Moniteur*, 28 octobre 1863, p. 1287, *Des bibliothèques populaires et de la Société Franklin*, par Hôte ; J. Simon, *L'Ecole*, pp. 422 et s.

le 3^e arrondissement, des ouvriers formèrent la *Société des Amis de l'Instruction populaire* qui, en moins d'un an, vit le chiffre de ses adhérents s'élever de 728 à plus de 3.000. Dans le 18^e arrondissement, une société analogue avait réuni 800 volumes, dans le 1^{er}, 700. A Dieulefit (Drôme), le bibliothécaire de la ville (qui avait seulement 4.205 habitants) sut grouper 174 abonnés à l'année, 6 au semestre, 20 au volume. Du 3 février 1861 au 3 février 1862, il distribua 4.343 livres et perçut 1.097 fr. 10 de recettes. A Routot, dans l'Eure, l'instituteur public avait décidé ses élèves à verser cinquante centimes par mois pour prix des fournitures classiques, et fait en dix ans des économies assez fortes pour acquérir 1500 volumes. A Strasbourg, à Lille, à Toulouse, les bibliothèques des associations étaient très florissantes. Il se publiait même un « organe des bibliothèques populaires », le *Lecteur*, qui servait de lien entre ces diverses institutions (1).

Il est malheureusement certain — si l'on en juge par l'état actuel des choses — que beaucoup de petites villes, et la plupart des communes rurales, ne surent guère profiter du mouvement créé en faveur de l'éducation publique. Ou la bibliothèque n'y exista point, ou elle fut rapidement délaissée, tant il est vrai que les meilleures intentions restent souvent stériles.

IX

Rouland avait fait de louables efforts pour développer l'enseignement primaire. Quels résultats produisit son œuvre ?

Parmi les enfants qui venaient aux écoles, 34,6 0/0 y passaient moins de six mois. En 1863, sur un total de 657.401 élèves quittant définitivement la classe, 395.393, ou 60 0/0 étaient capables de lire, écrire et compter, 262.008, ou 40 0/0, n'avaient rien appris ou

(1) *Moniteur*, 28 octobre 1863, p. 1287, *loc. cit.*

emportaient des connaissances fugitives qu'ils oublieraient bientôt (1).

De 1847 à 1865, le nombre total des conscrits illettrés diminua de 38 à 25 0/0 (2). En 1858, sur un contingent de 305.330 hommes, 92.579 ne savaient ni lire ni écrire (soit 30,2 0/0) ; en 1862, sur 323.070, il y en avait 88.796 dans le même cas, soit 27,4 0/0 (3). En 1853, 33,7 0/0 des hommes, et 54,75 0/0 des femmes contractant mariage, ne pouvaient signer leur nom aux registres de l'état civil. En 1862, cette proportion était respectivement de 28,54 et 43,26 (4).

Parmi les départements les plus favorisés au point de vue de l'instruction primaire, étaient le Doubs, la Haute-Marne, la Meuse, où la proportion des conscrits illettrés n'arrivait pas à 4 0/0. Dans le Finistère et le Morbihan, elle était de 53 et 68,2 0/0 (5).

S'il existe entre les progrès de l'instruction publique et les progrès de la moralité une relation certaine (6), on constatera avec Duruy que de 1847 à 1860, la criminalité baissa de moitié, ce qui obligea le ministère de l'Intérieur à fermer une maison centrale. « Dans le département des Hautes-Alpes, dit-il, la population a si bien pris l'habitude de donner l'instruction primaire à ses enfants que les écoles sont pleines, mais la prison de Briançon a été vide plusieurs fois cette année » (7).

(1) *Moniteur*, 6 mars 1865, pp. 220, rapport à l'Empereur.

(2) Jourdain, *Rapport...* p. 36.

(3) *Moniteur*, 16-17 août 1864, p. 1051, discours prononcé par le général Morin à la séance annuelle des cinq classes de l'Institut.

(4) *Id.*, 6 mars 1865, p. 220.

(5) *Id.*, 16/17 août 1864, p. 1051, discours du général Morin.

(6) Cf. Guyau, *Education et hérédité*, pp. 130-132 (in-8, 7^e édit. Paris 1904). Guyau dit que « l'abus de l'instruction trop purement intellectuelle, loin de moraliser toujours, n'aboutit souvent qu'à faire des déclassés ».

(7) *Moniteur*, 13 novembre 1863, p. 1351, *Situation de l'Empire*; cf. *id.*, 6 mars 1865, p. 220.

L'action de Rouland fut donc efficace, Il eut des idées heureuses, des vues pratiques ; il améliora la situation des maîtres, donna une impulsion nouvelle à l'enseignement populaire et mit à l'étude des réformes qu'il ne réalisa pas, mais dont l'initiative lui appartient incontestablement. Là encore, il joua très honorablement son rôle de précurseur modeste et discret.

CHAPITRE V

Rouland et la loi du 15 mars 1850

La liberté d'enseignement — La lutte contre les prétentions
de l'Eglise

La loi du 15 mars 1850 était pour l'opposition catholique et le clergé un excellent moyen de conquérir la jeunesse aux écoles privées et même d'envahir les écoles publiques. Elle avait subi cependant quelques atteintes par le décret du 9 mars 1852 et la loi du 14 juin 1854 visiblement faits pour rendre à l'Etat plus de force et d'autorité, mais l'Eglise ne s'en était pas d'abord outre mesure inquiétée parce que le gouvernement lui continuait sa confiance.

En 1856, on remarqua les symptômes d'une prochaine rupture entre les deux alliés : Cavour avait posé au Congrès de Paris la question italienne, et la question italienne c'était la question romaine avec toutes ses épineuses difficultés. L'entente subsistait à la surface, mais de profonds dissentiments la détruisaient sourdement. La guerre de 1859, la conquête de la Lombardie, le soulèvement de la Péninsule, déchaînèrent l'orage, et à partir de ce moment, ce fut la lutte avouée des évêques et des prêtres contre Napoléon III, lutte, qui, nécessairement, s'étendit, du terrain purement politique au terrain scolaire, et ranima les antiques rivalités de l'Eglise enseignante et de l'Université. Rouland eut alors à déployer toute sa science de juriste et toute sa fermeté de magistrat. Aux associations qui pullulaient sur le territoire français, aux prétentions exorbitantes des évêques il opposa les solides barrières du droit public. Il dut en outre protéger l'école publique, l'école de l'Etat, me-

née à son tour d'une invasion congréganiste au nom de la loi de 1850.

I

Le clergé avait en général accueilli l'Empire avec la même allégresse que la République de 1848. Il s'était donné tout entier au nouveau régime qui lui promettait un avenir rempli de félicités, et pendant cinq ans chanta les louanges du Prince. « Prêtres et évêques versèrent presque tous dans l'excès de l'éloquence, et plusieurs atteignirent les limites de l'adulation » (1). Lors d'un voyage que Napoléon III fit en Bretagne, en compagnie de l'Impératrice, au mois d'août 1858, le clergé breton, dûment stylé par Veuillot, lui fit un accueil enthousiaste. L'évêque de Rennes, « circonvenu par des émissaires habiles, endoctriné tous les matins par son journal *l'Univers* », prit « de très bonne foi l'Empereur Napoléon III pour un nouveau Charlemagne » (2). Il paraît même que dans son loyalisme débordant, il éleva peu canoniquement « la beauté de l'Impératrice à la hauteur d'une institution impériale » (3). Pour le récompenser on en fit un archevêque, et grâce à sa galante éloquence, Rennes redevint ville métropolitaine (4).

Les catholiques libéraux s'indignaient en phrases attristées de cet asservissement de l'Eglise de France.

(1) Pierre de la Gorce, II, p. 139.

(2) De Falloux, *Mémoires*, II, p. 287.

(3) *Id.*, *ibid.*, II, p. 290.

(4) P. de la Gorce, II, pp. 183-184 ; Debidour, pp. 545 et s. ; cf. Rouland, *Discours et Réquisitoires*, II, p. 62, discours prononcé à l'occasion de la création d'un nouveau siège archiépiscopal à Rennes : « Cette création n'est point due aux calculs d'une politique mesquine et personnelle. Il n'y a que les partis définitivement vaincus dans leur prétentions, mais implacables dans leur orgueil froissé qui consentent à insulter aux grandes choses par l'invention de misérables prétextes. L'archevêché breton est un hommage rendu par l'Empereur et le Saint-Père à la religieuse et loyale Bretagne... »

Lacordaire, le comte de Falloux, Mgr Dupanloup, le P. de Ravignan, qui après le coup d'Etat n'avaient point pris leur partie au concert universel des éloges intéressés (1), blâmaient vivement l'attitude de Veuillot (2). La scission que nous avons notée au début de cette étude, persistait entre les défenseurs de l'Eglise, les uns ralliés au *Correspondant*, les autres à

(1) Pierre de la Gorce, II, p. 138.

(2) De Falloux, *Mélanges*, II, pp. 1 et s., *Le Parti catholique*. — Cette étude publiée dans le *Correspondant*, en 1856, expose avec beaucoup de force le conflit qui séparait les catholiques libéraux du groupe ultramontain guidé par l'*Univers*. « La tâche que je me suis imposée, dit l'auteur en conclusion, est accomplie. Elle m'a été pénible. Je veux le répéter à ceux dont je me suis séparé, je veux le répéter aussi à ceux de nos amis qui s'effrayent d'une séparation et d'un débat publics. Oui, nous avons poussé le cri de l'honneur blessé et de la conscience indignée ; nous ne pouvons nous en repentir » (pp. 135-136). Cf. Montalembert, *Œuvres polémiques*, I, pp. 519 et s., *De l'appel comme d'abus et des articles organiques du Concordat* (juin 1857). « Si le clergé n'avait fait qu'accepter et soutenir le gouvernement impérial comme l'a soutenu et accepté presque toute la France, peu de gens lui en feraient un crime. Mais une portion du clergé a fait, ou du moins laissé faire en son nom ce que ni le gouvernement n'avait entrepris, ni le pays n'avait accepté, savoir la réhabilitation théorique du despotisme. Et cela par les mêmes voix et les mêmes plumes qui avaient si longtemps et si solennellement professé la théorie de la liberté et de la liberté pour tous. » (p. 550, 2 vol. in-8, Paris, 1860). — *Revue de Paris*, 15 juin 1902, *Lettres de Montalembert à l'abbé Delor*, p. 767, 28 janvier 1862. « Vous entrevoyez le salut de l'Eglise et de la société dans l'avènement de je ne sais quel César orthodoxe. Ce rêve démenti par le passé comme il le sera assurément par l'avenir, est complètement étranger à l'esprit qui a présidé au mouvement catholique de 1830 à 1850 ». — Abbé Meignan, *D'un mouvement antireligieux en France*, *Correspondant*, 25 février 1859, p. 249. « Nous rendons pleine justice aux vertus, aux talents de ceux de nos frères catholiques qui voudraient ramener parmi nous les institutions du Moyen-Age ; mais qu'ils nous permettent de le dire, leur irréalisable dessein compromet la cause qu'ils veulent servir, et leurs exagérations contribuent parmi nous au déclin de la fortune de l'Eglise. »

l'Univers, les premiers restés fidèles aux doctrines parlementaires, aux idées de 1789, les seconds voués au despotisme, à la guerre contre l'esprit moderne, « désertant le champ de bataille des grandes vérités de la foi pour engager la lutte sur le sol mouvant des opinions, suivant volontiers leurs adversaires jusque dans l'impasse des causes irrévocablement perdues » (1).

Pour rétablir l'union entre les catholiques, une union bien fragile et bien précaire, au reste, il fallait « qu'un terrain ferme se rencontrât où tous, libéraux, parlementaires, catholiques et monarchistes pussent se rencontrer » (2). Ce terrain, ce fut la question romaine, posée par l'intervention armée de la France en Italie.

La guerre d'Italie ouvre en effet une nouvelle phase de l'histoire du parti catholique et des rapports de l'Eglise et de l'Etat français. Les premières marques de refroidissement apparaissent en 1856 et 1857, avant même le voyage triomphal de Bretagne (3). Déjà, le gouvernement, effrayé des prétentions de Pie IX proclamant de lui-même, sans l'appui d'un concile, le dogme de l'Immaculée-Conception, avait laissé publier sans opposition les écrits destinés à combattre la doctrine ultramontaine de l'infailibilité pontificale (4). En 1858, le *Moniteur* donnait asile aux articles d'Edmond About sur les pratiques administratives en usage dans les Etats romains (5). Le *Siècle*, la *Presse*, le *Journal des Débats*, le *Constitutionnel*, menaient une vive campagne contre l'enlèvement d'un jeune israélite de Bologne, séquestré par des conver-

(1) Abbé Meignan, *op. cit.*, p. 250.

(2) Pierre de la Gorce, II, p. 128.

(3) *Id.*, II, p. 182.

(4) Debidour, p. 538.

(5) Ces articles furent repris, retouchés et développés l'année suivante, dans la *Question Romaine* (Bruxelles, in-8, 1859).

tisseurs qui refusaient de le rendre à sa famille, sans que le moindre avertissement vînt modérer leur zèle (1). Autour de l'Empereur, le prince Napoléon, Piétri, le comte de Persigny et ceux qu'on appelait les « légistes », Delangle, Dupin, Bonjean, Rouland dénonçaient « les inquiétantes visées du clergé » (2). L'Empereur lui-même n'entendait plus qu'avec répugnance les harangues fleuries qui tombaient de la chaire. « Ils me dégoûtent », disait-il un jour au comte de Persigny, en parlant de ses admirateurs du sacerdoce. « Des torts du petit nombre, ajoute M. de Falloux qui rapporte ces paroles irrévérencieuses, l'Empereur avait tiré des conclusions dont le clergé tout entier n'avait pas à se louer » (3). Déjà en 1857, l'évêque de Moulins, Mgr de Dreux-Brézé, pour un écart de langage qui déplut au pouvoir, fut frappé de la pénalité concordataire par excellence, l'appel comme d'abus, et le *Correspondant*, qui protesta, reçut un avertissement en même temps que l'*Univers* (4). Première escarmouche annonciatrice des hostilités. L'année suivante, avant d'aller en Bretagne, Napoléon III avait fait le voyage de Plombières pour y rencontrer Cavour. On pouvait en augurer que l'alliance du trône et de l'autel était menacée (5).

L'agitation cléricale se manifesta sérieusement à partir du mois de juillet 1859, et va s'accroissant à mesure que la souveraineté temporelle du pape est

(1) P. de la Gorce, II, p. 182; Debidour, p. 547.

(2) P. de la Gorce, II, p. 142; cf. La Guéronnière, *La France, Rome et l'Italie* (1 br. in-8, Paris 1861) « Tous, autour de l'Empereur, ne partageaient pas sa sécurité; mais sa loyauté était sans inquiétude comme elle était sans soupçon, et, aucun de ceux qui ont eu l'honneur de prendre part à ses conseils ne nous démentira, son inébranlable confiance résista à toutes les observations et à tous les avertissements » (p. 18).

(3) De Falloux, *Mémoires*, II, p. 285.

(4) P. de la Gorce, II, p. 182.

(5) *Id.*, *ibid.*, 184-185; Debidour, pp. 545 et s.

menacée. « Nos dévots, écrit Mérimée à Panizzi, sont montés sur leurs ergots, et commencent à donner de l'inquiétude. Ils se démènent comme des diables dans des bénitiers et disent au pays qu'on veut faire la guerre à l'Eglise » (1). Une véritable pluie de brochures s'abat sur la France; brochures d'évêques, brochures de prêtres, brochures d'académiciens et de publicistes catholiques, ou bien dissertations officielles et officieuses. Mgr Dupanloup, Villemain, Poujoulat, etc., défendent la cause de Pie IX et du pouvoir temporel, About, Dupin, La Guéronnière soutiennent la thèse impériale (2).

En 1860, les mandements du Carême furent remplis d'allusions directes à la situation politique et quelques-uns furent très durs à l'égard de Napoléon III. « Lave tes mains, ô Pilate, s'écriait l'évêque de Poitiers, Mgr Pie, la postérité repousse tes justifications ! » (3)

Des incidents se produisaient. Dans l'Indre-et-Loire, le desservant de la commune de Marçay, assistant à la distribution des prix de l'école communale de Chinon dirigée par les Frères, prononçait un discours si violent, que les fonctionnaires présents quittèrent aussitôt la salle. Le procureur impérial le fit arrêter et incarcérer séance tenante (4). La princesse Mathilde s'étant rendue à l'église paroissiale de Saint-Gratien, le curé aussitôt improvisa « pour que le bon Dieu ouvrît les yeux des grands de la terre et leur inspirât de ne plus persécuter le vicaire de Jésus-Christ » (5). Mgr Des-

(1) Mérimée, *Lettres à Panizzi*, I, p. 50, 12 juillet 1859.

(2) M. Debidour (pp. 551-552, note) indique les principaux écrits parus de 1859 à 1861 et traitant de près ou de loin de la question romaine. Il est inutile de les énumérer et de les analyser dans un résumé qui a simplement pour objet de montrer l'état de l'atmosphère où se trouvait Rouland.

(3) Debidour, p. 559.

(4) *Revue de l'Instruction publique*, XXI, 1861-1862 (8 août 1861) p. 301, d'après le *Journal d'Indre-et-Loire*.

(5) Mérimée, *Lettres à Panizzi*, I, p. 251, 11 juillet 1862.

prez, archevêque de Toulouse, exhortait les fidèles à « renouer la chaîne du passé » et projetait d'organiser une cérémonie jubilaire et une procession pour commémorer le massacre d'un millier de huguenots égor-gés au Capitole de Toulouse le 17 mai 1562. Le comte de Persigny, ministre de l'Intérieur, le pria instamment de n'en rien faire pour ne pas causer de troubles (1).

L'Institut protestait à sa façon : l'Académie française élisait Lacordaire, qui avait l'appui de Thiers, de Guizot et de Cousin (2).

En face de cette levée de boucliers, le gouvernement ne pouvait rester indifférent. Les évêques cherchaient des représailles pour se donner l'auréole du martyre. « Croyez-vous donc, écrivait Mgr Dupanloup, que le sang chrétien ait oublié de couler dans nos veines et que nos cœurs ne battent plus dans nos poitrines ? *Prenez-y garde, vous finirez par nous blesser* » (3) ... « La prison des Carmes reste dans le souvenir de tous pour savoir comment se comportent les prélats français devant les bourreaux » (4). Le fougueux polémiste exagérait la situation, car Napoléon III n'était pas un Dioclétien. Il apparaît même qu'il fut assez embarrassé sur la tactique à adopter vis-à-vis du clergé en rebellion (5). « Mes difficultés, confiait-il à M. de Falloux,

(1) Mérimée, I, p. 251, 9 août 1862 ; Bonet-Maury, p. 235 ; cf. *Moniteur*, 10 avril 1862, p. 525, note parue à la *Partie non officielle*.

(2) *Id.*, I, pp. 70, 73. — L'Empereur disait à M. de Falloux qui apportait à sa sanction l'élection de Lacordaire : « Je sanctionne cette élection avec plaisir, quoique je ne vous cache pas qu'elle m'ait paru un peu étrange, et qu'elle ne m'ait pas semblé faite à l'intention de me plaire. » (*Mémoires*, II, p. 304).

(3) Dupanloup, *La brochure « Le Pape et le Congrès », lettre à un catholique*, par Mgr l'Evêque d'Orléans, p. 31, Paris, in-8, 1860.

(4) Viel-Castel, *Souvenirs*, V, p. 218.

(5) Mérimée, I, p. 229, 14 octobre 1861.

sont de toute nature, et personne ne veut m'en tenir compte » (1).

Il se décida pour la répression, et certains départements virent leur population se diviser en deux camps respectivement groupés autour de l'évêque et du préfet. Les fonctionnaires suspects de cléricalisme, surtout ceux qui confiaient l'éducation de leurs enfants aux établissements religieux, furent mal notés. Un colonel qui s'était rendu à cheval, à la tête de son corps d'officiers, chez Mgr Pie, évêque de Poitiers, fut sévèrement réprimandé. On frappa les auteurs de mandements séditeux, on poursuivit devant les tribunaux correctionnels les desservants qui les commentaient à leurs paroissiens ; des congrégations simplement tolérées furent dissoutes, d'autres se virent retirer leur autorisation (2).

La Société de Saint-Vincent-de-Paul fut particulièrement atteinte par les rigueurs gouvernementales. Elle n'avait eu d'abord qu'un but charitable (3), mais « après la guerre d'Italie, plusieurs membres des comités régionaux et du comité central ne se tinrent pas, en tant que membres de la Société, dans la même réserve » (4). On s'efforça visiblement de l'entraîner au sein des agitations politiques (5). M. de Persigny s'en émut. Déjà on avait interdit aux militaires de fréquenter l'école ouverte par le comité de Blois (6). La presse de gauche dénonça la Société comme un foyer d'intrigues légitimistes et parla de « Vendée renaissante » à propos d'une réunion tenue à Lusignan. M. de Falloux, ami personnel de M. de Persigny, alla prendre auprès de lui la défense de l'organi-

(1) De Falloux, *Mémoires*, II, p. 311.

(2) P. de la Gorce, IV, pp. 122 et s. ; Debidour, pp. 559-569, 572-573 ; Emile Ollivier, *L'Empire libéral*, V, pp. 160 et s.

(3) E. Ollivier, *loc. cit.*, pp. 271-272.

(4) *Id.*, *ibid.*, p. 273.

(5) *Id.*, *ibid.*, p. 274.

(6) *Revue de l'Instruction publique*, XIX, 1859-1860, p. 763.

sation menacée et lui facilita une entrevue avec ses principaux directeurs, MM. Armand de Melun et Auguste Cochin. Le ministre sembla tout d'abord revenir de ses préventions ; mais l'influence des « journaux démagogiques » fut, d'après M. de Falloux, la plus forte, et la circulaire du 16 octobre 1861 (1) exigea de toutes les associations charitables jusqu'alors tolérées une autorisation régulière. Les Sociétés Saint-Vincent-de-Paul, Saint-François-Régis, Saint-François-Xavier étaient mises au même rang que la Franc-Maçonnerie. On voulait leur imposer le patronage du pouvoir. 760 conférences de Saint-Vincent-de-Paul le repoussèrent, 80 seulement se résignèrent à l'accepter. « La Société de Saint-Vincent-de-Paul survécut à l'épreuve, mais en sortit meurtrie ». Elle se reforma peu à peu grâce à l'indifférence volontaire du gouvernement « absorbé d'ailleurs par de bien autres embarras » (2). Mais elle avait été « très gravement frappée dans son Conseil supérieur » (3).

Le Sénat et le Corps Législatif partageaient les sentiments qui passionnaient l'opinion. L'Adresse de 1862 fut l'occasion d'une longue et chaude discus-

(1) *Moniteur*, 18 octobre 1861, p. 1507.

(2) P. de la Gorce, IV, p. 443.

(3) De Falloux, *Mémoires*, II, p. 388. — L'affaire de la Société de Saint-Vincent-de-Paul est résumée ici d'après Pierre de la Gorce, IV, pp. 134 et s. ; De Falloux, *Mémoires*, II, pp. 383 et s. — Mérimée affirme que la Société de Saint-Vincent-de-Paul était dangereuse : « Vous aurez vu, écrit-il à Panizzi le 23 octobre 1861, la circulaire relative à la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Je crois qu'on aurait dû la faire il y a longtemps. Le moment peut-être n'est pas très bien choisi, mais après tout, il y avait un danger réel à cette association cléricale qui avait déjà pris une extension immense. Le Midi en est empesté ». (I, pp. 231-232). — Cf. un pamphlet de M. J. Cayla, *Ces bons messieurs de Saint-Vincent-de-Paul*, 1 vol. in-18, Paris 1863, 2^e édit., pp. 255 et s.

sion (1) où l'on retrouve l'intention d'en finir avec une agitation stérile qui n'était pas sans inquiéter l'Empereur (2). Delangle, ministre de la Justice, ne s'en était pas caché dans une circulaire aux procureurs généraux traitant des critiques écrites ou verbales du clergé vis-à-vis des actes du pouvoir. Il leur rappelait les articles 201 et 204 du Code pénal (prévoyant la prison et le bannissement) et concluait en termes dépourvus d'ambiguïté : « Il est temps que la légalité reprenne son empire » (3).

La rupture était donc complète entre l'Eglise et l'Etat : l'unité factice consommée au 2 décembre, faisait place à la rivalité de puissances intransigeantes et de philosophies politiques radicalement opposées : « Deux nations sont maintenant au sein de la France, comme au sein de l'Italie et de bien d'autres Etats. Ces deux populations divisées par les principes et les tendances se heurtent, s'entrechoquent, se combattent, et le souverain le mieux intentionné ne sait à quoi entendre. Deux doctrines se disputent depuis longtemps la France : les disciples du vieux catholicisme et les adeptes du progrès sont en lutte sous mille noms divers, soit dans le domaine de l'histoire et de la philosophie, soit dans l'arène du journalisme,

(1) *Moniteur*, 21 février 1862 et n^{os} suivants pour la discussion au Sénat ; 7 mars et n^{os} suivants pour la discussion au Corps Législatif.

(2) Mérimée, I, p. 229. — En 1861, le gouvernement se mettait en garde contre les suites possibles de l'agitation cléricale, comme le prouve cette dépêche (chiffrée) adressée par le Ministre de l'Intérieur aux Préfets à la date du 12 avril : « Un Comité, organisé à Paris, envoie dans tous les départements une pétition au Sénat pour le maintien de nos troupes en Syrie. Cette pétition a certainement pour objet de continuer sous ce prétexte l'agitation religieuse. Usez de toute votre influence pour empêcher qu'elle soit publiée par la voie des journaux et colportée dans votre département. » (*Archives municipales de Lyon*).

(3) *Moniteur*, 9 avril 1861, p. 499.

soit même dans les relations sociales et les conversations de chaque jour » (1).

II

Cette atmosphère belliqueuse, au milieu de laquelle vivait Rouland, nous aide à comprendre son attitude vis-à-vis de l'Eglise enseignante et l'esprit dans lequel il appliqua la loi de 1850.

L'Eglise avait vu prospérer ses établissements au delà de toute espérance. Ses collèges couvraient la France et recevaient une clientèle à peu près exclusivement recrutée dans la bourgeoisie riche et la noblesse, ses écoles primaires s'étaient multipliées grâce aux congrégations, et ses maîtres avaient droit de cité dans les écoles publiques où leur nombre s'accroissait d'année en année (2). Jésuites, Maristes, Dominicains, Oratoriens, Lazaristes, Frères des Ecoles chrétiennes, rivalisaient d'ardeur pour écraser l'enseignement universitaire. La conquête de la jeunesse française s'opérait méthodiquement et à coup sûr. De 1850 à 1865,

(1) Abbé Vervorst, chanoine honoraire, Directeur de l'Ecole catholique d'Auteuil, *A qui la faute ? Ou Origine de la Question romaine*, p. 4 (Paris, in-8, 1860).

(2) Jourdain, *Rapport...*, p. 35. En 1850, il y avait 6464 écoles congréganistes, en 1862, 10.862, en 1863, 11.099. — L'accroissement portait surtout sur les écoles de filles, qui comptaient en 1863, 12.335 maitresses simplement pourvues de la lettre d'obédience, et sur une population totale de 1.669.213 unités, 1.039.966 appartenaient aux écoles congréganistes. L'enseignement public et privé renfermait au total 8.365 instituteurs et 38.205 institutrices appartenant à des associations religieuses. (*Moniteur*, 13 novembre 1863, p. 1351, *Situation de l'Empire*; 6 mars 1865, *Rapport à l'Empereur*). — Si l'on veut maintenant se rendre compte des progrès des congrégations dans l'enseignement secondaire, voici quelques chiffres empruntés aux déclarations faites au Corps Législatif en 1863 par le conseiller d'Etat Boinvilliers, commissaire du gouvernement. En 1862, sur 34 élèves admis à l'Ecole Normale, 31 sortaient des Ecoles de l'Etat ; sur 130 admis à l'Ecole Polytechnique, 95 ; sur 36 à l'Ecole Forestière, 17 ; sur 90 à l'Ecole Navale, 32 ; sur 250 à Saint-Cyr, 98. (*Moniteur*, 26 avril 1863, p. 644). Ces chiffres ont leur éloquence.

le nombre des élèves des institutions congréganistes passa de 21.195 à 34.897 (1). Dans les écoles primaires, il s'éleva en vingt ans (1843-1863) de 706.917 à 1.610.674 unités (écoles publiques et privées). On y attirait les enfants par l'appât de la gratuité, et ce fut seulement en 1863 que les Frères se résignèrent à reconnaître aux conseils municipaux qui leur assuraient un traitement fixe, le droit de percevoir la rétribution scolaire pour le compte de la commune (2).

La liberté d'enseignement n'avait donc, en définitive, profité qu'à l'Eglise. « On commença à craindre qu'un nouveau monopole ne fût le résultat de la nouvelle loi » (3).

Il faut reconnaître qu'on savait attirer les élèves dans les institutions libres par une excellente organisation matérielle, au moins en ce qui concerne les immeubles, demeures seigneuriales, pourvues de parcs et de jardins où pénétraient à flots l'air et la lumière, tandis que les lycées conservaient cet aspect de maison centrale qui les a trop longtemps caractérisés (4). On s'efforçait en même temps de recruter un personnel de choix : la création de l'Ecole des

(1) Legorju, *La Crise de l'Enseignement secondaire*, p. 83 ; P. de la Gorce, II, pp. 172 ets.

(2) *Moniteur*, 6 mars 1865, pp. 222-223, *Rapport à l'Empereur*.

(3) Legorju, p. 83. — M. Legorju, qui est chef d'institution privée, s'est attaché dans son intéressant travail sur *la Crise de l'Enseignement secondaire*, à démontrer qu'après 1850 « le clergé s'était emparé de l'enseignement... et en avait fait sa chose » (p. 82) au détriment des écoles privées laïques, si florissantes dans la première moitié du 19^e siècle. Les chiffres qu'il cite et qui concernent la période de 1850-1875 sont très suggestifs. L'enseignement privé laïque fut évidemment ruiné par la loi de 1850 qui n'était pas faite pour lui (p. 86).

(4) *Moniteur*, 20 juin 1862, p. 907, discours de Nogent-Saint-Laurens ; cf. *Revue hebdomadaire*, 25 juillet 1908, pp. 421 et s., Marquis de Castellane, *Comment on nous élevait il y a cinquante ans*. (M. de Castellane fit ses études au petit séminaire de la Chapelle-Saint-Mesmin, fondé à Orléans par Mgr Dupanloup.)

Carmes préluait à celle de l'Institut catholique ; Mgr Sibour encourageait vivement les jeunes ecclésiastiques de son diocèse à prendre leurs grades universitaires (1). Mgr Dupanloup entourait de sa sollicitude le petit séminaire de la Chapelle-Saint-Mesmin où l'on cultivait assez les humanités latines et grecques pour représenter dans le texte les chefs-d'œuvre dramatiques de l'antiquité (2). L'évêque d'Orléans eut même l'idée d'instituer une section spéciale, réservée aux bacheliers, sorte de rhétorique supérieure où professaient des prêtres d'élite et d'éminentes personnalités du barreau de la cour impériale. « Si dans chacune des maisons que la liberté a fait naître, écrivait Charles Lenormant, on organisait un essai du même genre, le problème si redoutable pour nous de l'enseignement des lettres serait enfin résolu » (3).

L'Eglise, tout en concurrençant l'Université, menait contre elle une campagne acharnée tendant à démontrer que les lycées impériaux étaient des lieux de corruption et que les études classiques avaient une perniciense influence sur la jeunesse. C'était une réédition du *Ver rongeur*. Aux Tuileries, le Père Ventura, prêchant le Carême, expliquait l'urgence d'une réforme de l'enseignement public dans l'intérêt de la religion. Il dénonçait les « études païennes » et développait cette thèse que « la Révolution n'est que l'ensemble des idées de collège appliquées à la

(1) P. de la Gorce, II, pp. 172 et s.

(2) *Revue de l'Instruction publique*, XXII, 1862-1863, p. 289 ; *Correspondant*, 25 mai 1862, p. 167. — *Revue hebdomadaire*, loc. cit. pp. 431-432 : « Nous fûmes bien entendu détestables... Le grec avait été magnifié devant ce qu'il y avait de plus éminent dans le monde des lettres. Désormais, tout allait se faire au collège par amour du grec. »

(3) *Correspondant*, 25 janvier 1859, pp. 146, Ch. Lenormant, *Une innovation au Séminaire de la Chapelle Saint-Mesmin* ; id., 25 août 1862, p. 804, P. Douhaire, *Le cours d'enseignement supérieur du petit séminaire d'Orléans*.

société » (1). « Quatre-vingt mille païens, vomis chaque année par les collèges, se ruent aux emplois, se mêlent à la masse sociale qu'ils corrompent en la paganisant ». La thèse du Père Ventura se résume en cette formule : le classicisme engendre directement la Révolution (2). Un professeur du petit séminaire de Strasbourg, à l'occasion de la distribution des prix, jetait l'anathème sur Cicéron. « Cicéron n'avait aucune conviction bien arrêtée, il était essentiellement sceptique ». Bien que justifiées au fond, en ce qui concerne l'orateur romain, ces attaques partaient d'une intention arrêtée de dénigrer l'antiquité que les maîtres universitaires avaient pour mission de faire aimer et comprendre (3). Le chanoine Vervorst, directeur de l'Ecole catholique d'Auteuil, s'en prenait directement à l'éducation donnée au nom de l'Etat. « Voyez ces enfants qui folâtraient en joyeux essaims dans nos jardins publics, qui se rendent en bandes pressées à travers nos rues aux écoles de l'Etat, ou qui s'acheminent en longue file vers l'église, sous la conduite du frère revêtu de bure ; voilà l'avenir, voilà la vie ou la mort, voilà la révolution s'élançant la pique ou la torche à la main, au massacre ou à l'incendie, ou le moyen-âge relevant ses édifices gothiques, pavoisant ses maisons pour le triomphe du Christ, s'agenouillant sous la bénédiction du pontife » (4).

(1) Cf. *supra*, chap. III, *L'Enseignement secondaire*, § III, (enseignement spécial), discours de Larrabure et de Dalloz au Corps Législatif.

(2) *Revue de l'Instruction publique*, XVIII, 1858-59, pp. 148-149, *Discours prononcés à la chapelle impériale des Tuileries pendant le carême de 1857, accompagnés de notes, par le T. R. P. Ventura de Raulica, et précédés d'une introduction par M. Louis Veuillot*, 1 vol. in-8, xxvii-590 pp. — La *Revue* reproduit les paragraphes de la *Table analytique* où sont indiqués les discours concernant l'enseignement ; cf. Viel-Castel, *Mémoires*, IV, pp. 23-24.

(3) *Revue de l'Instruction publique*, XVIII, p. 366.

(4) Vervorst, *A qui la faute*, pp. 63-64.

On pourrait multiplier à l'infini ces citations : nous en avons seulement choisi quelques-unes parmi les plus typiques. Ajoutons-y le mémoire qu'en 1858, l'évêque de Montauban adressait à l'Empereur sur la *Nécessité de rendre plus religieuse l'instruction publique et de mettre un frein à la circulation des mauvaises doctrines* (1).

Son plan était d'une admirable simplicité. Il confiait à des congrégations religieuses ou à des instituteurs formés et désignés par les congrégations, le soin de l'enseignement primaire qui jusqu'alors n'avait guère produit « que des ennemis de la société et de tout gouvernement ». Il va sans dire que les Ecoles normales disparaissaient.

Les collèges communaux, grands ou petits, étaient remis aux soins des évêques — ou des congrégations, « une éducation franchement religieuse » étant « impossible » avec des maîtres laïques. « Dans tous les cas, le gouvernement devrait *au moins* s'appliquer, en ce qui regarde l'enseignement de l'*histoire* ou de la *philosophie*, à ne les confier qu'à des professeurs catholiques et bien orthodoxes. Un professeur catholique peut facilement remplir sa tâche sans blesser les élèves juifs ou protestants. Un professeur juif ou protestant ne manquerait pas de mettre en danger la pureté de la foi des élèves catholiques. »

Pour les lycées, l'évêque de Montauban était plus embarrassé ; il n'osait pas proposer de les placer sous l'égide de la Compagnie de Jésus, la plaisanterie eût paru trop forte. Il demandait seulement d'y faire assurer le service disciplinaire d'internat par des congréganistes. « Je ne doute pas, disait-il, qu'avec de bons proviseurs et de bons censeurs ce moyen ne produise d'excellents effets. »

Les facultés n'étaient pas oubliées dans ce long travail, fruit de la sollicitude épiscopale. Les profes-

(1) Ce mémoire conservé (en copie) par Duruy, a été publié dans ses *Notes et Souvenirs* (I, pp. 334 et s.)

seurs devaient être invités à ne rien dire dans leurs leçons qui portât atteinte en quelque façon au dogme de la révélation. Il n'est pas admissible que le gouvernement rétribuant des maîtres pour instruire les citoyens français « leur permette d'attaquer la religion et de la ruiner par la base en détruisant ou en affaiblissant en eux la foi à la révélation ». Et pour leur ôter la tentation de le faire par la plume, l'évêque réclamait l'interdiction absolue de publier « tout ouvrage ou article dans lequel la religion révélée serait attaquée directement ou indirectement par la négation ou le simple doute ». Son libéralisme, à l'égard des autres cultes reconnus par l'Etat, laissait « aux ministres consistoriaux les droits qui leur sont garantis par la loi », mais ne s'étendait pas aux « prédications nomades » des dissidents. « L'expérience prouve que ces dissidents ne cherchent à faire des prosélytes que dans les lieux où les habitants sont divisés, et surtout dans les pays où les principes du socialisme ont plus de crédit. On ne citerait pas un seul honnête homme paisible et tranquille dans son ménage ou dans son village qui s'attache à eux. Ces prédications sont donc des causes d'agitation et de désordre » (1).

Le mémoire de l'évêque de Montauban dérive de l'esprit qui animait les catholiques intransigeants fanatisés par la lecture de l'*Univers* ou des sermons du Père Ventura. Il respire d'un bout à l'autre l'intolérance, procédant par insinuations, par sous-entendus, cherchant à convaincre l'Empereur de la nécessité de livrer la France à l'armée versicolore des congrégations qui prenaient à Rome leur mot d'ordre et n'avaient à aucun degré le sens des besoins nationaux.

A l'effervescence cléricale, aux progrès de l'école confessionnelle, aux attaques et aux exigences de l'Eglise, Rouland était prêt à répondre. Sous sa direction, l'Université ne risquait pas d'être mal défendue,

(1) Duruy, *Notes et Souvenirs*, I, pp. 337-343.

ni la loi de 1850 de recevoir d'illégitimes interprétations.

III

Rouland avait puisé dans ses fonctions judiciaires le respect de la loi souveraine qui oblige en France tous les citoyens, et n'admettait pas que telle ou telle catégorie d'individus tentât de s'y soustraire en invoquant la suprématie du pouvoir spirituel. Il se recommandait de la grande tradition française, inaugurée par la royauté naissante, affirmée et codifiée dans le Concordat de 1516, les grands édits, la Déclaration de 1682, celle de l'indépendance absolue de l'Etat vis-à-vis de l'Eglise, et son incontestable autorité en matière temporelle. Disciple des vieux magistrats gallicans ou jansénistes, il s'exprimait sur ce point en termes qui évoquent les célèbres remontrances du Parlement de Paris dénonçant à Louis XV l'accroissement démesuré de la main-morte et les menées de la Compagnie de Jésus.

Rouland entendait tenir une conduite différente selon qu'il avait affaire aux séculiers, aux évêques et aux prêtres des paroisses, ou bien aux congrégations, « véritable milice de Rome » (1), qui l'inquiétaient parfois dans sa conscience d'homme d'Etat et de chrétien.

Car ce n'était pas un libre-penseur, pas même un indifférent, et jamais les évêques n'ont pu lui reprocher de porter atteinte à leur foi (2). Il entretenait même

(1) *Moniteur*, 12 mars 1865, p. 252, discours prononcé au Sénat dans la discussion de l'Adresse.

(2) Liard, *L'Enseignement supérieur en France*, II, p. 301 : « Malgré sa fermeté de main et ses allures de procureur gallican, jamais M. Rouland n'avait inquiété la foi de l'épiscopat ». — « M. Rouland père était de ces esprits élevés, qui, profondément respectueux des choses de la religion, estiment, avec toute la sincérité de leur conscience que, dans l'intérêt de l'Eglise comme dans l'intérêt de l'ordre public, il importe de

avec certains de très cordiales relations privées, ne dédaignant point de leur demander avis et conseil à l'occasion (1). Mais il s'affirmait « catholique gallican », résolument attaché aux « vieilles et profondes convictions gallicanes » (2), ce qui impliquait chez lui l'opposition aux doctrines ultramontaines. Il en a fait la critique dans son discours du 11 mars 1863, lors de la discussion de l'Adresse du Sénat à l'Empereur. Il a vivement dépeint les agissements du parti « qui règne à Rome en maître souverain,..... puissance occulte mais réelle, qui ordonne et agit partout sous le nom de la papauté ». Ce parti est « l'ennemi des idées libérales, si légitimes qu'elles soient » et « l'ami de tous les hommes qui regrettent le passé et qui peut-être détestent le présent ». Que font et que veulent les ultramontains ? Ils troublent l'administration des diocèses, sèment la rebellion parmi les curés et les desservants, sacrifient le clergé national à leur préférence pour le clergé congréganiste « qui n'a ni volonté ni patrie, en dehors de Rome ». « Dans son immense orgueil, le parti ultramontain appelle liberté religieuse la suprématie absolue de la papauté, la subordination des pouvoirs temporels,... l'asservissement du monde catholique » (3).

Pour arrêter l'invasion de l'ultramontanisme, Rouland s'est appuyé « sur la plus constante et la plus irrécusable tradition » (4), et sur le pacte synallagma-

maintenir à l'Etat, soit-il monarchique, impérial ou républicain, les pouvoirs de haute surveillance définis en matière ecclésiastique par le concordat de 1801. » (H. Paulme, *M. Gustave Rouland*, p. 9).

(1) Besson, *Vie de S. E. le Cardinal Matthieu*, II, p. 100 ; *La Quinzaine*, 16 septembre 1905, V. Glachant, *Mgr Parisi et le ministère de l'Instruction publique*.

(2) *Moniteur*, 12 mars 1862, p. 252.

(3) *Id. ibid.*

(4) *Id., ibid.* ; cf. *Moniteur*, 1^{er} juin 1861, p. 784, réponse de Rouland au cardinal Matthieu. — Dans une circulaire du 15 juin 1863, Rouland insiste sur la nécessité de mettre en lumière,

tique du 26 messidor an IX, complété par les articles organiques. Il admettait que le Concordat consacrait l'union de l'Etat et de l'Eglise sous la condition pour l'Eglise de laisser le pouvoir civil lui imposer des « règles de sécurité intérieure » et s'occuper des choses spirituelles, non en elles-mêmes, mais dans « leurs rapports avec la tranquillité du pays » (1).

Aux prélats qui, après la guerre d'Italie, se jetaient dans la foule des ennemis du gouvernement, il démontrait, textes en main, l'évolution du droit public national, constituant « à côté de l'autorité incontestée de l'Eglise sur la société religieuse, l'indépendance de l'Etat régulateur de la société civile et politique ». « Les doctrines du droit public de la France ont triomphé de toutes les épreuves, et nous les avons reçues complètes de la main des rois très chrétiens. La société a voulu être libre dans son domaine, et rester suffisamment armée contre les abus et les agitations résultant du choc de l'Eglise et de l'Etat » (2).

Au cardinal Matthieu critiquant des poursuites administratives engagées contre plusieurs prêtres de son obédience, Rouland réplique avec vivacité, en invoquant le « droit incontestable » du gouvernement, « le droit dont il usera, lorsque les ecclésiastiques commettront des faits qui sont qualifiés délits....., de les mander devant les autorités compétentes, comme tous les autres citoyens, parce que tous les citoyens sont égaux devant les lois pénales » (3).

Les prérogatives de l'Etat ont donc trouvé en Rouland un inlassable défenseur, très averti, connaissant à fond les dispositions réglementaires et législatives,

dans l'enseignement du droit administratif « les vrais principes, les règles traditionnelles de notre droit public ecclésiastique ». (*Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2633, v^o Rouland).

(1) *Moniteur*, 12 mars 1865, p. 252.

(2) *Id.*, 20 février 1860, p. 209, Circulaire aux Evêques et Archevêques.

(3) *Id.*, 5 juin 1861, p. 806.

et sachant les interpréter avec une irréfutable logique.

Le cardinal Matthieu, dans une autre occasion, traduisait à sa manière le terme *nommer* qu'emploie le Concordat. « Dans le style de nos lois, le mot *nommer* signifie deux choses : ou la nomination directe, qui est la présentation, ou la nomination de confirmation qui est l'institution. Voulez-vous voir, Messieurs, l'acte solennel du 26 messidor an IX, que l'on appelle Concordat de l'an X. Vous trouverez, articles 4 et 5, que le Premier Consul nomme les évêques et les archevêques. C'est la nomination de présentation, car il n'institue pas. — Non, Monseigneur, reprend Rouland, *c'est le droit de nomination, droit de la couronne de France, que vous ne pouvez affaiblir* » (1).

Nous n'avons pas ici à rappeler dans le détail l'histoire des rapports de Rouland avec le clergé séculier : il nous suffit de connaître les points essentiels de sa doctrine.

Vis-à-vis des congrégations, il observe ce que Waldeck-Rousseau appelait plus tard « la doctrine ferme et traditionnelle de la tutelle nécessaire de l'Etat » (2). Un magistrat concordataire et gallican ne peut éprouver pour les ordres religieux qu'une sympathie modérée. Rouland, tout en rendant hommage à leur piété, comme à leur zèle charitable, envisageait avec défiance leurs progrès en France. « Je n'aime pas que ces ordres réguliers arrivent si vite à la richesse à travers leur vœu de pauvreté. Je vois avec regret que, laissant à notre clergé séculier toutes les fatigues et tous les sacrifices, ils lui enlèvent encore et ses ressources et son recrutement. Je vois avec regret beaucoup

(1) *Moniteur*, 8 mai 1862, pp. 668 ; cf. *id.* 2 juin 1863, p. 828, *Circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes aux Archevêques de Cambrai, de Tours et de Rennes, et aux Evêques de Metz, de Nantes, d'Orléans et de Chartres, à propos d'un écrit intitulé : « Réponse de plusieurs évêques aux consultations qui leur ont été adressées relativement aux élections prochaines. »*

(2) Waldeck-Rousseau, *Associations et Congrégations*, p. 83.

de nos églises ou pauvres ou délabrées, quand les réguliers étalent le faste de leurs maisons et de leurs chapelles, et quand ils détournent les fidèles et du temple et du prêtre de la paroisse » (1).

Les congrégations présentent de nombreux dangers ; leur prosélytisme envahit les familles par la création des tiers-ordres, par des affiliations qui n'ont pas toujours pour objet la véritable piété (2) ; elles risquent, un jour ou l'autre, si l'on n'y prend garde, et si l'on n'y met ordre, « d'étouffer ou d'exclure les institutions laïques ». Ce sont des organisations étrangères dont les chefs résident à l'étranger et qui vivent de l'argent français. « La multiplication abusive des congrégations et de leurs établissements, en augmentant leurs besoins et les causes de leur ruine, active la nécessité des quêtes, des aumônes, des secours, et engendre ainsi de graves sujets de défiance » (3). Elles ne menacent pas seulement la sécurité et la prospérité matérielles du pays, elles menacent aussi son unité morale, en constituant, par leurs écoles, deux jeunesses hostiles : « Je ne les vois pas sans inquiétude posséder de nombreux établissements d'instruction,

(1) *Moniteur*, 12 mars 1865, p. 252 ; cf. Dalloz, *Recueil périodique*, 1861, 1^{re} p., p. 220, Cassation, 3 juin 1861, conclusions du procureur général Dupin : « Sans doute, à entendre ces associations, elles n'ont jamais assez de biens, leurs membres font vœu de pauvreté pour eux-mêmes, mais vœu de richesse pour le couvent... L'intervention modératrice du gouvernement peut seule mettre un frein à cette ardeur d'accroître ses richesses. »

(2) *Moniteur*, 12 mars 1865, p. 252.

(3) *Moniteur*, 16 juin 1860, p. 715, discours de Rouland au Sénat ; cf. *Moniteur*, 26/27 décembre 1861, p. 1807, circulaire de Rouland aux préfets pour les inviter « à faire savoir aux congrégations religieuses établies dans leur département qu'elles ne doivent recevoir aucun enfant mineur dans leurs maisons sans le consentement formel des parents ou tuteurs ». Cette circulaire avait pour objet « de prévenir des excès de zèle aussi nuisibles à la religion qu'ils sont menaçants pour le droit et la sécurité des familles ».

non pas que je nie leur bonne direction morale et religieuse, mais je crains que l'instruction qu'elles donnent, au point de vue social et politique, ne perpétue chez nos enfants les dissentiments et les antagonismes dont nous souffrons tant aujourd'hui et qu'il faudrait effacer dans l'intérêt de l'avenir » (1).

Le seul moyen d'enrayer un mal qui grandit tous les jours, comme le démontre l'existence de nombreuses communautés d'hommes et de femmes simplement tolérées, c'est d'appliquer la loi, et d'exiger de toute communauté l'autorisation, car l'autorisation « garantit à tout le monde qu'il n'y aura pas, au milieu de la société publique et régulière, des associations distinctes, spéciales, sans que leur but, leurs moyens, leurs statuts ne soient connus et vérifiés ». L'autorisation reste toujours facultative pour le gouvernement, libre de l'accorder ou de la refuser, d'après l'appréciation qu'il fait des ressources, de l'opportunité et de l'utilité des établissements qui sollicitent la concession de la personnalité civile » (2). L'Etat, s'il est prévoyant, ne peut borner son droit à une simple formule d'autorisation. La question de savoir si on doit autoriser les communautés religieuses ne dépend pas de la seule volonté, de la seule existence de ces communautés, mais elle est subordonnée à des questions d'utilité » (3).

(1) *Moniteur*, 12 mars 1863, p. 252. — Il y a entre ce passage du discours de Rouland, et l'extrait suivant d'un discours célèbre de Waldeck-Rousseau, une bien curieuse analogie : « Ce n'est pas seulement le développement de la mainmorte qui atteste et décèle le véritable péril. Sous la même action et la même influence, dans ce pays dont l'unité morale a fait, à travers les siècles, la force et la grandeur, deux jeunesses, moins séparées encore par leur condition sociale que par l'éducation qu'elles reçoivent, grandissent sans se connaître, jusqu'au jour où elles se rencontreront si dissemblables, qu'elles risquent de ne plus se comprendre ». (Waldeck-Rousseau, *La Défense républicaine*, p. 157).

(2) *Moniteur*, 16 juin 1860, p. 715.

(3) *Id.*, 28 février 1862, p. 272.

Un des collaborateurs de Rouland a dit très justement qu'il « consentait sincèrement à faire bon ménage avec la liberté telle que la loi de 1850 l'avait édictée », mais qu'il « se refusa à en être dupe » (1). Rouland n'était pas de ceux qui, après le 2 Décembre, auraient sacrifié volontiers l'Université aux rancunes cléricales. Il mettait au nombre des droits régaliens que l'Etat n'aliène point sans amoindrir sa puissance, le droit de former la jeunesse dans ses écoles. « En France, l'Etat dans ses établissements, reste l'Etat enseignant. L'Université reste debout, certaine de son avenir... Elle tient sa mission de l'Etat, et nous lui demandons avec l'Etat une alliance cordiale, sérieuse et complète..... Que l'Université nouvelle marche donc résolument dans les voies de l'Etat, puisqu'elle vit par sa volonté et sous son abri tutélaire » (2). La question de « l'Etat enseignant » est pour le ministre « fondamentale » (3). Il y revient souvent et avec insistance. « Il était sage et légitime que l'Etat, appréciateur vigilant des exigences sociales, conservât le droit d'instruire la jeunesse et n'abandonnât à personne le soin exclusif de la préparer au service et à l'amour de la patrie » (4). Sans doute, on a bien fait de proclamer la liberté d'enseignement, mais à la condition que l'Etat en use pour son propre compte, sans renoncer à « sa part d'influence et d'action », sans se montrer indifférent « sur les questions les plus vitales de la chose publique » (5). « Il eût été insensé, de la part d'un gouver-

(1) *Dict. de Pédagogie*, I, II, p. 2633, v° Rouland.

(2) *Moniteur*, 11 août 1857, pp. 876-877, discours prononcé à la distribution des prix du concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 20, 21.

(3) *Id.*, 13 août 1861, p. 1217, discours prononcé à la distribution du concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 106.

(4) *Id.*, 10 août 1860, p. 965, discours prononcé à la distribution des prix du concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 87.

(5) *Id.*, 12 août 1862, pp. 1179-1180, discours prononcé à la

nement intelligent et fort, d'abandonner l'œuvre si utile du chef de la dynastie napoléonienne, et de concéder à tout le monde, sans se réserver aucune part, le droit d'instruire les jeunes générations, et d'exercer ainsi une puissante influence sur les destinées du pays » (1).

Le gouvernement impérial ne toucha pas à la liberté, mais entreprit de la restreindre aux limites légales, sans entrer ouvertement en conflit avec l'Eglise. Fortoul avait posé en 1854 le principe de la lutte entre les établissements publics et privés, lutte pacifique, loyale, mais où l'Etat se réservait beaucoup d'avantages (2). Rouland accepta « sans arrière-pensée » (3) cette lutte « honorable et avantageuse pour tous ». « Il était bon que sous le régime de la liberté, le sacerdoce qui l'avait appelée de tous ses vœux cherchât à conquérir sa place dans l'éducation des générations nouvelles » (4). Mais il vit le danger éventuel du

distribution des prix du concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 151.

(1) *Moniteur*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV. — Cf. *Moniteur*, 28 mai 1862, pp. 774-775, discours prononcé à l'inauguration du Palais des Facultés de Nancy, le 25 mai : « L'Etat, au moment où il proclamait la liberté d'enseignement, a réservé pour lui-même le droit et le devoir de maintenir ses établissements scolaires et d'offrir à la jeunesse un large système d'instruction nationale ». (*Discours et Réquisitoires*, II, p. 142). — *Moniteur*, 13 août 1857, discours de Dumas, vice-président du Conseil Impérial de l'Instruction publique à la distribution des prix du lycée Louis-le-Grand : « L'Etat lui-même veille attentivement sur vous. Il n'entend livrer à personne la direction morale du pays ; il veut propager ces croyances salutaires sur lesquelles tout pouvoir se fonde. »

(2) *Bulletin*, V, 1854, pp. 121-122, rapport sur les établissements libres d'enseignement secondaire.

(3) *Moniteur*, 11 août 1857, pp. 876-877, discours prononcé à la distribution des prix du concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, pp. 22.

(4) *Id.*, 10 août 1860, p. 965, discours prononcé à la distribution des prix du concours général ; *Discours et Réquisitoires*, II, p. 87.

monopole reconstitué au profit de l'Eglise. S'il insistait sur la nécessité d'imposer aux associations religieuses une autorisation préalable, justifiée par des besoins dûment constatés, c'était pour ne pas leur confier « avèuglement le droit considérable d'enseigner et de distribuer des lettres d'obédience », car il fallait « empêcher des entraînements religieux qui mènent droit à de funestes concurrences ou à un enseignement d'une déplorable faiblesse » (1). Dans un document officiel, il fait allusion à ces congrégations, « qui auraient pu ou voulu tout concentrer dans leurs mains » (2). Plus tard, en qualité de ministre présidant le Conseil d'Etat, il prononçait au Sénat ces paroles qui en disent long sur ses intimes convictions : « Nous n'admettons pas en France l'Eglise propriétaire exclusive du droit d'enseignement. Nous lui avons fait en 1850 une concession loyale, la liberté. *Vous l'avez, cette liberté, vous l'avez obtenue... telle au moins que le législateur de 1850 a jugé convenable de la constituer. Gardez-la, mais ne demandez rien de plus.* Et en vérité, le clergé à cette époque a acquis la liberté d'enseignement dans des proportions énormes relativement à l'ancien état de choses » (3).

On devine dans cette déclaration l'expression d'un regret. Il est évident que l'Empire, surtout dans la période dite « libérale », cherchait à entraver les progrès des établissements religieux, et Rouland ne leur accorda jamais la moindre faveur, le moindre privilège. L'Etat enseignant, dans sa pensée, devait s'efforcer de regagner le terrain qu'il avait perdu en 1848, et ne laisser reprendre aucun avantage à ses adversaires (4).

(1) *Moniteur*, 28 février 1862, p. 274.

(2) *Id.*, 14 janvier 1863, *Situation de l'Empire*, p. IV.

(3) *Id.*, 17 décembre 1863, p. 1525.

(4) M. E. Faguet cite dans son livre sur *L'Anticléricalisme* (Paris, in-18, 1906, 1^{re} édit.) un rapport, dû probablement à

la faculté illimitée de fonder des écoles libres suffit... à la satisfaction de toutes les tendances individuelles. » Le gouvernement, tout en désirant écouter favorablement, aussi souvent que possible, les avis des conseils municipaux, « veut aussi défendre les écoles publiques contre les envahissements et les abus de quelque part qu'ils viennent », cela, « avec autant de bonne foi que de fermeté ». Et pour déjouer toute tentative de substitution de personnes, l'administration n'ayant à connaître que les individus, et non le groupe dont ils font partie, le ministre n'acceptait la nomination des adjoints congréganistes dans une école publique par leur supérieur que sous condition de l'agrément du préfet. Avant de procéder à la nomination des titulaires, le préfet devait exiger d'eux, conformément à la loi, leur nom congréganiste et patronymique, leurs prénoms, la date et le lieu de leur naissance, l'indication des établissements où ils avaient été employés depuis dix ans ou depuis leur entrée dans l'enseignement, le brevet de capacité, et l'exeat s'ils venaient d'un autre département (1).

Les donations conditionnelles créaient une situation plus difficile, leurs auteurs s'appuyant fortement sur les dispositions de la loi de 1850 qui autorise les communes à pourvoir à l'enseignement primaire au moyen d'écoles laïques ou congréganistes (2), dispositions que n'avaient abrogées ni le décret de 1852, ni la loi de 1854. Mais si le gouvernement laissait toute latitude à ces libéralités, revêtant trop souvent un caractère politique, il s'exposait à voir disparaître à peu près complètement le personnel enseignant laïque. « Il y a, disait Rouland au Sénat, des gens qui trouvent bon d'engager les communes, par l'appât d'une donation conditionnelle, à troquer leur instituteur laïque contre un religieux. Où serait donc le mal,

(1) Gréard, III, pp. 769-770 ; Delalain V, p. 437, instruction du 13 mai 1861 ; cf. circulaire du 12 juillet 1862 précitée.

(2) Loi du 15 mars 1850, art. 31.

même par une concurrence loyale, à se défendre de l'instituteur religieux par l'emploi d'un excellent instituteur laïque ? » (1) Il considérait en effet qu'il était impossible et dangereux de laisser imposer aux communes par la volonté d'un simple citoyen « l'aliénation d'une faculté légale inaliénable ». Que dans l'avenir un conseil municipal veuille, lorsqu'une vacance se reproduira, recourir aux services d'un laïque : il en est empêché par la donation dont la commune a bénéficié, à moins d'y renoncer. Dans la pratique, le gouvernement « pour ne pas faire périr la libéralité », en autorisait l'acceptation, bien qu'elle obligeât « sous peine de résolution la commune à ne pas se séparer de la catégorie d'instituteurs imposée par le donateur ». Mais si ces libéralités étaient « faites sous condition de confier à perpétuité les écoles à une congrégation religieuse », tout en faisant fléchir les rigueurs de la loi dans la pratique « par une juste et saine appréciation des choses », il était évident qu'on devait s'y opposer (2).

Rouland fut donc, vis-à-vis du clergé séculier et régulier et du parti catholique, en ce qui concerne l'application de la loi du 15 mars 1850, le gardien fidèle des prérogatives de l'Etat et le défenseur de l'esprit laïque. Sincèrement respectueux des croyances confessionnelles, il ne permit jamais que l'Eglise sortit des limites qui lui étaient assignées par sa mission particulière et par les règles de notre droit public. Les circonstances politiques le favorisèrent puissamment ; l'Empereur qui n'avait plus les mêmes raisons qu'à son avènement de se ménager d'utiles alliances, l'encouragea dans sa tâche. Mais on doit aussi reconnaître qu'il était l'homme de la situation, et que l'Université trouvait en lui le plus vigilant des protecteurs.

(1) *Moniteur*, 20 mai 1862, p. 727.

(2) *Id.*, 24 juin 1862, p. 935 ; cf. Delalain, V, pp. 496-498, circulaire du 10 février 1862 relative au mode d'acceptation des dons et legs faits pour l'Instruction publique.

CONCLUSION

Rouland, magistrat du Parquet, gardien de l'ordre légal et constitutionnel, reçut le portefeuille de ministre de l'Instruction publique et des Cultes afin de réfréner l'ardeur du clergé de France que travaillaient les passions ultramontaines. Il avait pour mission essentielle d'appliquer le Concordat, sans faiblesse, comme sans brutalité, parce qu'on était obligé de ménager d'anciens alliés du pouvoir qui jouissaient dans le pays d'une incontestable influence.

Mais, quand on réagit contre l'Eglise, il faut aussi réagir contre ses écoles qui sont le meilleur instrument de sa propagande, et, par suite, renforcer l'autorité des écoles de l'Etat, c'est-à-dire l'autorité de l'Université. Le triomphe du parti catholique avait déterminé l'abaissement de l'Université. Quand le gouvernement tenta, sinon de briser, du moins de relâcher les liens d'une union qu'il estimait avoir assez duré pour la satisfaction de ses intérêts, il songea immédiatement à la relever aux yeux de l'opinion. Fatalement, le ministre des Cultes devait se souvenir qu'il présidait aussi et surtout aux destinées de l'Instruction publique. En châtiât — d'un châtiment très bénin — les évêques, en leur rappelant les principes fondamentaux du droit public national, Rouland fut amené non seulement à traiter avec plus de bienveillance que Fortoul le personnel enseignant, mais à rechercher quelles réformes étaient nécessaires pour rendre à l'Université le lustre qu'elle avait perdu. Et, descendant jusqu'aux détails de l'administration ou de la pédagogie, il en vint aussi bien à modifier les programmes qu'à pres-

crire des méthodes, dont le meilleur éloge qu'on en puisse faire est qu'elles n'ont point vieilli après un demi-siècle de date.

Rouland fut donc, à son département, un homme d'Etat énergique et clairvoyant, un administrateur libéral, un éducateur dont l'œuvre est des plus estimables.

L'homme d'Etat avait les défauts et les qualités de sa profession et de son époque. Il rêvait d'une parfaite unité morale et intellectuelle, régnant dans la nation, chimère d'ancien régime ou de régime impérial, qui n'a point encore fait son temps ; il avait le culte peut-être excessif de l'autorité, de la réglementation, héritage du Premier Empire, dont s'était emparé le Second, résultat de l'influence qu'exerça et qu'exerce encore sur nos mœurs la Constitution de l'an VIII. Mais Rouland, en parlant d'autorité, songeait le plus souvent à l'autorité de la loi, et les rapports qu'il eut avec ses subordonnés se tempéraient d'une bonté naturelle qui lui valut l'estime de tous. Sa lutte contre l'Eglise ne fut ni haineuse ni sectaire. Il obéit seulement à la tradition, plusieurs fois séculaire, de la défense des droits de la société civile. Loyalement, il appliqua la législation de 1850, mais sans jamais permettre que ce fût aux dépens de l'Etat. Il est possible que ses secrets désirs soient allés au monopole universitaire, tendance très naturelle chez ce légiste fervent, serviteur d'une monarchie qui rêvait de constituer un type unique de citoyens français exclusivement dévoués à la dynastie des Bonaparte. Les circonstances justifient Rouland d'avoir envisagé ce moyen, médiocre entre tous, de pacification politique et sociale.

L'administrateur fut sage et pondéré, mais non rétrograde. Consciencieusement, il se mit à une tâche dont il ignorait presque tout, s'informa, ouvrit des enquêtes, et ne craignit pas, fait assez rare dans l'histoire de l'Université, de demander aux plus humbles

compétences leur avis motivé. Gêné par l'exiguité des ressources budgétaires, il se livra aux calculs les plus minutieux, il pratiqua les plus rigoureuses économies pour opérer d'urgentes réformes, et ce n'est pas la moindre partie de son œuvre que ces améliorations de traitements, ces créations et ces constructions de lycées ou d'écoles, qui resteront l'honneur de son ministère.

L'éducateur se montra d'abord soucieux du bon renom de l'esprit français, qui se nourrit de la meilleure substance des lettres et de la philosophie. Fortoul avait chassé toutes les muses de l'Université. Le procureur général Rouland, qui aimait à se délasser des subtilités du Code au commerce des grands auteurs, les y fit rentrer sans éclat, par des portes dérobées. Mais elles étaient revenues dans la place en occupantes pourvues de maint titre authentique. N'était-ce point un premier pas vers la liberté ? Car les lettres et la philosophie sont les filles de la liberté, et quand, dans l'éducation de la jeunesse, l'étroite culture utilitaire se substitue exclusivement à la culture large et désintéressée des aptitudes naturelles, c'est que la liberté est morte ou va mourir.

Un peuple, cependant, ne vit pas seulement de la beauté et de la vérité harmonieusement exprimées. L'évolution industrielle, commerciale et financière du xix^e siècle a fait de « l'honnête homme » à la manière classique, un personnage démodé, à côté du « producteur » chef de banque ou d'usine. La nation a besoin de citoyens à la fois cultivés et capables de s'adapter aux nécessités économiques nouvelles. Rouland le comprit admirablement lorsqu'il élaborait le projet qui devint la loi sur l'organisation de l'enseignement spécial.

Aux enfants des classes pauvres et laborieuses qui iront à onze ou douze ans travailler la terre, manier le rabot ou la lime, que servent un ensemble de con-

naissances abstraites, un embryon de savoir encyclopédique, où l'on effleure toutes facultés sans en approfondir aucune ? Que servent les théories grammaticales ou arithmétiques, les ambitieuses rédactions où s'efforce vainement l'intelligence à peine développée ? Les novateurs d'aujourd'hui critiquent amèrement les programmes primaires. Rouland, avant eux, invitait les maîtres à rester pratiques dans leur enseignement, parce qu'ils avaient surtout à former des paysans et des ouvriers.

Rappelons-nous enfin qu'il contribua, dans la mesure des moyens dont il disposait, à orienter l'enseignement supérieur vers les applications économiques, selon les besoins régionaux, qu'il encouragea ainsi la décentralisation intellectuelle, et parla même ou laissa parler en son nom des *Universités* ?

Ce fut donc une sorte de précurseur, un précurseur modeste, qui ne se répandait pas en phrases sonores et prophétiques, et poursuivait pacifiquement la destruction progressive d'un système dont les vices étaient apparus presque dès l'application première.

A Duruy il laissait la route libre et débarrassée de tout obstacle : les agrégations particulières pour la plupart rétablies (celle de philosophie était à la veille de l'être, quand Rouland quitta les affaires), l'Ecole Normale réorganisée, l'enseignement spécial préparé, la bifurcation atteinte mortellement, l'enseignement primaire en voie de relèvement, l'enseignement privé contenu dans de raisonnables limites. Il est bien évident que Duruy n'eût pas aussi aisément fourni sa brillante carrière, si les sept années que son prédécesseur a passées à la tête de l'Université avaient été infécondes.

Sans doute, derrière Rouland, nous apercevons la figure énigmatique, et si peu connue encore, de l'Empereur, tantôt autoritaire, tantôt libéral, d'abord lié par un pacte qui le gênait fort, à l'Eglise et aux catho-

liques militants, puis essayant de s'affranchir d'une alliance qu'il ne voulait pas indissoluble. L'évolution de sa politique personnelle se traduit nettement dans les actes de son ministre. Mais celui-ci se faisait, volontiers et sans résistance, le collaborateur de cette politique, parce qu'elle correspondait à ses convictions intimes, et, avec un universitaire qui occupa lui aussi le ministère de l'Instruction publique, « on peut dire qu'en des temps difficiles, cet ancien procureur général à la Cour de Paris, devenu le chef de l'Université a... bien mérité de l'Université » (1).

(1) *Dict. de Pédagogie*, I, I, p. 1074, v^o France, (Alfred Rambaud).

FIN

Vu : Lyon, le 16 novembre 1909.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Lyon,*
L. CLÉDAT.

Vu et permis d'imprimer :
Lyon, le 21 novembre 1909.

*Le Recteur,
Président du Conseil de l'Université,*
P. JOUBIN.



TULLE, IMPRIMERIE MAZEYRIE